DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# CONVENTION PLURIANNUELLE CADRE DES PROJETS

# DE RENOUVELLEMENT URBAIN D'EST ENSEMBLE

## COFINANCES PAR L'ANRU

## DANS LE CADRE DU NPNRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Il est convenu entre :

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représentée par son directeur général, ou par délégation, par son délégué territorial dans le département,

L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département

L'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI), ou Etablissement public territorial (EPT) représenté par son président, ci-après désigné « le porteur de projet[1] »

Les maîtres d'ouvrage des opérations programmées dans la présente convention, soit les organismes HLM : OPH de Bagnolet, Immobilière 3F, Noisy-le-Sec Habitat, Seine Saint Denis Habitat, CDC Habitat Social, 1001 Vies Habitat, OPH de Bondy, OPH Montreuillois, ICF Habitat, Seqens, Logirep

Action Logement Services, représentée par sa Directrice du Renouvellement Urbain Delphine SANGODEYI, dûment habilitée aux fins des présentes,

Foncière Logement, représentée par son Président Hugues VANEL

La Caisse des Dépôts, dont le siège est situé 56 rue de Lille, 75007 Paris

Ci-après désignés les « Parties prenantes »

**----------**

Les communes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin, Le Pré-Saint-Gervais, Romainville, comprenant au moins un quartier inscrit à l'article 1 de la présente convention pluriannuelle, représentées par leurs Maires,

Ci-après désignés les « Partenaires associés »

Ce qui suit :

[1] *Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (départements d'Outre-Mer, communes non inscrites dans un EPCI, communes ayant la compétence politique de la ville)*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# SOMMAIRE

*PRÉAMBULE* ..... *5*

*LES DÉFINITIONS* ..... *6*

*TITRE I - LES QUARTIERS* ..... *7*

*TITRE II - LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN* ..... *8*

Article 1. Les éléments de contexte ..... 8

Article 2. Les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain ..... 9

Article 2.1 Les orientations stratégiques du projet en cohérence avec le contrat de ville ..... 9

Article 2.2 Les objectifs urbains du projet ..... 10

Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation ..... 15

Article 3. Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet ..... 15

Article 3.1 Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain 15

Article 3.2 Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain ..... 16

Article 4. La description du projet urbain ..... 16

Article 4.1 La synthèse du programme urbain (éléments clés) ..... 16

4-1-1 Le programme urbain ..... 16

4-1-2 La démolition des logements locatifs sociaux ..... 16

(NB : sur Noisy le Sec 148 démolitions validées en date du 9/10/19 ) ..... 17

Article 4.2 La description de la composition urbaine ..... 17

Article 4.3 La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux ..... 17

Article 5. La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité ..... 21

Article 5.1 La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle ..... 21

Article 5.2 La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité ..... 26

Article 6. La stratégie de relogement et d'attributions ..... 27

Article 7. La gouvernance et la conduite de projet ..... 29

Article 7.1 La gouvernance ..... 29

Article 7.2 La conduite de projet ..... 31

Article 7.3 La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet ..... 34

Article 7.4 L'organisation des maîtres d'ouvrage ..... 34

Article 7.5 Le dispositif local d'évaluation ..... 35

Article 8. L'accompagnement du changement ..... 35

Article 8.1 Le projet de gestion ..... 35

Article 8.2 Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants ..... 36

Article 8.3 La valorisation de la mémoire du quartier ..... 36

*TITRE III - LES CONCOURS FINANCIERS DU NPNRU AUX OPERATIONS PROGRAMMÉES DANS LA PRESENTE CONVENTION* ..... *38*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Article 9. Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel . 38
Article 9.1 Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle ..... 38
Article 9.2 Les opérations du programme non financées par l'ANRU ..... 47
Article 9.3. Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI ..... 49
Article 10. Le plan de financement des opérations programmées ..... 50
Article 11. Les modalités d'attribution et de versement des financements ..... 52
Article 11.1 Les modalités d'attribution et de versement des subventions de l'ANRU ..... 52
Article 11.2 Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services ..... 52
Article 11.3 Les modalités d'attribution et de versement des aides de l'Anah ..... 52
Article 11.4 Les modalités d'attribution et de versement des aides de la Caisse des Dépôts ..... 52
Article 11.5 Les modalités d'attribution et de versement des aides d'autres Partenaires associés ..... 52
*TITRE IV - LES ÉVOLUTIONS ET LE SUIVI DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN ...54*
Article 12. Les modalités de suivi du projet prévues par l'ANRU ..... 54
Article 12.1 Le reporting annuel ..... 54
Article 12.2 Les revues de projet ..... 54
Article 12.3 Les points d'étape ..... 55
Article 12.4 Les informations relatives à l'observatoire national de la politique de la ville et à la LOLF ... 55
Article 12.5 L'enquête relative à la réalisation du projet ..... 55
Article 13. Les modifications du projet ..... 55
Article 13.1 Avenant à la convention pluriannuelle ..... 56
Article 13.2 Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention ..... 56
Article 13.3 Traçabilité et consolidation des modifications apportées ..... 56
Article 14. Les conditions juridiques d'application de la convention pluriannuelle ..... 56
Article 14.1 Le respect des règlements de l'ANRU ..... 56
Article 14.2 Les conséquences du non-respect des engagements ..... 57
Article 14.3 Le contrôle et les audits ..... 57
Article 14.4 La clause relative aux évolutions de la situation juridique des maîtres d'ouvrage ..... 57
Article 14.5 Le calendrier prévisionnel et la durée de la convention ..... 57
Article 14.6 Le traitement des litiges ..... 58
*TITRE V - LES DISPOSITIONS DIVERSES.....59*
Article 15. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU ..... 59
Article 16. Les archives et la documentation relative au projet ..... 59
Article 17. La communication et la signalétique des chantiers ..... 59
Article 17.1 Communication ..... 59
Article 17.2 Signalétique ..... 60

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU**

**Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU**

# PRÉAMBULE

Les pièces constitutives de la convention pluriannuelle sont les suivantes :

- La présente convention ;
- Les annexes, répertoriées comme suit :
  - A – présentation du projet ;
  - B – Contreparties en faveur du groupe Action Logement ;
  - C – Synthèse de la programmation opérationnelle et financière ;
  - D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet.

L'absence d'annexe(s) répertoriée(s) en A et D ne fait pas obstacle à la bonne exécution de la présente convention.

La présente convention pluriannuelle s'appuie sur le dossier, élaboré à la suite du protocole de préfiguration d'Est Ensemble n°536 cofinancé par l'ANRU, conformément au dossier type prévu à l'annexe II du RGA relatif au NPNRU, examiné :

- par la réunion technique partenariale point de mi-parcours du protocole de l'EPT Est Ensemble donnant lieu à un CE dématérialisé du 19 juin 2018 suite à la RTP du 3 mai 2018
- par le comité d'engagement CE point de mi-parcours du protocole de l'EPT Est Ensemble et du CE quartier Romainville du 18 juillet 2018
- par le comité d'engagement CE OPPC du 25 avril 2019
- par le comité d'engagement CE OPPC du 24 juin 2019
- par le comité d'engagement CE OPPC du 9 octobre 2019

La présente convention pluriannuelle, sur lesquelles s'engagent les Parties prenantes, en reprend les principales caractéristiques[2].

Est Ensemble a été retenu au titre du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI du 14 mars 2017 « ANRU+ ». Les orientations stratégiques du projet d'innovation lauréat sont présentées à l'article 2.3, tout comme l'articulation de ce projet avec le projet de renouvellement urbain.

[2] *La présente convention, intègre les éléments à rattacher à la partie territoriale validés dans le CE point de mi-parcours du protocole d'Est Ensemble, le CE quartier de Romainville ainsi que les CE OPPC jusqu'en date du 9 octobre 2019. Elle sera complétée par avenant pour intégrer les validations des autres conventions quartier NPNRU d'Est Ensemble (Bondy, Bobigny, Noisy-Le-Sec, Pantin/Pré-Saint-Gervais, Montreuil/Bagnolet).*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme », ou « programme urbain »,** est constitué de l'ensemble des opérations de la convention pluriannuelle approuvées par le comité d'engagement, le conseil d'administration ou le directeur général de l'ANRU, ou par délégation par le délégué territorial de l'ANRU, qu'elles soient financées ou non par l'ANRU.

- **L' « opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- **Le « maître d'ouvrage »** est un bénéficiaire des concours financiers de l'ANRU.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les « concours financiers » de l'ANRU**, programmés au sein d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'ANRU et de prêts bonifiés autorisés par l'ANRU et distribués par Action Logement Services conformément aux modalités prévues dans le règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et dans la convention tripartite État - ANRU - Action Logement portant sur le NPNRU.

- Le « **projet d'innovation** » (lauréat de l'AMI VDS du 16 avril 2015 ou au titre du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI ANRU+ du 14 mars 2017) désigne la composante innovation du projet de renouvellement urbain faisant l'objet de financements du PIA au titre de l'axe 1 de l'action Vile Durable et Solidaire (VDS) et/ou du volet « quartiers » de l'action « Territoires d'Innovation » (TI). Le projet d'innovation comporte deux phases successives : la phase de maturation et la phase de mise en œuvre.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TITRE I - LES QUARTIERS

La présente convention porte sur les quartiers suivants :

- Le quartier d'intérêt national, identifié dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :
    - Projet de Romainville portant sur le quartier de Gagarine (QP 093027)

Elle sera complétée par avenant pour intégrer les projets et les opérations relatifs aux quartiers suivants :

- Les quartiers d'intérêt national :
    - Projet de Bondy portant sur les quartiers La Noue Caillet, De Lattre de Tassigny, Terre Saint Blaise (QP093014)
    - Projet de Noisy-le-Sec pour les quartiers du Londeau (QP093021)
    - Projet de Montreuil et Bagnolet sur le quartier La Noue le Plateau les Malassis (QP093009)
    - Projets de Bobigny sur les quartiers du Centre-Ville (QP093011) et de l'Abreuvoir (QP093014)
    - Projet du quartier intercommunal des Quatre Chemins à Pantin (QP093024), en lien avec le projet présenté par Plaine Commune sur la ville d'Aubervilliers
- Les quartiers d'intérêt régional :
    - Projet de Bondy portant sur les quartiers Blanqui (QP093012), Marnaudes, Fosses-aux-Bergers et La Sablière (QP093013)
    - Projet de Noisy-le-Sec pour les quartiers de Bethisy (QP093020)
    - Projet de Montreuil sur le quartier du Morillon (QP093018)
    - Projet de Pantin et du Pré-Saint-Gervais sur le quartier des Sept-Arpents Stalingrad (QP093023)
-

qui n'ont pas encore fait l'objet d'une validation et seront intégrés ultérieurement par avenant à la présente convention.

Parmi ces quartiers, ceux faisant l'objet du projet d'innovation lauréat de l'AMI du 16 avril 2015 de l'axe 1 de l'action VDS du PIA ou au titre du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI du 14 mars 2017 « ANRU+ »

Un plan de situation de l'ensemble des quartiers d'intérêts national et régional de l'agglomération est présenté en annexe A.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TITRE II - LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

## Article 1. Les éléments de contexte

Créée le 1er janvier 2010, la Communauté d'agglomération Est Ensemble réunit neuf communes du département de la Seine-Saint-Denis : Bagnolet, Bobigny, Bondy, Les Lilas, Le Pré Saint-Gervais, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville, soit 418 000 habitants en 2018. Dans le cadre de la loi NOTRe, par laquelle la communauté d'agglomération Est Ensemble est devenue au 1er janvier 2016 un Etablissement public territorial au sein de la Métropole du Grand Paris, la compétence d'Est Ensemble a été réaffirmée en matière de politique de la Ville et notamment d'animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain.

Onze quartiers prioritaires de la politique de la ville d'Est Ensemble (correspondants à 12 « quartiers vécus ») ont été retenus dans la liste des quartiers d'intérêt national du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) approuvé par le conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) le 15 décembre 2014 et dans la liste des quartiers d'intérêt régional approuvée conjointement par l'ANRU et le conseil régional Ile de France.

Le président de l'Etablissement public territorial Est Ensemble et les maires des villes-membres ont élaboré conjointement le protocole de préfiguration et sont ainsi co-porteurs des futurs projets de renouvellement urbain, dans le respect des principes énoncés par l'article 6 de la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Ce protocole de préfiguration s'inscrit dans la continuité du volet urbain du contrat de ville d'Est Ensemble, approuvé le 10 février 2015, notamment de l'orientation stratégique relative à la poursuite et l'amplification du renouvellement urbain.

A l'échelle de l'Île-de-France, le territoire d'Est Ensemble apparaît comme un espace en transition, fortement marqué par la jeunesse et la fragilité économique de sa population. Malgré des dynamiques positives enregistrées, le territoire est marqué par de forts contrastes :

- un rythme de développement encore en décalage avec celui de la Métropole du Grand Paris et de la Région : les indicateurs socio-économiques montrent des écarts persistants, voire des situations de décrochage ;

- des disparités socio-économiques entre les communes de l'agglomération, qui suivent des évolutions contrastées : certaines attirant des cadres et professions intermédiaires, où se posent de forts enjeux de réduction des inégalités et de cohésion sociale entre les habitants, d'autres connaissant une tendance à l'appauvrissement.

Dans ce contexte, le territoire d'Est Ensemble est caractérisé par une part importante d'habitants résidant dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville, cumulant des situations de fragilités sociales, urbaines et économiques. Ainsi, 19 quartiers sont inscrits dans la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville, rassemblant environ 149 000 habitants, soit 38% de la population.

Parmi ces 19 quartiers, 11 ont fait l'objet du premier programme de renouvellement urbain en cours de terminaison. Parmi eux, 6 sont également concernés en tout ou partie par le nouveau programme.

Le protocole de préfiguration d'Est Ensemble a défini un programme d'études et d'opérations pré-conventionnées, approuvés en avril et juillet 2016 et signé en juin 2017. L'avancement des études a été présenté au point de mi-parcours lors d'une RTP tenue le 3 mai 2018 et d'un comité d'engagement en date du 18 juillet 2018, concernant la stratégie territoriale et le PRU du quartier Gagarine à Romainville.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

S'agissant de douze quartiers aux enjeux et aux contextes locaux très hétérogènes, l'avancement des projets est variable d'un quartier à l'autre.

**La présente convention-cadre porte les engagements intercommunaux en matière de stratégie habitat et d'ingénierie, permettant à la première convention- quartiers Gagarine à Romainville ainsi qu'aux opérations anticipées présentées sur certains quartiers d'être contractualisées. Elle a vocation à être complétée à l'issue des études transversales et de l'élaboration des 11 autres projets par quartier. Cette convention sera à amender au plus tard à l'issue de la validation de l'ensemble des projets quartiers NPNRU.**

# Article 2. Les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain

## Article 2.1 Les orientations stratégiques du projet en cohérence avec le contrat de ville

- **La traduction des ambitions environnementales du Territoire sur les PRU**

Est Ensemble a adopté en 2017 son référentiel aménagement durable. Après avoir été testé dans la phase expérimentale sur l'un des PRU (Le Londeau à Noisy-le-Sec), il sera décliné sur l'ensemble des PRU, en lien avec les maîtrises d'œuvre en charge des études urbaines.

De même, la Trame Verte et Bleue, et le guide de prescription en matière de traitement des eaux pluviales ont fait l'objet de présentation et de temps de travail spécifiques avec les directions de projet. Leur déclinaison par projet sera assurée notamment via la participation des directions de l'environnement et de l'eau et de l'assainissement aux différentes étapes d'élaboration des projets de renouvellement urbain.

Est Ensemble a engagé depuis 2015 une démarche d'urbanisme temporaire (AMI Temp'o), destinée à exploiter des friches ou espaces en transition pour des occupations temporaires, dans le cadre d'un appel à projet. Initialement développée sur les ZAC du territoire, cette démarche a été déployée en 2017 sur deux sites concernés par le NPNRU (Béthisy et La Noue à Montreuil) ;

- **Développement économique et emploi : développer la mixité fonctionnelle dans les quartiers**

Au sein de la direction du développement économique d'Est Ensemble, une chargée de mission dédiée au développement économique des quartiers a été recrutée en octobre 2017.

L'étude de potentiel de développement économique est lancée en avril 2018 et a pour objectif de définir des projets de développement économique et/ou d'emploi pour chacun des 12 quartiers concernés par le NPNRU, ainsi que le développement d'outils d'intervention d'échelle territoriale.

Certains projets sont d'ores et déjà définis, avec par exemple la création d'un espace dédié au soutien des activités économiques émergentes dans le quartier Gagarine (espace d'activité partagé à Romainville).

- **Vers une mixité scolaire**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Convaincu de la nécessité de travailler en parallèle de l'attractivité urbaine des quartiers sur leur attractivité scolaire, Est Ensemble initie une démarche avec les partenaires concernés sur ce sujet, en visant à combiner l'amélioration des conditions d'accueil des bâtiments, le renforcement de projets pédagogiques, des réflexions sur la carte scolaire… Cette démarche a été enclenchée au second semestre 2018 et doit être menée avec l'ensemble des partenaires de l'éducation.

## Article 2.2 Les objectifs urbains du projet

L'ensemble des signataires s'accordent sur les objectifs urbains du projet, traduisant les orientations stratégiques, présentés au regard de chaque objectif incontournable de manière détaillée dans le tableau de bord en annexe A de la convention et consolidés, d'un point de vue spatial, dans un schéma de synthèse (annexe A). Sont ainsi tout particulièrement précisés les objectifs en termes de rééquilibrage de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération et de diversification de l'habitat sur le quartier. Le porteur de projet est garant du respect de ces objectifs dans la mise en œuvre du projet.

### 2-2-1 Les objectifs urbains du projet

Le développement urbain du territoire d'Est ensemble comporte trois grands territoires, dont les potentiels d'évolution sont notamment adossés aux grands projets de transports :

- le Canal de l'Ourcq appelé à être un support majeur du renouvellement urbain et économique de l'agglomération ;

- le Faubourg s'inscrit dans des dynamiques liées à la proximité avec Paris et s'appuie sur les caractéristiques d'un tissu urbain mixte et dense ;

- le Plateau à l'urbanisation plus tardive et au développement plus diffus dont les perspectives reposent en grande partie sur l'extension de la ligne 11 du métro et du tramway T1, et sur le développement du parc des Hauteurs.

Est Ensemble a pour objectif de faire profiter les quartiers en PRU des dynamiques positives dont bénéficie le territoire et particulièrement ces trois grands secteurs d'entrainement.

Plus concrètement, la conduite des PRU s'inscrit dans ces dynamiques de projet, avec notamment :

- Les ateliers « Plaine de l'Ourcq » qui réunissent l'ensemble des partenaires (Villes, Etat, Département) et le lancement en mars 2018 de l'étude de cohérence urbaine portant sur le Pont de Bondy pilotés par la direction de l'aménagement, auxquels sont associées les directions de projet des PRU de Bobigny et de Bondy,

- Le laboratoire du parc des Hauteurs, suivi plus particulièrement par les directions de projet de Montreuil et Bagnolet,

- Le lancement de l'étude urbaine portant sur les portes de Montreuil et de Bagnolet en co-maitrise d'ouvrage avec la Ville de Paris, mise en œuvre par l'APUR depuis l'automne 2017

- Les ateliers organisés par la Ville de Paris et le lancement de la ZAC de la porte de la villette, ainsi que le projet de requalification de la RN2, auxquels la direction de projet du PRU des Quatre chemins est associée.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

A ce stade d'élaboration, les enjeux et objectifs identifiés sont les suivants sur chacun des 3 grands secteurs d'entrainement du territoire :

**La Plaine de l'Ourcq** s'étale sur toute la partie nord d'Est Ensemble et les communes de Pantin, Romainville, Bobigny, Noisy-le-Sec et Bondy. Le grand projet urbain correspondant représente plus de 500 ha de réflexion le long des 10 km de canal de l'Ourcq traversant l'EPT d'ouest en est. Il fait l'objet d'un Contrat d'Intérêt National avec l'Etat et 15 partenaires. Depuis 10 ans les collectivités ont engagé un retournement de la ville sur le canal en transformant le foncier économique des berges en tissu urbain mixte associant logements, activités, bureaux, équipements et espaces publics. Une grande végétalisation des berges et des nouveaux accès est attendue. 5 ports d'activités et de plaisance sont en réhabilitation ou en projet. Une navette fluviale régulière de passagers est envisagée. C'est l'ensemble des berges nord et sud du canal qui doit être revalorisé à l'horizon 2030. Cela représente d'ores et déjà, dans les 6 ZAC engagées, 8 000 logements et 500 000m² d'activités et de nouveaux équipements d'ampleur. Cinq projets de transport en commun accompagnent les transformations : bus à haut niveau de service en site propre sur la RN3 requalifiée (Tzen3 horizon 2023), extension du T11 Express à Bobigny et Noisy (horizon 2024), Grand Paris Express ligne 15 Est (gares Bobigny Pablo Picasso, Pont de Bondy et Gare de Bondy, horizon 2030), téléphérique reliant le canal au Parc des Hauteurs (quartier Gagarine), prolongement T1 Est à Noisy et Romainville (horizon 2023). Trois centralités sont également en développement à l'articulation des transports existants et futurs pôles multimodaux : Raymond Queneau, La Folie et Pont de Bondy.

L'objectif est que le développement de ce secteur bénéficie au renouvellement urbain des quartiers limitrophes ou à proximité**.** A ce titre, les centralités constitueront particulièrement un trait d'union avec les quartiers bénéficiant d'un NPRU : Ilot 27-7 arpents, Bobigny centre-ville et surtout Bobigny Abreuvoir, Bondy Noue-Caillet, Terres Saint-Blaise, Potager et De Lattre de Tassigny. La future centralité du Pont de Bondy est particulièrement emblématique de ce travail de couture en cours. Cette opportunité de renouvellement de l'ensemble du tissu bâti doit permettre d'améliorer les liaisons de transport en commun et modes doux des quartiers vers les transports. La programmation économique et commerciale doit conforter les linéaires commerciaux menant aux polarités des cœurs de quartier. La programmation des équipements et services publics doit permettre de faire venir des visiteurs et nouveaux habitants dans les quartiers rénovés et de faire sortir les habitants vers les nouvelles centralités et le canal. Dans le même temps, la programmation habitat importante sur opérations de ce grand secteur de projet contribuera à la reconstitution de l'offre de logements sociaux hors site.

Le plan-guide du secteur élargi du Pont de Bondy établi en 2019 donnera lieu à une programmation d'opérations dans le NPNRU mais également à de futures opérations d'aménagement pour sa mise en œuvre.

**Le Faubourg d'Est Ensemble** constitue la porte d'entrée du territoire. Il est caractérisé par une trame urbaine dense et mixte d'habitat et d'activité emblématique du tissu faubourien et un positionnement géographique privilégié aux franges de la capitale. Espace de contrastes, on y trouve à la fois les quartiers qui se gentrifient le plus dans le Territoire, et ceux dont l'insalubrité est la plus grande surtout à Montreuil, Pantin et Bagnolet.

Ainsi les quartiers concentrant de l'habitat indigne et insalubre situés dans les PRU Villette – Quatre Chemins (Aubervilliers, Pantin), Sept Arpent – Stalingrad (Pantin, Pré Saint-Gervais) s'intègrent dans des secteurs d'aménagement de dimension métropolitaine où Est Ensemble recherche un travail partenarial. Le quartier Villette Quatre Chemin est au cœur de la dynamique de la Porte de Villette dont le réaménagement est en cours de réflexion par Paris; il devrait bénéficier du réaménagement de l'ex-RN2 en boulevard urbain dans la perspective des Jeux Olympiques et de l'accès au Village des médias au Bourget ; enfin, il s'interpénètre avec l'Ecoquartier de la Gare, faisant l'objet d'une ZAC depuis 2013, qui doit permettre de faire un trait d'Union avec le centre-ville de Pantin.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Le Faubourg comporte aussi des polarités économiques (Porte Bagnolet-Porte de Montreuil) pouvant constituer des points d'appui à la dynamique de la rénovation urbaine. Une gouvernance de projet Paris-Est Ensemble est en cours définition suite à l'étude conjointe, financée par l'ANRU, ayant porté sur les enjeux en matière de développement économique et de mobilité des PRU La Noue-Malassis et Python Duvernois. . Quatre axes d'intervention prioritaires ont émergé de cette étude : 1 /-Affirmer la dimension métropolitaine du territoire, 2/ Améliorer les ambiances urbaines et les façons de se déplacer ; 3/ Amener de l'activité économique dans les quartiers ; 4/ Renouer avec l'emploi. En déclinaison de ces quatre axes, 17 actions ont été définies afin que ces quartiers puissent bénéficier de la dynamique créée autour du projet de la Porte de Montreuil et de celle à conforter sur la Porte de Bagnolet et le pôle d'échange de Gallieni

Certaines de ces actions, qui constituent un point d'appui important au renouvellement des quartiers en renouvellement urbain limitrophes, seront intégrées au programme de renouvellement urbain de ce secteur.

Est Ensemble développe enfin sur le secteur du Plateau un projet ambitieux de **« parc des hauteurs »**. L'intégration des PRU dans les objectifs du Parc des Hauteurs est au cœur de ce projet. Plusieurs PRU sont localisés dans le territoire du Parc des Hauteurs : Gagarine à Romainville, les Malassis - La Noue à Bagnolet – Montreuil, Le Morillon à Montreuil et plus en marge, Le Londeau à Noisy-Le-Sec. La Promenade des Hauteurs est conçue comme un nouvel équipement à l'échelle métropolitaine et comme un axe stratégique permettant de faciliter les modes actifs et de connecter les quartiers et les espaces verts entre eux. Elle doit, par son aménagement, être support à l'augmentation de la présence végétale, et permettre la création de nouveaux espaces de loisirs au service des populations habitant les PRU. Ces derniers sont plus particulièrement intégrés dans l'axe du « Parc Habité », afin de repenser la construction de la ville sous l'angle de la « cité-jardin », avec une attention particulière portée sur la création des espaces verts dans les projets de renouvellement urbain. Si aujourd'hui, seulement 6 m² d'espaces verts sont accessibles par habitant, à terme, l'objectif est d'atteindre les 10 m².

Plus globalement, les projets de renouvellement urbain sont appelés à participer pleinement à la mutation à l'œuvre vers un urbanisme plus durable, combiné à une approche plus globale du développement des quartiers en matière économique, social, scolaire etc…

Dans cet esprit, Est Ensemble développe un niveau d'ambition et d'excellence important, comme en témoigne notamment l'inscription dans le dispositif ANRU+ avec des démarches engagées sur le réemploi des matériaux du BTP, d'urbanisme transitoire, de modernisation des outils de concertation… De manière générale Est Ensemble a la volonté de décliner l'ensemble des ambitions portées par ses politiques de droit commun dans les quartiers concernés par le NPNRU (gestion alternative des eaux pluviales, prévention et valorisation des déchets, …).

La rédaction en cours du PLUI et les premiers travaux permettent aussi de placer la question des quartiers politiques de la ville au cœur des enjeux. Il soulève l'enjeu de développer un aménagement "intégré " qui permet de désenclaver les quartiers et les raccrocher au reste du tissu urbain mais également en faisant rayonner les secteurs dynamiques vers les quartiers en difficulté (effet tache d'huile). Le Plui ayant une portée règlementaire, des OAP pourront également intégrer des quartiers politiques de la ville à des centralités dont l'effet levier a été identifié (ex. Pont de Bondy avec l'arrivée de la nouvelle gare emblématique de la ligne 15).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les objectifs urbains déclinant les orientations stratégiques présentées à l'article 2 sont précisés pour chaque quartier visé au titre I de la présente convention dans des conventions-quartier(s) pluriannuelles portant sur les quartiers susvisés.

Les objectifs en termes de rééquilibrage de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération sont précisés à l'article 2.2.2. de la présente convention-cadre.

### 2-2-2 Les objectifs spécifiques en termes d'équilibre social de l'habitat

La stratégie habitat d'Est Ensemble se construit sur la base d'une démarche collaborative et itérative, en lien avec l'avancement des douze projets de renouvellement urbain et les orientations spécifiques à chaque site. Elle s'inscrit dans la continuité des orientations du PLH territorial, approuvé en décembre 2016, et des projets de renouvellement urbain (PRU), en cours d'élaboration.

**Des objectifs ambitieux en matière de rééquilibrage de l'offre sociale à l'échelle métropolitaine**

Est Ensemble constitue un territoire d'accueil des ménages modestes au sein de la Métropole du Grand Paris, avec un parc social important, de 68 940 logements en 2016[3], soit 42% des résidences principales du Territoire[4]. Par ailleurs, 46% des logements sociaux du Territoire ont un loyer inférieur à 6,17€/m² alors que ce taux n'est que de 40% dans l'ensemble de la Métropole.

Par courrier du 11 décembre 2018, le Préfet de la Région Ile de France prend acte de la spécificité d'Est Ensemble et du risque de spécialisation sociale du Territoire en précisant que « cela implique un report des efforts de production neuve (hors reconstitution) sur les autres territoires de la métropole » et que « l'Etat prend la responsabilité, avec les leviers qui sont les siens, d'accompagner le rééquilibrage de l'offre sociale et très sociale sur le territoire régional, notamment au sein de la métropole ».

**Des objectifs ambitieux de restructuration du parc locatif social**

Aujourd'hui plus de 20 000 logements sociaux sont situés dans les PRU d'Est Ensemble.

La transformation des quartiers passe en partie par une diversification de l'offre et un rééquilibrage territorial de l'offre en logements sociaux. Ainsi, les projets prévoient la **démolition** de près de **2500** logements sociaux, soit 11% de l'offre sociale sur les PRU.

La reconstitution de l'offre va constituer à l'échelle du territoire et de la Métropole du Grand Paris un premier rééquilibrage de l'offre de logement social et très social.

Mais l'amélioration du cadre de vie des habitants et le renforcement de l'attractivité des quartiers concernés seront également permis par le fort niveau d'ambition en matière de **réhabilitation** : environ **10 000** logements seront réhabilités, soit 27% de l'offre sociale sur les PRU.

L'ambition du territoire est ainsi d'intervenir sur près du tiers des logements sociaux des PRU pour **restructurer en profondeur l'offre en logements de ces quartiers**.

Ces ambitions de réhabilitation et/ou de restructuration (en termes de typologies ou de niveau de loyer) du parc existant viennent répondre à des niveaux de qualité et des caractéristiques du parc social qui ne sont pas toujours adéquates ou optimisées :

[3] Le parc social d'Est Ensemble représente 8% du parc social de la Métropole quand sa population ne représente que 5% de la population métropolitaine.

[4] Quand le poids du logement social dans les logements de la Métropole est de 25%.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Des niveaux d'ancienneté (45% des logements ont été construits entre 1946 et 1970), de vétusté ou de performance énergétique des bâtiments qui n'ont pas été traités dans le cadre des interventions du PRU1 ;
- Une concentration du parc social (40% du parc social du territoire), et du parc social à bas loyers (avec un taux de 55% de logements sociaux à bas loyers - moins de 6€/m² -, contre 41% à l'échelle d'Est Ensemble) qui confère à ces quartiers un rôle d'accueil significatif des ménages les plus précaires du territoire et de la MGP ;
- Des typologies de logements, en moyenne plus grandes que sur le parc social du territoire, avec de fortes distinctions au sein des PRU, qui dépendent de la proximité à Paris ou des modèles architecturaux suivis :
    - un manque de petites typologies dans certains PRU (en moyenne 27%, contre 29% à Est Ensemble)
    - et une concentration de grands logements dans d'autres (Gagarine, Abreuvoir, notamment) avec une moyenne de 34% de T4/T5+, contre 30% à Est Ensemble
- Une part de logements récents (post 2006) très hétérogène en fonction des PRU, selon le degré et l'achèvement des interventions dans le cadre du PRU1 et de la présence de projets d'aménagement.

**Les objectifs en matière de restructuration du parc privé**

Est Ensemble se caractérise également par une problématique d'habitat indigne très prégnante, avec des secteurs potentiellement fragiles.

En 2011, on compte 8 960 résidences principales privées potentiellement indignes, soit 9% du parc de logements privés du territoire. Ce taux est un peu plus élevé que la moyenne départementale (8%), et représente plus du double de la moyenne francilienne (4%).

Est Ensemble concentre le tiers du Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI) de la Seine-Saint-Denis.

La part de PPPI est très variable selon les communes : 4% à Bondy, contre 15% à Pantin ou au Pré-Saint-Gervais, 13% à Bagnolet.

Il présente des caractéristiques marquées :

- Il concerne essentiellement le parc construit avant 1949 (à 87%) ;
- Il est occupé aux trois-quarts par des ménages locataires ;
- Il est plutôt occupé par des jeunes ménages (7% de ménages âgés de 65 ans ou plus).

Le volet d'intervention dans le parc privé dans les PRU prévoit :

- De la suppression :
    - environ 200 logements privés indignes dans le PRU des Quatre Chemins, à travers une OPAH-RU et 3 ORI qui font l'objet d'une autorisation de démarrage anticipé. Ces dispositifs ciblent 31 adresses, et du portage de lots au sein de copropriétés.
    - environ 160 logements privés indignes dans le PRU des Sept Arpents. Une étude portant sur l'habitat privé est en cours pour construire un dispositif d'intervention équivalent.
- De la réhabilitation de logements privés : les études sur les copropriétés (Bagnolet-La Noue, Bobigny-Centre-Ville, Noisy-le-Sec Béthisy) et sur le tissu pavillonnaire (Bobigny et Bondy) viendront compléter les interventions concernant l'habitat privé.

Les modalités d'intervention dans le parc privé existant seront complétées au fur et à mesure de la contractualisation des conventions par quartier.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation

Est Ensemble est lauréat de l'AMI ANRU +, pour développer des projets innovants à forte dimensions sociale et environnementale :

- La construction d'une filière d'économie circulaire ciblée sur le réemploi des matériaux, en lien avec les autres projets d'aménagement du territoire. Le site de Gagarine à Romainville est site expérimental pour la mise en œuvre de ce projet.
- Le projet de développement d'une stratégie d'urbanisme transitoire à l'échelle des 12 PRU.
- Un projet porté par l'institut de recherche et de développement à Bondy (La Noue Caillet), visant à ouvrir l'IRD aux habitants du quartier autour d'actions liées à l'agriculture urbaine, à l'alimentation et à la santé.
- Enfin, dans le cadre de la démarche ANRU +, Est Ensemble travaille à l'émergence d'initiatives citoyennes et la communication avec les citoyens sur les différents sujets concernant leurs quartiers via le développement des usages numériques et l'e-inclusion.

Les projets issus de la phase de maturation seront intégrés ultérieurement aux conventions par quartier ou à la convention territoriale selon la nature des projets.

## Article 3. Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet

### Article 3.1 Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain

Afin de contribuer aux orientations stratégiques du contrat de ville et de réduire durablement les écarts entre les quartiers concernés et leurs agglomérations, des facteurs clés de succès et des interventions nécessaires à la réussite du projet ont été identifiés. Elles sont réalisées sous la responsabilité des Parties prenantes de la convention désignées ci-après.

- **La soutenabilité financière des opérations d'habitat pour les bailleurs ;**

Au vu du contexte de réduction du loyer de solidarité notamment, la mise en œuvre des projets ambitieux en matière d'habitat prévus à l'échelle du Territoire (2400 logements démolis et reconstitutions de l'offre envisagés à ce stade) nécessitera de trouver les conditions de faisabilité financière de ces opérations, aujourd'hui fragilisées.

- **La réalisation des lignes de transport, et notamment des gares du Grand Paris Express sans report de calendrier, condition incontournable pour l'attractivité des quartiers en renouvellement urbain**

Alors que trois gares de la ligne 15 du Grand Paris Express se situent à proximité de quatre projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble, l'annonce du report de la livraison des gares, et particulièrement de celle du Pont de Bondy, à 2030, constitue un élément de fragilisation important de nos projets, dans leur capacité à restaurer l'attractivité des quartiers concernés. La bonne réalisation de ces opérations constitue une intervention nécessaire à la réussite de nos projets.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E



- **La création d'une offre d'équipements adaptée**

A l'échelle de l'ensemble des projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble, la densification de l'offre de logements sur site va entraîner des besoins complémentaires en équipements et en services pour répondre de manière satisfaisante aux besoins.

Le taux de couverture actuel en équipements publics au sein d'Est Ensemble est d'ores et déjà en deçà de celui constaté à l'échelle métropolitaine. Ainsi, on compte 17,2 équipements sportifs pour 10 000 habitants selon les ratios du SCOT à l'échelle métropolitaine, alors qu'Est Ensemble compte seulement 7,8 équipements sportifs pour 10 000 habitants.

**Pour pouvoir satisfaire les habitants actuels des PRU et attirer des nouveaux publics, la création d'une offre en équipements adaptés constitue une des conditions de la réussite des projets. Il en va de même pour le maintien et la création d'espaces verts de qualité, alors qu'Est Ensemble est également sous-doté.**

### Article 3.2 Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain

Au-delà des actions d'innovation développées dans le cadre du PIA VDS (cf article 2.3), Est Ensemble travaille avec ses partenaires à développer l'excellence sociale et environnementale dans chacun des projets du territoire.

La déclinaison de ces éléments par projet et en transversal sera explicitée ultérieurement.

## Article 4. La description du projet urbain

Le porteur de projet s'engage en lien avec les maîtres d'ouvrage à décliner le projet urbain à travers un programme urbain et une composition urbaine qui visent à répondre aux objectifs décrits à l'article 2 de la présente convention.

### Article 4.1 La synthèse du programme urbain (éléments clés)

Le porteur de projet s'engage en lien avec les maîtres d'ouvrage à décliner le projet urbain à travers un programme urbain et une composition urbaine qui visent à répondre aux objectifs décrits à l'article 2 de la présente convention.

#### 4-1-1 Le programme urbain

La globalité du programme urbain établi dans chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention est définie par les conventions-quartier pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à chaque quartier.

#### 4-1-2 La démolition des logements locatifs sociaux

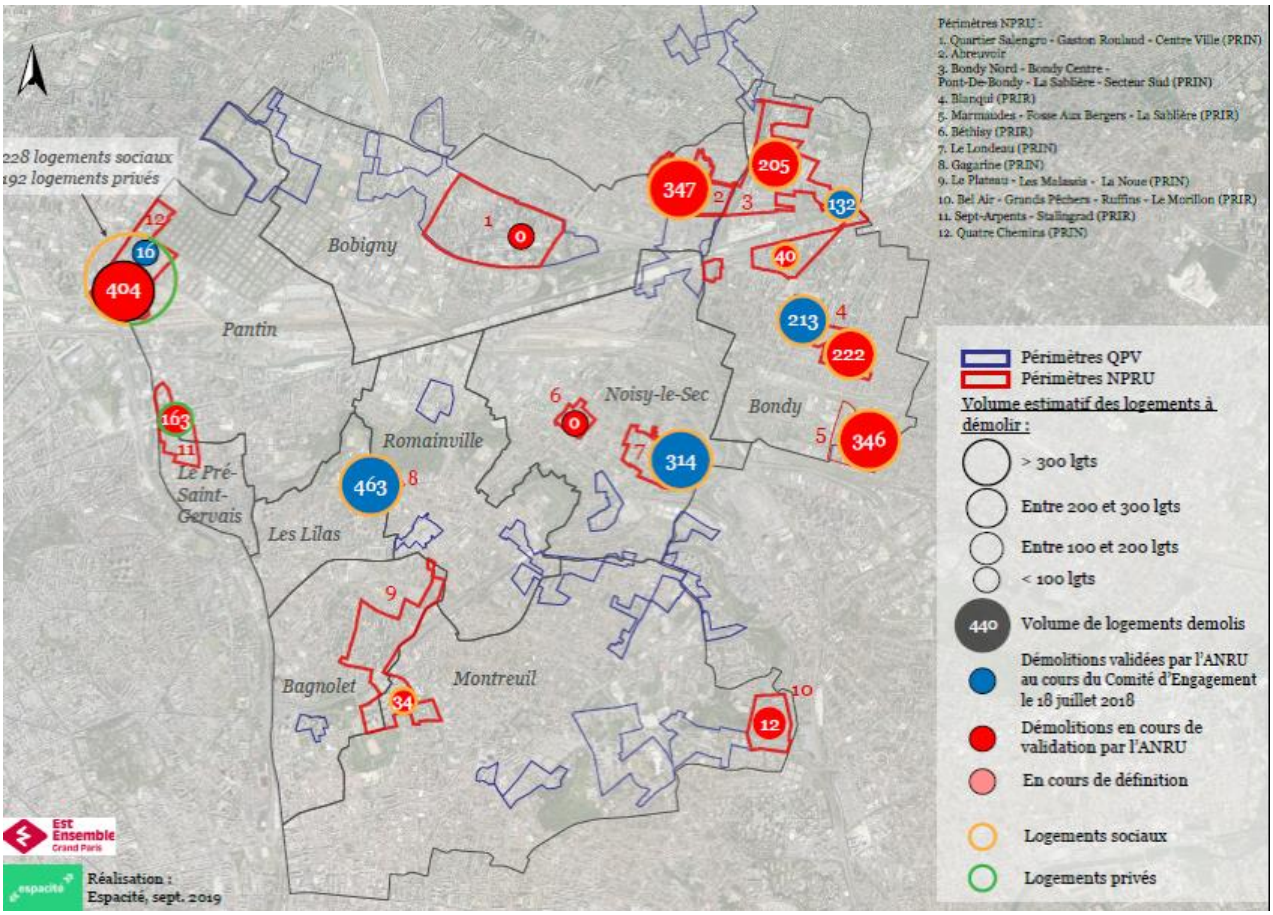
Les projets urbains définis pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention conduisent à la démolition d'un volume prévisionnel d'environ 2500 logements locatifs sociaux.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

A la date du Comité d'Engagement de l'ANRU du 18 juillet 2018, 972 démolitions ont été validées en pré-conventionnement ou autorisation de démarrage anticipé.

Les volumes de démolition seront consolidés au fur et à mesure du conventionnement des projets dans les conventions-quartiers.

Les conventions pluriannuelles par quartier ont vocation à quantifier le nombre de démolitions nécessaires à la mise en œuvre du projet urbain. La carte ci-dessus sera actualisée au fur et à mesure des conventionnements.




(NB : sur Noisy le Sec 148 démolitions validées en date du 9/10/19 )

## Article 4.2 La description de la composition urbaine

Un plan guide du projet sur chaque quartier concerné par la présente convention est présenté en annexe A.

Les grands principes d'aménagement prenant en compte les stratégies précédemment définies sont précisées dans les conventions-quartiers pluriannuelles relatives aux quartiers visés au titre I de la présente convention.

## Article 4.3 La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Quatre principes sont retenus et détaillés ci-après :

- La reconstitution au 1 pour 1, à l'échelle de l'EPT et si possible de la Métropole,
- Un engagement sur le volume de PLAI dans la reconstitution pour la période 2015-2021,
- Modalités spécifiques de reconstitution des RHI,
- Permettre la constitution de véritables parcours résidentiels en RO sur les QPV.

Les principes de la stratégie Habitat sont les suivants :

- **Principe 1 : Reconstruction de l'offre locative sociale démolie selon un principe du 1 pour 1 à l'échelle d'Est Ensemble.**

Les villes et Est Ensemble s'engagent à reconstituer l'intégralité des logements sociaux démolis (soit environ 2 500 logements sociaux) afin de maintenir le volume existant de logements sociaux sur le territoire, le patrimoine des bailleurs démolisseurs, et de répondre aux besoins des ménages. Cette programmation s'intègre dans les objectifs du PLH qui comprennent les opérations de reconstitution de l'offre. Dans la mesure du possible, les démolitions interviendront après la livraison d'opérations représentant un volume équivalent à celui des logements sociaux à démolir.

Le patrimoine démoli sera reconstitué en mobilisant des financements ANRU au 1 pour 1, à l'échelle du Territoire et de la Métropole du Grand Paris, en priorité sur des opérations portées par les bailleurs démolisseurs.

- **Principe 2 : Suivre un engagement pour 2016-2021 d'Est Ensemble et des villes à réaliser 919 PLAI au titre de la reconstitution, et prévoir une clause de revoyure**

Pour prendre en compte les spécificités du territoire, Est Ensemble et les communes s'engagent dans la reconstitution de l'offre en deux temps :

- pour la période 2019 à 2021, la programmation en PLAI, établie par Est Ensemble dans le respect des objectifs de son PLH, sera intégralement affectée à la reconstitution de l'offre démolie
- Le reste de la reconstitution à faire en PLAI sera programmée sur la période 2022 à 2028, les opérations du NPNRU devant être engagées avant fin 2024 et pouvant être livrées au-delà.

Un point de revoyure sera programmé en 2021 pour actualiser la programmation 2022-2028.

Est Ensemble s'engage au respect de la production de 60% de PLAI et de 40% de PLUS à terminaison de la date d'engagement des opérations du NPNRU.

Par courrier du 11 décembre 2018, le préfet de région a pris en compte la demande d'Est Ensemble de ne pas accroitre la production de logements très sociaux à travers la reconstitution de l'offre en PLAI et valide la possibilité de *« sécuriser les projets de reconstitution de logements démolis dans le cadre des projets ANRU, quitte à réduire le développement d'une offre nouvelle en PLUS et PLAI [qui] permettra ainsi de maintenir un volume suffisant d'offre très sociale sur [le] territoire, adaptée aux conditions de ressources de la population, sans pour autant en renforcer la spécialisation sociale ».*

Cet élément conforte la proposition faite par le Comité d'Engagement du 18 juillet de mettre en place une clause de revoyure en 2021 permettant d'apprécier les modalités de la solidarité métropolitaine, sur la base d'un Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement qui devrait être opérationnel.

Jusqu'en 2021, Est Ensemble et les villes s'engagent à conventionner au moins 919 PLAI en reconstitution de l'offre démolie, comprenant :

- le nombre de logements PLAI pré-conventionnés par l'ANRU entre 2016 et 2018 (223 PLAI),

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- le nombre de PLAI restant à produire dans le PLH pour la période 2019/2021, soit 696 PLAI (correspondant au total des PLAI à produire sur les 6 ans du PLH, moins les PLAI agréés en droit commun entre 2016 et 2018) qui seront tous comptabilisés au titre de la reconstitution de l'offre.

Dans le cadre de l'élaboration du PMHH, les maires des villes-membres d'Est Ensemble ont demandé des évolutions sur les logements sociaux à produire, notamment en PLAI. La convention territoriale sera modifiée par voie d'avenants suite à l'adoption du PMHH pour prendre en compte les nouveaux objectifs de production.

A la fin 2021, plus de la moitié des projets d'opération de logements sociaux incluant des PLAI et la totalité des PLUS auront été validés en reconstitution de l'offre dans le cadre de l'examen des conventions par quartier et de la mise à jour de la convention territoriale (sur l'hypothèse de 2400 logements sociaux démolis dans l'ensemble des PRU d'Est Ensemble).

Les PLAI financés au titre de la reconstitution de l'offre seront produits par l'ensemble des bailleurs sociaux produisant du logement social dans Est Ensemble.

Les PLUS financés au titre de la reconstitution de l'offre seront proposés aux bailleurs sociaux démolisseurs en privilégiant les opérations situées sur site.

Une clause de revoyure fin 2021 définira les modalités de programmation des PLAI restant à produire entre 2022 et 2024 (avec un délai de réalisation pouvant aller jusqu'en 2028/2030), en prenant en compte les opportunités de reconstitution de l'offre en dehors du territoire d'Est Ensemble, dans le cadre instauré par le Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement.

Un état des opérations de reconstitution de l'offre identifiées et programmées sera réalisé par Est Ensemble lors de chaque passage en Comité d'Engagement. Un suivi de la répartition entre PLUS et PLAI sera également proposé lors de chaque CE.

- **Principe 3 : Adapter les modalités de reconstitution des logements aux spécificités des interventions de résorption de l'habitat indigne :**

Le parc privé est présent sur les trois-quarts des sites en renouvellement urbain, sous la forme d'un parc ancien de type faubourien, soumis à la pression foncière et immobilière de Paris et concentrant les poches d'habitat indigne, de tissus pavillonnaires plus ou moins déqualifiés, ou de grandes copropriétés des années 60 et 70, avec des problématiques de fonctionnement et de gestion complexe.

Les quartiers concernés par des opérations de recyclage foncier issues de la lutte contre l'habitat indigne appellent un traitement spécifique, adapté à ces modalités d'intervention.

Lors du CE du 18 juillet 2018, il a été validé les deux points suivants :

- les partenaires se prononceront au cas par cas pour apprécier le nombre de logements sociaux ou autres à reconstituer pour compenser la disparition de logements privés indignes.
- Le repère proposé par Est Ensemble (reconstitution au 1 pour 1 mesurée en m² de surface de plancher démolie et créée par les opérations de recyclage foncier) constitue une bonne base de travail

- **Principe 4: Reconstituer une partie des logements sociaux dans les QPV, notamment les PRU**

Le territoire d'Est Ensemble accueille 19 QPV aux parcs de logements variés mais anciens.

Le logement social neuf, peut aussi être un levier majeur de diversification et de renouvellement du parc de logements dans ces quartiers, et permettre de proposer de nouveaux canaux pour les parcours résidentiels

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

des ménages du quartier (via un travail sur les typologies, les formes urbaines et la taille des opérations, l'amélioration de la qualité des logements, etc.).

De plus, dans le cadre des relogements, il y a nécessité d'être à l'écoute de la demande d'une partie des ménages qui souhaitent rester sur site, en leur offrant la possibilité d'un parcours résidentiel positif par l'accès au logement social neuf.
Enfin, les QPV localisés en secteurs de faubourg sont à traiter de manière spécifique du fait de la structure de l'offre en logements majoritairement privée, de même que les QPV situés en centre-ville où l'offre de logements apparait relativement équilibrée.

Ainsi, la reconstitution d'offre locative sociale envisagée sur site s'inscrit dans une programmation globale des quartiers permettant :

- d'engager une dynamique de « déspécialisation » sociale des quartiers en améliorant l'équilibre entre le logement social et l'accession ;
- de répondre aux besoins en relogement pour une partie des ménages qui souhaiterait rester sur site dans un quartier renouvelé ;
- de garantir le maintien d'une offre abordable sur site à proximité des futurs projets de transports, et/ou dans un contexte de hausse de l'attractivité.

Le CE du 18 juillet 2019 a autorisé la reconstitution de l'offre de 244 logements sociaux sur le site de Gagarine. Des demandes de dérogation pour autoriser la reconstitution sur site seront présentées aux partenaires lors des CE validant les projets concernés.
Suite aux décisions à venir des CE, ce principe sera actualisé pour inclure au fur et à mesure l'ensemble des PRU concernés.

**Les opérations de reconstitution de l'offre déjà identifiées**

A la date du Comité d'Engagement du 09 octobre 2019 et en prenant en compte les opérations du protocole de préfiguration, les opérations identifiées et validées par l'ANRU concernent :

- Un total de **902 logements sociaux programmés** (protocole, RTP et CE)
  - Dont 326 PLAI (36%) et 576 PLUS (64%)
  - Dont 244 logements sur le site de Gagarine à Romainville (dont 29 PLAI et 215 PLUS)

**Les modalités de suivi de la programmation de la reconstitution de l'offre**

La stratégie Habitat d'Est Ensemble dans les projets de renouvellement urbain implique que l'ensemble des bailleurs sociaux produisant du logement social sur le territoire, réalise des opérations comprenant des logements sociaux financés en droit commun et des logements sociaux financés par l'ANRU au titre de la reconstitution de l'offre.

**L'ensemble des bailleurs sociaux, qu'ils soient démolisseurs ou non démolisseurs, seront invités à solliciter des financements de l'ANRU pour la production de PLAI.**

Pour faciliter la mise en œuvre de cette programmation, l'engagement des parties prenantes sera formalisé dans une **charte entre les bailleurs sociaux du territoire, les communes membres et Est Ensemble.**

Il est proposé la création d'une instance annuelle de suivi technique de la programmation de logements sociaux, en appui des villes, et en collaboration avec l'Etat en suivant le calendrier des campagnes d'agrément de la DRIHL dans le droit commun. Cette instance permettra de :

- Dresser un bilan annuel de la production de logements sociaux dans chaque commune et à l'échelle d'Est Ensemble

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Analyser les équilibres de la programmation de logements sociaux en droit commun et en ANRU, et par type de financement (PLUS, PLAI, PLS)
- Vérifier le respect des objectifs du PLH à l'opération, ou à défaut par commune et par bailleur
- Etudier les demandes de dérogation de production de logements sociaux dans les QPV (hors périmètre PRU) dans le respect des préconisations du référentiel QPV.

Ce bilan annuel pourra être présenté lors d'un comité de pilotage territorial de renouvellement urbain et/ ou dans les instances délibératives de chaque commune et d'Est Ensemble.

# Article 5. La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité

## Article 5.1 La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle

**Analyse du marché immobilier et des potentiels de diversification**

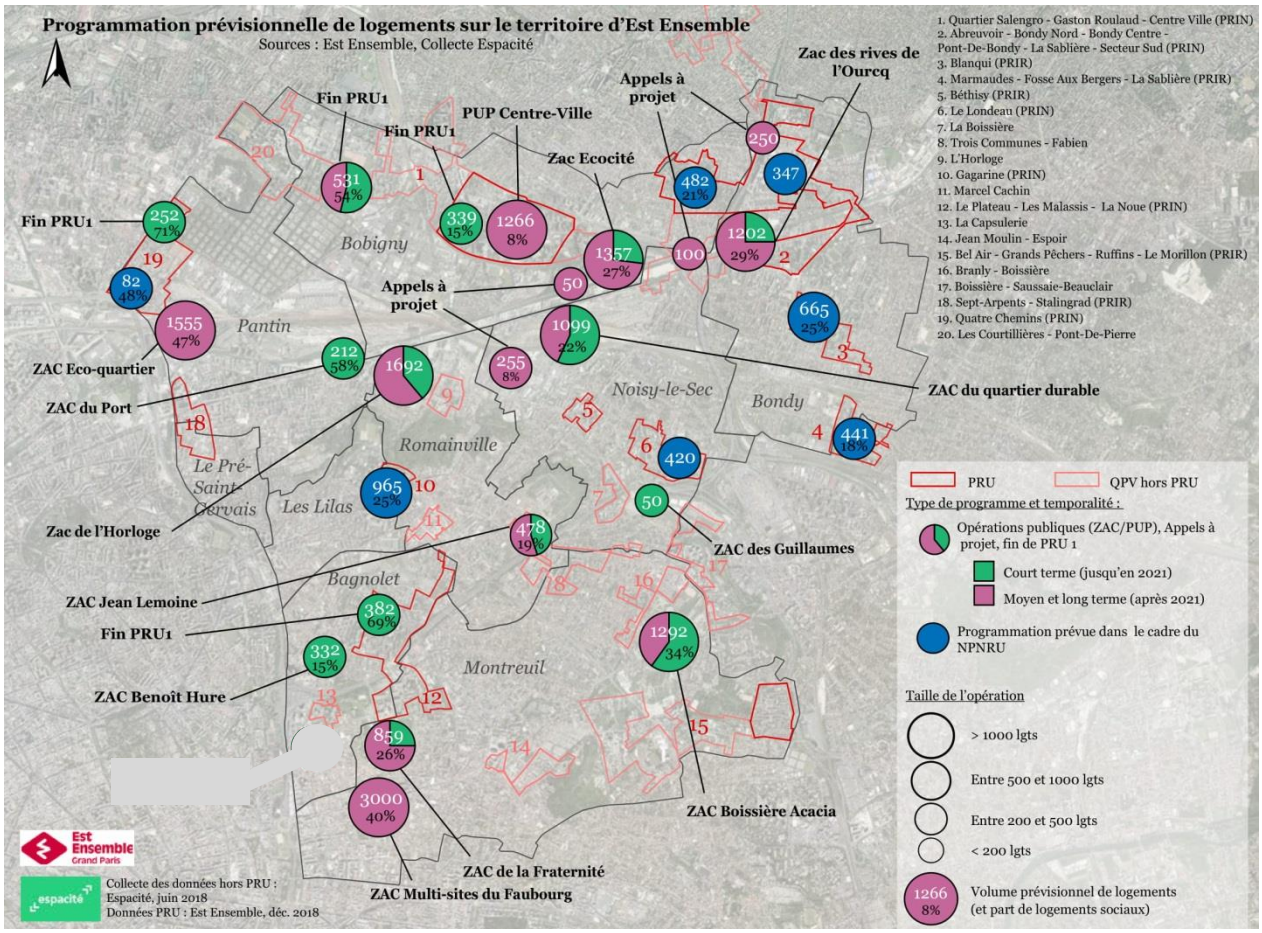
Le marché immobilier d'Est Ensemble apparaît dynamique et porteur dans le neuf comme dans l'ancien, avec une hausse des volumes et des prix des biens acquis, et une tension marquée sur l'offre locative.

Cette forte dynamique de construction est amenée à se poursuivre avec près de 20 000 logements qui pourraient être produits sur le Territoire d'ici 2030 dans les PRU et dans les opérations d'aménagement :

- Dont 7 500 logements neufs programmés au sein des ZAC de la Plaine de l'Ourcq,
- Plus de 3000 logements neufs dans les PRU où la programmation est stabilisée

Dans ces opérations d'aménagement identifiées, le logement social représenterait à ce stade 26% de la programmation à long terme, soit plus de 5000 logements sociaux d'ici 2030. Les opérations en diffus, qui constituent une part importante de la production de logement, s'ajouteront à cette programmation et devraient permettre de respecter les objectifs du PLH.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E




L

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

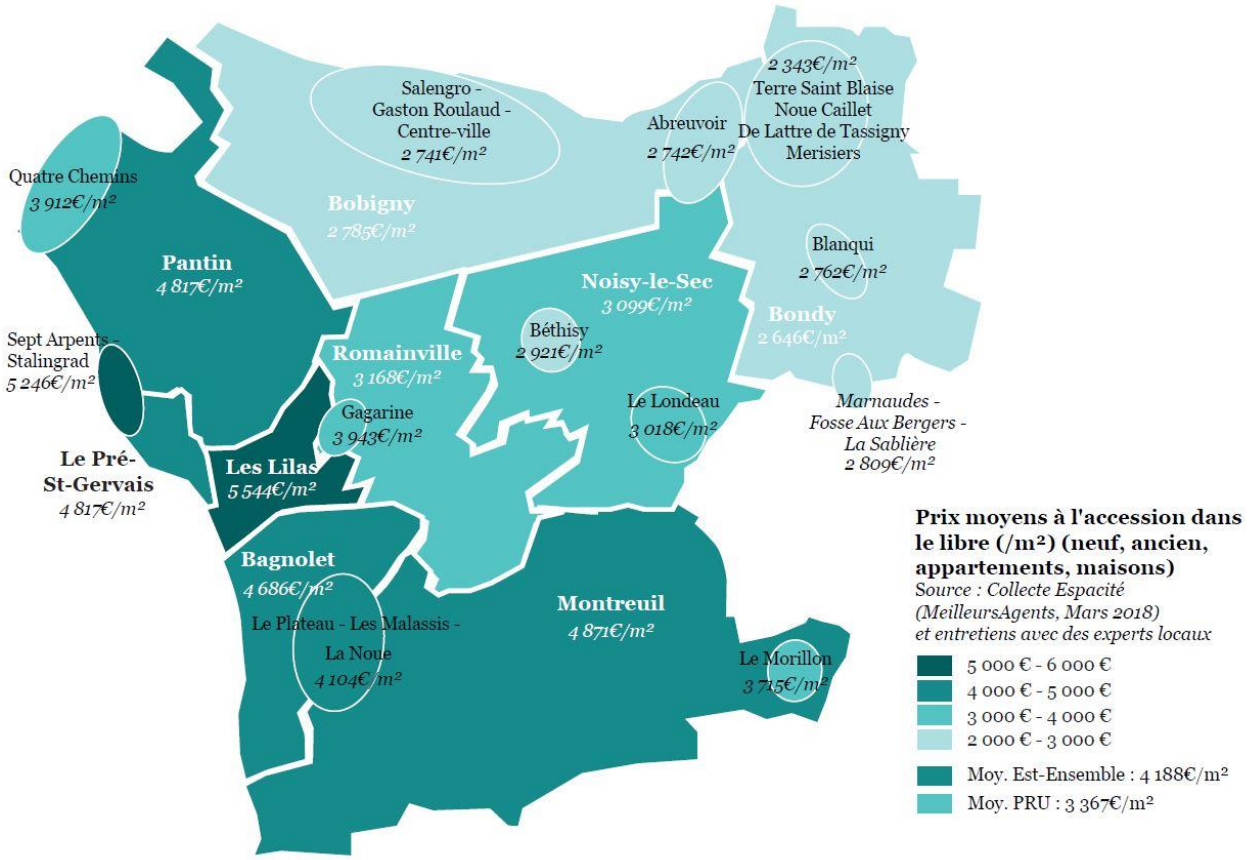
| Evaluation prévisionnelle des livraisons prévues dans les opérations d'aménagements, les appels à projet et les projets PRU identifiés en février 2019 | | | Livraisons à court terme (jusqu'en 2021) | | | | Livraisons après 2021 (à moyen et long terme) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | Production neuve | Dont logts privés | Dont LLS | Part de LLS | Production neuve | Dont logts privés | Dont LLS | Part de LLS |
| Bagnolet | ZAC | ZAC Benoit Hure | 332 | 282 | 50 | 15% | | | | |
| | PRU 1 | Fin du PRU1 | 382 | 119 | 263 | 69% | | | | |
| Bobigny | ZAC | ZAC Ecocité | 368 | 255 | 113 | 31% | 989 | 729 | 260 | 26% |
| | PRU 1 | PRU Centre-Ville | 339 | 288 | 51 | 15% | | | | |
| | PRU 1 | PRU Grand Quadrillatère Etoile | 288 | 0 | 288 | 100% | 243 | 243 | 0 | 0% |
| | PUP | PUP Centre Ville | | | | | 1266 | 1160 | 106 | 8% |
| | Appel à projet | Réinventer la Seine | | | | | 50 | 50 | 0 | 0% |
| | NPNRU | NPNRU Abreuvoir | | | | | 482 | 382 | 100 | 21% |
| Bondy | ZAC | ZAC des Rives de l'Ourcq | 294 | 254 | 40 | 14% | 908 | 598 | 310 | 34% |
| | IMGP | IMGP La Noue Caillet | | | | | 250 | 250 | 0 | 0% |
| | NPNRU | NPNRU Bondy | | | | | 347 | 347 | 0 | 0% |
| | NPNRU | PRIR Blanqui | 80 | 0 | 80 | | 585 | 499 | 86 | 15% |
| | NPNRU | PRIR La Sablière | | | | | 441 | 359 | 82 | 19% |
| Pantin | ZAC | ZAC du Port | 212 | 89 | 123 | 58% | | | | |
| | PRU 1 | PRU Quatre Chemins | 252 | 74 | 178 | 71% | | | | |
| | ZAC | ZAC Eco-quartier | | | | | 1055 | 560 | 495 | 47% |
| | NPNRU | NPNRU Quatre Chemins | | | | | 82 | 43 | 39 | 48% |
| Montreuil | ZAC | ZAC de la Fraternité | 218 | 122 | 96 | 44% | 641 | 514 | 127 | 20% |
| | ZAC | ZAC multi-sites du Faubourg | | | | | 3000 | 1800 | 1200 | 40% |
| | ZAC | ZAC Boissière Acacia | 772 | 519 | 253 | 33% | 520 | 332 | 188 | 36% |
| Noisy-le-Sec | ZAC | ZAC du quartier durable | 619 | 417 | 202 | 33% | 480 | 435 | 45 | 9% |
| | ZAC | ZAC Guillaumes - Blue Lemon | 50 | 50 | 0 | 0% | | | | |
| | IMGP | Triangle Ouest | | | | | 100 | 100 | 0 | 0% |
| | IMGP | IMGP Plaine Ouest | | | | | 255 | 235 | 20 | 8% |
| | NPNRU | NPNRU Le Londeau | | | | | 420 | 420 | 0 | 0% |
| | IMGP | Pont de Bondy – Triangle Ouest | | | | | 100 | 100 | 0 | 0% |
| Romainville | ZAC | ZAC de l'Horloge | 662 | 662 | 0 | 0% | 1030 | 1030 | 0 | 0% |
| | NPNRU | NPNRU Gagarine | | | | | 965 | 420 | 244 | 25% |
| | ZAC | ZAC Jean Lemoine / Charles de Gaulle | 216 | 188 | 28 | 13% | 262 | 199 | 63 | 24% |
| Est Ensemble | | | 5084 | 3319 | 1765 | 35% | 14471 | 10805 | 3365 | 23% |

*Figure 1- tableau prévisionnel des productions de logements dans les grandes zones de projets à l'échelle d'Est Ensemble, qui sera à actualiser par voie d'avenant*

Par ailleurs, des nuances infra-territoriales sont à noter, d'une part entre les communes, et d'autre part entre les quartiers en PRU et leur commune, qui se traduisent notamment par d'importants écarts de prix du marché :

- Des prix au m² dans les secteurs des PRU très inférieurs à la moyenne d'Est Ensemble (sauf dans le secteur de Sept-Arpents Stalingrad) ;
- Des écarts de prix importants entre les PRU eux-mêmes qui suivent un gradient Ouest-Est ;
- Des écarts PRU/commune de référence qui s'avèrent davantage creusés dans les communes limitrophes de Paris affichant des prix moyens à l'accession élevés : Pantin, Pré-Saint-Gervais, Bagnolet, Montreuil ;
- Des écarts de prix plus resserrés entre les secteurs de PRU et leur commune de référence dans les communes moins attractives : Bondy, Bobigny, Noisy-le-Sec.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E




Ainsi, les secteurs en PRU bénéficient plus ou moins de l'effet d'entraînement du territoire :

- Des PRU attenants à Paris ou en lien direct avec un centre-ville, au plus grand potentiel de diversification car déjà installés dans un secteur plutôt attractif (mais avec souvent des volumes de production plutôt faibles) avec des prix de l'immobilier qui continuent d'augmenter ;
- Des PRU à l'attractivité intermédiaire, à proximité d'un projet de gare à moyen terme, en limite de ZAC ou à proximité d'un centre-ville, au potentiel significatif de diversification (les volumes de production étant très hétérogènes entre les quartiers) ;
- Des PRU plus excentrés, avec des rythmes de commercialisation moins dynamiques et un rôle d'accueil des populations les plus captives

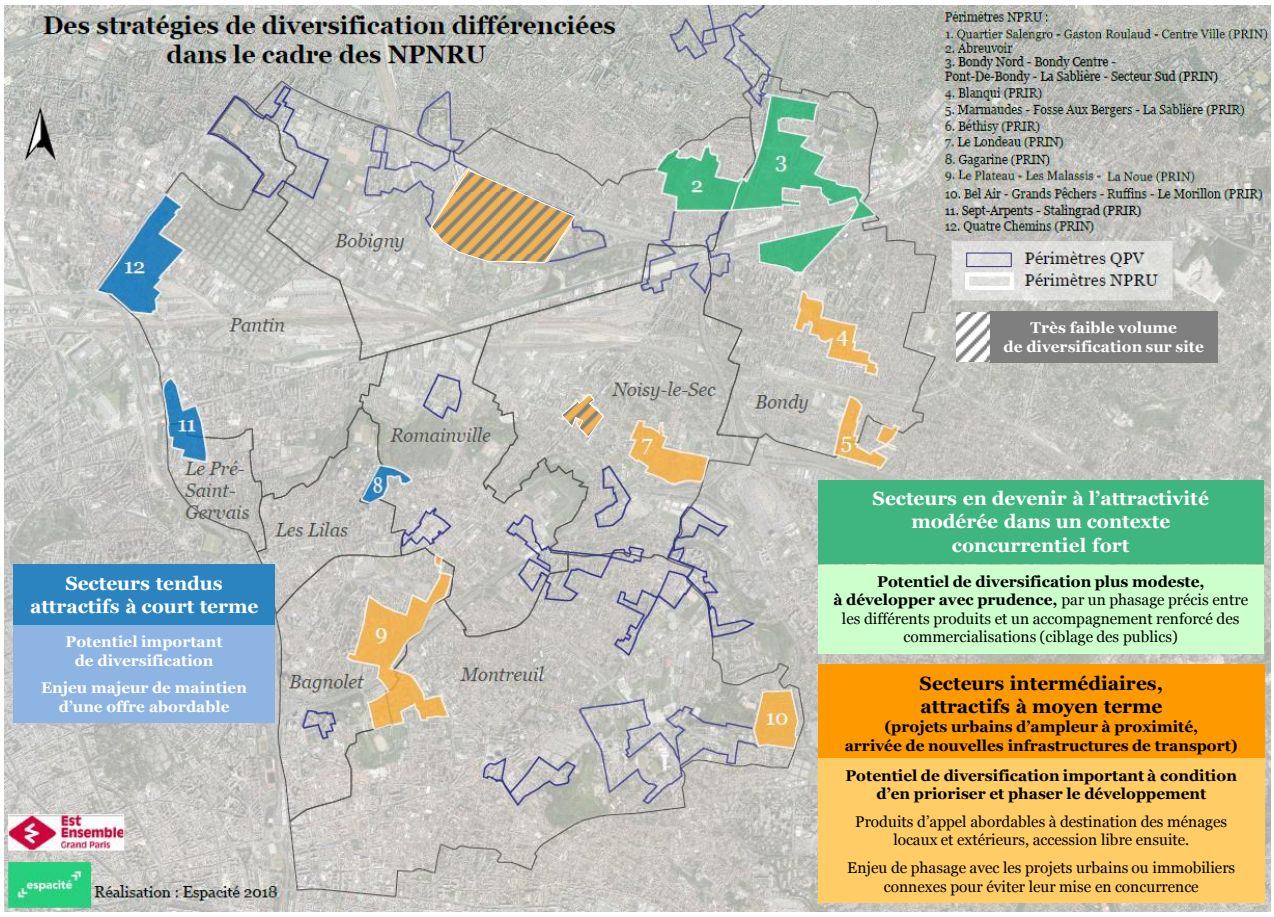
Les potentiels de diversification apparaissent donc variables selon les PRU ; le fonctionnement résidentiel et social, l'image, l'accessibilité à court, moyen et long terme, étant très différents d'un quartier à l'autre.

Les objectifs de diversification de l'offre de logement et de renforcement de la mixité de l'habitat ont donc été nuancés en fonction de l'offre initiale, des possibilités de renouvellement du parc de logements (ainsi que du poids des logements démolis), et des potentiels d'évolution propres à chaque site.

Cette stratégie de diversification résidentielle passe par la programmation de produits différenciés et adaptés aux besoins locaux et aux capacités des ménages identifiés au préalable.

**Les conditions de réussite de la stratégie de diversification résidentielle**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E




A l'échelle d'Est Ensemble, la diversification résidentielle des PRU sera permise par une conjonction d'interventions et de dynamiques d'entrainement, soit :

- Un marché immobilier dynamique à l'échelle territoriale (au regard des besoins, et de l'augmentation de la demande), et des nuances d'attractivité résidentielle selon les quartiers qui ont été prises en compte dans la définition de la programmation habitat (adéquation offre/revenus des ménages du territoire, calibrage des produits en fonction des besoins et des segments d'offre recherchés, etc.)

- Une dynamique de projets ayant un impact sur l'attractivité des quartiers en PRU avec des projets urbains structurants à l'échelle d'Est Ensemble (Plaine du Canal de l'Ourcq, Faubourgs, Parc des Hauteurs), des projets de transports en commun à proximité des quartiers concernés qui vont venir appuyer leur attractivité, et dont les calendriers restent à consolider.

  La dynamique de projets s'inscrit également dans des secteurs de développement de l'offre à proximité des sites en PRU (ZAC, Projet Urbain Partenarial, Appel à projet « Inventons la Métropole du Grand Paris), et à la suite d'un premier projet de renouvellement urbain qui a eu des premiers effets sur l'attractivité des sites (ce qui concerne 5 des 12 PRU)

- Des interventions importantes sur le parc existant permettant d'améliorer le cadre de vie des habitants et l'attractivité des résidences, à travers la requalification du parc social et privé, et la restructuration des typologies au sein du parc social

- La définition de formes urbaines adéquates à travers la définition de produits logements différenciés, de typologies de logements permettant d'attirer les publics cibles pour chaque PRU, et selon les sites, le développement d'une offre en logements spécifiques (offre à destination des étudiants, de jeunes actifs, ou de personnes âgées).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Le développement d'une offre adaptée d'équipements (sportifs, scolaires…) pour concourir à l'attractivité des sites, et le maintien voire la création d'espaces verts et publics de qualité.

## Article 5.2 La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville visés par le NPNRU.

Dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain du territoire de Est Ensemble, il est convenu la répartition suivante entre convention-cadre et conventions quartiers :

- Pour les opérations dont le financement est inscrit dans la convention-cadre : les contreparties qui en découlent sont suivies dans la convention cadre. Il s'agit des contreparties en droits de réservation sur la reconstitution de l'offre (sur site et hors-site). Elles sont détaillées en annexe B2 de la présente convention-cadre pluriannuelle.

- Pour les opérations dont le financement est inscrit dans les conventions quartiers : les contreparties qui en découlent sont suivies dans chaque convention quartier. Il s'agit des contreparties en droits de réservation sur la requalification et des contreparties foncières. Elles sont détaillées en annexe B1 et B2 de chaque convention quartiers.

Sur le territoire de Est Ensemble, les contreparties foncières mises à disposition du groupe d'Action logement au titre de la convention de renouvellement correspondent en moyenne à 30% des droits à construire (surface de plancher nette développable) produits par les opérations financées par l'Agence à l'échelle du NPNRU (ensemble des projets renouvellement urbain contractualisés avec l'Agence). Elles prennent la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Foncière Logement ou à un ou plusieurs opérateur(s) auxquel(s) Foncière Logement aura transféré ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tout type et gamme de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.

Le niveau de contrepartie foncière pour Action Logement pour chaque quartier en renouvellement urbain est indiqué dans les conventions de site, ainsi que la localisation des contreparties conformément aux modalités définies dans le RGA de l'ANRU.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'État, l'ANRU et Action Logement du 11 juillet 2018 pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

Les modalités de mise en œuvre en matière de contreparties sous forme de droits de réservation de logements locatifs sociaux seront précisées par la circulaire du ministère chargé du logement, conformément à la convention tripartite et tiennent compte de la stratégie d'attribution définie à l'article 6 de la présente convention.

Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent à :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- à 124 droits de réservation de logements locatifs sociaux pour 30 ans, correspondant à 14% du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction est financée par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle. Ces droits se répartissent en :

  - 82 droits de réservation correspondant à 12,5% % du nombre de logements locatifs sociaux construits hors QPV,

  - 42 droits de réservation correspondant à 17,5 % du nombre de logements locatifs sociaux construits en QPV,

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention ad hoc entre Action Logement Services et le ou les réservataires et organismes HLM concernés.
Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées en annexe B2 à la présente convention - cadre pluriannuelle.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'État, l'ANRU et Action Logement du 11 juillet 2018 pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

Les modalités de mise en œuvre en matière de contreparties sous forme de droits de réservation de logements locatifs sociaux seront précisées par la circulaire du ministère chargé du logement, conformément à la convention tripartite et tiennent compte de la stratégie d'attribution définie à l'article 6 de la présente convention.

**Les autres contreparties pour le groupe Action Logement** liées au(x) projet(s) de renouvellement urbain (contreparties en droits de réservation sur la requalification et les contreparties foncières) sont indiquées et mises en œuvre **au travers les conventions-quartier(s)** de renouvellement urbain relatives aux quartiers visés au titre I de la présente convention. Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées en annexe B1 et B2 des conventions-quartier(s) de renouvellement urbain relatives aux quartiers visés au titre I de la présente convention.

## Article 6. La stratégie de relogement et d'attributions

Le document cadre fixant les orientations en matière d'attribution, tel qu'il est prévu à l'issue de la loi égalité et citoyenneté par l'article L. 441-1-5 du CCH, contient des objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à prendre en compte pour les attributions et des objectifs de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain. Ce document[5] sera à annexer à la présente convention lors du prochain avenant (annexe D1)).
Dans ce cadre, le porteur de projet et les maitres d'ouvrage concernés par la présente convention pluriannuelle s'engagent à :

- En matière de relogement :

5 *La « convention d'équilibre territorial » ou « CET » signée sur le territoire d'Est Ensemble, sera à annexer à la présente convention en lieu et place du document cadre fixant les attributions en matière d'attribution.*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- élaborer et participer à la mise en œuvre de la stratégie intercommunale de relogement des ménages dont le relogement est rendu nécessaire par une opération de démolition de logement social, de requalification de logement social ou de recyclage du parc privé liée au projet de renouvellement urbain,
- assurer aux ménages concernés un relogement de qualité prenant en compte leurs besoins et leurs souhaits, en leur donnant accès à des parcours résidentiels positifs, notamment en direction du parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans, et en maîtrisant l'évolution de leur reste à charge,
- conduire le plan de relogement de chaque opération le rendant nécessaire,

- En matière d'attributions, à prendre en compte et suivre les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires pour les attributions de logements sociaux définis dans le cadre de la conférence intercommunale du logement, en particulier sur les sites en renouvellement urbain.

La convention intercommunale d'attributions, telle que son contenu est défini par l'article L. 441-1-6 du CCH, décline le document cadre d'orientations en matière d'attribution. Elle porte les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain de la présente convention et précise les engagements de chaque signataire pour mettre en œuvre les objectifs territorialisés d'attribution. L'objectif est de finaliser une convention intercommunale d'attribution avant le 31 décembre 2019 afin de préciser notamment les engagements de chaque signataire dans la mise en œuvre des objectifs décris ci-dessus et de définir les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain.

**La stratégie de relogement**

La stratégie de relogement d'Est Ensemble est définie dans la charte territoriale de relogement qui fixe les modalités de relogement et d'accompagnement des ménages résidant dans les immeubles voués à la démolition ou à des restructurations majeures, dans le cadre du NPNRU, que les immeubles soient issus du parc social ou du parc privé indigne.

La Charte Territoriale de Relogement d'Est Ensemble a été adoptée lors du Conseil Territorial du 29 mai 2018 et est signée par l'ensemble des partenaires.

Cette charte définit un cadre territorial en précisant des principes d'interventions partagés par l'ensemble des parties prenantes, qui s'engagent à mettre l'ensemble des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs du relogement, pour satisfaire de manière équitable les besoins et les souhaits des ménages concernés, dans le cadre de la déclinaison territoriale par la CIL des objectifs d'attributions prévus par la loi relative à Egalité et Citoyenneté. Une précision des besoins et des calendriers (et notamment de la montée en charge des relogements au fur et à mesure de l'engagement des démolitions) sera à apporter dans le prochain avenant.

Pilotée par Est Ensemble, la charte territoriale de relogement définit le socle commun des dispositions relatives au relogement des ménages. Elle met en œuvre à l'échelle territoriale les principes suivants :

- Définir un processus de relogement équitable à l'échelle du Territoire permettant de favoriser les parcours résidentiels ascendants, en proposant un logement adapté au souhait des ménages, en maîtrisant les impacts financiers pour les ménages, que le logement soit dans le neuf ou dans l'ancien.
  La charte territoriale définit le cadre global de l'accompagnement permettant d'atteindre ces objectifs et s'engage sur une évaluation a posteriori de la satisfaction des ménages vis-à-vis du processus de relogement. Les objectifs de mobilisation du parc neuf ou récent seront définis projet par projet, dans le cadre de chartes locales, déclinant les orientations de la charte territoriale ;

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Définir les engagements de l'ensemble des acteurs du relogement, de façon à optimiser le processus de relogement et à favoriser un engagement équitable à l'échelle du Territoire, avec une coordination inter-bailleurs et inter-réservataires pour faciliter le relogement de certains ménages aux demandes spécifiques (mobilité résidentielle hors commune, situation d'urgence).
  Elle définit les engagements des différents réservataires concernant la prise en charge des relogements (25% des relogements assurés sur le contingent préfectoral si la ville concernée prend le même engagement, engagement d'Action Logement à reloger les ménages salariés). Elle définit également les limites de certain réservataire dans la mobilisation de leur contingent (20% maximum des attributions annuelles pour le contingent préfectoral).

- Proposer des outils mutualisés (questionnaire pour les enquêtes sociales, outil technique de suivi, outils de communication et d'information) permettant une cohérence de l'ensemble des dispositifs locaux et une évaluation du processus à l'échelle du Territoire ;

- Décliner la charte territoriale de relogement par des chartes locales afin que l'accompagnement des ménages et le processus de relogement puissent être adaptés aux spécificités de chaque projet.

La charte territoriale de relogement s'appliquera dès 2019 pour les opérations de démolition confirmées par l'ANRU.

Concernant la volonté de favoriser des parcours résidentiels positifs, une évaluation qualitative des relogements, comprenant notamment une enquête de satisfaction des locataires, sera proposée lors d'un avenant à la présente convention.

# Article 7. La gouvernance et la conduite de projet

## Article 7.1 La gouvernance

Depuis la signature du protocole de préfiguration, l'organisation de la compétence d'animation et coordination du renouvellement urbain s'est consolidée à l'échelle territoriale, avec la création du pôle renouvellement urbain, le recrutement des équipes de suivi des projets aujourd'hui au complet, le recrutement de fonctions transversales indispensables au déploiement de toutes les dimensions du NPNRU (habitat, insertion, développement économique…), et la concrétisation du co-pilotage politique Est Ensemble/Villes à l'échelle locale.

Ainsi, Est Ensemble pilote le dispositif à l'échelle territoriale, en lien étroit avec les Maires des communes concernées. Est Ensemble et les Villes co-pilotent les projets à l'échelle locale.

### 7.1.1 – le dispositif de gouvernance territoriale

Les instances de pilotage du renouvellement urbain sont les suivantes :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **Le comité de pilotage du contrat de ville,** présidé par le Président d'Est Ensemble, se tient annuellement et dresse un bilan et des perspectives sur chacun des trois piliers du contrat de ville, dont le pilier « intégration urbaine des quartiers et renouvellement urbain »

- **Le comité de pilotage territorial dédié au renouvellement urbain** se tient annuellement à l'échelle d'Est Ensemble sous la présidence du Président de l'EPT Est Ensemble et du Préfet de département de Seine-Saint-Denis lors des principales étapes d'élaboration du programme de renouvellement urbain.

Il réunit les membres suivants :

- les vice-présidents et conseillers délégués d'Est Ensemble concernés, au premier rang desquels figurent les vice-présidents chargés du renouvellement urbain et de l'habitat indigne, de la politique de la ville, de l'emploi et de l'insertion par l'économique,
- les maires des villes-membres d'Est Ensemble et leurs maires-adjoints, ainsi que ceux des autres villes ou EPT partenaires que sont Plaine commune, Villemomble, Drancy, Aubervilliers, et Paris,
- les directeurs généraux des services des villes-membres d'Est Ensemble, des autres villes partenaires et d'Est Ensemble,
- les services concernés de l'Etat et représentants de l'ANRU et de l'Anah,
- la Région Ile de France,
- le Département de Seine-Saint-Denis,
- les différents maîtres d'ouvrage, dont les organismes HLM concernés et l'AORIF,
- la Caisse des dépôts,
- Action logement,
- l'ANCT (ex-EPARECA),
- les représentants des conseils citoyens,
- tout autre acteur concerné.

Le comité de pilotage territorial dédié au renouvellement urbain définit les orientations de portée territoriale des projets de renouvellement urbain, valide l'avancement des différents volets généraux du protocole, et s'assure de la cohérence des ambitions portées à l'échelle locale par les projets de renouvellement urbain de chacun des quartiers avec les ambitions territoriales du renouvellement urbain, en conformité avec les exigences du NPNRU. La préparation du Comité de pilotage est assurée par les services d'Est Ensemble chargés de la coordination transversale du NPNRU.

**Le pilotage technique** et la coordination du volet général du protocole de préfiguration sont assurés par la direction de l'habitat et du renouvellement urbain (DHRU), placée sous la responsabilité directe de la direction générale des services d'Est Ensemble.

A cette fin, est constitué un comité technique, sous la responsabilité de la sous-préfète d'arrondissement de la préfecture de Seine-Saint-Denis et du directeur général des services d'Est Ensemble, réunissant :

- les services de l'Etat (DRIHL 93)
- Les équipes en charge de la direction de projet au sein d'Est ensemble
- les autres directions opérationnelles d'Est Ensemble concernées par le renouvellement urbain
- les directions générales des services des villes membres concernées et des villes partenaires
- les différents maîtres d'ouvrage, dont les bailleurs HLM concernés par les projets de renouvellement urbain et l'AORIF,
- La Caisse des Dépôts et Consignations,
- Action Logement et l'AFL ;
- les services de la Région Ile de France,
- les services du Département de Seine-Saint-Denis,

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- les représentants des conseils citoyens,
- les autres partenaires, en tant que de besoin.

Ce comité technique a pour mission d'examiner les avancées de l'ensemble du protocole de préfiguration général, de s'assurer du respect du planning général, d'assurer la conduite et la coordination financière des opérations, de partager le résultat des études et démarches menées à l'échelle territoriale (programmation de l'habitat, développement économique, insertion, démarche territoriale de gestion urbaine et sociale de proximité…) de préparer l'ordre du jour du comité de pilotage stratégique et de soumettre des propositions pour arbitrage politique, en tant que de besoin.

#### 7.1.2. Dispositif de gouvernance par projet

Afin de permettre un pilotage au plus près de l'avancement des projets, de respecter un principe de co-gouvernance des projets entre les villes et l'agglomération et de préserver la prérogative locale nécessaire à la bonne mise en œuvre des PRU, **un comité de pilotage stratégique local** est installé et décliné pour chacun des projets (un comité de pilotage unique en cas de projets intercommunaux), sous la co-présidence des maires de chacune des villes concernées, du président d'Est Ensemble et du Préfet de département.

Le comité de pilotage stratégique local associe l'ensemble des partenaires du projet et des membres des conseils citoyens. La préparation du comité de pilotage stratégique local est assurée par chacune des équipes projets. Sa fréquence minimale est annuelle.

**Des comités techniques par quartier** associant les partenaires concernés par le projet, des membres des conseils citoyens et la DRIHL 93 sont également programmés à une fréquence régulière par les équipes projet, à minima deux fois par an.

*(voir détails dans le dossier de présentation par quartier)*

## Article 7.2 La conduite de projet

Pour assurer la coordination des maîtres d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations ainsi que l'ordonnancement général du projet à mener, l'EPCI (*ou la commune*) conduit le pilotage opérationnel du projet. Il mobilise pour cela :

- **La Directrice Habitat et Renouvellement urbain,** garante du pilotage global et de la coordination générale avec les autres directions d'Est Ensemble et les villes, ainsi que de la bonne conduite du co-pilotage Est Ensemble/Villes.
- **La responsable de pôle renouvellement urbain,** chargée de l'animation, de la coordination et du suivi de l'ensemble du programme de renouvellement urbain, et de l'encadrement des équipes-projets, sous la responsabilité hiérarchique de la directrice de l'habitat et du renouvellement urbain.
- **L'équipe chargée de missions thématiques transversales avec :**
  - un coordonnateur GUP et concertation chargé de la mise en œuvre de la charte intercommunale de GUSP et de la coordination des conventions GUP par quartiers ainsi que de la coordination des dispositifs de concertation (conseils citoyens, dispositif de concertation itinérant…) d'échelle territoriale portant sur le renouvellement urbain. Il sera rattaché hiérarchiquement à la responsable du pôle renouvellement urbain.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- une chargée de mission habitat chargé du suivi de la mise en œuvre de la stratégie de programmation des logements dans les PRU interviendra pour la moitié de son temps (0,5 ETP) pour la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain.

- une chargée de mission en charge du suivi de la convention d'équilibre territorial et de la mise en œuvre de la charte communautaire de relogement. Ce chargé de mission habitat interviendra pour la moitié de son temps (0,5 ETP) pour la mise en œuvre du programme de renouvellement urbain.

  Des deux postes sont hiérarchiquement rattachés à la responsable du pôle mobilité résidentielle et programmation, au sein de la direction de l'habitat et du renouvellement urbain.

- Un poste de suivi financier rattaché au pôle administratif et financier du Département du développement territorial et environnemental.

- Un poste en charge de la coordination des clauses d'insertion, dédié pour moitié de son temps (0,5 ETP) au renouvellement urbain. Ce poste est rattaché à la direction de l'emploi et de la cohésion sociale.

- **De six équipes-projets composées ainsi :**

**Le dispositif présenté à ce stade concernant la conduite de projet par quartier couvre la période de mai 2018 à fin avril 2020. Il devra être réinterrogé pour la mise en œuvre de la phase opérationnelle, une fois les projets définis et les montages opérationnels déterminés, lors des conventionnements par quartier et de l'actualisation par avenant de la convention cadre.**

- **l'équipe-projet de Bobigny en charge du NPNRU sur les quartiers de l'Abreuvoir et du centre-ville.**

  Les financements de l'ANRU sont sollicités pour un poste de directeur de projet (Abreuvoir et Centre-ville) et un poste de chargé de projet sur le secteur Abreuvoir-Edouard Vaillant. Cette équipe-projet est complétée par un chef de projet au sein de la Ville de Bobigny, en charge du secteur centre-ville, permettant d'assurer une cohérence forte à l'échelle de l'hyper-centre balbynien (quartiers sur dalle, centre commercial, pôle gare, finalisation du PRU 1 etc). Sur ce dernier poste les financements ANRU ne sont pas sollicités à ce stade.

- **l'équipe-projet de Bondy** en charge du PRU2 d'intérêt national et de l'achèvement des opérations relevant du PRU1 sur ce même secteur et des PRU2 d'intérêt régional de Blanqui et de la Sablière (en situation intercommunale avec Villemomble).

  L'équipe est composée d'un poste de direction de projet actuellement rattaché à la ville de Bondy accompagné d'un prestataire chargé d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dédié.

  A noter que les équipes-projets de Bobigny et de Bondy travaillent en coordination, en apportant leur contribution à l'élaboration de la stratégie urbaine du secteur intercommunal du Pont de Bondy. Le poste de direction de projet sera financé sous réserve d'un rattachement à Est Ensemble.

- **l'équipe-projet de Bagnolet et Montreuil** en charge du PRU2 d'intérêt national de La Noue et Malassis (quartier intercommunal) sur ce même secteur, et du PRU2 d'intérêt régional du Morillon (Montreuil).

  L'équipe-projet unique intercommunale est composée d'un poste de directeur de projet, et de 2 chefs de projet répartis entre La Noue d'une part et Malassis Le Plateau d'autre part. L'équipe apporte également sa contribution à l'élaboration de la stratégie urbaine du secteur des Portes de

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Paris (porte de Montreuil et porte de Bagnolet), en collaboration avec la ville de Paris. Cette équipe bénéficie d'une installation sur site dans le quartier La Noue-Malassis. Cette équipe-projet assure une mission de coordination du PRU2 d'intérêt régional du Morillon à Montreuil, pour lequel un agent de la ville de Montreuil est affecté à mi-temps.

- **l'équipe-projet de Pantin et du Pré-Saint-Gervais** en charge du PRU2 d'intérêt national du quartier intercommunal Quatre chemins (Pantin et Aubervilliers), en étroite coordination avec l'équipe-projet de Plaine Commune chargée de la partie Aubervilliers de ce même quartier, et en charge de la coordination du PRU2 d'intérêt régional des 7 arpents

  L'équipe-projet est composée d'un directeur de projet accompagné de deux chargés d'opération habitat privé rattachés au secteur habitat privé nord de la direction habitat et renouvellement urbain (voir ci-dessous). La mise en œuvre du projet des 7 Arpents-Stalingrad dans ses autres dimensions est assurée par les services de droit commun des villes de Pantin et du Pré-Saint-Gervais.

- **l'équipe-projet de Noisy-le-Sec en charge du PRU2 d'intérêt national du Londeau et du PRU2 d'intérêt régional de Béthisy-centre-ville.**

  L'équipe est composée d'une direction de projet, actuellement rattachée à la ville de Noisy-le-sec. Bénéficiant d'une légitimité certaine acquise dans la phase du PRU1 sur le Londeau, les équipes en place apportent leur proximité tant avec les élus qu'avec les acteurs locaux. Ainsi l'équipe projet assure également le recollement et la continuité du projet, sur le Londeau, maintenu en secteur de renouvellement urbain. Elle se mobilise en facilitateur pour garantir la cohérence et l'articulation des projets de renouvellement urbain avec la politique générale portée par Est Ensemble. Elle est disponible en tant que de besoin pour participer à la démarche de stratégie urbaine sur le secteur du Pont de Bondy, pour la partie noiséenne. Le poste de direction de projet sera financé sous réserve d'un rattachement à Est Ensemble.

- **l'équipe-projet de Romainville** en charge du PRU2 d'intérêt national du quartier Gagarine.

  L'équipe est composée d'une directrice de projet dédiée.

L'ensemble des postes de direction de projet et de chefs de projet des projets d'intérêt national financés par l'ANRU sont des agents de la collectivité territoriale Est Ensemble, affectés à la direction de l'habitat et du renouvellement urbain.

Le pilotage des équipes-projet mobilisées pour chaque PRU est assurée par les directeurs/trices de projet.

**En appui des équipes par projet, le pôle habitat privé d'Est Ensemble, au sein de la direction de l'habitat et du renouvellement urbain, mobilise trois postes à temps plein pour la mise en œuvre des dispositifs de traitement de l'habitat privé dégradé ou indigne dans les quartiers en renouvellement urbain les plus concernés par ces problématiques :**

- Un poste chargé des dispositifs de redressement des copropriétés de La Noue-Malassis à Bagnolet.

- Un poste en charge des dispositifs de traitement de l'habitat indigne et dégradé sur le quartier des Quatre chemins

Pour ces deux postes, un financement est sollicité auprès de l'ANRU.

- Un poste chargé d'opération habitat privé interviendra à temps plein sur le quartier des 7 arpents-Stalingrad, pour lequel le financement d'un poste est sollicité auprès de l'ANAH, dans

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

la continuité de l'ingénierie financée dans le cadre de l'appel à projet régional « stratégie urbaine de lutte contre l'habitat indigne » dont le quartier est lauréat.

## Article 7.3 La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet

Le porteur de projet, en lien avec les maitres d'ouvrage, s'engage à mener une démarche de coconstruction avec les habitants tout au long du projet de renouvellement urbain. Il s'engage ainsi notamment à mettre en œuvre les actions suivantes :

Ces démarches se déclinent à l'échelle locale selon les spécificités par ville et par projet (cf. conventions par quartier).

A l'échelle territoriale, la direction de l'habitat et du renouvellement urbain a lancé un appel à volontaires auprès des 317 conseillers citoyens d'Est Ensemble pour participer aux démarches pilotées par le territoire (enquête cadre de vie, participation aux instances du renouvellement urbain, ateliers CIL, outils de concertation itinérant…).

La Direction de l'emploi et de la cohésion sociale d'Est Ensemble a accompagné la structuration d'un réseau des conseillers citoyens du Territoire avec l'organisation de formations et de rencontres annuelles, qui ont pu bénéficier aux conseillers concernés par les PRU, et participant aux travaux projet par projet.

S'appuyant sur un travail participatif avec les villes, le pôle renouvellement urbain a piloté la réalisation d'une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en vue de la création d'un outil de concertation itinérant, mis à disposition des directions de projet, des directions d'Est Ensemble et des partenaires des projets.

A l'issue de cette mission, Est Ensemble s'est doté d'un dispositif itinérant de concertation, avec l'acquisition d'une camionnette « Parlons ensemble » dédié aux actions de concertation et d'information à mener dans les quartiers de la politique de la ville et plus spécifiquement dans quartiers en renouvellement urbain, en complément des maisons du projet fixes développées par projet en vue d'aller sur l'espace public, au-devant des habitants des quartiers en PRU pour les associer plus directement aux projets et actions menées sur leur territoire. A titre illustratif, cet outil pourra porter des actions d'ateliers de concertation en lien avec l'élaboration progressive des projets d'aménagement d'espaces publics de construction ou de réhabilitation découlant du projet urbain, des actions d'information sur le relogement ou de mobilisation des publics en insertion, ou encore accompagner la mise en œuvre d'actions d'accompagnement de la gestion en phase de chantiers. Cet outil est opérationnel depuis novembre 2018.

## Article 7.4 L'organisation des maîtres d'ouvrage

Pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et pour tenir compte de la volonté de le réaliser rapidement, les maîtres d'ouvrage ont décidé chacun en ce qui les concerne d'organiser leurs équipes de la façon suivante :

Le dispositif reste inchangé pour la finalisation de la phase de préfiguration et le début de la phase pré-opérationnelle, avec notamment la demande de prolongement du financement des deux postes de l'OPH Montreuillois et de Seine-Saint-Denis Habitat.

Ce dispositif pourra être amené à évoluer lors du passage en phase opérationnelle.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### Article 7.5 Le dispositif local d'évaluation

En lien avec les dispositions du contrat de ville, le porteur de projet s'engage à mettre en place un dispositif local d'évaluation comme outil de pilotage du projet de renouvellement urbain. Ce dispositif intègre le suivi physique et financier du projet (reporting), le suivi des objectifs urbains du projet (cf. article 2.2) et la mesure des impacts du projet à moyen/long terme. Il contribue ainsi au suivi du projet tel que prévu à l'article 12 de la présente convention.

Ce dispositif local d'évaluation peut contribuer à nourrir également l'évaluation nationale du NPNRU. À cet effet, les signataires s'engagent à faciliter le travail du CGET portant sur l'évaluation du programme.

Ces éléments seront complétés ultérieurement.

## Article 8. L'accompagnement du changement

### Article 8.1 Le projet de gestion

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, et en lien avec les orientations du contrat de ville, le porteur de projet en lien avec les acteurs concernés s'engage à mettre en place un projet de gestion partenarial, pluriannuel et territorialisé, articulé au contenu et au phasage du projet de renouvellement urbain et coconstruit avec les habitants et usagers du ou des quartier(s) concerné(s). L'objectif est d'améliorer la gestion urbaine du ou des quartier(s) concerné par le projet de renouvellement urbain dans l'attente de sa mise en œuvre, d'intégrer les enjeux de gestion, d'usage et de sûreté dans la conception des opérations d'aménagement et immobilières, d'accompagner le déploiement des chantiers et d'anticiper les impacts du projet urbain sur les usages, les responsabilités, les modalités et les coûts de gestion des gestionnaires. Ainsi, le projet de gestion interroge la soutenabilité financière des modes de gestion et l'adaptation des organisations des gestionnaires compte tenu des transformations urbaines et des opérations portées par le projet de renouvellement urbain, et vise à en favoriser l'appropriation et la pérennisation.

La convention GUSP territoriale a été signée en juillet 2016 par Est Ensemble et les 22 bailleurs du Territoire concernés. Suite au recrutement d'une coordinatrice des démarches de GUSP territoriales en octobre 2016, la mise en œuvre de cette convention a permis l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'actions territoriale, le suivi de l'abattement TFPB des bailleurs, l'articulation avec le volet Habitat et cadre de Vie du contrat de ville, la coordination des démarches de GUSP locales. A titre d'illustration, cette démarche a notamment permis l'émergence de démarches communes sur les quartiers intercommunaux, la mise en œuvre d'une première enquête concernant le cadre de vie dans les QPV, ou encore la mise en œuvre d'une première action associant tous les bailleurs du territoire autour des problématiques de sensibilisation des habitants aux enjeux de propreté.

Ces éléments seront à compléter avec la mise en œuvre opérationnelle et en vue du prochain avenant.

La conventions-cadre pluriannuelle relative à l'EPT visé au titre I de la présente convention décrira les orientations territoriales du projet de gestion.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les conventions-quartiers pluriannuelles relatives aux quartiers visés au titre I de la présente convention décriront les orientations locales des projets de gestion.

## Article 8.2 Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants

Les maitres d'ouvrage financés par l'ANRU s'engagent à appliquer les dispositions de la charte nationale d'insertion relative au NPNRU qui vise à mettre la clause d'insertion au service de réels parcours vers l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, en l'inscrivant dans la politique locale d'accès à l'emploi et à la formation et dans le volet développement économique et emploi du contrat de ville. Pour ce faire, le porteur de projet et les maitres d'ouvrage financés par l'ANRU fixent à travers la présente convention des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière d'insertion, s'accordent sur les marchés et les publics cibles de la clause et en définissent les modalités de pilotage, suivi et évaluation, en étant particulièrement vigilant aux modalités de détection, d'accompagnement et de formation des bénéficiaires en amont et tout au long de leurs parcours, au partenariat avec les entreprises et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique.

En matière d'insertion, la direction de l'emploi et de la cohésion sociale a recruté un coordonnateur des clauses d'insertion, en charge d'élaborer et de suivre le plan d'application des clauses d'insertion à l'échelle territoriale pour les 12 PRU, en s'inspirant des expériences en cours autour des travaux de transport notamment. Une étude de définition de la stratégie territoriale d'application des clauses d'insertion a été lancée en décembre 2017 à l'appui de cette démarche. La charte territoriale d'application des clauses d'insertion est en cours d'élaboration.

Les objectifs d'insertion qualitatifs sur :

- les opérations d'investissement ;
- la gestion urbaine de proximité et les modalités de mise en œuvre ;
- l'ingénierie liée au projet de renouvellement urbain,
- ainsi que les objectifs qualitatifs en matière d'insertion seront précisés à l'issue de l'élaboration de la Charte territoriale d'application des clauses d'insertion.

De même, elle précisera le pilotage et le suivi de ces objectifs

Le prochain avenant à la présente convention pluriannuelle intégrera ces engagements.

Les conventions-quartier(s) pluriannuelles relatives aux quartiers visés au titre I de la présente convention décrieront les objectifs quantitatifs et qualitatifs, et les modalités de pilotage et de suivi-évaluation pour l'insertion liées aux opérations programmées dans les conventions-quartiers.

## Article 8.3 La valorisation de la mémoire du quartier

Les Parties prenantes de la présente convention s'engagent à valoriser la mémoire du(es) quartier(s) concerné(s) par le projet de renouvellement urbain. Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrages s'attacheront tout particulièrement à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisations filmographiques ou photographiques relatives au(x) quartier(s) et à

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

son/leur évolution dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Ces documents, rendus publics et dans la mesure du possible en libre accès, seront transmis à l'ANRU et pourront être utilisés comme support de compte rendu public d'activités de l'Agence et de tout projet de mise en valeur du NPNRU.

Ces éléments seront à compléter lors du prochain avenant.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TITRE III - LES CONCOURS FINANCIERS DU NPNRU AUX OPERATIONS PROGRAMMÉES DANS LA PRESENTE CONVENTION

## Article 9. Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel

La présente convention pluriannuelle et ses annexes détaillent l'ensemble des opérations programmées au titre du projet de renouvellement urbain, y compris celles qui ne bénéficient pas des aides de l'ANRU. Un échéancier prévisionnel de réalisation physique de ces opérations (calendrier opérationnel) est indiqué dans l'annexe C1. Il est établi sur les années d'application de la convention pluriannuelle suivant la date de signature de celle-ci. Il engage le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage.

Le plan de financement prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet figure en annexe C2. L'ANRU ne délivre pas de décision attributive de subvention pour les opérations qu'elle ne cofinance pas. Le maître d'ouvrage fera son affaire de l'obtention des cofinancements sur la base des engagements de la présente convention.

### Article 9.1 Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle

#### Article 9.1.1 La présentation des opérations cofinancées par l'ANRU dans la présente convention au titre du NPNRU

Les articles suivants précisent les conditions et les éventuelles modalités spécifiques de financement validées par l'ANRU.

Le cas échéant, les cofinancements du PIA au titre de l'axe 2 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI (par conséquent hors concours financiers du NPNRU) seront identifiés à titre d'information et listées dans l'article 9.3 de la présente convention.

Les financements de l'Agence, programmés pour chaque opération, sont calibrés à partir des données physiques et financières renseignées par les maîtres d'ouvrage dans les fiches descriptives des opérations figurant en annexe C3.

Le tableau financier des opérations programmées pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU est sollicité figure en annexe C4. Il indique pour ces opérations le montant prévisionnel du concours financier de l'ANRU, qui s'entendent comme un maximum, le calendrier opérationnel prévisionnel, et l'ensemble des cofinancements prévisionnels mobilisés.

ANRULa date de prise compte des dépenses des opérations, lorsqu'elle fait l'objet d'une validation spécifique de l'ANRU, est précisée pour chaque opération dans les tableaux ci-dessous. Par défaut, si elle n'est pas renseignée pour chaque opération listée ci-après, c'est la date de signature de la convention qui s'applique.

### *Article 9.1.1.1 Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU*

*Les actions d'ingénierie cofinancées par l'ANRU, à l'exception du relogement des ménages avec minoration de loyer, peuvent être regroupées en tout ou partie au sein de la même opération d'ingénierie. La fiche descriptive en annexe C3 détaille ces actions.*

- **Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet**

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention ANRU | Montant prévisionnel de subvention ANRU | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Diagnostic technique, thermique et structure des 3 tours (solidité, accessibilité, diagnostic sécurité)* | *663-6093027-14-0004-002* | *Gagarine - Romainville* | *Seine Saint Denis Habitat* | *154 800,00€* | *50%* | *77 400,00€* | *28/04/2016* |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **L'accompagnement des ménages**

  - Les actions et les missions d'accompagnement des ménages

*Sans objet à ce stade*

  - Le relogement des ménages avec minoration de loyer

A la date du Comité d'Engagement du 18 juillet 2018, une demande pour une subvention de l'ANRU dans le cadre du relogement des ménages avec minoration de loyer a été formulée, lors de la présentation du projet de Gagarine à Romainville.

Les demandes de minoration de loyer dans le cadre des relogements dans le neuf seront formulées par les bailleurs sociaux au fur et à mesure des demandes de conventionnement par quartier.

| Libellé précis | IDTOP de l'opération de relogement avec minoration de loyer | Localisation : QPV ou EPCI de rattachement | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nombre prévisionnel de ménages par typologie | | | Montant prévisionnel de l'indemnité | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | T1/ T2T2 | T3 | T4/ T5/ + | | |
| *Minoration de loyers des 370 logements sociaux reconstitués* | *663-6093027-15-0001-001* | *93063 Romainville 6093027 Gagarine* | *Seine-Saint-Denis-Habitat* | *8* | *24* | *338* | *2 864 000€* | *18/07/2018* |

Une convention spécifique mise à disposition par l'ANRU devra être signée entre le porteur de projet, le ou les maître(s) d'ouvrage à l'origine du relogement des ménages, le ou les organisme(s) HLM accueillant les ménages concernés, et l'ANRU, en amont de la demande de décision attributive de subvention.

- **La conduite du projet de renouvellement urbain**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Les moyens internes à la conduite du projet de renouvellement urbain

L'organisation est décrite à l'article 7.2. La répartition des ETP financés par l'ANRU et l'organigramme sont précisés en annexe C.3. Ces éléments se situent dans le prolongement de l'organisation retenue pour la phase protocole de préfiguration encore en cours concernant la conduite de projet par quartier, avec un renforcement des postes dédiés au traitement de l'habitat privé dégradé, et quelques ajustements au niveau transversal permettant un meilleur accompagnement sur le volet suivi financier, insertion, et gestion urbaine / concertation. Cette organisation sera amenée à évoluer en fonction des projets et montages retenus à l'issue des conventions par quartier.

A noter que les postes ne seront financés que sous réserve d'un rattachement administratif à l'EPT. Pour les postes actuellement rattachés aux villes sur lesquels un financement est sollicité (directions de projet de Bondy et Noisy), la date de prise en compte sera celle du transfert effectif des équipes.

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| moyens internes | | | | | | | | | | |
| Conduite de projet interne transversale et territorialisée (hors dev éco) 2018-2020 | 663-6999999-14-0001-001 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | EPT 08 - EST ENSEMBLE | 3 340 000,00 € | 50,00% | 1 670 000,00 € | 03/05/2018 | S1 | 2 018 | 4 semestre(s) |

- Les moyens d'appui au pilotage opérationnel du projet de renouvellement urbain

Cet AMO se situe dans le prolongement de celle mise en place dans le cadre du protocole de préfiguration, en appui de la direction de projet.

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| prestations externes | | | | | | | | | | |
| AMO externe conduite de projet (AMO Bondy) | 663-6999999-14-0001-003 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | EPT EST ENSEMBLE | 190 000,00 € | 50,00% | 95 000,00 € | 17/06/2017 | S2 | 2 018 | 4 semestre(s) |

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| prestations externes | | | | | | | | | | |
| AMO techniques mutualisées (juridiques et environnementales) | 663-6999999-14-0001-002 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | EPT 08 - EST ENSEMBLE | 300 000,00 € | | - € | 00/01/1900 | S1 | 2 020 | 10 semestre(s) |

- La coordination interne des organismes HLM

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Ces opérations d'ingénierie se situent dans le prolongement du protocole de préfiguration.

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| moyens internes | | | | | | | | | | |
| 1 ETP Chargé d'opération OPH montreuillois | 663-6999998-14-0002-001 | 93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | OPH MONTREUILLOIS | 190 000,00 € | 50,00% | 95 000,00 € | 03/05/2018 | S1 | 2 018 | 4 semestre(s) |

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| moyens internes | | | | | | | | | | |
| 1 ETP Chargé de renouvellement urbain Seine-Saint-Denis Habitat | 663-6999999-14-0004-001 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 190 000,00 € | 50,00% | 95 000,00 € | 03/05/2018 | S1 | 2 018 | 4 semestre(s) |

### *Article 9.1.1.2 Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU*

Sans objet

### *Article 9.1.1.3 Les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU*

- **La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS)**

La répartition de la programmation de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux s'établit de la façon suivante :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Nombre total de LLS reconstitués et cofinancé par l'Anru | Dont hors-QPV | Cas dérogatoire (en QPV) | Zone géographique de reconstitution (de 1 à 5) |
|---|---|---|---|---|
| PLUS neuf | 574 | 359 | 215 | 1 |
| PLUS AA | 2 | 2 | 0 | 1 |
| ***Total PLUS*** | ***576*** | ***361*** | ***215*** | |
| ***% PLUS sur le total programmation*** | ***64%*** | ***55%*** | ***88%*** | |
| PLAI neuf | 307 | 278 | 29 | 1 |
| PLAI AA | 19 | 19 | 0 | 1 |
| ***Total PLAI*** | ***326*** | ***297*** | ***29*** | |
| ***% PLAI sur le total programmation*** | **36%** | ***45%*** | ***12%*** | |
| **Total programmation** | **902** | **658** | **244** | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

| Libellé précis (adresse...) | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI) | | Montant prévisionnel du concours financier | | | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | volume de prêt bonifié | subvention | Total concours financier | | | | |
| CN- 4 PLAI - 208-210 rue de Rosny - Montreuil | 663-6093009-31-0001-005 | 6093009 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 4 | 87 200 € | 69 600 € | 156 800 € | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***4*** | ***87 200 €*** | ***69 600 €*** | ***156 800 €*** | | | | |
| CN - 7 PLAI, 4 PLUS - 117-123 rue Sadi Carnot et 46 rue Ferrer VEFA - BAG | 663-6093009-31-0002-001 | 6093009 | OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET | PLUS | 4 | 112 000 € | 0 € | 112 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 7 | 152 600 € | 121 800 € | 274 400 € | | S2018 | 2 | 7 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***11*** | ***264 600 €*** | ***121 800 €*** | ***386 400 €*** | | | | |
| CN - 2 PLAI - 25 rue Parmentier - MON | 663-6093009-31-0009-001 | 6093009 | OPH MONTREUILLOIS | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 2 | 43 600 € | 34 800 € | 78 400 € | | S2019 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***2*** | ***43 600 €*** | ***34 800 €*** | ***78 400 €*** | | | | |
| CN- 6 PLAI- 17/19 rue Edouard Vaillant -Montreuil | 663-6093009-31-0009-002 | 6093009 | OPH MONTREUILLOIS | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 6 | 130 800 € | 104 400 € | 235 200 € | | S2020 | 1 | 3 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***6*** | ***130 800 €*** | ***104 400 €*** | ***235 200 €*** | | | | |
| CN - 2 PLAI - 6_8 Avenue Faidherbe - MON | 663-6093009-31-0010-001 | 6093009 | 1001 VIES HABITAT | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 2 | 43 600 € | 34 800 € | 78 400 € | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***2*** | ***43 600 €*** | ***34 800 €*** | ***78 400 €*** | | | | |
| CN - 5 PLAI - 61 Rue Rapatel - Montreuil | 663-6093009-31-0011-001 | 6093009 | CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 5 | 109 000 € | 87 000 € | 196 000 € | | S2020 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***5*** | ***109 000 €*** | ***87 000 €*** | ***196 000 €*** | | | | |
| CN - 26 PLUS, 38 PLAI - Allee des Primeveres - BON | 663-6093012-31-0006-002 | 6093012 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | PLUS | 26 | 728 000 € | 0 € | 728 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 38 | 828 400 € | 661 200 € | 1 489 600 € | 01/06/2019 | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***64*** | ***1 556 400 €*** | ***661 200 €*** | ***2 217 600 €*** | | | | |
| CN - 8 PLUS, 12 PLAI, Avenue de Verdun/place Neuberger - BON | 663-6093012-31-0006-003 | 6093012 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | PLUS | 8 | 224 000 € | 0 € | 224 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 12 | 261 600 € | 208 800 € | 470 400 € | 01/06/2019 | S2019 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***20*** | ***485 600 €*** | ***208 800 €*** | ***694 400 €*** | | | | |
| CN - 6 PLUS, 9 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Pichet - BON | 663-6093014-31-0001-001 | 6093014 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | 6 | 168 000 € | 0 € | 168 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 9 | 196 200 € | 156 600 € | 352 800 € | 03/05/2018 | S2018 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***15*** | ***364 200 €*** | ***156 600 €*** | ***520 800 €*** | | | | |
| CN - 6 PLUS, 10 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Bouygues - BON | 663-6093014-31-0001-002 | 6093014 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | 6 | 168 000 € | 0 € | 168 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 10 | 218 000 € | 174 000 € | 392 000 € | 03/05/2018 | S2018 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***16*** | ***386 000 €*** | ***174 000 €*** | ***560 000 €*** | | | | |
| CN - 37 PLUS, 22 PLAI - Ilot des salins, ZAC du canal de l'Ourcq - BON | 663-6093014-31-0006-001 | 6093014 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | PLUS | 37 | 1 036 000 € | 0 € | 1 036 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 22 | 479 600 € | 382 800 € | 862 400 € | | S2020 | 1 | 5 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***59*** | ***1 515 600 €*** | ***382 800 €*** | ***1 898 400 €*** | | | | |
| AA - 2 PLAI - 44 Avenue d'Alsace - NLS | 663-6093020-31-0008-001 | 6093020 | ICF LA SABLIERE SA D'HLM | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 2 | 87 200 € | 69 600 € | 156 800 € | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***2*** | ***87 200 €*** | ***69 600 €*** | ***156 800 €*** | | | | |
| CN - 3 PLAI, 3 PLUS - 117_119 Boulevard Roger Salengro - NLS | 663-6093021-31-0001-003 | 6093021 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | 3 | 84 000 € | 0 € | 84 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | 3 | 65 400 € | 52 200 € | 117 600 € | 03/05/2018 | S2018 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***6*** | ***149 400 €*** | ***52 200 €*** | ***201 600 €*** | | | | |
| CN- 4 PLAI - 129_137 Bd Roger Salengro - NLS | 663-6093021-31-0001-006 | 6093021 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | | | 0 € | | | | | |
| | | | | PLAI | 4 | 87 200 € | 69 600 € | 156 800 € | | S2019 | 2 | 9 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***4*** | ***87 200 €*** | ***69 600 €*** | ***156 800 €*** | | | | |
| CN - 4 PLUS - 4 bis rue de la Chasse VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-001 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 4 | 112 000 € | 0 € | 112 000 € | | | | |
| | | | | PLAI | | | | | 03/05/2018 | S2020 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | ***total*** | ***4*** | ***112 000 €*** | ***0 €*** | ***112 000 €*** | | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

| Libellé précis (adresse...) | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI) | | Montant prévisionnel du concours financier | | | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | volume de prêt bonifié | subvention | Total concours financier | | | | |
| CN - 56 PLAI - 12 avenue Gallieni, VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-002 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | | | 0 € | | 03/05/2018 | S2023 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 56 | 1 220 800 € | 974 400 € | 2 195 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***56*** | ***1 220 800 €*** | ***974 400 €*** | ***2 195 200 €*** | | | | |
| AA - 1 PLAI - 30 bis rue de Merlan - NLS | 663-6093021-31-0003-003 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | | | 0 € | | 03/05/2018 | S2020 | 1 | 3 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 1 | 21 800 € | 17 400 € | 39 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***1*** | ***21 800 €*** | ***17 400 €*** | ***39 200 €*** | | | | |
| AA - 16 PLAI - 39 bd République - NLS | 663-6093021-31-0003-004 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | | | 0 € | | 03/05/2018 | S2023 | 1 | 3 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 16 | 348 800 € | 278 400 € | 627 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***16*** | ***348 800 €*** | ***278 400 €*** | ***627 200 €*** | | | | |
| CN - 28 PLUS - 41/43 rue Léo Lagrange, VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-005 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 28 | 784 000 € | 0 € | 784 000 € | 03/05/2018 | S2020 | 1 | 5 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***28*** | ***784 000 €*** | ***0 €*** | ***784 000 €*** | | | | |
| CN - 14 PLUS - 15_21 rue des carrouges - NLS | 663-6093021-31-0003-006 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 14 | 392 000 € | 0 € | 392 000 € | | S2018 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***14*** | ***392 000 €*** | ***0 €*** | ***392 000 €*** | | | | |
| AA - 1 PLAI - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS | 663-6093021-31-0003-007 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | | | 0 € | | 03/05/2018 | S2021 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 1 | 21 800 € | 17 400 € | 39 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***1*** | ***21 800 €*** | ***17 400 €*** | ***39 200 €*** | | | | |
| CN - 2 PLUS - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS | 663-6093021-31-0003-008 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 2 | 56 000 € | 0 € | 56 000 € | 03/05/2018 | S2021 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***2*** | ***56 000 €*** | ***0 €*** | ***56 000 €*** | | | | |
| CN - 10 PLUS - 203_205 rue de la Chasse - NLS | 663-6093021-31-0003-009 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 10 | 280 000 € | 0 € | 280 000 € | 03/05/2018 | S2020 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***10*** | ***280 000 €*** | ***0 €*** | ***280 000 €*** | | | | |
| CN - 18 PLUS - 10 rue de Neuilly - NLS | 663-6093021-31-0003-010 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | 18 | 504 000 € | 0 € | 504 000 € | 03/05/2018 | S2020 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***18*** | ***504 000 €*** | ***0 €*** | ***504 000 €*** | | | | |
| CN - 16 PLAI - 60 rue de la Dhuys - NLS | 663-6093021-31-0003-011 | 6093021 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | PLUS | | | 0 € | | 03/05/2018 | S2020 | 1 | 3 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 16 | 348 800 € | 278 400 € | 627 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***16*** | ***348 800 €*** | ***278 400 €*** | ***627 200 €*** | | | | |
| CN - 19 PLUS, 19 PLAI - 64 rue de la Dhuys - NLS | 663-6093021-31-0005-001 | 6093021 | LOGIREP | PLUS | 19 | 532 000 € | 0 € | 532 000 € | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 19 | 414 200 € | 330 600 € | 744 800 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***38*** | ***946 200 €*** | ***330 600 €*** | ***1 276 800 €*** | | | | |
| CN - 11 PLAI - 104 rue du Parc/55 rue Léo Lagrange - NLS | 663-6093021-31-0011-002 | 6093021 | CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE | PLUS | | | 0 € | | | S2019 | 2 | 9 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 11 | 239 800 € | 191 400 € | 431 200 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***11*** | ***239 800 €*** | ***191 400 €*** | ***431 200 €*** | | | | |
| Construction neuve de 5 logements dont 2 PLUS et 3 PLAI - 22 Avenue du Bellevedere - Pré-Saint-Gervais | 663-6093023-31-0001-004 | 6093023 | IMMOBILIERE 3F | PLUS | 2 | 56 000 € | 0 € | 56 000 € | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 3 | 65 400 € | 52 200 € | 117 600 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***5*** | ***121 400 €*** | ***52 200 €*** | ***173 600 €*** | | | | |
| CN - 3 PLAI - 59 rue Jules Auffret - PAN | 663-6093024-31-0007-001 | 6093024 | HLM FRANCE HABITATION | PLUS | | | 0 € | | | S2019 | 2 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 3 | 65 400 € | 52 200 € | 117 600 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***3*** | ***65 400 €*** | ***52 200 €*** | ***117 600 €*** | | | | |
| CN - 22 PLUS, 33 PLAI - Rue de Vassou - ROM | 663-6093027-31-0004-001 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 22 | 616 000 € | 0 € | 616 000 € | 07/06/2017 | S2017 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 33 | 719 400 € | 574 200 € | 1 293 600 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***55*** | ***1 335 400 €*** | ***574 200 €*** | ***1 909 600 €*** | | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

| Libellé précis (adresse...) | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nombre de logements par produit (PLUS/PLAI) | | Montant prévisionnel du concours financier | | | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | volume de prêt bonifié | subvention | Total concours financier | | | | |
| CN - 5 PLUS, 7 PLAI - Normandie_Niemen - ROM | 663-6093027-31-0004-003 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 5 | 140 000 € | 0 € | 140 000 € | 07/06/2017 | S2019 | 1 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 7 | 152 600 € | 121 800 € | 274 400 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***12*** | ***292 600 €*** | ***121 800 €*** | ***414 400 €*** | | | | |
| CN - 1 PLUS, 2 PLAI - Floréal - ROM | 663-6093027-31-0004-004 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 1 | 28 000 € | 0 € | 28 000 € | 07/06/2017 | S2019 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 2 | 43 600 € | 34 800 € | 78 400 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***3*** | ***71 600 €*** | ***34 800 €*** | ***106 400 €*** | | | | |
| CN - 2 PLUS, 3 PLAI - Wilson - ROM | 663-6093027-31-0004-005 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 2 | 56 000 € | 0 € | 56 000 € | 07/06/2017 | S2017 | 1 | 5 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 3 | 65 400 € | 52 200 € | 117 600 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***5*** | ***121 400 €*** | ***52 200 €*** | ***173 600 €*** | | | | |
| CN - 10 PLUS - 131_141 Rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-006 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 10 | 280 000 € | 0 € | 280 000 € | 18/07/2018 | S2018 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***10*** | ***280 000 €*** | ***0 €*** | ***280 000 €*** | | | | |
| CN - 79 PLUS - Tranche 1 Phase 2 - ROM | 663-6093027-31-0004-007 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 79 | 632 000 € | 0 € | 632 000 € | 18/07/2018 | S2020 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***79*** | ***632 000 €*** | ***0 €*** | ***632 000 €*** | | | | |
| CN - 15 PLUS - Tranche 1, Phase 1, Lot 3 - ROM | 663-6093027-31-0004-008 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 15 | 120 000 € | 0 € | 120 000 € | 18/07/2018 | S2018 | 2 | 5 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***15*** | ***120 000 €*** | ***0 €*** | ***120 000 €*** | | | | |
| CN - 24 PLUS - 143 Rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-009 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 24 | 672 000 € | 0 € | 672 000 € | 18/07/2018 | S2021 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***24*** | ***672 000 €*** | ***0 €*** | ***672 000 €*** | | | | |
| CN - 10 PLUS - Place Carnot - ROM | 663-6093027-31-0004-010 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 10 | 280 000 € | 0 € | 280 000 € | 18/07/2018 | S2023 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***10*** | ***280 000 €*** | ***0 €*** | ***280 000 €*** | | | | |
| CN - 26 PLUS - Kerautret, Rue du Camp - ROM | 663-6093027-31-0004-011 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 26 | 728 000 € | 0 € | 728 000 € | 18/07/2018 | S2019 | 1 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***26*** | ***728 000 €*** | ***0 €*** | ***728 000 €*** | | | | |
| CN - 28 PLUS - 35 Rue de Beenfleet - ROM | 663-6093027-31-0004-012 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 28 | 784 000 € | 0 € | 784 000 € | 18/07/2018 | S2018 | 1 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***28*** | ***784 000 €*** | ***0 €*** | ***784 000 €*** | | | | |
| CN - 121 PLUS, 29 PLAI - Tranche 2, Phase 1 - ROM | 663-6093027-31-0004-013 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 121 | 968 000 € | 0 € | 968 000 € | 18/07/2018 | S2022 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | 29 | 435 000 € | 348 000 € | 783 000 € | | | | |
| | | | | ***total*** | ***150*** | ***1 403 000 €*** | ***348 000 €*** | ***1 751 000 €*** | | | | |
| CN - 27 PLUS - Friche Picot - ROM | 663-6093027-31-0004-014 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 27 | 756 000 € | 0 € | 756 000 € | 18/07/2018 | S2022 | 1 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***27*** | ***756 000 €*** | ***0 €*** | ***756 000 €*** | | | | |
| CN - 10 PLUS - Cité des Mares - ROM | 663-6093027-31-0004-015 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 10 | 280 000 € | 0 € | 280 000 € | 18/07/2018 | S2020 | 1 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***10*** | ***280 000 €*** | ***0 €*** | ***280 000 €*** | | | | |
| CN - 5 PLUS - 24_28 rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-016 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 5 | 140 000 € | 0 € | 140 000 € | 18/07/2018 | S2021 | 1 | 4 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***5*** | ***140 000 €*** | ***0 €*** | ***140 000 €*** | | | | |
| CN - 4 PLUS - Parking rue Husson - ROM | 663-6093027-31-0004-017 | 6093027 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | PLUS | 4 | 112 000 € | 0 € | 112 000 € | 18/07/2018 | S2022 | 2 | 6 semestre(s) |
| | | | | PLAI | | | | | | | | |
| | | | | ***total*** | ***4*** | ***112 000 €*** | ***0 €*** | ***112 000 €*** | | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Article 9.2 Les opérations du programme non financées par l'ANRU

En complément des opérations co-financées à la fois par l'ANRU et le cas échéant par les Partenaires associés décrites dans l'article 9.1, certaines opérations du programme urbain sont financées uniquement par les Partenaires associés. Ces opérations sont listées ci-après.

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention | Montant prévisionnel de subvention CDC | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *ANRU + Phase maturation* | */* | *EE* | *Est Ensemble* | *146 100* | *67%* | *100 000* | | *S1 2018* | *2* |

### Article 9.2.1 Les opérations bénéficiant des financements de la région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signée entre l'ANRU et la région (ou le département)

**Voir conventions par quartier en cours d'élaboration**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### Article 9.2.2 Les opérations bénéficiant des financements de l'Anah

L'ensemble des opérations du programme financées par l'Anah est récapitulé en annexe C5. Les opérations bénéficiant des aides de l'ANRU sont détaillées dans l'article 9.1. Les opérations ne bénéficiant pas des aides de l'ANRU sont présentées ci-après.

**Voir conventions par quartier en cours d'élaboration**

### Article 9.2.3 Les opérations bénéficiant de financements de la Caisse des dépôts et consignations

L'ensemble des opérations du programme financées par la Caisse des Dépôts est récapitulé en annexe C6. Les opérations bénéficiant des aides de l'ANRU sont détaillées dans l'article 9.1. Les opérations ne bénéficiant pas des aides de l'ANRU sont présentées ci-après.

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention CDC | Montant prévisionnel de subvention CDC | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *AMO techniques mutualisées (juridiques, environnementales)* | | *EE* | *Est Ensemble* | *300 000* | *50%* | *150 000* | | *S1 2020* | *10* |

Ce premier chiffrage est réalisé sur la base des premiers besoins identifiés, notamment sur le quartier Gagarine. Il sera amené à être modifié au fil de l'avancement des projets.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

L'ensemble des opérations du programme financées par la Caisse des Dépôts est récapitulé en annexe C6. Les opérations bénéficiant des aides de l'ANRU sont détaillées dans l'article 9.1. Les opérations ne bénéficiant pas des aides de l'ANRU sont présentées ci-après

**Voir conventions par quartier en cours d'élaboration**

### Article 9.2.4 Les opérations bénéficiant des financements d'autres Partenaires associés

Sans objet à ce stade

## Article 9.3. Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI

Sans objet

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Article 10. Le plan de financement des opérations programmées

Les participations financières prévisionnelles au titre de la présente convention pluriannuelle sont précisées dans les tableaux figurant en annexes C2 et C4 :

- Un plan de financement prévisionnel global faisant apparaître les co-financements envisagés pour chaque opération du projet, y compris celles non financées par l'ANRU ou, à titre informatif, celles du projet d'innovation financées par les PIA. Les financements ANRU au titre du PIA, validés par le premier ministre, figurent dans la convention-cadre de mise en œuvre du projet ou la convention de financement du projet spécifique annexée, le cas échéant, à la présente convention.
- Le tableau financier par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprenant, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement prévisionnels des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité dans la présente convention pluriannuelle. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers ANRU prévisionnels, déclinés entre montant de subventions ANRU prévisionnels et les volumes de prêts bonifiés prévisionnels. L'ensemble des co-financements prévisionnels sont précisés : commune, EPCI, conseil départemental, conseil régional, organisme HLM, Caisse des Dépôts, Europe, …

  Ce tableau financier est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières prévisionnelles y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières prévisionnelles de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre de la présente convention pluriannuelle :

- la participation financière de l'ANRU au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de concours financiers prévisionnels de 29 228 200€, comprenant 10 447 000 € de subventions, et 18 781 200€ de volume de prêts distribués par Action Logement Services. Cette participation se répartit sur les quartiers concernés de la façon suivante :
  - 3 242 400 € concours financiers prévisionnels comprenant 991 800€ de subventions et 2 250 600€ de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt régional,
  - 25 985 800€ concours financiers prévisionnels comprenant 9 455 200 € de subventions et 16 530 600 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt national.

| Nom QPV | Base subventionnable | Part MOA | ANRU | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Subvention | Prêt bonifié | Concours financiers |
| Régional | 13 115 522 | 11 877 584 | 991 800 | 2 250 600 | 3 242 400 |
| National | 139 040 977 | 125 096 257 | 9 455 200 | 16 530 600 | 25 985 800 |
| **Total** | **152 156 499** | **136 973 841** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** |

- la participation financière de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 0,00 €.
- la participation financière de la Caisse des Dépôts s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 150 000 €. La mise en œuvre du programme s'appuie par ailleurs sur le financement en prêts de la Caisse des dépôts pour un montant prévisionnel de 88 993 856 €. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés. Les décisions d'octroi des financements de

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents. Les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.

- la participation financière de la Région s'entend pour un montant de 1 286 000 € pour toutes les opérations financières décrites à l'article 9, y compris pour le financement « décroisé » des opérations au titre de la convention de partenariat avec la région *(ou le département)*.
- la participation financière de l'ANRU au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA s'entend pour un montant global maximal de 100 000 €.
- la participation financière de la CDC au titre du volet « quartiers » de l'action TI du PIA s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

Pour rappel :

- le tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle figure en annexe C8.

Le tableau ci-dessous indique les concours financiers NPNRU totaux programmés (protocole et convention) par quartier concerné par la présente convention[1] :

| Quartier concerné (nom et numéro du QPV) | Montant de Subvention NPNRU | Volume de prêts bonifié NPNRU | Concours financiers NPNRU globaux |
|---|---|---|---|
| QP999999 QPV Multisite (intérêt national)– protocole | 11 804 216.92 € | | 11 804 216.92 € |
| QP999999 QPV Multisite (intérêt national) Convention cadre | 6 374 600 € | 10 773 200 € | 17 147 800 € |
| QP093027 Youri Gagarine – convention cadre | 4 072 400 € | 8 008 000 € | 12 080 400 € |
| QP093027 Youri Gagarine convention quartier | 24 033 664 € | 6 771 623 € | 30 805 287 € |
| QP093027 Youri Gagarine protocole de préfiguration | 3 133 716 € | 0 | 3 133 716 € |

[1] *Le cas échéant la présente convention fait mention des concours financiers NPNRU programmés dans les autres conventions NPNRU portant sur le même territoire intercommunal, et les tableaux financiers concernés sont joints pour information en annexe C9.*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Article 11. Les modalités d'attribution et de versement des financements

## Article 11.1 Les modalités d'attribution et de versement des subventions de l'ANRU

Les aides de l'ANRU au titre du NPNRU sont engagées et versées conformément aux modalités définies par le règlement général et par le règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU dans le respect des engagements contractuels inscrits dans la présente convention pluriannuelle.

## Article 11.2 Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services

L'Agence accorde une décision d'autorisation de prêts (DAP) dans les conditions prévues par le règlement financier de l'ANRU, permettant la mobilisation des volumes de prêts bonifiés et leur distribution par Action Logement Services.
Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services sont précisées dans l'instruction commune Action Logement – ANRU, conformément à la convention tripartite entre l'État, l'ANRU et Action Logement.

## Article 11.3 Les modalités d'attribution et de versement des aides de l'Anah

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par son règlement général et les délibérations de son Conseil d'administration, et dans le respect de la convention de programme signée avec la collectivité concernée.

## Article 11.4 Les modalités d'attribution et de versement des aides de la Caisse des Dépôts

Les modalités de financement de la Caisse des Dépôts seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

## Article 11.5 Les modalités d'attribution et de versement des aides d'autres Partenaires associés

Les modalités de financement de l'ANRU au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA sont précisées dans les RGF en vigueur au titre de l'appel à manifestations d'intérêt (AMI) du 16 avril 2015 et au titre de celui du 14 mars 2017 « ANRU+ » (pour son volet « Innover dans les quartiers ») et la ou les convention(s) attributives de subvention à signer entre l'ANRU et les différents maîtres d'ouvrage concernés ou la convention de

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

financement à signer entre l'ANRU, la CDC et le porteur de projet dans le cadre de la phase de mise en œuvre des projets d'innovation lauréats de l'Ami ANRU+, ce, sous réserve de la validation par le premier ministre. En outre, lorsqu'elle a été établie, la Convention-cadre relative au programme d'investissements d'avenir « ville durable et solidaire » pour la mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt du 16 avril 2015 ou la Convention de financement pour la phase de mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt ANRU+ du 22 mars 2017, figure en annexe C7.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TITRE IV - LES ÉVOLUTIONS ET LE SUIVI DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

## Article 12. Les modalités de suivi du projet prévues par l'ANRU

### Article 12.1 Le reporting annuel

Le porteur de projet et les maitres d'ouvrage s'engagent à transmettre à l'ANRU les éléments demandés par l'Agence en matière de suivi opérationnel et financier, selon les modalités définies par l'ANRU, et plus particulièrement :

- avancement opérationnel et financier des opérations programmées,
- réalisation des objectifs indiqués à l'article 2.2 (cf. annexe A relative aux objectifs),
- suivi du relogement (notamment synthèse du tableau « RIME » à l'échelle du ménage, anonymisé),
- suivi des mesures d'accompagnement du changement définies à l'article 7,
- suivi de la gouvernance telle que définie à l'article 8.

### Article 12.2 Les revues de projet

Le porteur de projet et les maitres d'ouvrage, ainsi que les autres « parties prenantes » signataire de la convention pluriannuelle, s'engagent à préparer et à participer aux revues de projet pilotées par le délégué territorial de l'ANRU dans le département. Des représentants des conseils citoyens peuvent y être associés.

La revue de projet, dont la méthodologie est précisée par l'ANRU, doit notamment permettre d'examiner les éléments suivants, tels que prévus dans la présente convention :

- respect de l'échéancier de réalisation du projet (ensemble des opérations du projet, y compris celles non financées par l'ANRU),
- respect du programme financier du projet,
- mise en œuvre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux,
- niveau d'atteinte des objectifs incontournables,
- réalisation des conditions de réussite du projet,
- mise en œuvre effective des contreparties dues au groupe Action Logement,
- état d'avancement et qualité du relogement,
- état d'avancement et qualité du projet de gestion,
- application de la charte nationale d'insertion,
- organisation de la gouvernance.

La revue de projet contribue à renseigner le reporting annuel et à identifier les éléments pouvant conduire à présenter un avenant à la présente convention.
Un compte-rendu est réalisé et transmis à l'ANRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### Article 12.3 Les points d'étape

Des points d'étapes, réalisés à mi-parcours du projet et en prévision de l'achèvement du projet, pourront permettre de re-questionner le projet dans ses dimensions sociale, économique et urbaine, de s'assurer de son articulation avec le contrat de ville et les politiques d'agglomération, d'apprécier l'efficacité de la conduite de projet, d'observer les effets des réalisations au regard des objectifs attendus du projet de renouvellement urbain.
Le porteur de projet s'engage à mettre en œuvre les points d'étape selon les modalités définies par l'ANRU.

### Article 12.4 Les informations relatives à l'observatoire national de la politique de la ville et à la LOLF

Les signataires de la présente convention pluriannuelle fourniront à la demande de l'ANRU, d'une part les informations nécessaires à l'alimentation de l'observatoire de la politique de la ville, afin de mieux mesurer l'évolution des territoires rénovés et d'évaluer les effets des moyens mis en œuvre, et d'autre part, les indicateurs de performance requis dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

### Article 12.5 L'enquête relative à la réalisation du projet

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrages signataires de la présente convention pluriannuelle renseigneront à la demande de l'ANRU une enquête relative à la réalisation du projet dès l'achèvement de la dernière opération physique.

L'ANRU pourra demander des éléments complémentaires en cas notamment d'imprécision ou d'incohérence des informations transmises ou en fonction des spécificités du projet.

## Article 13. Les modifications du projet

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, la gestion de l'évolution du projet de renouvellement urbain peut nécessiter des modifications de la présente convention pluriannuelle. Les modalités de modification des conventions pluriannuelles ayant déjà été examinées ou signées peuvent être définies par délibération du conseil d'administration de l'ANRU. Ces modifications s'effectuent dans le cadre d'un avenant à la convention pluriannuelle ou de décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention.

Lorsque le modèle type de convention pluriannuelle de renouvellement urbain est modifié par l'ANRU, les signataires de la présente convention prennent l'engagement d'appliquer le régime de tout ou partie du nouveau modèle type postérieurement à la prise d'effet de la présente convention.

Les signataires de la présente convention consentent par avance à ce que tout ou partie de la convention soit ainsi mise en conformité par simple décision du délégué territorial de l'ANRU avec ce nouveau modèle type dans les conditions prévues dans une note d'instruction du Directeur général de l'ANRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### Article 13.1 Avenant à la convention pluriannuelle

Des évolutions relatives aux dispositions de la présente convention peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont les modalités d'instruction sont définies par l'ANRU.

L'avenant à la convention pluriannuelle prend effet à compter de sa signature par l'ANRU.

### Article 13.2 Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention

Dans le cadre fixé par l'ANRU, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant.
Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément aux règlements général et financier relatif au NPNRU.

Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention pluriannuelle sont réalisées sous la responsabilité du délégué territorial de l'Agence. Elles sont notifiées par tout moyen aux Parties prenantes et au directeur général de l'ANRU.

### Article 13.3 Traçabilité et consolidation des modifications apportées

Afin de faciliter la traçabilité des modifications apportées à la convention, l'ANRU pourra solliciter auprès du porteur de projet une version consolidée de la convention intégrant toutes les modifications apportées.

## Article 14. Les conditions juridiques d'application de la convention pluriannuelle

### Article 14.1 Le respect des règlements de l'ANRU

La présente convention est exécutée conformément au règlement général et au règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU en vigueur lors de l'exécution de celle-ci.

Les signataires de la présente convention reconnaissent et acceptent que les dispositions du règlement général et du règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU, modifiés ou édictées postérieurement à la date de prise d'effet de la présente convention s'appliqueront à celle-ci dans les conditions prévues dans une note d'instruction du directeur général de l'ANRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Le conseil d'administration de l'ANRU peut en effet déterminer les cas où il souhaite que ces modifications s'appliquent de manière unilatérale et leurs modalités de prise en compte au projet contractualisé ainsi qu'aux opérations programmées non engagées.

### Article 14.2 Les conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application de la présente convention pluriannuelle et les modifications du programme non autorisées par un avenant ou une décision signée par le délégué territorial de l'Agence déclenchent la procédure de non-respect des engagements décrite dans le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU.

Du fait des enjeux qu'ils sous-tendent, les engagements suivants feront l'objet d'une vigilance particulière :

- Respect du programme urbain tel que défini à l'article 4.1 ;
- Respect du calendrier opérationnel prévisionnel de l'annexe C1, repris à l'annexe C4 ;
- Respect des contreparties pour le groupe Action Logement et de leur mise à disposition dans les conditions définies dans l'article 5.2 à la présente convention pluriannuelle et décrites dans les annexes B1 et B2 ;
- Respect des conditions de relogement des ménages définies à l'article 6 ;
- Respect des mesures d'accompagnement du changement définies à l'article 7 ;
- Respect des engagements spécifiques conditionnant la réalisation du projet décrits à l'article 3.1.

Ces éléments font l'objet d'un suivi tout au long du projet, selon les modalités détaillées à l'article 12 de la présente convention pluriannuelle.

### Article 14.3 Le contrôle et les audits

Conformément au RGA et au RF relatifs au NPNRU, l'ANRU peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.

Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'ANRU les documents et informations dont elle estime la production nécessaire dans ce cadre.

### Article 14.4 La clause relative aux évolutions de la situation juridique des maîtres d'ouvrage

En conformité avec le règlement financier de l'ANRU en vigueur, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage signataires de la convention s'engagent à informer l'ANRU par courrier en recommandé avec accusé de réception de tout changement intervenu dans leur situation juridique (liquidation, fusion, transfert de maîtrise d'ouvrage, …) intervenant à compter de la signature de la présente convention.

### Article 14.5 Le calendrier prévisionnel et la durée de la convention

#### 14.5.1 Le calendrier prévisionnel d'exécution du programme physique

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé à l'article 9.1.1. de la présente convention.

Ce calendrier opérationnel prévisionnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le S1 2017, et la date prévisionnelle de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir le S1 2029.

*Le calendrier opérationnel prévisionnel indique le lancement de chaque opération conformément aux dispositions du Règlement Financier de l'ANRU relatif au NPNRU.*

### 14.5.2 La durée de la convention

La présente convention pluriannuelle prend effet à compter de sa signature par l'ANRU.

Afin de permettre le solde des dernières opérations et l'évaluation du projet de renouvellement urbain, la présente convention s'achève au 31 décembre de la quatrième année après l'année au cours de laquelle s'effectue le solde[6] de la dernière opération physique financée par l'Agence dans le cadre de la présente convention.

## Article 14.6 Le traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application de la présente convention pluriannuelle seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

6 *Il s'agit du dernier paiement ou recouvrement de subvention par l'ANRU.*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TITRE V - LES DISPOSITIONS DIVERSES

## Article 15. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU

La mise en œuvre des programmes et des projets conduise l'ANRU à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation, … Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'ANRU toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'ANRU (journées d'animation, de formation, de réseaux, groupes de travail etc.).
Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent et les coûts pédagogiques liés à la formation, notamment à l'Ecole du Renouvellement Urbain, entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'ANRU conformément au RGA relatif au NPNRU.
Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'ANRU (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'ANRU de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

## Article 16. Les archives et la documentation relative au projet

Le porteur de projet s'engage à fournir à l'Agence une version numérisée du dossier projet, une fiche descriptive de présentation des enjeux, des objectifs et du programme du projet de renouvellement urbain ainsi **que des témoignages, des images et des documents libres de droit p**our une mise en ligne sur le site internet **www.anru.fr**.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à transmettre à l'ANRU les études et les travaux de mémoire cofinancés par l'Agence.

## Article 17. La communication et la signalétique des chantiers

### Article 17.1 Communication

L'ANRU et Action Logement seront associés en amont à tout évènement presse et relations publiques afin que les actions de communication puissent être coordonnées.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

En outre, tout acte de communication du porteur de projet devra systématiquement informer de l'origine des fonds de la PEEC. Le Comité Régional d'Action Logement et le Directeur Régional d'Action Logement Services devront être associés à tout acte de communication local de l'Agence ou du porteur de projet.

### Article 17.2 Signalétique

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et du groupe Action Logement sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre de la présente convention pluriannuelle, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Date: 11/6/2020 | 22:09:29 CEST

Signatures:

| | |
|---|---|
| Le/La Président<br>de Est Ensemble | DocuSigned by:<br>Gérard Cosme<br>A6646F6D8B0D425... |
| Le/La Directrice Régionale<br>de Caisse des Dépôts | DocuSigned by:<br>Marianne LOURADOUR<br>B3CA8D57F24D45A... |
| Le/La Directrice du Renouvellement urbain<br>de Action Logement Services<br>Par délégation du Directeur Général d'ALS | DocuSigned by:<br>Delphine SANGODEYI<br>9EBEDEDBE35A40A... |
| Le/La Président<br>de Foncière Logement | DocuSigned by:<br>Hugues Vanel<br>5A3566E4AD4D4EE... |
| Le/La Préfet de Département<br>de Etat | DocuSigned by:<br>Georges-François LECLERC<br>C92FE11039A049A... |
| Le/La Directeur Général<br>de Seine-Saint-Denis Habitat | DocuSigned by:<br>Patrice ROQUES<br>4FF9528254384DA... |
| Le/La Directeur Ile de France<br>de 1001 vies Habitat | DocuSigned by:<br>Nicolas BRUNET<br>9DFE5BB8EDF3458... |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | |
|---|---|
| Le/La directeur Interregional d'Ile de France<br>de CDC Habitat | DocuSigned by:<br>Jean-Alain STEINFELD<br>B710007BEE034E3... |
| Le/La Directrice déléguée 93<br>de SEQENS<br>Catherine PAULIN | DocuSigned by:<br>Catherine PAULIN<br>62BE147782DB4F8... |
| Le/La Directeur Général<br>de ICF Habitat | DocuSigned by:<br>Jean-Luc VIDON<br>DF6ADB165F3644A... |
| Le/La Directrice Générale<br>de I3F<br>Anne-Sophie GRAVE | DocuSigned by:<br>Anne-Sophie Grave<br>BC7D2711EEB64F3... |
| Le/La Président du directoire<br>de LOGIREP | DocuSigned by:<br>Daniel BIARD<br>372CA6D6A28943C... |
| Le/La Directeur Général<br>de OPH de Bagnolet | DocuSigned by:<br>Stephane ROCHE<br>3F14DE38D091447... |
| Le/La Directrice Générale<br>de BONDY Habitat | DocuSigned by:<br>Catherine DUFRESNEL<br>54311B0315B24E2... |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | |
|---|---|
| Le/La Directeur Général<br>de OPH Montreuillois | DocuSigned by:<br>Jean-Luc BONABEAU<br>1ECF710656D0422... |
| Le/La Directeur Général délégué<br>de Noisy-le-sec Habitat | DocuSigned by:<br>Sebastien MOULINAT-KERGOAT<br>BF040E89FDCB4DD... |
| Le/La Directeur Général<br>de ANRU | DocuSigned by:<br>Nicolas GRIVEL<br>B358B888D27647C... |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TABLE DES ANNEXES

**A - Présentation du projet :**

A1 Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

A2 Carte de présentation du ou des quartiers qui font l'objet du projet de renouvellement urbain permettant de localiser les équipements structurants et le patrimoine des différents organismes HLM notamment, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenu au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA ou du volet « quartiers » de l'action TI du PIA

A3 Carte(s) ou schéma(s) présentant les différents éléments du diagnostic et plus particulièrement le fonctionnement urbain du quartier

A4 Synthèse de la phase protocole (rappel des opérations financées, description des modalités d'association des habitants et présentation des principales conclusions des études et groupes de travail mis en œuvre pendant le protocole)

A5 Schéma permettant d'identifier les secteurs impactés éventuellement par le PNRU et le périmètre d'intervention proposé pour le NPNRU

A6 Tableau de bord des objectifs urbains

A7 Schéma de synthèse pour traduire les objectifs urbains prioritaires retenus sur chacun des quartiers, à une échelle intermédiaire entre l'agglomération et le périmètre strict du QPV

A8 Plan guide du projet urbain

A9 Cartes thématiques (équilibres résidentiels, organisation de la trame viaire, développement économique…) permettant notamment de comprendre la situation avant/après et de localiser chacune des opérations programmées

A10 Plan de localisation des terrains identifiés pour la reconstitution de l'offre

A11 Plan du foncier avant/après permettant de présenter la stratégie de diversification

A12 Plan du foncier permettant d'identifier les contreparties foncières transférées à Foncière Logement

**B - Contreparties en faveur du groupe Action Logement** (des apports en faveur de la mixité) **:**

B1 Description des contreparties foncières pour Foncière Logement (des apports en faveur de la mixité)

B2 Description des contreparties en droits de réservations de logements locatifs sociaux pour Action Logement Services (des apports en faveur de la mixité)

**C - Synthèse de la programmation opérationnelle et financière :**

C1 Échéancier prévisionnel (calendrier opérationnel) présentant l'enchaînement des opérations

C2 Tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet

C3 Fiches descriptives des opérations programmées

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

C4 Tableau financier relatif aux opérations programmées co-financées par l'ANRU et concernées par la présente convention pluriannuelle

C5 Convention de programme signée avec l'Anah et échéancier financier et convention d'OPAH/de plan de sauvegarde/d'ORCOD le cas échéant

C6 Tableau des aides de la Caisse des Dépôts

C7 Convention-cadre relative à l'axe 1 de l'action « Ville Durable et Solidaire » du PIA pour la mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt du 16 avril 2015 ou Convention de financement pour la phase de mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt ANRU+ du 22 mars 2017, le cas échéant

C8 Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle (tableau extrait d'Agora à la date d'examen du projet)[1]

**D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet :**

D1 Document cadre fixant les orientations en matière d'attribution prévu à l'issue de la loi égalité et citoyenneté par l'article L. 441-1-5 du CCH (ou convention d'équilibre territorial le cas échéant)

D2 Convention spécifique relative au projet de gestion le cas échéant

D3 Charte de la concertation le cas échéant

D4 Autre, le cas échéant

[1] *Le cas échéant annexe C9 : pour information tableaux financiers d'autres conventions NPNRU portant sur le même territoire intercommunal*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe B1 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES FONCIÈRES POUR LE GROUPE ACTION LOGEMENT (des apports en faveur de la mixité)

*Les descriptions des contreparties foncières pour Foncière Logement pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe B2 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES EN DROITS DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ACTION LOGEMENT SERVICES (des apports en faveur de la mixité)

Conformément à l'article 5.2, les contreparties mises à disposition d'Action Logement Services au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain et leurs modalités de mise en œuvre sont les suivantes.

Au total, les contreparties cédées représentent 124 droits de réservation de logements locatifs sociaux pour 30 ans, correspondant à 14 % du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification est financée par l'Agence dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et le cas échéant dans le cadre du protocole de préfiguration).
Ces droits se répartissent en :
- 82 droits de réservation correspondant à 12,5 % du nombre de logements locatifs sociaux construits hors QPV,
- 42 droits de réservation correspondant à 17,5 % du nombre de logements locatifs sociaux construits en QPV,

Dans le cas où les opérations de reconstitution et de requalification de logements locatifs sociaux du projet de renouvellement urbain sont financées par d'autres financeurs que l'ANRU (notamment FEDER et LBU), des contreparties en droits de réservation peuvent s'appliquer selon les mêmes modalités de calcul, après accord entre Action Logement Services, le porteur de projet et le titulaire du droit

Le porteur de projet, en lien avec les organismes HLM du territoire concerné, est responsable de l'identification des contreparties en faveur d'Action Logement Services en matière de droits de réservation de logements locatifs sociaux, en cohérence avec la stratégie d'attribution et de relogement décrite dans le document cadre des orientations de la CIL et la CIA.

Ces contreparties sont définies en tenant compte des orientations de la conférence intercommunale du logement prévue à l'article 97 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

Les modalités de mise à disposition de ces droits de réservation sont différentes en fonction de la localisation des logements concernés (dans ou hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville).

**A – Pour les droits de réservation hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :**

Au titre des logements locatifs sociaux reconstitués hors-site et financés dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, 82 droits de réservation sont mis à disposition d'Action Logement Services sur des logements situés hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Ces droits de réservation sont accordés pour une durée de 30 ans à partir de la date de livraison des logements et mobilisés sur le contingent non réservé de l'organisme HLM.

Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou, après accord entre Action Logement Services et le titulaire du droit, sur d'autres opérations équivalentes situées également hors quartier prioritaire de la politique de la ville.

Pour ces droits de réservation hors QPV, la répartition suivante est envisagée* :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Localisation visée** | Organisme HLM | Type de produit | Date prévisionnelle de mise à disposition | Nombre de droits de réservation par contributaire | Typologies de logements visées | Commentaires qualitatifs |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Normandie Niemen – 12 logements Romainville | SSDH | PLUS / PLAI | S1 2022 | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS et 3 PLAI) | 1 T2 PLUS<br>1 T2 PLAI | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Vassou – 55 logements Romainville | SSDH | PLUS / PLAI | S1 2020 | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS et 12 PLAI) | 1 T2 PLAI<br>3 T3 (PLUS/PLAI)<br>2 T4 (PLUS/PLAI)<br>1 T5 (PLUS/PLAI) | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| 62-72 Av Wilson – 5 logements Romainville | SSDH | PLUS / PLAI | S1 2020 | Sans objet | 0 (car opération < à 8 logements) =Réservation compensée sur Friche Picot | Sans objet |
| 131 – 141 République – 10 logements Romainville | SSDH | PLUS | S1 2020 | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) | 1 T3 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| 24 - 28 République – 5 logements Romainville | SSDH | PLUS | Sans objet | Sans objet | 0 (car opération < à 8 logements) = Réservation compensée sur Kérautret/Rue du Camp | Sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 35 rue de Benfleet – 28 logements Romainville | SSDH | PLUS | S1 2021 | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS) | 1 T1 PLUS<br>1 T2 PLUS<br>1 T3 PLUS<br>1 T4 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Ilot Kérautret / Rue du camp - 26 logements Romainville | SSDH | PLUS | S1 2022 | logements non réservés de l'OPH : (7 PLUS) | 1 T2 PLUS<br>2 T3 PLUS<br>1 T4 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Requalification cité des mares - 10 logements Romainville | SSDH | PLUS | S2 2021 | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) | 1 T3 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Place Carnot - 10 logements Romainville | SSDH | PLUS | S2 2026 | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) | 1 T3 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Floréal – 3 logements Romainville | SSDH | PLUS | Sans objet | Sans objet | 0 (car opération < à 8 logements) = Réservation compensée sur Kérautret/Rue du Camp | Sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Parking rue Husson – 4 logements Romainville | SSDH | PLUS | Sans objet | Sans objet | 0 (car opération < à 8 logements) = Réservation compensée sur Kérautret/Rue du Camp | Sans objet |
| 143 rue de la république – 24 logements Romainville | SSDH | PLUS | S2 2024 | logements non réservés de l'OPH : (7 PLUS) | 1 T2 PLUS<br>1 T3 PLUS<br>1 T4 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Friche Picot– 27 logements Romainville | SSDH | PLUS | S1 2025 | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS) | 1 T2 PLUS<br>2 T3 PLUS<br>1 T4 PLUS | Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5) |
| Construction de 20 logements Place Neuberger à Bondy | Bondy Habitat | 12 PLAI et 8 PLUS | A compléter | Action Logement : 3 logements | A compléter ultérieurement | A compléter ultérieurement |
| Construction de 64 logements, Allée des primevères à Bondy | Bondy Habitat | 38 PLAI et 26 PLUS | A compléter | Action Logement : 8 logements | A compléter ultérieurement | A compléter ultérieurement |
| Construction de 59 logements VEFA des Salins -ZAC Rives de l'Ourcq à Bondy | Bondy Habitat | 22 PLAI et 37 PLUS | A compléter | Action Logement : 7 logements | A compléter ultérieurement | A compléter ultérieurement |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| VEFA ZAC de l'Ourcq - BOUYGUES à Bondy - 16 logements | Immobilière 3F | 10 PLAI et 6 PLUS | Janvier 2021 | Action Logement : 2 logements | 2 PLAI T4 | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| VEFA ZAC de l'Ourcq - PICHET à Bondy - 15 logements | Immobilière 3F | 9 PLAI et 6 PLUS | Janvier 2021 | Action Logement : 2 logements | 1 T2 PLAI<br>1 T3 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 208-210 rue de Rosny 0 Montreuil - 4 logements | Immobilière 3F | 4 PLAI | Octobre 2021 | Action Logement : 1 logement | 1 T3 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 117 boulevard Salengro 0 Noisy le Sec - 6 logements | Immobilière 3F | 3 PLAI et 3 PLUS | 2ème trimestre 2021 | Action Logement : 1 logement | 1 T5 PLUS | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 22 avenue du Bélvédère au Pré Saint Gevais- 5 logements | Immobilière 3F | 3 PLAI et 2PLUS | 4ème trimestre 2021 | Action Logement : 1 logement | 1 T2 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 129-137 boulevard Salengro à Noisy le Sec | Immobilière 3F | 4 PLAI | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | | |
| avenue Alsace Lorraine à Noisy le Sec - 2 logements | ICF Habitat | 2 PLAI | A compléter | Sans objet (compensation sur l'opération rue du docteur guérin à Villemomble) | | |
| Rue de la Dhuys à Noisy le Sec 38 logements | Logirep | 19 PLAI et 19 PLUS | A compléter | Action Logement : 5 logements | A compléter ultérieurement | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| VEFA 117 – 123 rue Sadi Carnot 0 Bagnolet - 11 logements | OPH Bagnolet | 7 PLAI et 4 PLUS | sept-21 | Action Logement : 1 logement PLAI | 1 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 25 rue Parmentier - Montreuil - 2 logements | OPH Montreuillois | 2 PLAI | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | A compléter ultérieurement | A compléter ultérieurement |
| 17/19 rue Edouard Vaillant- Montreuil- 6 logements | OPH Montreuillois | 6 PLAI | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | A compléter ultérieurement | A compléter ultérieurement |
| 6 avenue Faidherbe à Montreuil - 2 logements | 1001 Vies Habitat | 2 PLAI | A compléter | Action Logement : 1 | 1 PLAI | A compléter ultérieurement |
| 59 Rue jules Auffret à Pantin - 3 logements | SEQENS | 3 PLAI | 4ème trimestre 2021 | Action Logement : 1 | 1 PLAI | A compléter ultérieurement |
| 61 rue Rapatel à Montreuil - 5 logements | CDC Habitat social | 5 PLAI | 4ème trimestre 2022 | Action Logement : 1 logement | 1 T3 PLAI | Surface habitable prévisionnelle : 55,66 m2 et balcon : 2,41 m2 |
| Rue du Parc / Rue Léo Lagrange à Noisy le Sec - 11 logements | CDC Habitat social | 11 PLAI | sept 22 | Action Logement : 1 logement | 1 T3 PLAI | Surface habitable prévisionnelle : 55,66 m2 et balcon : 2,41 m2 |
| 30 B rue de Merlan à Noisy le Sec - 1 logement | Noisy le Sec Habitat | 1 PLAI | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 39 boulevard de la République à Noisy le Sec - 16 logements | Noisy le Sec Habitat | 16 PLAI | A compléter | Action Logement : 2 logements | 2 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| VEFA Boissière - 4 bis rue de la Chasse à Noisy le Sec - 4 logements | Noisy le Sec Habitat | 4 PLUS | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| VEFA 41/43 rue Léo Lagrange à Noisy le Sec - 28 logements | Noisy le Sec Habitat | 28 PLUS | A compléter | Action Logement : 4 logements | 4 PLUS | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 12 avenue Gallieni à Noisy le Sec - 56 logements | Noisy le Sec Habitat | 56 PLAI | A compléter | Action Logement : 7 logements | 7 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 58 bis rue de la Dhuys à Noisy le Sec - 16 logements | Noisy le Sec Habitat | 16 PLAI | A compléter | Action Logement : 2 logements | 2 PLAI | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 10 rue de Neuilly à Noisy le Sec - 18 logements | Noisy le Sec Habitat | 18 PLUS | A compléter | Action Logement : 2 logements | 2 PLUS | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 203/205 Rue de la Chasse à Noisy le Sec - 10 logements | Noisy le Sec Habitat | 10 PLUS | A compléter | Action Logement : 1 logement | 1 PLUS | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |
| 2 Allée du Canada à Noisy le Sec - 3 logements | Noisy le Sec Habitat | 1 PLAI et 2 PLUS | A compléter | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) | | |
| 15/21 Rue des Carrouges à Noisy le Sec - 14 logements | Noisy le Sec Habitat | 14 PLUS | A compléter | Action Logement : 2 logements | 2 PLUS | Balcons/terrasses et R+2 si ascenseur |

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).
** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible

**B - Pour les droits de réservation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville :**

1. **Concernant les opérations de requalification de logements locatifs sociaux**

*Les éléments concernés pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers*

2. **[Le cas échéant]. Concernant les opérations de reconstitution en quartier prioritaire de la politique de la ville**

Au total 42 droits de réservation sont mis à disposition d'Action Logement Services sur les logements locatifs sociaux reconstitués par dérogation dans un quartier prioritaire de la politique de ville financés dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Ces droits de réservation sont accordés pour une durée de 30 ans à partir de la date de livraison des logements et mobilisés sur le contingent non réservé de l'organisme HLM.

Pour ces droits de réservation sur site, la répartition suivante est envisagée* :

| Localisation visée* | Organisme HLM | Type de produit | Date prévisionnelle de mise à disposition | Nombre de droits de réservation par contributaire | Typologies de logements visées | Comentaires qualitatifs |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *Lot 3 – 15 logements* | *SSDH* | *PLUS* | *S1 2021* | *logements non réservés de l'OPH : (3 PLUS)* | *1 T2 PLUS 1 T4 PLUS 1 T5 PLUS* | *Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5)* |
| *Tranche 1 – 'Phase 2* | *SSDH* | *PLUS* | *S2 2023* | *logements non réservés de l'OPH : (19 PLUS)* | *4 T2 6 T3 3 T4 1 T5* | *Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5)* |
| *Tranche 2 –Phase 1 et 2* | *SSDH* | *PLUS / PLAI* | *S2 2025* | *logements non réservés de l'OPH : (32 PLUS et 9 PLAI)* | *6 T2 PLUS 1 T2 PLAI 9 T3 PLUS 1 T3 PLAI 4 T4 PLUS 1 T4 PLAI 2 T5 PLUS 1 T5 PLAI* | *Au prorata du nombre de réservations : des logements avec balcon et terrasse / à R+2 si ascenseur / grandes typologies (T4 et T5)* |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).
** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible

**C - Dispositions communes**

Chaque contributaire identifié ci-dessus s'engage, en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence, à formaliser les droits de réservation accordés par le bailleur à Action Logement Services ou rétrocédés à Action Logement Services par le titulaire initial du contingent concerné, dans une convention ad hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).

Les modalités d'exercice des droits de réservations accordés ou rétrocédés sont régies, selon le cas :

- pour les droits accordés, via une convention de réservation conclue dans les conditions prévues à l'article R. 441-5 du CCH ;
- pour les droits rétrocédés, via une convention ad hoc conclue entre Action Logement Services et le bailleur concerné. Cette convention peut renvoyer aux modalités prévues par la convention de réservation existante entre le réservataire et le bailleur. Elle doit prévoir la procédure applicable dans le cas où Action Logement Services n'est pas en mesure d'exercer le droit de réservation dans les délais prévus, sachant que, pour les droits de réservation rétrocédés par l'État, le logement concerné est remis à la disposition de l'État pour un tour.

Dans tous les cas où Action Logement Services n'est pas en mesure d'exercer le droit de réservation dans les délais prévus, les titulaires initiaux de ces droits de réservation désigneront des actifs non demandeurs d'emploi en vue de l'examen en commission d'attribution de l'attribution des logements concernés.

En ce qui concerne la contribution de l'État sur son contingent de logements situé en QPV, les conventions de réservations qui lient l'État à chaque bailleur sont adaptées en tant que de besoin pour tenir compte des modalités particulières de gestion de la partie du contingent correspondant à la contribution aux contreparties accordées à Action Logement Services.

Pour les logements dont la durée de réservation consentie au réservataire initial du logement est inférieure à 30 ans, le réservataire s'engage, dans la convention ad-hoc évoquée ci-dessus le liant à Action Logement Services, à prolonger le droit de réservation au profit d'Action Logement Services jusqu'à 30 ans, le cas échéant, par la mise à disposition du droit de réservation d'un autre logement, à l'expiration du droit de réservation du premier logement rétrocédé

Un bilan de la mise en œuvre de ces contreparties est adressé par le porteur de projet chaque année au délégué territorial de l'ANRU. Pour cela les contributaires désignés ci-dessus s'engagent à transmettre au porteur de projet toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ce bilan de l'année N-1 au plus tard le 15 janvier de l'année N, pour que celui-ci puisse être adressé par le porteur de projet au délégué territorial de l'ANRU au plus tard le 30 janvier de l'année N.

En cas de non-respect par les porteurs de projet ou les maîtres d'ouvrage des engagements contractualisés au titre des contreparties en faveur d'Action Logement Services, le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU prévoit un système de sanctions graduées et proportionnées mobilisable par le Directeur général de l'Agence. Le Directeur général pourra être saisi à cet effet par le délégué territorial de l'Agence, le directeur régional d'Action Logement Services ou tout signataire de la convention.

Le cas échéant, les modifications apportées aux contreparties Action Logement Services seront actées via le prochain avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant différentes évolutions au projet.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe C1

**Echelle de temps par défaut :** Semestre

**Echelle de temps manuel :** Semestre

2017

Durée totale opé : ####

*Soit :* ####

| C1 | Date opération Début | Fin |
|---|---|---|
| Diagnostic technique, thermique et structure des 3 tours (solidité, accessibilité, diagnostic sécurité) | 01/01/19 | 01/01/20 |
| Conduite de projet interne transversale et territorialisée (hors dev éco) 2018-2020 | 01/01/18 | 01/01/20 |
| AMO techniques mutualisées (juridiques et environnementales) | 01/01/20 | 01/01/25 |
| AMO externe conduite de projet (AMO Bondy) | 01/07/18 | 01/07/20 |
| 1 ETP Chargé d'opération OPH montreuillois | 01/01/18 | 01/01/20 |
| 1 ETP Chargé de renouvellement urbain Seine-Saint-Denis Habitat | 01/01/18 | 01/01/20 |
| Minoration des loyers de 370 ménages | 01/07/18 | 01/07/28 |
| Bondy Quartiers Nord - VEFA ZAC de l'Ourcq (PICHET) - 9 PLAI et 6 PLUS | 01/07/18 | 01/01/21 |
| Bondy Quartiers Nord - VEFA ZAC de l'Ourcq (BOUYGUES) - 10 PLAI et 6 PLUS | 01/07/18 | 01/01/21 |
| 117-119 Boulevard Roger Salengro- Noisy le Sec - 3 PLUS 3 PLAI - NEUF | 01/07/18 | 01/07/21 |
| NEUF - 22 Avenue du Bellevedere - 6 PLUS 3 PLAI 3 PLS | 01/07/19 | 01/01/21 |
| CN- 4 PLAI - 208-210 rue de Rosny -Montreuil | 01/07/19 | 01/07/21 |
| CN- 4 PLAI- 129-137 bd Roger Salengro - Noisy le Sec | 01/07/19 | 01/01/24 |
| Opération de construction neuve en VEFA de 4 logements PLUS et 7 logements PLAI, 117-123 rue Sadi Carnot et 46 rue Ferrer 93170 Bagnolet | 01/07/18 | 01/01/22 |
| ACQUISITION EN VEFA DE 4 LOGEMENTS PLUS NEUFS AU 4 BIS RUE DE LA CHASSE | 01/01/19 | 01/01/21 |
| ACQUISITION EN VEFA DE 56 LOGEMENTS PLAI AU 12 AVENUE DE GALLIENI | 01/01/19 | 01/07/21 |
| ACQUISITION AMELIORATION D'UN LOGEMENT PLAI AU 30B RUE DE MERLAN | 01/01/19 | 01/07/19 |
| ACQUISITION AMELIORATION DE 16 LOGEMENTS PLAI AU 39 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE - ANCIENNE CASERNE GENDARMERIE | 01/01/19 | 01/07/19 |
| ACQUISITION EN VEFA DE 28 LOGEMENTS PLUS NEUFS AU 41-43 RUE LEO-LAGRANGE | 01/01/19 | 01/07/21 |
| CONSTRUCTION NEUVE DE 14 LOGEMENTS PLUS AU 15-21 RUE DES CARROUGES | 01/07/18 | 01/01/20 |
| ACQUISITION AMELIORATION DE 1 LOGEMENT PLAI AU 2 ALLEE DU CANADA / 5BIS AVENUE DU GENERAL-LECLERC | 01/01/19 | 01/01/21 |
| CONSTRUCTION DE 2 LOGEMENTS PLUS AU 2 ALLEE DU CANADA / 5BIS AVENUE DU GENERAL-LECLERC | 01/01/19 | 01/01/21 |
| CONSTRUCTION NEUVE DE 10 LOGEMENTS PLUS AU 203-205 RUE DE LA CHASSE | 01/01/20 | 01/01/22 |
| CONSTRUCTION NEUVE DE 18 LOGEMENTS PLUS AU 10 RUE DE NEUILLY | 01/01/19 | 01/01/21 |
| CONSTRUCTION NEUVE DE 16 LOGEMENTS PLAI AU 60 RUE DE LA DHUYS / RUE DES PROCESSIONS | 01/01/19 | 01/07/20 |
| Construction neuve de 55 lgts dont 22 PLUS et 33 PLAI - Vassou - Romainville | 01/07/17 | 01/01/20 |
| Construction neuve de 12 logements dont 5 PLUS et 7 PLAI - Normandie-Niemen - Romainville | 01/01/19 | 01/01/22 |
| Construction neuve de 3 logements dont 1 PLUS et 2 PLAI - Floréal - Romainville | 01/01/19 | 01/01/21 |
| Construction neuve de 5 logements dont 2 PLUS et 3 PLAI - Wilson - Romainville | 01/01/17 | 01/07/19 |
| 131-141 RUE DE LA REPUBLIQUE | 01/07/18 | 01/01/21 |
| TRANCHE 1 PHASE 2 | 01/07/20 | 01/07/23 |
| Tranche 1 Phase 1 Lot 3, 15 logts, (15 PLUS) | 01/07/18 | 01/01/21 |
| 143 Rue de la République, 24 logts (24 PLUS) | 01/07/21 | 01/07/24 |



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe C1

**Echelle de temps par défaut :** Semestre

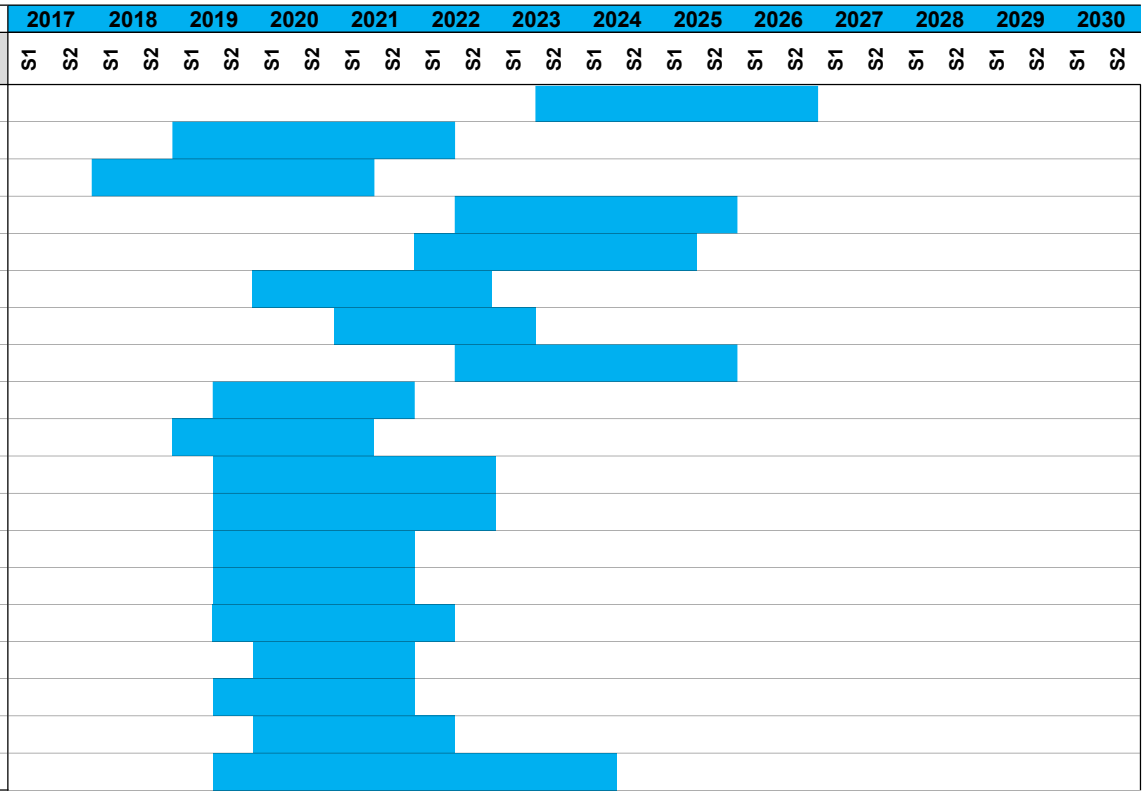
**Echelle de temps manuel :** Semestre

2017

Durée totale opé : ####

*Soit :* ####

| C1 | Date opération Début | Fin |
|---|---|---|
| Place Carnot, 10 logts (10 PLUS) | 01/07/23 | 01/07/26 |
| Kerautret, Rue du Camp, 26 logts (26 PLUS) | 01/01/19 | 01/01/22 |
| 35 Rue de Beenfleet, 28 logts (28 PLUS) | 01/01/18 | 01/01/21 |
| TRANCHE 2 PHASE 1, 150 LLS (121 PLUS, 29 PLAI) | 01/07/22 | 01/07/25 |
| Friche Picot - 27 LLS (27 PLUS) | 01/01/22 | 01/01/25 |
| CITE DES MARES - 10 LLS (10 PLUS) | 01/01/20 | 01/01/23 |
| 24-28 République | 01/01/21 | 01/01/23 |
| Parking rue Husson (4 PLUS) | 01/07/22 | 01/07/25 |
| VEFA NEUF 19 PLUS 19 PLAI 64 RUE DE LA DHUYS NOISY LE SEC | 01/07/19 | 01/07/21 |
| Construction neuve de 59 logements dont 37 PLUS et 22 PLAI - Ilot des salins-ZAC du canal de l'Ourcq - Bondy | 01/01/19 | 01/01/21 |
| Construction neuve de 64 logements dont 26 PLUS et 38 PLAI - Allée des primevères - Bondy | 01/07/19 | 01/07/22 |
| Consctruction neuve de 20 logements dont 8 PLUS et 12 PLAI - Place Neuberger - Bondy | 01/07/19 | 01/07/22 |
| Construction neuve de 3 PLAI - 59 rue Jules Auffret - Pantin | 01/07/19 | 01/07/21 |
| Acquisition/amélioration de 2 PLAI - 44 avenue d'Alsace Lorraine - Noisy-le-Sec | 01/07/19 | 01/07/21 |
| CN - 2 PLAI - 25 rue Parmentier - Montreuil | 01/07/19 | 01/01/22 |
| CN- 6 PLAI- 17/19 rue Edouard Vaillant -Montreuil | 01/01/20 | 01/07/21 |
| CN - 2 PLAI - 6/8 avenue Faidherbe - 93100 MONTREUIL | 01/07/19 | 01/07/21 |
| CN - 5 PLAI - 61 Rue Rapatel - Montreuil | 01/01/20 | 01/01/22 |
| CN - 11 PLAI - 104 rue du Parc/55 rue Léo Lagrange - NLS | 01/07/19 | 01/01/24 |



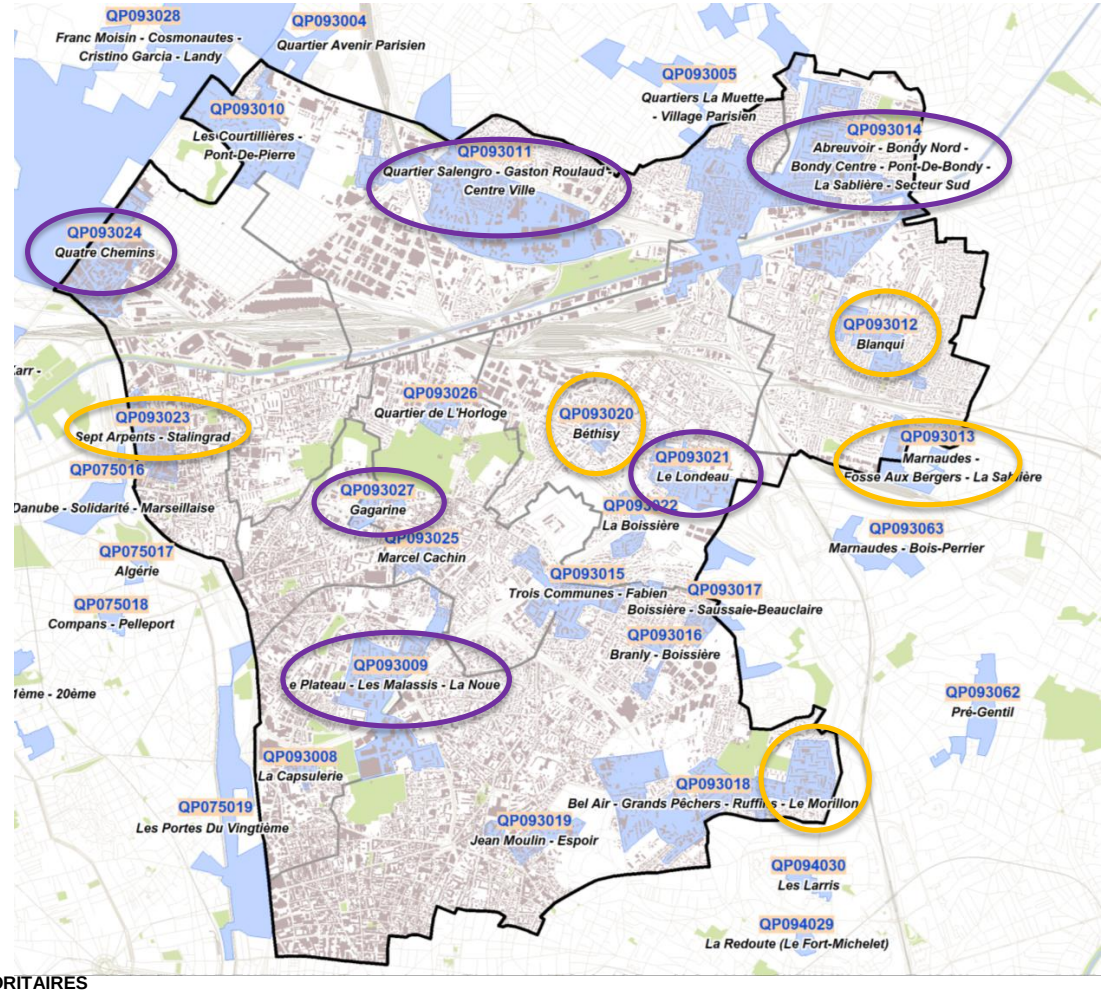
DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# A1 - Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

Est Ensemble Grand Paris

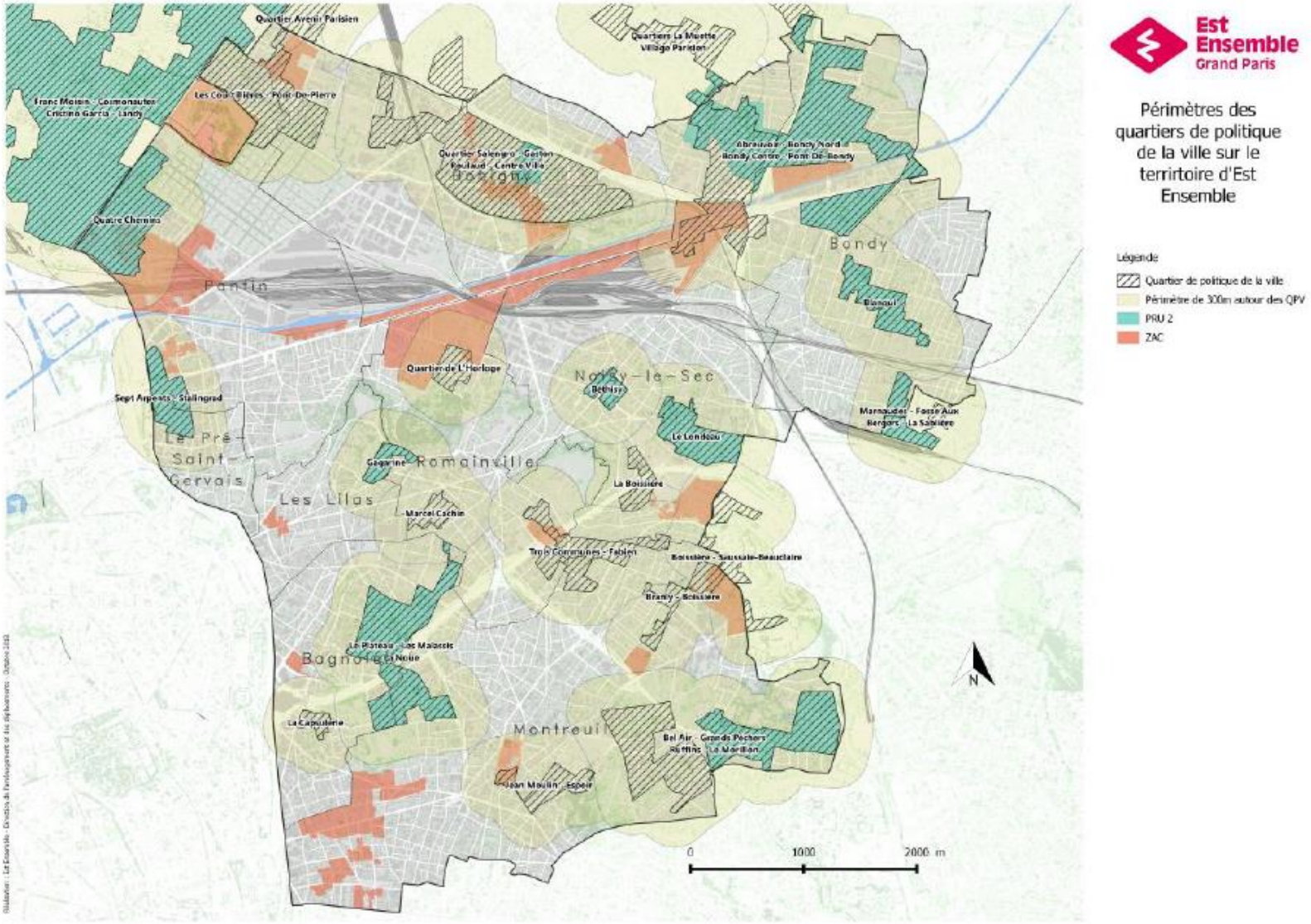
## Annexe 1 : Quartiers concernés par le Nouveau Programme de Renouvellement Urbain sur le territoire d'Est ensemble



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# A1 - Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville




Est Ensemble Grand Paris

Périmètres des quartiers de politique de la ville sur le territoire d'Est Ensemble

Légende
- Quartier de politique de la ville
- Périmètre de 300m autour des QPV
- PRU 2
- ZAC

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## A2 - Carte de présentation du ou des quartiers qui font l'objet du projet de renouvellement urbain permettant de localiser les équipements structurants et le patrimoine des différents organismes HLM notamment, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenu au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA

Les cartes thématiques pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## A3 - Carte(s) ou schéma(s) présentant les différents éléments du diagnostic et plus particulièrement le fonctionnement urbain du quartier

Les cartes présentant les différents éléments du diagnostic et plus particulièrement le fonctionnement urbain pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Point de mi-parcours du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble

**Mars 2018**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Introduction ..... 6
PARTIE 1 : VOLET TERRITORIAL ..... 8
**1. La présentation du contexte** ..... 8
**1.1. Gouvernance et contexte institutionnel** ..... 8
**1.2. Avancement des études stratégiques et démarches territoriales** ..... 8
**1. Stratégie habitat à l'échelle de l'EPT** ..... 12
**2.1 Les objectifs et principes de la stratégie territoriale de l'habitat** ..... 13
**2.2 Identification des interventions** ..... 18
**2.3 Les demandes de pré-conventionnement de reconstitution NPNRU** ..... 20
**2.4 Stratégie de relogement et d'attribution** ..... 20
**2. Gouvernance et conduite du projet** ..... 24
**2.1. L'ingénierie de conduite de projet** ..... 24
**2.2. La gouvernance** ..... 29
**3. Calendrier prévisionnel global de conventionnement** ..... 30
PARTIE 2 : VOLETS QUARTIERS ..... 32
**1. QUARTIER EDOUARD VAILLANT – ABREUVOIR A BOBIGNY** ..... 32
**1.1. Présentation du contexte** ..... 32
**1.2. Présentation du projet urbain envisagé** ..... 32
**1.3. Co-construction du projet** ..... 33
**1.4. Présentation financière et échéancier de réalisation** ..... 33
**2. QUARTIER DU CENTRE-VILLE A BOBIGNY** ..... 34
**2.1. Présentation du contexte** ..... 34
**2.2. Présentation du projet urbain envisagé** ..... 34
**2.3. Co-construction du projet** ..... 35
**2.4. Présentation financière et échéancier de réalisation** ..... 35
**2.5. Demandes de démarrage anticipé et pré-conventionnements** ..... 36
**3. QUARTIERS LA NOUE CAILLET-TERRE ST BLAISE- DE LATTRE DE TASSIGNY-LES MERISIERS- BLANQUI- MARNAUDES-FOSSES-AUX BERGERS A BONDY** ..... 37
**3.1. Présentation du projet urbain envisagé à l'échelle bondynoise** ..... 37
**3.2. Pour les quartiers situés en NPNRU : Noue-Caillet-Terre Saint Blaise – Merisiers – Pont de Bondy-Potager :** ..... 39
**3.3. Pour le PRIR Blanqui :** ..... 40
**3.4. Dossiers de demande de pré-conventionnement** ..... 41
**3.5. Pour le PRIR Bondy-Villemomble :** ..... 42
**3.6. Pour l'ensemble des quartiers en renouvellement urbain bondynois, les objectifs de construction-démolition définis au travers du projet urbain d'ensemble sont les suivants :** ..... 43
**4. MONTREUIL/BAGNOLET : LA NOUE-MALASSIS-LE PLATEAU** ..... 45
**4.1. Calendrier prévisionnel des études du protocole de préfiguration** ..... 45
**4.2. Avancement du projet urbain** ..... 45
**4.3. Le dispositif de concertation** ..... 48

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**4.4. Demandes de démarrage anticipé** ... 48

**4.4.1. Mise en place des plans de sauvegarde (PDS) des copropriétés de la Noue à Bagnolet dès mi-2018** ... 48

**4.4.2. Réhabilitation thermique des 581 logements du Clos Français à Montreuil fin 2018** ... 49

**4.4.3. Réhabilitation thermique et résidentialisation des 151 logements des bâtiments BB4 et C4 sur le quartier des Malassis à Bagnolet fin 2018** ... 49

**4.4.4. Création d'ateliers d'artiste au rez-de-chaussée des bâtiments BH30 et BH 40 sur le quartier La Noue à Montreuil fin 2018 et début 2019** ... 50

**4.4.5. Aménagement de la dalle de la Noue à Bagnolet : demande de basculement dans le NPNRU et autorisation de démarrage anticipé des travaux fin 2018** 50

**5. MONTREUIL : LE MORILLON** ... 53

**5.1. calendrier des études du protocole de préfiguration :** ... 53

**5.2. Avancement du projet urbain** ... 53

**5.3. Le dispositif de concertation** ... 54

**5.4. Demande de démarrage anticipé** ... 54

**6. NOISY-LE-SEC : LE LONDEAU** ... 56

**6.1. Calendrier des études du protocole de préfiguration** ... 56

**6.2. Avancement du projet urbain** ... 56

**6.3. Objectifs de pré-conventionnement et calendrier** ... 58

**7. NOISY-LE-SEC : BETHISY-CENTRE-VILLE** ... 59

**7.1. Calendrier des études du protocole de préfiguration** ... 59

**7.2. Avancement du projet urbain, enjeux identifiés** ... 59

**7.3. Objectifs de pré-conventionnement et calendrier** ... 61

**8. PANTIN-AUBERVILLIERS– QUARTIER DES QUATRE CHEMINS (PRIN)** ... 62

**8.1. Présentation du contexte** ... 62

**8.2. Présentation du projet urbain envisagé** ... 62

**8.3. La stratégie habitat sur le quartier** ... 64

**8.4. Co-construction du projet** ... 64

**8.5. Présentation financière et échéancier de réalisation** ... 65

**8.6. Demandes de pré-conventionnement et d'autorisations de démarrage anticipé** 65

**9. PANTIN-LE PRE-ST-GERVAIS- QUARTIER DES SEPT ARPENTS-STALINGRAD (PRIR)** ... 66

**9.1. Présentation du projet urbain envisagé** ... 66

**9.2. Co-construction du projet** ... 68

**9.3. Présentation financière et échéancier de réalisation** ... 68

**10. ROMAINVILLE-GAGARINE (PRIN)** ... 69

Partie 3 : Synthèse des financements sollicités ... 70

**1. Tableaux des demandes de pré-conventionnement et de conventionnement d'opérations de construction de logements sociaux** ... 70

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

..... **Erreur ! Signet non défini.**

**2. Demandes de financement de l'ingénierie de conduite de projet** ..... 72

**3. Tableau de synthèse des demandes d'autorisations de démarrage anticipé et de pré-conventionnement** ..... 73

ANNEXES ..... 74

**1. Dossier de pré-conventionnement de Bondy Merisiers** ..... 74

**2. Dossier de pré-conventionnement Bondy-Blanqui-Martin Luther-King** ..... 74

**3. Dossier de demande de pré-conventionnement des Quatre Chemins à Pantin** ..... 74

**4. Autorisation de démarrage anticipé d'une intervention en maîtrise publique pour le 41 Nodier au Pré-Saint Gervais** ..... 74

**5. Autorisation de démarrage anticipé d'une intervention en maîtrise publique pour le 22-Union à Bobigny** ..... 74

**6. Pré-conventionnement des Plans de sauvegarde La Noue à Bagnolet** ..... 74

**7. Dossier ANRU +** ..... 74

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# ***Introduction***

L'engagement du protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble, signé le 17 juin 2017 suite aux comités d'engagement du 28 avril et du 4 juillet 2016, a permis de structurer la conduite de projet à l'échelle du territoire, de lancer l'ensemble des études stratégiques par quartier et transversales, et de poser les principes fondateurs de la convention habitat.

Présenté lors des instances de pilotage par quartier et du comité de pilotage territorial du 16 février 2018, le point de mi-parcours a pour objectifs de :

- faire état de l'avancement des réflexions par quartier
- solliciter la poursuite des financements concernant la conduite de projet pour la finalisation de la phase protocole
- Acter les principes de la convention Habitat, qui constituera le cadre territorial des politiques de diversification et de construction de logements sociaux dans les quartiers et à l'échelle de l'EPT déployées à l'occasion du nouveau programme de renouvellement urbain.
- pré-conventionner les opérations de reconstitution de l'offre de logement social identifiées, portant à 383 le nombre de logements conventionnés en PLUS et PLAI
- pré-conventionner ou autoriser le démarrage anticipé de plusieurs opérations urgentes réparties sur le territoire de démolitions de logement sociaux, de réhabilitation de logements sociaux, de traitement de l'habitat privé indigne, de construction et réhabilitation d'équipements, la création d'un dispositif de concertation itinérant et de nouvelles études portées dans le cadre de la démarche ANRU +.

Il est demandé que la date prise en compte pour ces pré conventionnements ou autorisations de démarrage anticipé soit celle de la RTP du point de mi-parcours, sous réserve d'un avis favorable de celle-ci, afin de ne pas retarder l'engagement opérationnel des opérations concernées.

Le point à mi-parcours est aussi l'opportunité pour les élus d'Est Ensemble et des villes-membres d'attirer l'attention des partenaires nationaux de l'ANRU sur les sujets majeurs suivants, conditionnant la réussite des projets de renouvellement urbain :

- **l'indispensable solidarité métropolitaine pour assurer la reconstitution de l'offre en logements très sociaux**

Le territoire d'Est Ensemble comprend 29% d'habitants sous le seuil de pauvreté et concentre 38% de logements sociaux et 20% du total des logements très sociaux de la Métropole du Grand Paris. Aussi, face à l'urgence d'enrayer la spirale de la pauvreté à l'œuvre dans les quartiers les plus défavorisés, il est indispensable d'engager une véritable politique de rééquilibrage du logement social à l'échelle métropolitaine.

L'équilibre et la cohésion d'un territoire tiennent pour beaucoup à sa mixité sociale, et la mixité sociale passe par la diversification des logements. Les élus du territoire ont historiquement placé la solidarité au cœur de son identité et ne veulent pas rompre avec cette tradition d'accueil des plus démunis, en poursuivant l'effort de construction de logement social dans le cadre de notre stratégie territoriale de l'habitat pour offrir à nos habitants un cadre de vie de qualité et les meilleures chances de réussite. Néanmoins, le devoir de solidarité doit être partagé entre toutes les communes de la métropole. Un projet métropolitain réellement solidaire doit s'imposer.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**C'est dans ce contexte qu'Est Ensemble et les Villes du territoire souhaitent porter lors de ce point de mi-parcours la demande de dérogation à l'application du taux de 60% de PLAI dans la reconstitution de l'offre de logement social démolie.**

- **Le renforcement du soutien financier en direction des bailleurs HLM**

Cette étape de dialogue avec les partenaires est pour Est Ensemble et ses communes membres l'occasion d'alerter sur les difficultés rencontrées par les bailleurs du territoire suite à l'application de la réduction de loyer de solidarité.

Certains de ces bailleurs, qui jouent un rôle important d'accueil des populations les plus défavorisées le plus souvent éligibles à l'APL, sont concernés par plusieurs projets de renouvellement urbain sur notre territoire impliquant des interventions majeures sur leur patrimoine. Ces projets ne pourront se concrétiser que si l'effort financier de ces bailleurs est soutenu à la hauteur des enjeux identifiés par l'ANRU et ses partenaires.

**Plus qu'une condition de réussite, l'amélioration des conditions de financement des opérations de logement social est une condition de faisabilité et d'ambition de nos projets.**

- **La réalisation des gares du Grand Paris Express sans report de calendrier, condition incontournable pour l'attractivité des quartiers en renouvellement urbain**

Enfin, alors que trois gares de la ligne 15 du Grand Paris Express se situent à proximité de quatre projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble, l'annonce du report de la livraison des gares, et particulièrement de celle du Pont de Bondy, à 2030, constitue un élément de fragilisation important de nos projets, dans leur capacité à restaurer l'attractivité des quartiers concernés.

**La mixité sociale, la diversification des logements et leur commercialisation dans les meilleures conditions nécessitent l'implication de la puissance publique à tous les niveaux pour réduire les délais de livraison des gares de la ligne 15 Est, pour garantir la réussite du programme de renouvellement urbain.**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# *PARTIE 1 : VOLET TERRITORIAL*

## 1. La présentation du contexte

### 1.1. Gouvernance et contexte institutionnel

Depuis la signature du protocole de préfiguration, l'organisation de la compétence d'animation et coordination du renouvellement urbain s'est consolidée à l'échelle territoriale, avec la création du pôle renouvellement urbain, le recrutement des équipes de suivi des projets aujourd'hui au complet, le recrutement de fonctions transversales indispensables au déploiement de toutes les dimensions du NPNRU (habitat, insertion, développement économique…), et la concrétisation du co-pilotage politique Est Ensemble/Villes à l'échelle locale comme à l'échelle territoriale.

### 1.2. Avancement des études stratégiques et démarches territoriales

Est Ensemble a pour objectif de faire profiter les quartiers en PRU des dynamiques positives dont bénéficie le territoire, et de les faire participer pleinement à la mutation à l'œuvre vers un urbanisme plus durable, combiné à une approche plus globale du développement des quartiers en matière économique, social, scolaire etc…
Dans cet esprit, Est Ensemble développe un niveau d'ambition et d'excellence important, comme en témoigne notamment l'inscription dans le dispositif ANRU+, mais aussi de manière générale la déclinaison de l'ensemble des politiques de droit commun pilotées par Est ensemble dans les quartiers concernés par le NPRU.

- **La déclinaison du projet urbain territorial dans les PRU**

Le développement urbain du territoire d'Est ensemble comporte trois territoires d'entrainement que sont la Plaine de l'Ourcq, le parc des Hauteurs et les portes de Paris, dont les potentiels d'évolution sont notamment adossés aux grands projets de transports (ligne 15, T1, ligne 11).

Afin que les NPRU soient pleinement inscrits dans ces dynamiques de développement, la gouvernance politique des PRU d'une part, et des grands projets du territoire d'autre part, mobilisent les différents vice-présidents concernés (habitat, renouvellement urbain, développement économique, aménagement…).

Plus concrètement, la conduite des PRU s'inscrit dans ces dynamiques de projet, avec notamment :

- Les ateliers « Plaine de l'Ourcq » qui réunissent l'ensemble des partenaires (Villes, Etat, Département) et le lancement en mars 2018 de l'étude de cohérence urbaine portant sur le Pont de Bondy pilotés par la direction de l'aménagement, auxquels sont associées les directions de projet des PRU de Bobigny et de Bondy,
- Le laboratoire du parc des Hauteurs, suivi plus particulièrement par les directions de projet de Montreuil et Bagnolet,
- Le lancement de l'étude urbaine portant sur les portes de Montreuil et de Bagnolet en co-maitrise d'ouvrage avec la Ville de Paris, mise en œuvre par l'APUR depuis l'automne 2017
- Les ateliers organisés par la Ville de Paris et le lancement de la ZAC de la porte de la villette, ainsi que le projet de requalification de la RN2, auxquels la direction de projet du PRU des Quatre chemins est associée.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **La traduction des ambitions environnementales du Territoire sur les PRU**

Est Ensemble a adopté en 2017 son référentiel aménagement durable. Après avoir été testé dans la phase expérimentale sur l'un des PRU (Le Londeau à Noisy-le-Sec), il sera décliné sur l'ensemble des PRU, en lien avec les maîtrises d'œuvre en charge des études urbaines.
De même, la Trame Verte et Bleue, et le guide de prescription en matière de traitement des eaux pluviales ont fait l'objet de présentation et de temps de travail spécifiques avec les directions de projet. Leur déclinaison par projet sera assurée notamment via la participation des directions de l'environnement et de l'eau et de l'assainissement aux différentes étapes d'élaboration des projets de renouvellement urbain.

Est Ensemble a engagé depuis 2015 une démarche d'urbanisme temporaire (AMI Temp'o), destinée à exploiter des friches ou espaces en transition pour des occupations temporaires, dans le cadre d'un appel à projet. Initialement développée sur les ZAC du territoire, cette démarche a été déployée en 2017 sur deux sites concernés par le NPNRU (Béthisy et La Noue à Montreuil) ;

Enfin, Est Ensemble est lauréat de l'AMI ANRU +, pour développer des projets innovants à forte dimension environnementale :

- La construction d'une filière d'économie circulaire ciblée sur le réemploi des matériaux, en lien avec les autres projets d'aménagement du territoire. Le site de Gagarine à Romainville est site expérimental pour la mise en œuvre de ce projet.
- Un projet d'urbanisme transitoire sur le quartier de La Noue à Montreuil (bâtiment AFPA),
- Un projet porté par l'institut de recherche et de développement à Bondy (La Noue Caillet), visant à ouvrir l'IRD aux habitants du quartier autour d'actions liées à l'agriculture urbaine, à l'alimentation et à la santé.

- **La démarche territoriale de gestion urbaine et sociale de proximité**

La convention GUSP territoriale a été signée en juillet 2016 par Est Ensemble et les 22 bailleurs du Territoire concernés. Suite au recrutement d'une coordinatrice des démarches de GUSP territoriales en octobre 2016, la mise en œuvre de cette convention a permis l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'actions territoriale, le suivi de l'abattement TFPB des bailleurs, l'articulation avec le volet Habitat et cadre de Vie du contrat de ville, la coordination des démarches de GUSP locales. A titre d'illustration, cette démarche a notamment permis l'émergence de démarches communes sur les quartiers intercommunaux, la mise en œuvre d'une première enquête concernant le cadre de vie dans les QPV, ou encore la mise en œuvre d'une première action associant tous les bailleurs du territoire autour des problématiques de sensibilisation des habitants aux enjeux de propreté.

- **La coordination des clauses d'insertion : offrir plus de possibilités d'insertion par l'emploi en changeant d'échelle**

En matière d'insertion, la direction de l'emploi et de la cohésion sociale a recruté un coordonnateur des clauses d'insertion, en charge d'élaborer et de suivre le plan d'application des clauses d'insertion à l'échelle territoriale pour les 12 PRU, en s'inspirant des expériences en cours autour des travaux de transport notamment. Une étude de définition de la stratégie territoriale d'application des clauses d'insertion a été lancée en décembre 2017 à l'appui de cette démarche, pour un aboutissement prévu fin 2018.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **Développement économique et emploi : développer la mixité fonctionnelle dans les quartiers**

Au sein de la direction du développement économique d'Est Ensemble, une chargée de mission dédiée au développement économique des quartiers a été recrutée en octobre 2017.

L'étude de potentiel de développement économique est lancée en avril 2018 et a pour objectif de définir des projets de développement économique et/ou d'emploi pour chacun des 12 quartiers concernés par le NPNRU, ainsi que le développement d'outils d'intervention d'échelle territoriale.

Certains projets sont d'ores et déjà définis, avec par exemple la création d'un espace dédié au soutien des activités économiques émergentes dans le quartier Gagarine (espace d'activité partagé à Romainville).

- **Vers une mixité scolaire**

Convaincu de la nécessité de travailler en parallèle de l'attractivité urbaine des quartiers sur leur attractivité scolaire, Est Ensemble initie une démarche avec les partenaires concernés sur ce sujet, en visant à combiner l'amélioration des conditions d'accueil des bâtiments, le renforcement de projets pédagogiques, des réflexions sur la carte scolaire… Cette démarche sera enclenchée au second semestre 2018.

- **Mobilisation des conseils citoyens et dispositif de concertation itinérant**

La direction de l'habitat et du renouvellement urbain a lancé un appel à volontaires auprès des 317 conseillers citoyens d'Est Ensemble pour participer aux démarches pilotées par le territoire (enquête cadre de vie, participation aux instances du renouvellement urbain, ateliers CIL, outils de concertation itinérant…).

La Direction de l'emploi et de la cohésion sociale d'Est Ensemble a accompagné la structuration d'un réseau des conseillers citoyens du Territoire avec l'organisation de formations et de rencontres annuelles, qui ont pu bénéficier aux conseillers concernés par les PRU, et participant aux travaux projet par projet.

S'appuyant sur un travail participatif avec les villes, le pôle renouvellement urbain a piloté la réalisation d'une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage en vue de la création d'un outil de concertation itinérant, mis à disposition des directions de projet, des directions d'Est Ensemble et des partenaires des projets.

A l'issue de cette mission, Est Ensemble a pris la décision d'investir dans un véhicule dédié aux actions de concertation et d'information à mener dans les quartiers de la politique de la ville et plus spécifiquement dans quartiers en renouvellement urbain, en complément des maisons du projet fixes développées par projet en vue d'aller sur l'espace public, au-devant des habitants des quartiers en PRU pour les associer plus directement aux projets et actions menées sur leur territoire.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

A titre illustratif, cet outil pourra porter des actions d'ateliers de concertation en lien avec l'élaboration progressive des projets d'aménagement d'espaces publics de construction ou de réhabilitation découlant du projet urbain, des actions d'information sur le relogement ou de mobilisation des publics en insertion, ou encore accompagner la mise en œuvre d'actions d'accompagnement de la gestion en phase de chantiers.

- **Un financement est sollicité auprès de l'ANRU pour la mise en œuvre de ce projet en investissement, et auprès du contrat de ville pour en assurer le fonctionnement.**

Enfin, dans le cadre de la démarche ANRU +, Est Ensemble travaille à l'élaboration d'une plateforme numérique favorisant l'émergence d'initiatives citoyennes et la communication avec les citoyens sur les différents sujets concernant leurs quartiers.

- **Les financements de la phase de maturation validés en décembre 2018 sur les 4 axes de la démarche ANRU + sont repris en annexe en vue d'une contractualisation.**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

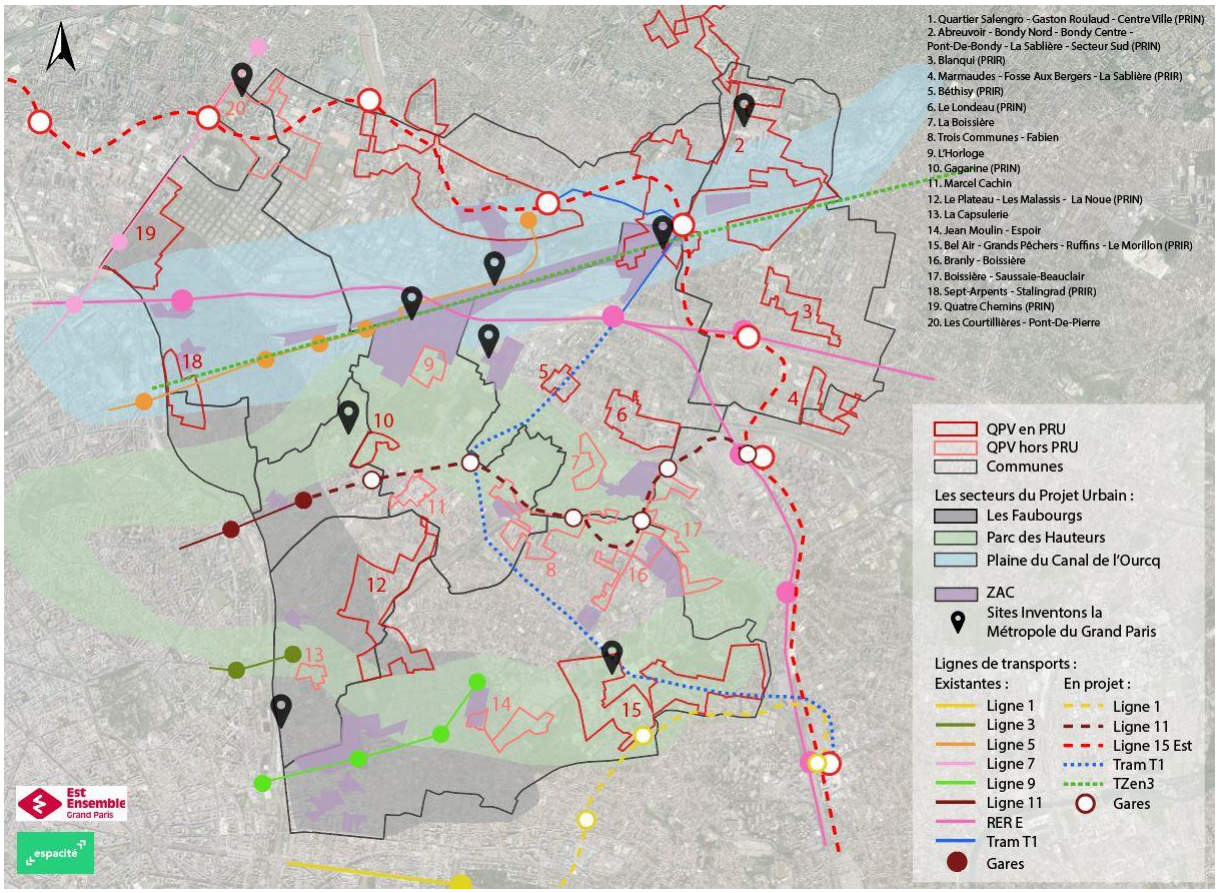
# 1. Stratégie habitat à l'échelle de l'EPT

La stratégie habitat d'Est Ensemble se construit sur la base d'une démarche collaborative et itérative, en lien avec l'avancement des 12 projets de renouvellement urbain et les orientations spécifiques à chaque site. Elle est donc évolutive, intégrant progressivement les nouveaux éléments de la programmation habitat des PRU, au fur et à mesure de leur avancement.

Elle s'inscrit dans la continuité des orientations du PLH territorial, approuvé en décembre 2016, traduisant la dynamique territoriale de fort développement de l'offre de logements du Contrat de Développement Territorial (objectifs annuels de 2 800 logements neufs, comprenant 30% de logements sociaux et 20% d'autres logements abordables – accession sociale et intermédiaire).

A partir du 1er janvier 2019, les orientations du Plan Métropolitain Habitat et Hébergement (PMHH) s'appliqueront sur le territoire d'Est Ensemble, en lieu et place du programme territorial de l'habitat. Est Ensemble et les communes membres s'attacheront à ce que le principe de rééquilibrage territorial porté par la métropole du Grand Paris, se traduise dans les objectifs de production de logements sociaux et particulièrement dans la production de logements très sociaux, en prenant la nécessité de solidarité métropolitaine face à l'inégale charge du renouvellement urbain et de la reconstitution de l'offre entre les territoires métropolitains.

La stratégie habitat s'inscrit également dans la prise en compte de trajectoires différenciées des quartiers, dont les principes, énoncés dans le cadre du protocole de préfiguration, seront affinés dans le cadre de l'élaboration du référentiel QPV du Territoire.



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les 12 projets de renouvellement urbain s'appuient en effet sur des situations initiales variées, par la structure du parc de logements, le niveau d'attractivité des sites et du cadre de vie, leur accessibilité. Le potentiel de transformation urbaine est également propre à chaque site.

Pour mémoire, l'ensemble des 12 projets de renouvellement urbain se situe dans ou à proximité immédiate des secteurs de projet urbain d'Est Ensemble (Faubourgs et Portes de Paris, Parc des Hauteurs, Plaine de l'Ourcq). Ils sont souvent proches d'opérations d'aménagement existantes (ZAC). Ils vont bénéficier du développement global de l'accessibilité du Territoire à l'horizon 2030, par le prolongement de lignes de transport existantes (métro 1 et 11, tram 1) ou par la création de nouveaux réseaux (ligne 15, Tzen3). La temporalité de développement des nouvelles infrastructures influe fortement sur les potentiels de transformation des quartiers.

En mars 2018, la programmation habitat est identifiée uniquement pour le projet Gagarine à Romainville, dont la convention d'application est présentée en parallèle au point de mi-parcours. L'ensemble des autres projets est en phase de définition. Les éléments présentés ci-après sont donc un état d'avancement, susceptible d'évolutions et de modifications.

## 2.1 Les objectifs et principes de la stratégie territoriale de l'habitat

Est Ensemble et les villes membres ont présenté à l'ensemble des partenaires en comité de pilotage du renouvellement urbain territorial du 16 février 2018 les objectifs et principes suivants :

- **Objectif 1 : Maintenir le nombre de logements sociaux sur l'ensemble du territoire**

***Principe 1 : Ne pas demander de dérogation au principe de reconstitution au 1 pour 1 des logements sociaux démolis***

D'une façon générale, sur l'ensemble du territoire, Est Ensemble et les villes membres ont la volonté de diversifier l'offre existante de logements, en portant un développement équilibré de l'offre privée (50% de la construction neuve) et de l'offre abordable (50% également de la construction neuve). Cette offre neuve sociale (qui intègre la reconstitution de l'offre démolie) doit permettre de répondre aux besoins de la population actuelle et à venir, et de contribuer à fluidifier les parcours résidentiels.

Les villes et Est Ensemble s'engagent donc à reconstituer l'intégralité des logements démolis afin de maintenir l'offre en logements sociaux sur le territoire.

***Principe 2 : Assurer la reconstitution du patrimoine des bailleurs démolisseurs***

Les principaux bailleurs impliqués dans les opérations de démolitions sont des opérateurs locaux (OPH municipaux et départemental, SAEM municipal) qui doivent assurer près de 70% des opérations de démolitions.

Est Ensemble et les communes souhaitent prioriser la reconstitution de l'offre pour les bailleurs démolisseurs afin de leur permettre de maintenir leur patrimoine dans le territoire.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **Objectif 2 : Renforcer la mixité de l'habitat**

***Principe 1 : Limiter la reconstitution en logements très sociaux en demandant une dérogation à l'ANRU sur le principe de reconstitution à 60% en PLAI***

L'importance des périmètres en QPV au sein du Territoire (19 QPV, concentrant 60% du parc social et 67% du parc à bas loyer – inférieur à 6 €/m²) rend difficile la conciliation de la nécessité de diversifier l'offre produite dans les QPV (en limitant la production de PLAI dans ces périmètres) et la production des 60% de PLAI propre à la reconstitution de l'offre démolie (qui représenteraient près de 1 450 logements, alors que la production totale identifiée dans les ZAC est de moins de 600 logements, soit moins de 150 logements en PLAI en appliquant les objectifs définis dans le PLH).

A noter que les villes les plus engagées dans des opérations de démolition du parc social sont également celles qui sont les plus impactées par la géographie prioritaire de la politique de la ville (Bobigny, Bondy, Noisy-le-Sec et Romainville).

Par ailleurs, les principaux bailleurs impliqués dans les opérations de démolitions sont des opérateurs locaux (qui prendraient en charge près de 70% des opérations de démolitions). Intervenant à l'échelle communale, ils ne disposent pas de marges de manœuvre pour reconstituer leur patrimoine en dehors du Territoire, et seront parfois en difficulté pour le reconstituer en dehors des QPV, où se concentrent déjà 70% de leur parc.

En dehors des questions de localisation de la reconstitution de l'offre, la concentration de la production d'une offre très sociale au sein des OPH et SAEM, principaux opérateurs des démolitions, renforcerait les déséquilibres existants au sein du Territoire entre les bailleurs sociaux (le loyer moyen des OPH et SEM est de 5,96 €/m² quand il est de 6,80 €/m² pour les logements détenus par des ESH sur le Territoire, amenant à des différences majeures dans la capacité d'accueil des ménages les plus modestes).

Ces éléments amènent à considérer l'objectif de reconstitution de l'offre démolie avec 60% de financement en PLAI comme inadapté au contexte territorial, considérant par ailleurs qu'Est Ensemble totalise 20% de l'offre en logements très sociaux (PLAI) de la Métropole du Grand Paris et que la solidarité métropolitaine en matière de construction de logements très sociaux est appelée, dans le cadre de l'élaboration du Plan métropolitain habitat et hébergement.

| Indicateurs-clés | Est Ensemble | MGP | Part d' Est Ensemble dans la MGP |
|---|---|---|---|
| Logements locatifs sociaux | 42% | 27% | 8% |
| Logements sociaux PLAI | 8% | 3% | 20% |
| Logements sociaux à bas loyer *(loyers < 6,17 €/m² SH)* | 48% | 38% | 10% |

Considérant que l'application du règlement général de l'ANRU de la reconstitution à hauteur de 60% de l'offre sociale démolie en PLAI contribuerait à maintenir les déséquilibres existants de l'offre à l'échelle métropolitaine, Est Ensemble et les villes-membres sollicitent auprès des partenaires nationaux de l'ANRU une dérogation de principe pour :

- Maintenir la construction neuve de logements sociaux dans la dynamique différenciée du PLH, avec une production mixant PLAI/PLUS/PLS en fonction de l'offre existante sur les villes et les quartiers ;
- Tenir compte de la nécessité de rééquilibrage de la structure du patrimoine des bailleurs concernés par la reconstitution de l'offre démolie.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

***Principe 2 : Définir des taux de reconstitution par PRU, au regard des spécificités des quartiers***

Chaque projet de rénovation urbaine fera l'objet d'une convention d'application dans laquelle la reconstitution de l'offre sera identifiée. Les modalités (localisation et financements) seront définies au regard des spécificités des quartiers et des villes dans lesquels s'inscrivent les projets.

- **Objectif 3 : Diversifier l'offre locative sociale dans les Quartiers en Politique de la Ville**

Cet objectif renvoie à la capacité de chaque secteur à produire une offre de logements diversifiée (accession sociale, accession privée, logements intermédiaires) et à reconstruire une partie de l'offre sociale démolie sur site.

En effet, le poids du logement social est très différent selon les sites (de 20% à 100% des périmètres opérationnels). Les enjeux de diversification de l'offre de logements et de renforcement de la mixité de l'habitat sont donc différents en fonction de l'offre initiale et des potentiels d'évolution propres à chaque site ; la production neuve de logement sociale peut être considérée comme une forme de diversification de l'offre existante dans certains contextes, ou être nécessaire à la réalisation de parcours résidentiels positifs pour les habitants de ces quartiers.

De cet objectif découle deux principes :

***Principe 1 : Demander une dérogation à l'ANRU pour reconstruire une partie des logements sociaux en QPV***

Est Ensemble compte 19 quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont 12 intègrent un projet de renouvellement urbain.

L'étude de programmation habitat, en appui à la définition des projets, permettra d'affiner cette démarche et de préciser les possibilités de programmation, en tenant compte de la réponse à la demande existante et projetée, du marché immobilier, des potentialités de construction sur les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Elle s'inscrira dans une démarche dynamique, en précisant les interventions nécessaires à court, moyen et long termes et l'impact attendu de la programmation de logements sociaux sur les quartiers.

***Principe 2 : Définir des taux de reconstitution sur site, au regard des spécificités des PRU***

L'importance des périmètres en QPV sur le Territoire, leur diversité, tant dans l'offre existante que dans leur potentiel d'évolution, amènera à y produire du logement social, soit afin de maintenir ou de développer la diversité de l'offre (pour les périmètres ayant une offre privée majoritaire), soit comme une étape dans la diversification de l'offre, notamment dans le cadre des quartiers aujourd'hui uniquement composés de logement social et engagés dans une mutation urbaine marquée.

La création d'une offre locative sociale neuve sur site pourra également répondre aux ménages relogés souhaitant rester sur site en leur permettant de réaliser un parcours résidentiel positif. Les référentiels QPV permettront de définir des taux de reconstitution sur site par PRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les modalités de diversification développées dans le cadre du projet Gagarine à Romainville illustrent bien cette démarche : le taux de logement social en fin de projet passe de 100% à 43% avec une reconstitution de l'offre démolie sur site, représentant 25% des nouvelles constructions (dans le cadre d'une densification du site) et 50% des besoins en reconstitution (le PLAI étant présent pour assurer une continuité entre l'offre existante et l'offre neuve, tout en restant minoritaire et dans les limites prévues par le PLH sur la ville).

- **Objectif 4 : Saisir l'opportunité du renouvellement urbain pour rééquilibrer l'offre en logements sociaux à l'échelle métropolitaine**

***Principe 1 : Inscrire l'objectif de rééquilibrage de l'offre locative sociale, notamment très sociale, dans le Plan Métropolitain Habitat et Hébergement***

Est Ensemble et les communes membres ont historiquement placé au cœur de leur identité une tradition d'accueil des plus démunis.

Les travaux récents de la Conférence Intercommunale du Logement illustrent également le rôle joué par Est Ensemble dans l'accueil des populations les plus modestes, en lien avec une offre plus importante et plus accessible que dans d'autres territoires métropolitains.

Est Ensemble et les villes-membres interpellent l'Etat afin que les objectifs de rééquilibrage de la production de logements sociaux, notamment très sociaux, soient concrètement mis en application sur l'ensemble des communes de la métropole, dans le cadre du Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement.

- **Objectif 5 : Adapter les dispositifs aux spécificités des interventions de résorption de l'habitat indigne**

Le parc privé est présent sur les trois-quarts des sites en renouvellement urbain, sous la forme d'un parc ancien de type faubourien, soumis à la pression foncière et immobilière de Paris et concentrant les poches d'habitat indigne, de tissus pavillonnaires plus ou moins déqualifiés, ou de grandes copropriétés des années 60 et 70, avec des problématiques de fonctionnement et de gestion complexe.

Les quartiers concernés par des opérations de recyclage foncier issues de la lutte contre l'habitat indigne appellent un traitement spécifique, adapté à ces modalités d'intervention.

***Principe 1 : Ne pas appliquer le principe de reconstitution au 1 pour 1 pour les logements indignes démolis***

Le parc social de fait n'étant pas, par définition, du parc locatif social, il est donc demandé à ce que les démolitions de logements indignes ne soient pas concernées par le principe de reconstitution de l'offre, ou le cas échéant, disposent d'un taux de reconstitution inférieur au 1 pour 1.

***Principe 2 : Calculer le nombre de logements potentiellement à reconstituer selon la surface de plancher démolie (et non le nombre de logements indignes démolis)***

Il est demandé que le nombre de logements à reconstituer soit évalué sur la base des surfaces de plancher démolies dans les opérations de recyclage foncier et non sur le nombre de logements indignes démolis, les logements indignes étant généralement de petite taille.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **Objectif 6 : Faciliter les opérations de démolition**

***Principe 1 : Reconstruire avant de démolir, dans la mesure du possible***

La tension entre offre et demande de logement social sur Est Ensemble est forte, et le taux de rotation, déjà faible, continue de diminuer, sur l'ensemble des villes.

Afin de limiter l'impact du processus de relogement sur les attributions et la capacité à satisfaire la demande existante, il est proposé de veiller à produire suffisamment de logements sociaux, tous financements confondus, avant de lancer les opérations de démolition, dans la mesure du possible.

***Principe 2 : Examiner au cas par cas les possibilités de mutualisation de la reconstitution de l'offre***

Afin d'élargir les possibilités de reconstitution de l'offre, il est proposé d'examiner les possibilités de mutualisation de la reconstitution, à l'échelle du Territoire, au cas par cas, sur proposition des villes et des bailleurs.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 2.2 Identification des interventions

Une présentation détaillée est faite de l'avancement des études urbaines dans le volet quartier. Par ailleurs, l'étude de programmation de l'habitat dans les PRU lancée en novembre 2017 intervient en appui à la définition de chaque projet.

- **Interventions dans le parc locatif social**

Démolitions

Les estimations du volume potentiel de démolition sont en cours de consolidation au fur et à mesure de la définition des projets urbains. En mars 2018, environ 2 400 logements sociaux seraient démolis, ce qui représente 11% de l'offre sociale localisée dans les PRU. Ces démolitions concernent 10 des 12 projets de renouvellement urbain, avec des niveaux de démolition très différents selon les projets. Les potentiels en termes de diversification et de densification seront donc variables, indépendamment des dynamiques territoriales de chaque projet.

| VILLES | Les PRU2 | Evaluation du potentiel de démolitions de logements sociaux | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Opération avec autorisation de démarrage anticipée ou pré-conventionnement | Demande de pré-conventionnement ou conventionnement | Opérations à l'étude (volume maximal) | Volume total | Bailleurs sociaux |
| **Bobigny** | **Centre-ville** | / | / | / | **0** | |
| | **Abreuvoir** | / | / | 375 | **375** | Seine Saint Denis Habitat |
| **Bondy** | **Quartiers Nord**<br>Dt Noue Caillet<br>Dt les Merisiers<br>Dt De Lattre de Tassigny | /<br>/<br>/ | /<br>132<br>/ | 167<br>/<br>36 | **335** | Seine Saint Denis Habitat<br>I3F<br>Bondy Habitat |
| | **Blanqui**<br>Dont MLKing | / | 213 | 191 | **404** | Bondy Habitat |
| | **Marnaudes**<br>**Fosse aux Bergers** | / | / | 337 | **337** | ICF la Sablière |
| **Bagnolet** | **Les Malassis**<br>**La Noue**<br>**Le Plateau** | / | / | 146 | **146** | Ville de Bagnolet |
| **Montreuil** | | / | / | / | **0** | |
| **Montreuil** | **Le Morillon** | / | / | 25 | **25** | OPH Montreuillois |
| **Noisy le Sec** | **Le Londeau** | 148 | / | **/** | **148** | Noisy le Sec Habitat |
| | | 165 | / | / | **165** | Logirep |
| | **Béthisy** | / | / | / | **0** | |
| **Pantin** | **4 chemins** | / | 16 | / | **16** | Pantin Habitat |
| **Pantin** | **7 arpents** | / | / | / | **0** | |
| **Pré-St-Gervais** | | / | / | / | **0** | |
| **Romainville** | **Gagarine** | 66 | 397 | **/** | **463** | Seine Saint Denis Habitat |
| **EST ENSEMBLE** | | **379** | **758** | **1277** | **2 414** | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Réhabilitation du parc social

Près de 70% des logements des périmètres de renouvellement urbain sont des logements sociaux. En dehors des enjeux propres à la démolition de certaines résidences, les enjeux de réhabilitation sont cruciaux pour l'évolution de ces quartiers. Les projets de réhabilitation du parc social concerneraient près de 6 000 logements (près de 27% de l'offre existante), dont 2000 identifiés précisément qui font l'objet d'une demande d'autorisation de démarrage anticipé ou de conventionnement (pour les opérations qui concernent Gagarine).

Cette liste sera agrémentée au fur et à mesure de la consolidation des projets urbains et patrimoniaux en cours d'études.

| Ville | PRU 2 | Bâtiments concernés | Nombre de logements | Bailleurs sociaux | Demande d'autorisation de démarrage anticipée | Demande de conventionnement | A l'étude |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bobigny | Abreuvoir | | 440 | Seine Saint Denis Habitat | | | X |
| | Centre-ville | Chemin Vert Salvador Allende | 590 | OPH de Bobigny | X | | |
| Bondy | Quartiers Nord | | 434 | Seine Saint Denis Habitat | | | X |
| | | | A préciser | | | | |
| | Blanqui | | A préciser | Bondy Habitat | | | X |
| | Marnaudes Fosse aux Bergers | | A préciser | ICF La Sablière | | | X |
| Bagnolet | Les Malassis La Noue Le Plateau | BB4 et C4 | 151 | OPH de Bagnolet | X | | |
| | | | A préciser | | | | X |
| Montreuil | | Le Clos Français | 581 | OPH Montreuillois | X | | |
| | | FTM | 355 | Adoma | | | X |
| | | | A préciser | | | | X |
| | Le Morillon | Montreau A1 | 579 | OPH Montreuillois | X | | |
| | | | A préciser | | | | X |
| Noisy le sec | Le Londeau | | 1441 | | | | X |
| | Béthisy | | 671 | | | | X |
| Romainville | Gagarine | A, I et G | 318 | Seine Saint Denis Habitat | | X | |
| **EST ENSEMBLE** | | | 5633 | | 1901 | 318 | 3314 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Interventions sur le parc privé**

Le volet d'intervention dans le parc privé prévoit :

- De la démolition : environ 200 logements privés indignes, principalement pour les PRU des 4 Chemins (qui fait l'objet d'une demande de démarrage anticipé) et des 7 Arpents (étude pré-opérationnelle en cours) feront l'objet d'opérations de recyclage foncier dans le cadre d'une procédure de lutte contre l'habitat indigne.
- De la réhabilitation de logements privés : les études sur les copropriétés (Bagnolet-La Noue, Bobigny-Centre-Ville, Noisy-le-Sec-Bethisy) et sur le tissu pavillonnaire (Bobigny et Bondy) viendront compléter les interventions concernant l'habitat privé.

### 2.3 Les demandes de pré-conventionnement de reconstitution NPNRU

915 logements font l'objet d'une demande de pré-conventionnement ou de conventionnement (voir annexes) :

- 795 dans le cadre d'une demande de pré-conventionnement au point à mi-parcours
- 120 au titre d'ajustements d'opérations identifiées dans le protocole de préfiguration par Noisy le Sec Habitat et Seine Saint Denis Habitat (qui annulent les 129 logements inscrits au protocole)

Au total, 27% de ces logements seront financés en PLAI et 73% en PLUS.

~~A ces logements s'ajoutent les 75 logements sociaux à Romainville pré-conventionnées dans le cadre du protocole de préfiguration.~~

~~L'opération de construction Renardière (16 PLAI) est située dans le périmètre QPV des « 3 communes » qui n'est pas concerné par un projet de rénovation urbaine.~~

- ~~**Il est demandé une dérogation pour construire en QPV sur une parcelle située à 250 mètres de la future station « Boissière » de la ligne 11 du métro.**~~

- **A Bondy, il est demandé une dérogation pour construire en QPV :**
  - **Sur la parcelle actuelle du bâtiment Martin Luther King. L'objectif est de réaliser 75% des reconstructions en diversification sur site.**
  - **Sur la parcelle du foyer Adoma et en bordure du QPV en lisière du quartier pavillonnaire. Cette opération comprend également 30 logements en accession sociale à la propriété (dont 10 maisons individuelles).**

- **A Romainville, il est demandé une dérogation pour construire en QPV :**
  - **Les logements sociaux construits sur site représenteront 25 % es nouvelles constructions (dans le cadre d'une densification du site)**

### 2.4 Stratégie de relogement et d'attribution

La Conférence Intercommunale du Logement (CIL) d'Est Ensemble s'est réunie pour la première fois le 20 juin 2017. Elle a permis de lancer les travaux relatifs au document d'orientation en matière d'attributions et à la convention intercommunale d'attributions (CIA).

Un diagnostic préalable portant sur l'offre et la demande de logement social a été présenté et validé lors de la CIL du 19 janvier 2018. Celui-ci confirme le rôle d'Est Ensemble en matière d'accueil des ménages précaires et prioritaires :

- Un parc social sous tension malgré une offre importante ;
- Une forte pression des demandeurs les plus pauvres qui se traduit par un accueil effectif

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

des ménages sous plafonds PLAI ;

- Des demandeurs du 1er quartile surreprésentés dans la demande par rapport à la moyenne francilienne ; mais dont la demande est moins bien satisfaite et plus concentrée dans les QPV ;
- Un poids significatif des relogements dans le cadre des opérations de démolition à venir du NPNRU qui participeront à l'atteinte des objectifs d'attribution hors QPV fixés par la loi Egalité et citoyenneté ;
- Des nuances néanmoins à objectiver encore davantage entre les QPV en matière d'occupation et d'attributions.

La CIL du 19 janvier 2018 a également permis de présenter les principes structurants de la charte territoriale de relogement.

Elle préfigure les engagements pris par les partenaires (Etat, bailleurs, réservataires) dans le cadre de la Convention Intercommunale d'Attributions (CIA) et constitue une annexe à la convention territoriale pluriannuelle de renouvellement urbain.

Les démolitions prévues dans les 12 PRU d'Est Ensemble concerneraient environ 2600 logements, correspondant à des besoins supérieurs en relogements en raison des besoins en décohabitation. Environ 3 120 relogements seraient réalisés avec une hypothèse de 20% de décohabitation.

Les relogements commencent dès 2018 pour certains projets, notamment pour les opérations de démolition inscrites dans le protocole de préfiguration (66 logements Gagarine à Romainville, 314 logements au Londeau à Noisy le sec) ainsi que celles faisant l'objet d'une demande de pré-conventionnement ou de conventionnement en mars 2018 (132 logements à Bondy Nord, 213 logements à Blanqui à Bondy, 363 logements à Gagarine à Romainville).

La charte territoriale de relogement, qui s'appliquera dès 2018 pour les opérations de démolition confirmées par l'ANRU, sera déclinée dans les chartes locales de relogement, à l'échelle de chaque ville concernée par des projets de démolition, afin de décliner opérationnellement les principes de la charte territoriale et adapter l'accompagnement des ménages aux spécificités des projets

Pilotée par Est Ensemble, la charte territoriale de relogement définit le socle commun des dispositions relatives au relogement des ménages, à décliner dans les chartes locales et met en œuvre à l'échelle territoriale :

- Une coordination inter-bailleurs et inter-réservataires pour faciliter le relogement de certains ménages aux demandes spécifiques (mobilité résidentielle hors commune, situation d'urgence)
- Des outils mutualisés (questionnaire pour les enquêtes sociales, outil technique de suivi, outils de communication et d'information)

- **Les ménages bénéficiaires du relogement**

En complément de la prise en charge réglementaire des locataires titulaires d'un bail ou des occupants de bonne foi, les besoins de décohabitation ~~et de relogement des ménages hébergés~~ devront faire l'objet d'un traitement spécifique, dont les modalités seront définies dans les chartes locales de relogement.

- **Les modalités de l'accompagnement social**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les dispositions réglementaires prévoient l'élaboration d'un plan de relogement individuel, définissant les besoins d'accompagnement. Le ménage à reloger dans le cadre d'une opération de démolition devra se voir proposer 3 propositions adaptées, avec une prise en charge par le bailleur démolisseur de ses frais de déménagement et d'emménagement, ces dépenses étant subventionnées par l'ANRU. Cet accompagnement se traduit le plus souvent par la mise en place d'une MOUS relogement, à la charge du bailleur démolisseur.

Les chartes locales de relogement définiront les modalités d'articulation et de pilotage des dispositifs locaux. En complément, la charte territoriale propose de mettre en place un suivi spécifique des refus de proposition et de contribuer à l'évaluation de la satisfaction des ménages relogés.

- **Les principes des parcours résidentiels positifs**

Afin que le relogement constitue une réelle opportunité pour les ménages de s'insérer dans un parcours résidentiel positif, le relogement des ménages dans un logement neuf ou réhabilité depuis moins de 5 ans est une ambition dont les modalités devront précisément déclinées dans les chartes locales. Les possibilités de traitement des situations de sur-occupation ou de sous-occupation devront être également détaillées.

La charte territoriale de relogement s'attachera à mettre en place les dispositifs favorisant la satisfaction des besoins de mobilité résidentielle hors commune et/ou inter-bailleur pour des motifs de rapprochement domicile/travail, rapprochement familial, violences.

- **La spécificité du relogement dans le parc privé**

Les modalités de relogement des ménages logeant dans le parc privé indigne font l'objet de dispositions spécifiques, liées notamment à l'obligation de mise en sécurité des personnes, notamment dans le cadre des procédures d'urgence et liées à la responsabilité de la collectivité qui pilote l'opération.

Une convention partenariale du relogement et de l'hébergement des ménages occupants le parc privé dégradé a été signée en 2017 par Est Ensemble et les villes membres, définissant les conditions et modalités de relogement des ménages pour l'ensemble des opérations d'amélioration de l'habitat privé dégradé du Territoire. Ces règles seront intégrées à la charte territoriale de relogement.

- **La maîtrise du reste à charge**

La charte territoriale de relogement prévoit le principe de la maîtrise du reste à charge des ménages relogés, dans la continuité des engagements pris ~~dans le cadre des opérations de relogement des PRU 1 et des propositions d'harmonisation des pratiques réalisées par l'AORIF.~~ conformément au Règlement Général de l'ANRU.

- **La mobilisation des contingents**

Le bailleur démolisseur est responsable du relogement des ménages. Afin de répartir la charge du relogement et de faciliter le déroulement des opérations, la Conférence Intercommunale du 19 janvier a proposé aux différents réservataires de s'engager dans la prise en charge des relogements~~.à la fois en stock (prise en charge d'une partie des relogements) et en flux (mobilisation d'une part annuelle des attributions), qui se déclinera dans les chartes locales de relogement.~~

Selon ce principe, il est proposé un engagement de l'Etat de mobilisation du contingent

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

préfectoral à hauteur de la mobilisation du contingent communal par les villes. ~~s'engage à participer aux relogements en mobilisant le contingent dédié aux ménages prioritaires mal logés, à hauteur de la mobilisation du contingent communal (avec une prise charge des relogements limitée à 25% des ménages par opération) et une mobilisation des attributions annuelles limitée à 20%.~~

Action Logement s'engage à participer aux relogements en mobilisant son contingent pour les ménages salariés à reloger.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 2. Gouvernance et conduite du projet

Les financements obtenus dans le cadre du protocole arrivent à échéance à fin avril 2018, alors que la phase de protocole de préfiguration est encore en cours. En effet, hormis Gagarine à Romainville, les projets seront dans ensemble définis à fin 2018, pour des comités d'engagement envisagés au premier semestre 2019.

L'adaptation du dispositif de conduite de projet en vue de la phase de mise en œuvre opérationnelle des projets ne pourra intervenir qu'une fois les projets définis et les montages opérationnels retenus.
A ce stade d'avancement à mi-parcours du protocole, Est Ensemble sollicite donc pour l'essentiel une reconduction des financements obtenus pour la phase protocole, ainsi qu'une consolidation des financements sur les fonctions transversales.

Des évolutions du dispositif et des financements correspondants pourront être sollicités lors des instances à prévoir au premier semestre 2019.

## 2.1. L'ingénierie de conduite de projet

*(voir tableau de synthèse en partie 3)*

### 2.1.1. Le pôle renouvellement urbain : les fonctions transversales

Conformément aux engagements pris dans le cadre du protocole, Est Ensemble a créé et structuré son pôle renouvellement urbain, dont la coordination est assurée par une responsable de pôle depuis avril 2016, sous la responsabilité de la directrice de l'habitat et du renouvellement urbain.
Est Ensemble se dote également, conformément au protocole, d'un AMO territoriale en appui de la coordination financière et au montage opérationnel du NPNRU, en cours de désignation pour une période maximale de 18 mois.

- ***Est Ensemble sollicite la prolongation des financements sur les deux postes de responsable de pôle renouvellement urbain (1 ETP) et de direction (0,5 ETP), dans les mêmes conditions***

Le pôle renouvellement urbain comprend une chargée de mission initialement dédiée à la coordination des démarches de GUSP. Outre la poursuite de ces missions de coordination, cette chargée de mission a vu ses missions complétées par :

- Le suivi du projet de dispositif de concertation itinérant
- Le suivi du projet de plateforme numérique
- La mobilisation des conseillers citoyens référents thématiques du renouvellement urbain et la gestion urbaine et sociale de proximité, en lien avec la chargée de mission en charge de la coordination globale des conseillers citoyens d'Est Ensemble, au sein de la direction de l'emploi et de la cohésion sociale.
- Le suivi des projets d'urbanisme transitoire mis en œuvre dans les PRU (AMI Tempo piloté par la direction de l'environnement et de l'écologie urbaine).

- ***Suite à cette évolution, Est Ensemble sollicite le financement de ce poste à temps plein (au lieu de 0.5 ETP dans le cadre du protocole).***

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### 2.1.2. L'ingénierie transversale complémentaire

**Chargée de mission habitat**

Le pôle renouvellement urbain travaille en relation étroite avec la chargée de mission en charge au sein de la DHRU de la stratégie habitat dans les PRUs et de la mise en place de la CIL. Le pôle Habitat va mobiliser à compter du printemps 2018 deux postes distincts sur le renouvellement urbain :

- Un poste dédié à 50% sur le volet reconstitution de l'offre de logement en logement social et stratégie habitat
- Un poste dédié à 50% à la coordination du relogement à l'échelle territoriale, en lien avec la CIL.

Cette évolution, liée à la montée en charge des enjeux en matière d'habitat en lien avec le renouvellement à cette étape du protocole, nécessite donc l'affectation d'un ETP au total.

- ***Au stade du point de mi-parcours, le financement d'un ETP (plutôt que 0,5 au stade du protocole), est sollicité.***

**Coordonnateur des clauses d'insertion**

Un poste de coordonnateur des clauses d'insertion a été créé en octobre 2017 au sein de la direction de l'emploi et de la cohésion sociale, en charge du suivi de l'étude de stratégie territoriale d'application des clauses d'insertion, et de la coordination de la mise en œuvre des clauses par les différents maîtres d'ouvrage.

- ***Au stade du point de mi-parcours, le financement d'un ETP est sollicité***

**Chargée de mission développement économique des quartiers**

Une chargée de développement économique des quartiers (financement CDC) a pris son poste en octobre 2017 au sein de la direction du développement économique. Elle est en charge notamment du suivi de l'étude de potentiel de développement économique des quartiers. Son financement par la CDC est acquis pour 2 ans, soit jusqu'à fin septembre 2019. A cette étape aucune nouvelle demande n'est formulée.

**Suivi administratif et financier.**

En complément des postes identifiés au stade du protocole et à l'approche des premiers conventionnements, Est Ensemble identifie la nécessité d'un renforcement du suivi financier global du NPRU avec la création d'un poste dédié, rattaché au pôle administratif et financier du Département du développement territorial et environnemental (DDTE).

- ***Est Ensemble sollicite le financement d'un ETP dédié au suivi financier global du NPRU***

### 2.1.3. Les secteurs de projet

Le pôle renouvellement urbain s'organise autour de 6 secteurs de projet :

- **Secteur de projet Bobigny : Abreuvoir et Centre-Ville**

L'équipe est constituée de :

- une directrice de projet transférée à Est Ensemble depuis mars 2017,
- une cheffe de projet Abreuvoir transférée à Est Ensemble depuis mars 2017
- une cheffe de projet centre-ville mise à disposition à 50% de son temps par la Ville de Bobigny.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Une mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage, prévue dans le protocole, accompagne l'équipe à compter de mars 2018 jusqu'à mi-2019.

- ***Est Ensemble sollicite la prolongation des financements des deux postes de directrice de projet et de chef de projet Abreuvoir dans les mêmes conditions que prévu au protocole.***

- **<u>Secteur de Bondy : La Noue-Caillet--Terre Saint-Blaise-Les Merisiers-De Lattre de Tassigny, Blanqui, Sablières-Marnaudes Fosses aux Bergers.</u>**

- La direction de projet est assurée en continuité avec le PRU 1 par un agent mis à disposition par la ville de Bondy.
- Cette direction de projet est accompagnée d'un prestataire d'assistance à la maîtrise d'ouvrage désigné depuis août 2016.

- ***Est Ensemble sollicite la poursuite du financement du poste de direction de projet sous réserve de son transfert à Est Ensemble, ainsi que de la mission d'AMO dans les mêmes conditions que prévu au protocole.***

- **<u>Secteur Montreuil/Bagnolet : La Noue-Malassis-Le Plateau, Le Morillon</u>**

- recrutement d'une directrice de projet en juin 2017
- recrutement d'une cheffe de projet Malassis en juillet 2017
- transfert en octobre 2016, puis remplacement de la chef de projet par un chef de projet en octobre 2017 sur le quartier La Noue (Montreuil Bagnolet)

La direction de projet coordonne également le projet du Morillon, suivi par un agent mis à disposition par la ville de Montreuil jusqu'en octobre 2017 (60 % ETP), non remplacé à ce jour.

La direction de projet travaille par ailleurs en lien fonctionnel étroit avec un chargé de mission habitat privé au sein de la Direction de l'habitat et du renouvellement urbain, dédié à plus de 50% de son temps au suivi des copropriétés de La Noue, et en poste depuis octobre 2016.
Le redressement des grandes copropriétés dégradées de La Noue dont la requalification est au cœur de la réussite du NPNRU nécessite en effet une ingénierie spécifique et le lancement prochain dès 2018 de 6 plans de sauvegarde nécessite un renforcement de la coordination sur le volet Habitat privé, à hauteur de 0,8 ETP.

- ***Est Ensemble sollicite la poursuite du financement du poste de direction de projet et des deux postes de chefs de projet dans les mêmes conditions que prévu au protocole.***
- ***Est Ensemble sollicite le renforcement du financement du poste chargé de mission habitat privé à hauteur de 0,8 ETP (au lieu de 0.5 ETP).***
- ***Compte tenu de la demande de basculement de l'aménagement de la dalle de la Noue dans le NPNRU (voir ci après), Est Ensemble sollicite le financement d'un poste dédié au suivi opérationnel des opérations du PRU1 (1 ETP) au sein de la direction de projet Montreuil-Bagnolet.***

- **<u>Noisy-le-Sec : Le Londeau et Bethisy</u>**

La direction de projet des deux PRU est assurée depuis octobre 2016, dans la continuité du

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

PRU 1, par un agent mis à disposition par la Ville de Noisy-le-Sec.

- ***Est Ensemble sollicite la poursuite du financement du poste de direction de projet, sous réserve du transfert du poste.***

- **<u>Secteur Pantin-Le Pré-St-Gervais : Quatre Chemins, Sept Arpents-Stalingrad</u>**

Une direction de projet est en poste depuis novembre 2017, qui coordonne l'ensemble des dimensions des projets sur les quartiers des Quatre Chemins et des Sept-Arpents-Stalingrad, en lien avec Plaine commune pour les Quatre Chemins.

Au vu des caractéristiques du secteur de projet sur ses deux périmètres, fortement marqué par l'habitat privé dégradé, un poste de chargée de mission habitat privé est intégré à l'équipe projet et travaille depuis décembre 2015 en lien fonctionnel étroit avec la direction de projet. Ce poste est dédié au suivi des études et opérations de traitement de l'habitat privé dégradé sur le quartier des Quatre Chemins et sur le quartier des Sept Arpents. A noter que le financement par l'Etat de 50% d'ETP dans le cadre de l'Appel à projet stratégie urbaine de lutte contre l'habitat indigne) est arrivé à échéance.

- ***Est Ensemble sollicite la poursuite du financement du poste de direction de projet et le financement d'un ETP de chargé de mission habitat privé au sein de l'équipe projet.***

- **<u>Romainville : Gagarine</u>**

L'AMO est désignée depuis mai 2016 et poursuit sa mission jusqu'à l'été 2018. Le projet de Gagarine étant entré en phase opérationnelle, ce dispositif d'appui à la direction de projet va évoluer vers des AMO opérationnelles en lien avec l'opération d'aménagement.

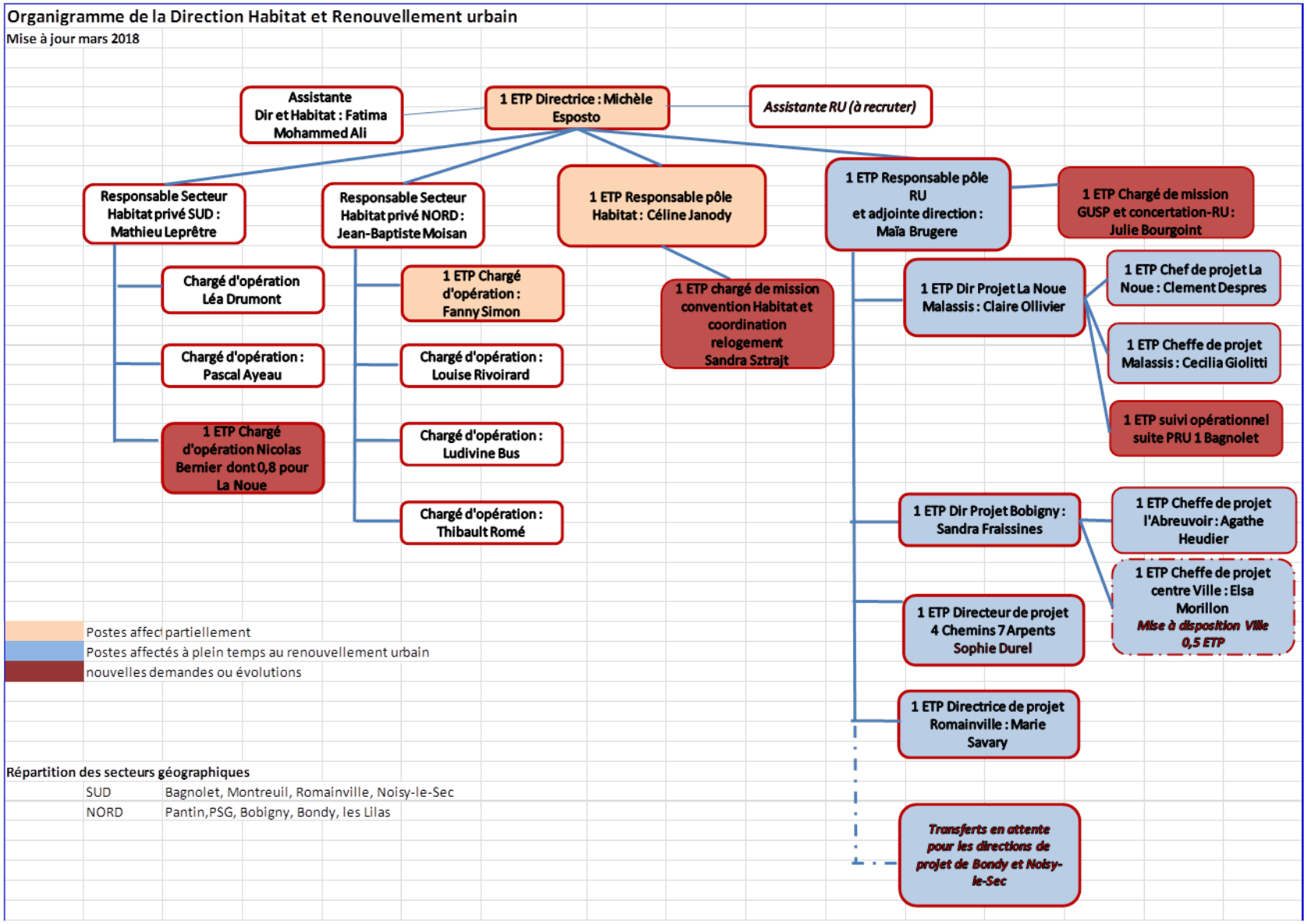
- ***Est Ensemble sollicite la poursuite du financement d'un poste à temps plein requalifié en direction de projet (au lieu de chef de projet).***

***Au total, Est Ensemble sollicite la reconduction des financements du dispositif de conduite de projet par quartier conformément au protocole correspondant à 11.8 postes (dont 1,8 postes dédiés à l'habitat privé).***

***Est Ensemble sollicite également la consolidation des financements de l'ingénierie transversale du NPRU sur les volets habitat, concertation, insertion et suivi financier, correspondant à 5.5 postes.***

***Ces demandes couvrent la période de finalisation du protocole, jusqu'au conventionnement de l'ensemble des projets, soit mi 2019, où une clause de revoyure sera à prévoir concernant l'ingénierie de conduite de projet.***

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 2.2. La gouvernance

### 2.2.1. La gouvernance politique

La gouvernance s'est mise en place conformément aux dispositions prises dans le protocole de préfiguration, soit :

- Un co-pilotage Villes / Est Ensemble pour le suivi des projets par quartier. Les comités de pilotage par quartier sont co-présidés par les Maires et la vice-présidente à l'habitat et au renouvellement urbain d'Est Ensemble.
- Un pilotage par Est ensemble des instances territoriales liées au renouvellement urbain, avec notamment :
  - L'organisation d'un comité de pilotage renouvellement urbain le 16 février 2018
  - Le comité de pilotage du contrat de ville en cours de programmation en mai 2018.
  - La tenue de comités de pilotage de la démarche de GUSP territoriale en 2017
  - La CIL le 19 janvier 2018

### 2.2.2. La gouvernance technique

Au plan technique, l'ensemble des directions de projet par quartier est localisé au sein des Villes, pour garantir un lien fonctionnel fort avec les services concernés.
Les directions opérationnelles d'Est Ensemble interviennent dans le cadre des instances locales autant que de besoin.

A l'échelle territoriale, une réunion de coordination mensuelle rassemble l'ensemble des directions de projet.

Les directions opérationnelles d'Est Ensemble (Habitat, Aménagement, Eau et Assainissement, Emploi et cohésion sociale…) interviennent régulièrement lors de la réunion mensuelle de coordination renouvellement urbain. Les comités techniques par quartier associent également ces directions au suivi des projets.

Concernant l'articulation des différents piliers du contrat de ville :

- La Direction de l'Habitat et du renouvellement urbain, la direction de l'emploi et de la cohésion sociale, et la direction du développement économique tiennent une réunion mensuelle de coordination générale
- La chargée de mission GUSP et concertation intervient régulièrement dans le cadre des réunions des chefs de projet politique de la ville, et instruit le volet Habitat et cadre de Vie du contrat de Ville
- En complément des coopérations par quartier au quotidien, des rencontres thématiques sont organisées à l'échelle territoriale entre chefs de projet politique de la ville et chefs de projet renouvellement urbain.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 3. Calendrier prévisionnel global de conventionnement

Le calendrier global prévisionnel articule l'avancement des projets par quartier et les différentes étapes de clause de revoyure sur le volet territorial, selon un processus itératif entre la définition progressive des projets d'une part, et la stratégie territoriale d'autre part :
- la stratégie territoriale en matière d'habitat est alimentée par la détermination progressive des projets de démolition et des potentiels de constructions définis par projet,
- la programmation en matière d'habitat dans les quartiers est alimentée par la définition de la stratégie habitat menée à l'échelle territoriale, ainsi que pilotage global de la reconstitution de l'offre hors QPV.

Concernant les conventionnements par quartier, tous les projets de conventions seront présentés à l'ANRU pour instruction d'ici la fin du premier semestre 2019.

Un premier conventionnement est attendu d'ici mi 2018 pour le quartier Gagarine à Romainville.

Une deuxième série de projets devrait être présentée fin 2018 pour les quartiers suivants :
- Le Londeau et Béthisy à Noisy-le-sec,
- Le Morillon à Montreuil,
- Blanqui à Bondy,
- Marnaudes-Fosse-aux Bergers à Bondy et Villemomble,
- les Sept Arpents-Stalingrad à Pantin et au Pré-Saint-Gervais.

Une troisième et dernière série de projets est prévue mi-2019 pour les quartiers suivants :
- Abreuvoir et centre ville à Bobigny,
- quartiers Nord à Bondy,
- la Noue-Malassis à Bagnolet et Montreuil,
- Quatre chemins à Pantin et Aubervilliers.

Sur le volet ingénierie, comme indiqué dans la partie 3, le dispositif proposé au présent point de mi-parcours pourra être amendé à chaque étape de conventionnement, afin d'intégrer les besoins d'ajustement liés au passage en phase opérationnelle, selon les montages opérationnels retenus.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

***planning prévisionnel***

| mise à jour : mars 2018 | Printemps 2018 | | | | | | Eté 2018 | | | fin 2018/début 2019 | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | jan | février | mars | avril | mai | juin | juille | août | septe | octob | novem | décen | janvie | février | mars | avril | mai |
| **volet territorial de la convention (Habitat et ingenierie)** | cotech 26 janvier | COPIL 16 février | ★ | RTP | | CE | | | ★ | RTP | | CE | | ★ | RTP | | CE |
| | avancement du protocole et préparation du point de mi-parcours | | | conventionnement mi parcours : volet habitat, ingenierie, actions territoriales | | | | | | avenant convention habitat et ingenierie phase opérationnelle | | | | | avenant convention habitat et ingenierie phase opérationnelle | | |
| **calendriers prévisionnels de conventionnement par quartier** | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Gagarine | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 Arpents | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bondy PRIN | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bondy Blanqui | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bondy Sablière | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Abreuvoir Bobigny | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Centre Ville Bobigny | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Londeau | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Béthisy | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| La Noue-Malassis | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Morillon | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 Chemins | | | | | | | | | | | | | | | | | |

★ *Passage dans les instances territoriales*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# ***PARTIE 2 : VOLETS QUARTIERS***

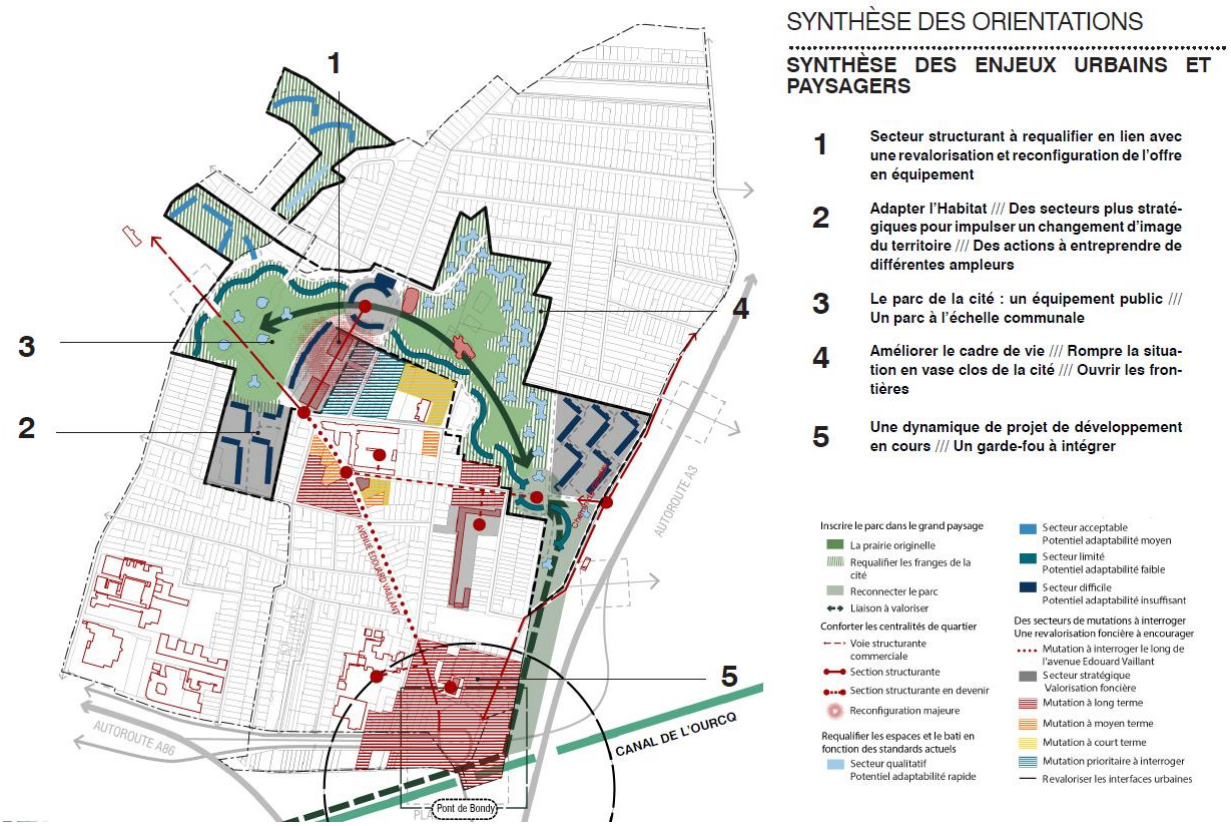
## 1. QUARTIER EDOUARD VAILLANT – ABREUVOIR A BOBIGNY

### 1.1. Présentation du contexte

Depuis l'examen du protocole, le contexte d'intervention sur le quartier va être affecté par le nouveau calendrier de mise en service de la ligne 15-est du Grand Paris Express. Initialement annoncée pour 2025, l'arrivée de la gare « Pont de Bondy » est retardée de cinq années. Cette nouvelle donnée calendaire a un impact assez fort sur le projet, étant donné les effets d'attractivité attendus par cette nouvelle gare. Aussi, les objectifs de diversification de l'habitat et de mixité sociale par l'apport d'une nouvelle population risquent d'être compliqués à atteindre dans le temps du projet, avec des programmes en accession plus difficilement commercialisables ou moins ambitieux dans leur standing, ceci au détriment de la valorisation du quartier.

### 1.2. Présentation du projet urbain envisagé

Le diagnostic réalisé au cours de l'année 2017 a confirmé les enjeux identifiés dans le protocole de préfiguration et les a mis en perspective avec les dynamiques en cours sur le territoire.



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Depuis, les prestataires ont élaboré les contours de la stratégie d'intervention sur le quartier, afin de déterminer les grands invariants du projet. Ces propositions d'intervention apportent une réponse aux objectifs fixés dans le protocole de préfiguration, à savoir :

- identifier les secteurs de démolition et de diversification de l'habitat pour une mutation par les franges, préservant la composition urbaine imaginée par Emile Aillaud,
- structurer la centralité du quartier autour d'une polarité commerciale à recomposer, sur l'axe « avenue Edouard Vaillant / rue de Vienne / place des Nations Unies » ;
- faire évoluer le maillage viaire du quartier avec une armature urbaine plus inclusive et la revalorisation du chemin de Groslay, structurant mais sous-dimensionné ;
- faire du parc un lieu ouvert sur le quartier et connecté au canal de l'Ourcq, avec une programmation sportive et de loisirs attractive pour un rayonnement au-delà de la cité.

Le printemps 2018 sera consacré à la co-construction de scénarios d'aménagement, l'objectif étant d'arrêter un scénario en juin, pour l'approfondir et le traduire en plan guide d'ici fin 2018.

L'étude urbaine, enrichie par des études spécifiques sur les commerces, les équipements publics, les mobilités, la programmation du parc, le patrimoine Emile Aillaud, sera complétée dans les mois à venir par les données issues des études sur la stratégie patrimoniale du bailleur et celles réalisées à une échelle supra-communale, à savoir une étude de stratégie urbaine sur le Pont de Bondy, une étude sur la stratégie territoriale en matière d'habitat et enfin une étude visant à mettre en place un dispositif d'accompagnement des propriétaires du parc privé, composé de pavillonnaire et de petits collectifs, afin de valoriser leur patrimoine.

### 1.3. Co-construction du projet

La définition du projet urbain est rythmée par différents temps d'information et de concertation. Le conseil citoyen, élargi aux acteurs associatifs du quartier, est rencontré en amont des instances de partage et de validation du projet pour recueillir son avis et amender au besoin les documents de travail avant qu'ils ne soient présentés aux partenaires institutionnels et financiers. Le conseil citoyen est par ailleurs membre de droit des comités techniques et de pilotage. A partir du printemps, plusieurs temps fort de co-construction vont être organisés autour des différents scénarios de transformation du quartier. En plus de l'organisation de réunions publiques, d'ateliers et d'animation, la direction de projet va être accompagnée par une AMO concertation pour toucher un public plus large lors de cette phase cruciale, avec de nouveaux formats d'intervention. Ainsi, de nouveaux outils vont être créés, notamment une carte interactive.

### 1.4. Présentation financière et échéancier de réalisation

En 2018, la ville va lancer une étude de programmation pour la démolition-reconstruction de l'école maternelle Robespierre d'un montant de 70 0000 €. Cette école en préfabriquée, construite dans les années 1960, ne répond plus aux normes actuelles d'accueil. Aussi, l'objectif est de pouvoir livrer un nouvel équipement dès 2022, regroupant les deux maternelles du quartier, avec un périmètre élargi à la zone pavillonnaire répondant à des objectifs de mixité scolaire.

Concernant le projet urbain dans son ensemble, à ce stade des études, le phasage opérationnel prévu pour la mise en œuvre du projet, ainsi que les modalités opérationnelles envisagées, restent à définir. Ces éléments seront étudiés dans les mois à venir et arrêtés à la fin de l'année 2018, afin d'envisager un passage en comité national d'engagement au 2ème trimestre 2019.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 2. QUARTIER DU CENTRE-VILLE A BOBIGNY

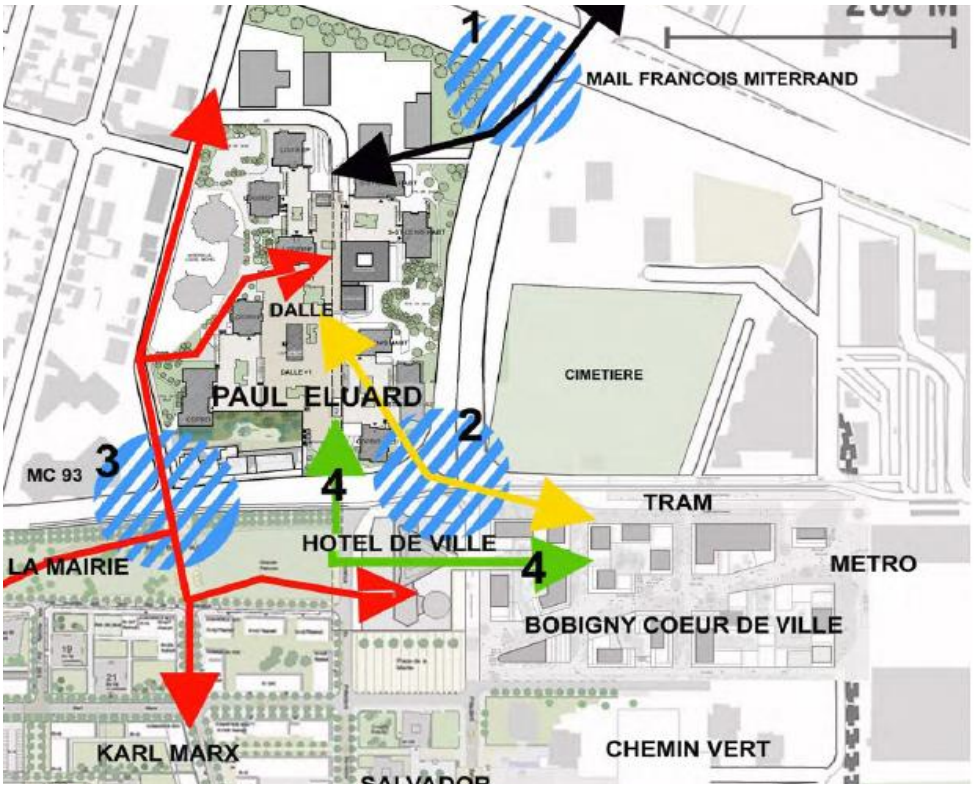
## 2.1. Présentation du contexte

Depuis l'examen du protocole, le contexte d'intervention sur le quartier s'est précisé avec notamment une programmation plus fine du futur projet « Bobigny Cœur de Ville » et un schéma d'aménagement du parc de la Bergère en lien avec les nouvelles connexions à venir sur le futur pôle Pablo Picasso, qui accueillera à terme une gare de la ligne 15-est du Grand Paris Express.

Ainsi, à l'horizon 2025, le projet Cœur de Ville accueillera près de 1 200 logements, dont 78 % en accession, 10 000 m² de bureaux et 13 000 m² de commerces, donnant au centre-ville de Bobigny, ville Préfecture, un rayonnement régional au bénéfice du territoire dans son ensemble et de tous ses habitants.
Ce projet de grande ampleur se devra d'être un point d'appui au PRU du Centre-Ville pour créer un effet d'entraînement. Il s'agira de définir un programme urbain qui vient en complémentarité et non en concurrence du projet Cœur de Ville. Le PRU aura pour vocation de créer de nouvelles aménités, des liaisons entre les quartiers et une offre commerciale et de bureaux adaptée.

## 2.2. Présentation du projet urbain envisagé

Le diagnostic réalisé au cours de l'année 2017 a confirmé les enjeux identifiés dans le protocole de préfiguration et les a mis en perspective avec les dynamiques en cours sur le territoire.




Aussi, pour la deuxième phase des études qui consistent à l'écriture des scénarios, sera recherchée l'atteinte des objectifs fixés dans le protocole de préfiguration, et confirmés par les diagnostics, à savoir :

- reconnecter les quartiers entre eux en prenant en considération les mutations urbaines

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

directement en lien avec les quartiers (le projet Karl Marx le futur projet Cœur de Ville, le réaménagement du pôle gare, le parc de la Bergère). Cette reconnexion passera par une reconfiguration des axes structurants (mail François Mitterrand, avenue Salvador Allende) à proximité pour créer plus de lisibilité et de mobilité,

- garantir l'intégration des nouvelles populations avec la population actuelle en veillant à une valorisation des parcs privé et social déjà présents sur les quartiers et en passant par une mixité sociale qui s'appuiera sur les équipements existants, notamment scolaires ;
- reconfigurer les quartiers sur dalle pour gommer les effets de rupture, apporter un meilleur confort dans les parcours, améliorer le cadre de vie et la tranquillité publique, en interrogeant la place des commerces et les aménagements d'espaces publics/privés pour une gestion plus optimale.

Il s'agira de repenser le centre-ville sous ses formes urbaine et sociale. Le printemps 2018 sera consacré à la co-construction de scénarios d'aménagement allant jusqu'à la démolition partielle ou totale de la dalle Paul Eluard, l'objectif étant d'arrêter un scénario en juin, pour l'approfondir et le traduire en plan guide jusqu'à la fin de l'année 2018.

Les études urbaines, complétées par des études spécifiques juridiques et foncières, de tranquillité publique, seront enrichies dans les mois à venir par les données issues d'études sur la circulation en centre-ville réalisée d'une part par la ville et d'autre part par le Département, d'études sur le potentiel de développement économique dans le quartier et sur la programmation de l'habitat initiées par Est Ensemble, en prenant en compte les éventuelles concurrences avec le projet Cœur de Ville.

## 2.3. Co-construction du projet

La définition du projet urbain est rythmée par différents temps d'information et de concertation. Le conseil citoyen, élargi aux acteurs associatifs du quartier, est rencontré en amont des instances de partage et de validation du projet pour recueillir son avis et amender au besoin les documents de travail avant qu'ils ne soient présentés aux partenaires institutionnels et financiers. Le conseil citoyen est par ailleurs membre de droit des comités techniques et de pilotage. A partir du printemps, plusieurs temps forts de co-construction vont être organisés autour des différents scénarios de transformation du quartier. En plus de l'organisation de réunions publiques, d'ateliers et d'animation, la direction de projet va être accompagnée par une AMO concertation pour toucher un public plus large lors de cette phase cruciale, avec de nouveaux formats d'intervention. Ainsi, de nouveaux outils vont être créés, notamment une carte interactive.

## 2.4. Présentation financière et échéancier de réalisation

A ce stade des études, le phasage opérationnel prévu pour la mise en œuvre du projet, ainsi que les modalités opérationnelles envisagées, restent à définir. Ces éléments seront étudiés dans les mois à venir et arrêtés à la fin de l'année 2018, afin d'envisager un passage en comité national d'engagement au 2ème trimestre 2019.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 2.5. Demandes de démarrage anticipé et pré-conventionnements

### 2.5.1. Réhabilitation thermique du patrimoine de l'OPH de Bobigny sur Salvador Allende et Chemin Vert

Dans un souci d'équilibre patrimonial, l'OPH de Bobigny lance dès l'année 2018 des travaux d'isolation thermique par l'extérieur, de remise aux normes des ascenseurs et de réfection des colonnes et des radiateurs, en lien avec la mise en place d'un mode de chauffage par géothermie, sur les cités Salvador Allende et Chemin Vert, comprenant 5 tours, représentant 595 logements.

Ce patrimoine a été mis à l'habitation en 1972. Il est situé en centre-ville, à proximité directe du PRU Karl Marx et du projet Cœur de Ville, secteur en plein développement urbain, suite à la démolition de la dalle Karl Marx, à la construction de plus de 1000 logements en diversification et de 1 200 autres à venir sur Cœur de Ville.

Pour l'OPH de Bobigny, il s'agit d'intervenir au plus tôt sur ces cités qui n'ont que trop attendu une réhabilitation et qui aujourd'hui souffrent de nombreux dysfonctionnements techniques, alors même que la cité Karl Marx a bénéficié de travaux d'envergure.

Ainsi, l'OPH de Bobigny demande une autorisation de démarrage anticipée sur un montant global prévisionnel de 8,3 millions d'euros.

### 2.5.2. Traitement de l'habitat privé indigne sur le 22 Union

Dans le même temps, sur le périmètre d'étude, au 22 rue de l'Union, une copropriété de 67 lots, composés essentiellement de T2 et de propriétaires bailleurs, cumule les arrêtés d'insalubrité. Après 5 ans d'Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat (OPAH), Est Ensemble a inscrit cette copropriété dans un traité de concession d'aménagement avec la Soreqa pour un traitement dès 2018.

L'intervention publique est aujourd'hui le seul recours de traitement de cette copropriété, située dans un environnement en pleine mutation. Les dynamiques en cours se doivent de bénéficier à la valorisation de ce parc privé dégradé.

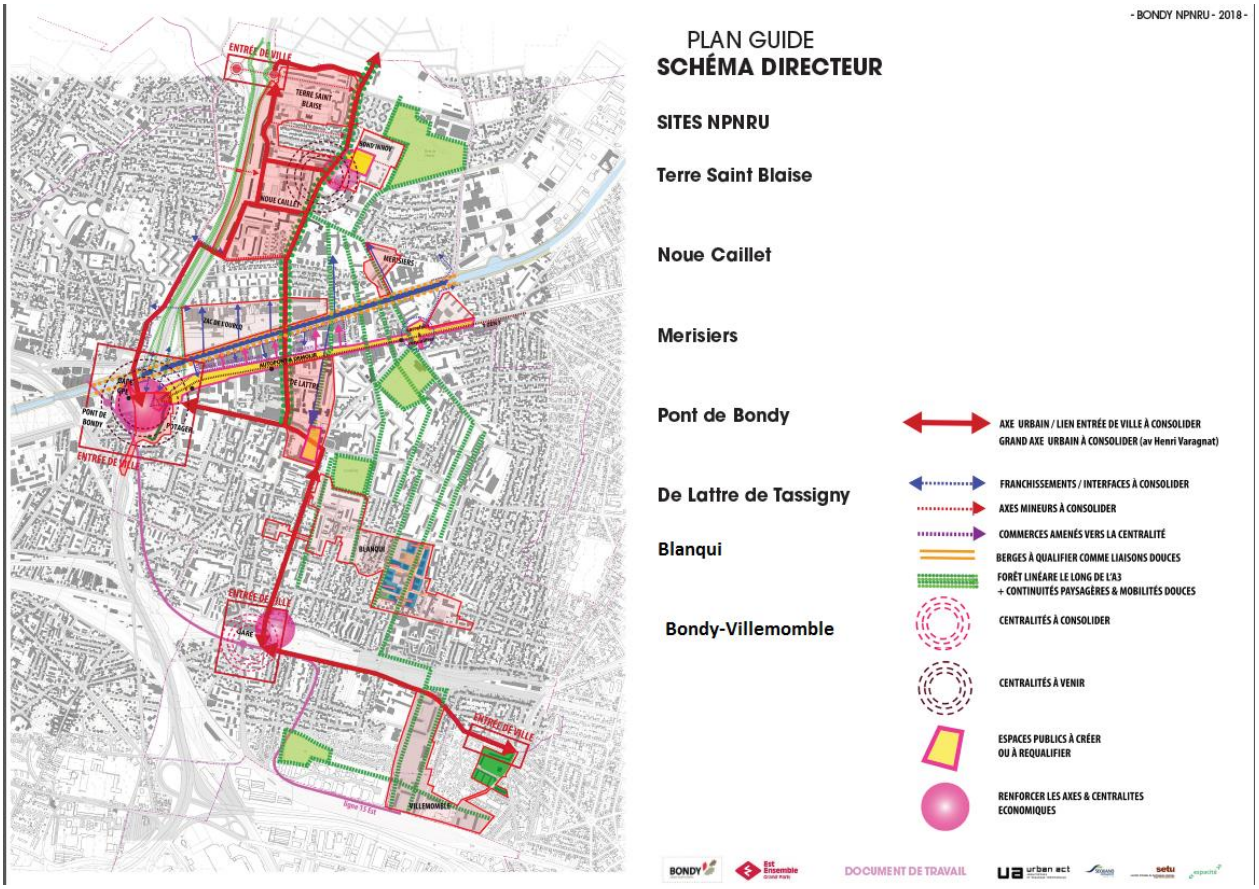
Pour cette opération Est Ensemble demande un préconventionnement. Le montant de l'opération est estimé à 6 962 562 euros, pour laquelle une subvention de l'ANRU est sollicitée à hauteur de 3 793 974 euros.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 3. QUARTIERS LA NOUE CAILLET-TERRE ST BLAISE- DE LATTRE DE TASSIGNY-LES MERISIERS- BLANQUI- MARNAUDES-FOSSES-AUX BERGERS A BONDY

## 3.1. Présentation du projet urbain envisagé à l'échelle bondynoise

L'étude de stratégie urbaine du NPNRU a été confiée en nov. 2017 au Groupement Urban Act-SEQUANO-Espacité. La démarche d'étude a été présentée en Comité de Pilotage du 28 nov. 2017. La phase de diagnostic est en cours ainsi que celle d'élaboration des scénarios de requalification, et fait émerger des premiers éléments de stratégie et schéma directeur dont il est fait état ci-dessous.




Le projet urbain de restructuration en profondeur des quartiers inscrits en NPNRU & en PRIR, afin d'en faire de véritables quartiers à vocation résidentielle, éducative, sportive, & économique de proximité, s'inscrit dans une vision urbaine plus large, où le renouvellement urbain constitue la stratégie de fond de transformation de la ville, depuis la première convention ANRU.

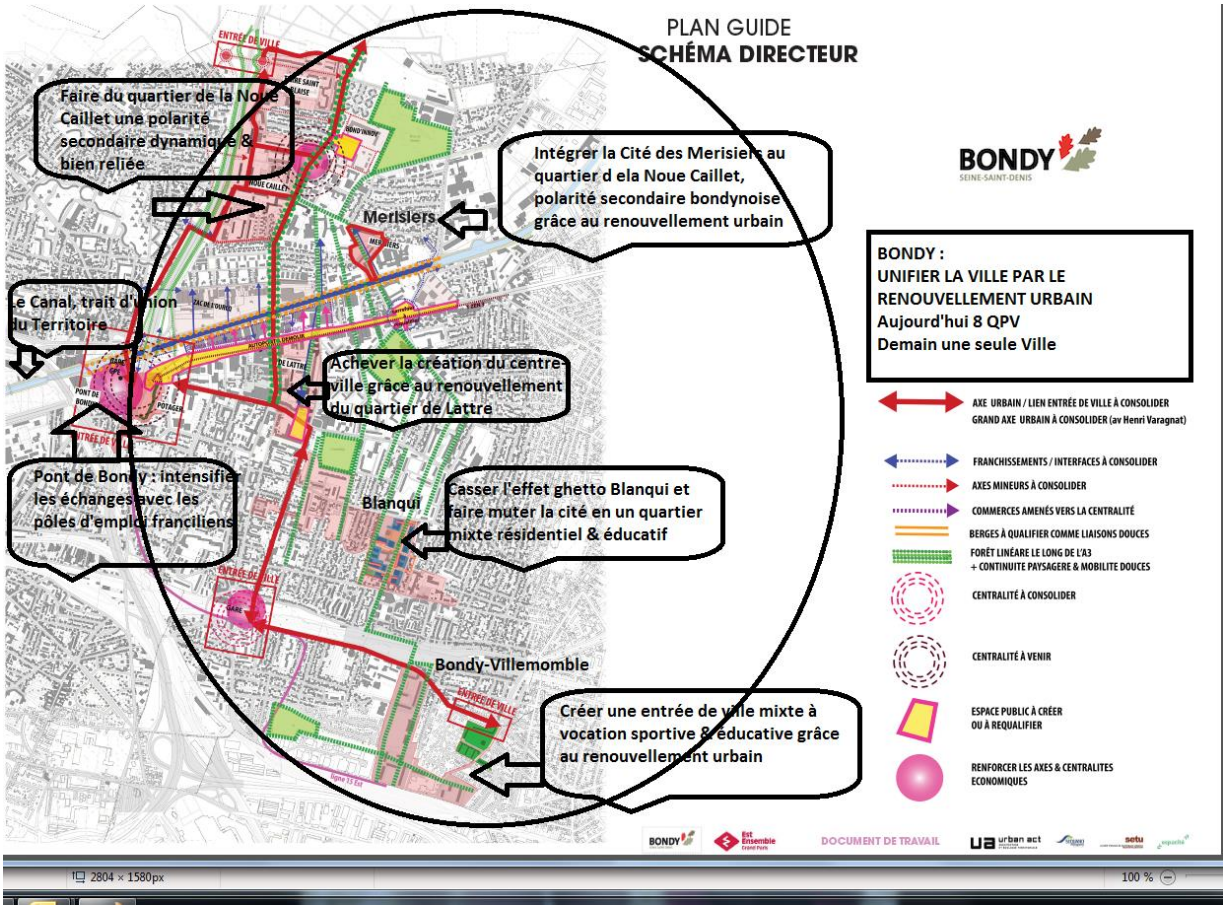
Compte-tenu de l'ampleur des cités HLM initiales et de leur impact urbain, cette stratégie est déclinée en deux grandes périodes :

- 1ère convention ANRU : sortie des logiques grand-ensemble & engagement de la création du centre-ville avec le projet d'éco-quartier de Lattre de Tassigny, d'une nouvelle polarité au carrefour des quartiers Noue Caillet, Merisiers & Terre Saint Blaise et autour du Pôle Gare de RER E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- 2nde. Convention ANRU : amplification et/ou achèvement des premières opérations urbaines & inclusion des quartiers restés en marge : Blanqui & Bondy-Villemomble, dans la dynamique d'ensemble.

En appui & confortement de cette stratégie, le développement de la ZAC des Rives de l'Ourcq et le projet de restructuration d'ensemble du secteur Pont de Bondy (arrivée 2030 ligne 15 Est), avec comme axe majeur la reconquête du canal de l'Ourcq, trait d'union de Bondy avec le reste du Territoire d'Est Ensemble & de la Métropole du Grand Paris




Cette stratégie est résumée dans la carte d'ensemble ci-dessus, précisant l'objectif d'intervention par quartier concerné.

Les critères de réalisation seront ceux permettant d'obtenir le label national éco-quartier pour lequel le quartier de Lattre de Tassigny est déjà reconnu officiellement comme engagé dans la labellisation nationale éco-quartier.

La mixité fonctionnelle est la règle de fond servant de référence à la conception des projets urbains, s'appuyant sur une consultation large des habitants, et un suivi régulier avec les instances locales de concertation.

Le lancement en mai 2018 de l'espace-projet en ligne permettra de renforcer l'accès à l'information pour tous les bondynois-es et tous les partenaires du projet.

La mixité sociale est travaillée de façon à renforcer la diversité sociale, 100% des démolitions en NPNRU devant faire l'objet de 100% de reconstitution d'offre hors site & hors QPV%, pour les deux quartiers en PRIR, ce taux étant fixé à 75%.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 3.2. Pour les quartiers situés en NPNRU : Noue-Caillet-Terre Saint Blaise – Merisiers – Pont de Bondy-Potager :

### 3.2.1. L'évolution du contexte

Deux évènements sont venus compléter la dynamique engagée, depuis avril 2016 :

- **L'inscription du site de La Noue Caillet dans la dynamique de l'appel à projet Inventons la métropole du Grand Paris**

La candidature du site Noue Caillet-Cœur de quartier à l'Appel à Projets Inventons la Métropole du Grand Paris. Le lauréat a été désigné en oct. 2017 et réunit deux MOE : Michel Cantal-Dupart & l'Agence ADVENTO, avec un même promoteur-investisseur : le Groupe Pichet.

A l'horizon 2023, ces partenaires doivent avoir livré, en cœur de quartier :

- 250 logements en accession libre à la propriété, dont un immeuble-pilote construit en bois et pierre dans un contexte d'économie circulaire & de construction conforme au label E+C.
- 600 m2 de surfaces commerciales
- Une programmation de logements-ateliers d'artistes & de locaux d'activités en pied d'immeuble
- 200 m2 portés par la Fondation Pichet pour contribuer à la création d'un Centre de Développement pour les Femmes
- Création d'un square ouvert en journée, en cœur d'îlot.

- **Le retard de la livraison de la ligne 15 Est**

L'engagement des études de Pôle, le concours international d'architecture, la réalisation de l''avant projet de Gare de métro ligne 15 Est au Pont de Bondy complété par les premières analyses de site pour la création de l'îlot complexe qui qualifiera l'entrée de ville de Bondy (secteur Potager-Pont de Bondy et accès vers le nord Noue Caillet). Initialement prévu pour être livrée en 2025, cette ligne devrait l'être désormais en 2030, ce qui pourrait constituer potentiellement une difficulté pour la valorisation de l'ensemble des opérations inscrites en NPNRU pour Bondy.

### 3.2.2. L'avancement du protocole

Le protocole de préfiguration fait l'objet d'un engagement d'exécution.

L'étude urbaine NPNRU confiée en nov. 2017 au Groupement Urban Act-SEQUANO-Espacité est en cours. Cette étude permettra d'arrêter un scénario d'achèvement du PRU1, dans le périmètre Noue-Caillet-Terre Saint Blaise – Merisiers – Pont de Bondy-Potager.

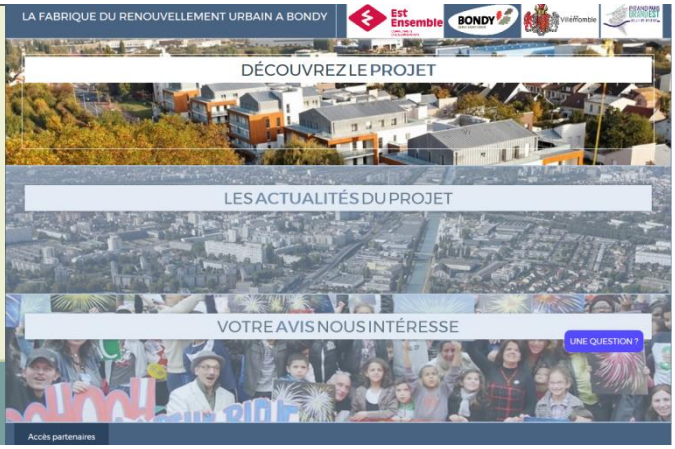
En parallèle, depuis mi-février 2018, une vaste enquête auprès des habitants est lancée pour connaître leurs attentes, leur compréhension des enjeux, et imaginer le futur projet urbain en réponse aux attentes formulées par les 350 ménages en cours d'enquête. Cette enquête sera achevée mi-mars 2018. Elle est également accessible en ligne.

Au 2ème trimestre 2018, à partir du scénario arrêté, il sera procédé à leur chiffrage, à l'établissement d'un phasage opérationnel adéquat ainsi qu'à la poursuite du repérage foncier nécessaire à la reconstitution d'offre hors site. La concertation sera organisée sur une base fiable et permettra de montrer aux habitants la prise en compte de leurs attentes via

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

l'exploitation des conclusions de l'enquête. Cette enquête permet également de réaliser les heures d'insertion attachées au marché de MOE, avec le recrutement de cinq enquêtrices en interim d'insertion, dont l'une d'entre elles est également membre du Conseil de Quartier.




La conception de l'espace-projet en ligne se poursuit avec Artelia, AMO du PRU. Il permettra au grand public d'accéder en continu au site « La Fabrique du Renouvellement Urbain à Bondy » et d'avoir ainsi en direct des informations liées à la transformation du cadre de vie, à la vie des quartiers concernés & aux actions financées au titre de la politique de la ville dans leur quartier. Ce site devrait être lancé en mai 2018 et concernera tous les quartiers en NPNRU & PRIR.

**Les objectifs calendaires sont les suivants :**

- Projet urbain NPNRU, test de la maquette financière & du phasage de réalisation par les MOA entre juin et sept. 2018.
- Concertation prévue à la rentrée 2018
- Présentation devant les Instances de validation oct. 2018
- Dépôt du dossier complété fin 2018
- RTP 1er trim. 2019
- Calendrier prévisionnel de conventionnement 2ème trim. 2019

### 3.3. Pour le PRIR Blanqui :

Le protocole de préfiguration fait également l'objet d'un engagement d'exécution complété d'une demande de pré-conventionnement pour la démolition de la barre Martin Luther King.

L'objectif de cette demande vise à mobiliser l'offre de logement locatif social à livrer hors QPV en 2018/2019 par Bondy Habitat, pour le relogement des familles du quartier Blanqui, en souffrance et en demande forte de pouvoir bénéficier d'une mutation.

L'étude urbaine initialement réalisée en 2013 fait l'objet d'un complément d'étude, et a été présentée au Comité de Pilotage du 28/11/2017 par l'équipe de MOE désignée par Bondy Habitat : Guérin-Pedroza.

Cette étude vise à créer les conditions d'une mutation urbaine aux fins de créer un éco-quartier de centre-ville à vocation résidentielle & éducative. 413 démolitions sont programmées pour pouvoir diversifier l'offre locale à hauteur de 75%. 499 logements pourront être reconstruits sur site après démolitions.

L'urgence à agir, liée à la fois au très haut niveau de délinquance et de trafics, de dégradation

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

du bâti et des réseaux d'alimentation des bâtiments est explicitée dans le dossier de demande de pré-conventionnement annexé à la présente convention de mi-parcours.

Pour le secteur Blanqui-Ouest, également inscrit en protocole de préfiguration, une étude urbaine complémentaire a bien été confiée au Cabinet Guérin-Pedroza. Cette étude pourrait déboucher sur un projet de mutation complémentaire pouvant potentiellement impliquer 210 démolitions en sus. Cependant, à ce stade, la démarche technique partenariale n'a pas encore été engagée et le phasage doit être défini au regard de la soutenabilité financière de l'ensemble de ce projet, et des échéances prioritaires souhaitées par les Elus.

**Les objectifs calendaires sont les suivants :**

- Projet urbain PRIR, test de la maquette financière & du phasage de réalisation par les MOA entre juin et sept. 2018.
- Concertation prévue au printemps 2018
- Présentation devant les Instances de validation juil. 2018
- Dépôt du dossier complété sept. 2018
- RTP oct. 2018
- Calendrier prévisionnel de conventionnement 1er trim. 2019

A partir du printemps 2018, une démarche liée au travail de mémoire et au lien social devrait être réalisée avec les habitants du quartier et une compagnie théâtrale en résidence à Bondy. La Maison de Quartier Brassens ainsi que le Centre Mandela seront partenaires de cette démarche, au côté du bailleur & de la Ville.

Depuis l'automne 2017, la Ville, le bailleur & le Territoire ont adressé par courrier à l'ANRU une demande de soutien à ce quartier à hauteur des moyens qui seront mobilisés pour les quartiers en PRIN, Bondy Habitat défendant un projet ambitieux et administrant un ensemble de trois cités HLM accueillant une population aux revenus particulièrement bas, qui en fait le deuxième quartier le plus pauvre des quartiers en QPV du Territoire.

### 3.4. Dossiers de demande de pré-conventionnement

Deux Opérations sont concernées par une demande de pré-conventionnement en démolition :

- NPNRU : Démolition barre Merisiers Immobilière3F – 132 logements
- PRIR Blanqui : Démolition barre Martin Luther King Bondy Habitat – 216 logements

Ces demandes répondent à l'urgence de traitement de ces barres, à une forte attente et demande des habitants dans deux quartiers où, pour l'un, Blanqui, il n'y a pas eu d'intervention de l'ANRU jusqu'à ce jour et pour l'autre, Merisiers, la Cité avait seulement l'objet d'une résidentialisation dans les bâtiments en R+4.

Les dossiers de demande de pré-conventionnement sont joints en annexe à la présente convention de mi-parcours.

**Objectifs calendaires :**

- Remise dossier fév. 2018 pour instruction : transmis semaine 8 pour le démarrage de l'instruction)
- Instances de validation mars 2018
- Examen point mi-parcours avril 2018
- Validation stratégie Habitat EPT par la DRIHL

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Charte territoriale de relogement EPT-DRIHL à valider
- Calendrier défini le 2018_01_18 avec la DRIHL & les bailleurs

| | Quartier | Opération | Maître d'ouvrage | Nb logts | Chiffrage HT | ANRU | calendrier démarrage |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Demande de pré-conventionnement démolitions de logements sociaux | | | | | | | |
| PRIN | La Noue Caillet-Terre St Blaise-Les Merisiers | Démolition barre des Merisiers | I3F | 132 | 6,047M€HT | 3,5M€ | sept-19 |
| PRIR | Blanqui | Démolition Martin Luther King | OPH Bondy | 216 | 10,2 M€ HT | 5,1 M€ | juin-20 |
| | | | | | | | |

### 3.5. Pour le PRIR Bondy-Villemomble :

Le protocole de préfiguration fait l'objet d'un engagement d'exécution.

L'étude urbaine a été confiée au printemps 2017 à l'équipe de MOE Concord-TETRA-Les Rondeaux-Servicad et a été présentée au Comité de Pilotage du 18/09/2017 par l'équipe de MOE.

Cette étude vise à créer les conditions d'une mutation urbaine aux fins de créer un éco-quartier à vocation résidentielle & sportive, à proximité de la gare de RER E de Bondy, du Tram T4 & de la future station de métro Gare de Bondy (ligne 15Est)

Le projet urbain a fait l'objet d'un premier chiffrage, en cours d'affinement, dont l'enveloppe globale hors taxe devrait avoisiner les 155M€, tous MOA confondus.

Il intègre les premières conclusions des études & enquêtes menées en parallèle, en 2017 :

- Enquête réalisée auprès de 200 habitants du PRIR
- Etude diagnostic patrimonial réalisée par HTC pour le compte d'ICF-Habitat
- Etude Développement. économique réalisée par Créaspace.

Côté Bondy, 346 démolitions sont programmées pour pouvoir diversifier l'offre locale à hauteur de 75%. Près de 31 850 m2 de SdP pourront être reconstruits sur site après démolitions, permettant de créer une grande avenue d'accès au Stade Mimoun, des îlots verts et de renforcer l''offre en équipements publics avec la création d'une maison médicale de garde aux côtés de la Maison de quartier & de la crèche d'insertion.

L'objectif de la mutation est de réintégrer les deux collèges jouxtant le quartier (Pierre Curie à Bondy & Jean de Beaumont à Villemomble) dans un véritable ensemble urbain mixte.

Depuis l'été 2017, une démarche liée au travail de mémoire et au lien social a été engagée avec les habitants du quartier et le portraitiste Didier Boulais. Une publication ainsi qu'une exposition est programmée du 20 juin au 1er juillet à Villemomble puis à partir du 02 juillet 2018 à Bondy, pour présenter les 180 visages & portraits de famille dessinés. La Maison de Quartier Sohane & le Centre social Mimoun sont partenaires de cette démarche, au côté des bailleurs & des deux Villes.

Depuis l'automne 2017, la Ville, le bailleur & le Territoire ont adressé à l'ANRU une demande de soutien à ce quartier à hauteur des moyens qui seront mobilisés pour les quartiers en PRIN, les porteurs de projet défendant un projet ambitieux dans un secteur n'ayant bénéficié d'aucun soutien de l'ANRU jusqu'à présent.

**Les objectifs calendaires sont les suivants :**

- Projet urbain PRIR, test de la maquette financière & du phasage de réalisation par les

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

MOA entre mars & mai 2018.
- Concertation prévue au printemps 2018
- Achèvement du dossier en juin
- Présentation devant les Instances de validation juil. 2018
- Dépôt du dossier complété sept. 2018
- RTP oct. 2018
- Calendrier prévisionnel de conventionnement 1er trim. 2019

### 3.6. Pour l'ensemble des quartiers en renouvellement urbain bondynois, les objectifs de construction-démolition définis au travers du projet urbain d'ensemble sont les suivants :

**OBJECTIFS DEMOLITION & RECONSTITUTION D'OFFRE NPNRU & PRIR(S) : 1079 LLS**

- **PRIR BLANQUI** : 407 démolitions avec demande démarrage anticipé pour 213 logements en démolition barre Martin Luther King – Bondy Habitat
- Dont reconstitution d'offre LLS sur site = 25% en demande de dérogation soit 102 LLS
- Dont reconstitution d'offre LLS sur ZAC Rives de l'Ourcq Bondy : 40
- Dont Hors Site Hors ZAC à identifier : 265 LLS
- Dont diversification d'offre sur site : objectif 75% des reconstructions

  Base : étude urbaine Blanqui présentée en Comité de Pilotage du 28/11/2017

- **PRIR INTER-QUARTIER BONDY-VILLEMOMBLE (part Bondy)** : 337 démolitions ICF-La Sablière
- Dont reconstitution d'offre LLS sur site Part Bondy = 25% en demande de dérogation soit 85 LLS
- Dont reconstitution d'offre LLS sur ZAC Rives de l'Ourcq Bondy : 40
- Dont Hors Site HORS ZAC à identifier : 212 LLS
- Dont diversification d'offre sur site : objectif 75% des reconstructions

  Base : étude urbaine en cours PRIR Bondy-Villemomble

- **NPNRU MERISIERS** : 132 démolitions avec demande de démarrage anticipé pour 132 logements en démolition barre Merisiers (Ave. Marx Dormoy) – Immobilière 3F
- Dont reconstitution d'offre LLS sur site = 0
- Dont reconstitution d'offre LLS sur ZAC Rives de l'Ourcq Bondy : 31
- Dont Hors Site HORS ZAC à identifier : 101 LLS
- Dont diversification d'offre sur site : objectif 100% des reconstructions

  Base : étude urbaine en cours NPNRU

- **NPNRU NOUE CAILLET** : 167 démolitions Seine Saint Denis Habitat
- Dont reconstitution d'offre LLS sur site = 0
- Dont reconstitution d'offre LLS sur ZAC Rives de l'Ourcq Bondy : 40
- Dont Hors Site Hors ZAC à identifier : 127 LLS

  Base : étude urbaine en cours NPNRU

- **NPNRU de LATTRE de TASSIGNY** : 36 démolitions en entrée de quartier, ave. Galliéni
- Dont reconstitution d'offre LLS sur site = 0

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Dont Hors site Hors ZAC à identifier : 36 LLS
  Base : étude urbaine en cours NPNRU

**RESUME OBJECTIFS NPNRU & PRIR(S) Bondy**

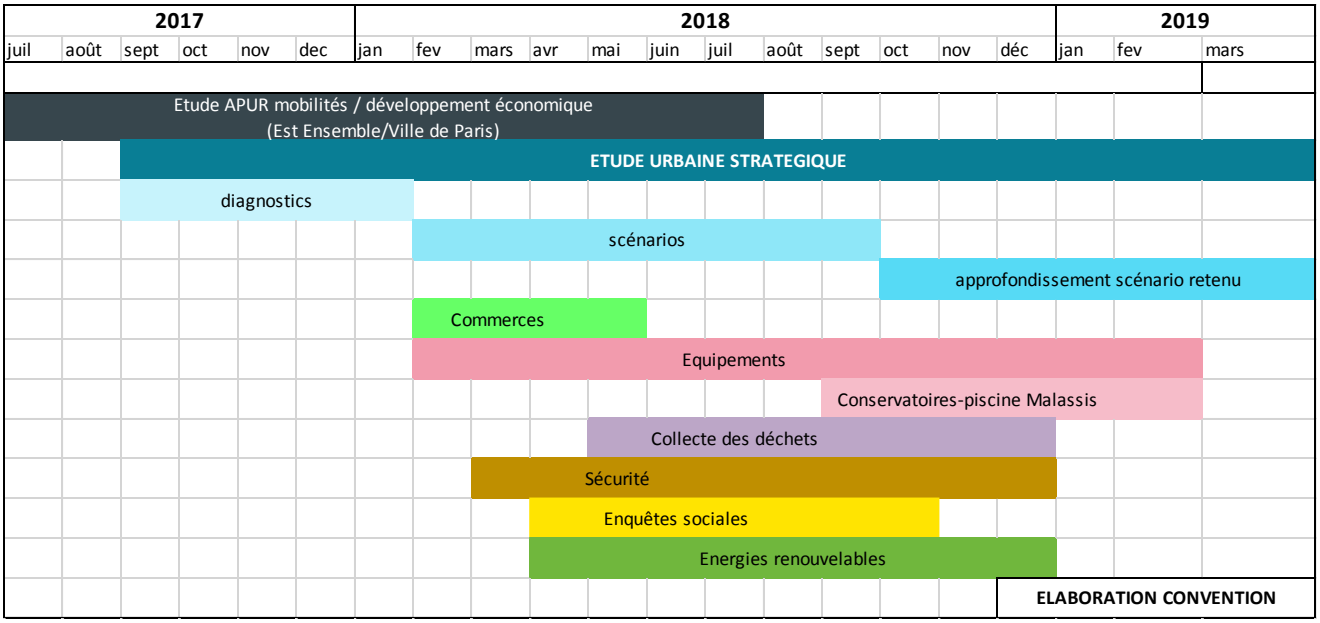
- Reconstitution d'offre dans le diffus/hors site/hors QPV/hors ZAC : 741 LLS
- Demandes de dérogation en reconstitution d'offre sur sites en PRIR (25%) : 187 LLS
- Reconstitution d'offre ZAC Rives de l'Ourcq Bondy hors QPV : 151 LLS
  - Démolitions NPNRU & PRIR(S) : 1079

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 4. MONTREUIL/BAGNOLET : LA NOUE-MALASSIS-LE PLATEAU

## 4.1. Calendrier prévisionnel des études du protocole de préfiguration

La phase de diagnostic de l'étude urbaine stratégique va s'achever début mars. Une réunion technique de lancement a eu lieu le 19 septembre 2017, suivi de deux comités techniques (30 novembre 2017 et 12 février 2018). Le comité de pilotage de validation du diagnostic et des enjeux aura lieu le 6 mars 2018. Débutera alors la phase d'élaboration des scénarios d'aménagement (cf calendrier).




Ce calendrier devra être articulé avec l'avancement des opérations du PRU1 de Bagnolet, dont certaines opérations, au vu de leur temporalité, pourraient faire l'objet de demandes de bascule sur le nouveau programme.

L'objectif est de présenter le dossier de conventionnement au deuxième trimestre 2019.

## 4.2. Avancement du projet urbain

- **Un enjeu de valorisation des atouts paysagers en lien avec le parc des Hauteurs**

Le quartier a des atouts paysagers importants qu'il s'agira de mettre en valeur en s'inscrivant dans l'échelle plus large du Parc des Hauteurs (renforcement des liaisons nord-sud du Plateau). Les entrées de ville devront être valorisées et les qualités paysagères intrinsèques au quartier (les belvédères, les réseaux de square, les cœurs d'îlots) mis en valeur. Cela passera notamment par le renforcement de l'armature d'espaces publics initiée par l'ANRU 1 (promenade piétonne de la Noue, réseau de squares des Malassis), par la création de liens entre les espaces verts pour favoriser la biodiversité et effacer les ruptures. L'éclairage devra aussi être amélioré, notamment au niveau des dalles, à proximité de l'A3 et en lisière de la rue Sadi Carnot.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **L’amélioration des mobilités**

Pour améliorer les mobilités, il s'agira de faciliter les liaisons vers les centres-villes et les métros, d'améliorer les circulations internes dans ces quartiers résidentiels (cheminements piétons, vélos) et d'améliorer l’offre en stationnement (en lien avec la réflexion sur les activités, les commerces et la dissolution de l’AFUL – restructuration lourde de certains parkings en ouvrage de l'AFUL).

- **La stratégie Habitat**

En termes d'habitat, les interventions sur le Clos Français, la dalle Thorez, Anatole France, la dalle de la Noue, Sadi Carnot et les immeubles de l’OPHB à la Noue (Jean Lolive) sont jugées prioritaires.

Plus précisément, **au Clos Français** (patrimoine OPHM), il est prévu une intervention lourde sur le bâti (parties communes, accessibilité, performance énergétique, insalubrité des caves), une ouverture de l’îlot en créant des liens nord-sud et en aménageant le cœur d’îlot (jeux, jardins, aménagements sportifs…).

Sur la dalle de **la Noue** à Bagnolet, l'intervention publique d'accompagnement des copropriétés vise leur redressement complet (gestion, fonctionnement, état technique) par la mise en place de nouveaux Plans de Sauvergarde dès 2018 (voir fiche annexée).

Sur l’avenue Jean Lolive, le patrimoine de l'OPHB nécessite une intervention pour améliorer la performance énergétique et l'accessibilité.

Plus largement, à la Noue, l'intégration urbaine des dalles sera travaillée, notamment dans leur rapport à la rue (La Noue, Charles Delescluze, Épine prolongée, prolongement de la promenade piétonne).

**Aux Malassis**, le devenir de la dalle Thorez (démolition partielle ou totale) aura des conséquences sur l’accessibilité des logements, dont la performance énergétique devra par ailleurs être améliorée.

**La Cité Anatole France**, sur le Plateau, est prioritaire du fait de la grande vétusté de ce patrimoine (appartenant à la Ville et géré par l'OPHB). Une intervention lourde sur le bâti est envisagée (problématique de logements de petites tailles, accessibilité, performance énergétique, parties communes, pieds d’immeubles, gestion des eaux pluviales), ainsi qu’une résidentialisation de l’îlot et une articulation avec la parcelle mitoyenne appartenant à la ville (foncier disponible).

Enfin, les immeubles de Sadi-Carnot (OPHB) nécessitent une intervention sur le bâti (performance énergétique, accessibilité) et une réorganisation des stationnements (parkings en ouvrage et aériens).

- **Des potentiels de développement économique et commercial à exploiter**

Le quartier La Noue-Malassis a des atouts pour développer les activités économiques. Cela nécessitera de s’appuyer sur les activités présentes (notamment copropriété d’activité La Noue Bagnolet) dynamiques en cours sur le territoire, de tisser des liens forts avec les Portes de Paris et de redynamiser la zone d’activité de la Noue pour apporter de l’activité économique et de l’emploi et tirer le meilleur parti de cette zone bien localisée (près de l'A3 aux portes de Paris). L’étude menée par l’APUR sur les portes de Montreuil et Bagnolet, pilotée par Est Ensemble en partenariat avec la Ville de Paris, ainsi que l’étude de potentiel de développement économique, qui comprend un zoom sur la copropriété d’activité de La Noue à Bagnolet, viendront alimenter la réflexion.

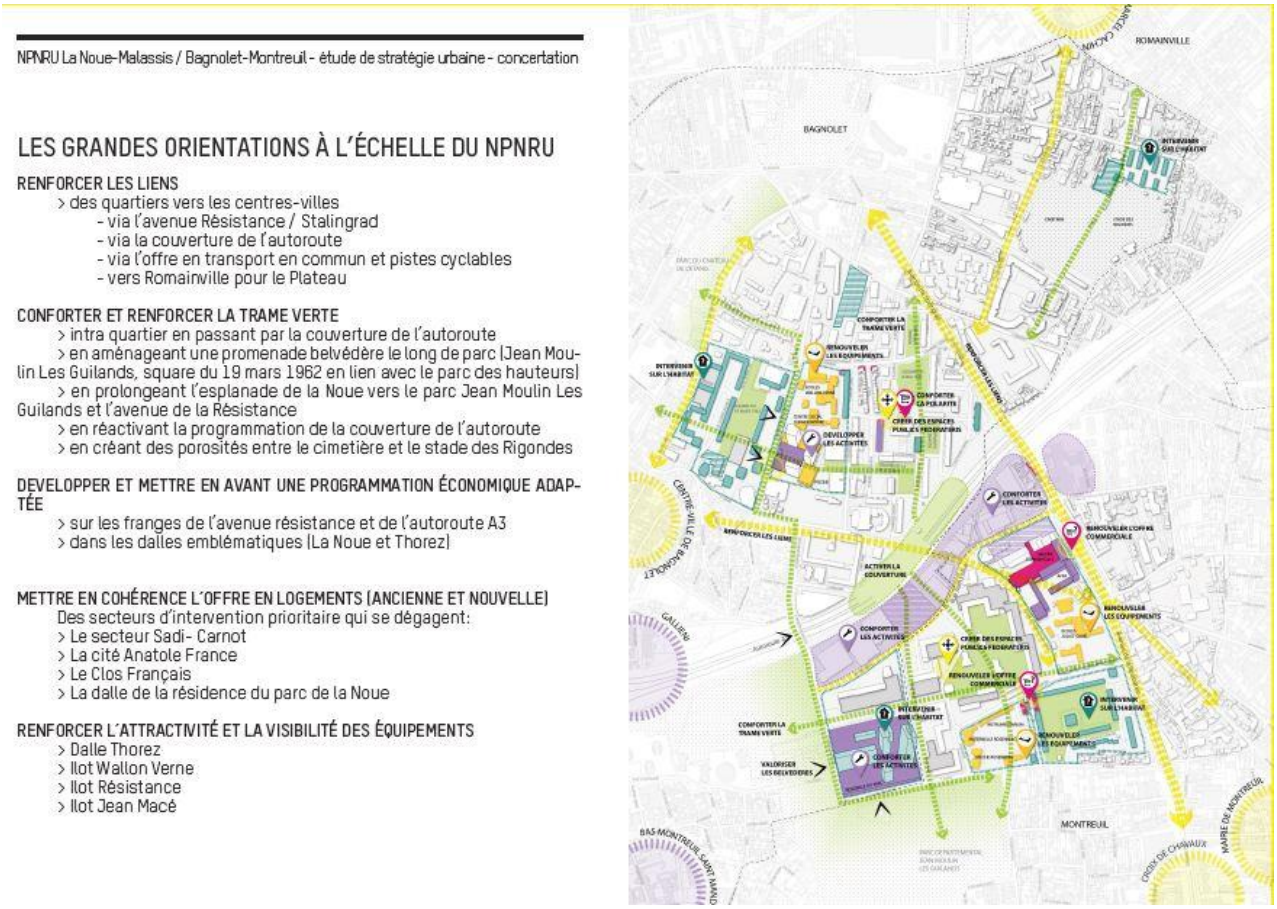
DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Sur le secteur du Clos Français, la polarité commerciale d'hyper proximité devra être confortée, avec la démolition envisagée de la galerie marchande de la Noue et la relocalisation des commerces le long de l'avenue de la Résistance-Stalingrad. Une étude est en cours avec l'EPARECA sur ce sujet.

- **Un enjeu d'amélioration de l'offre en équipements publics**

L'amélioration de l'offre en équipements est également un enjeu majeur pour le renforcement de l'attractivité de ces quartiers et l'amélioration du cadre de vie de ses habitants. Il s'agira de tirer profit de la localisation stratégique des équipements scolaires en entrée de quartier à la Noue pour renforcer leur attractivité. La reconstruction-démolition du groupe scolaire Wallon-Verne aux Malassis permettrait d'optimiser les fonctionnalités de cet équipement tout en rationalisant l'utilisation du foncier. Sur la dalle Thorez, la réflexion sur devenir des équipements se fera en lien avec les réflexions urbaines sur le devenir de la dalle. La reconstruction-démolition de la piscine est inscrite au schéma directeur des équipements d'Est Ensemble et une réflexion est en cours sur une réhabilitation extension ou une reconstruction des conservatoires de musique et de danse.

A Montreuil, la création d'un centre social est une demande prioritaire des habitants du quartier soutenue par la Ville.



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E



PRIORITÉS D'INTERVENTION SUR L'HABITAT À L'ÉCHELLE DU NPNRU

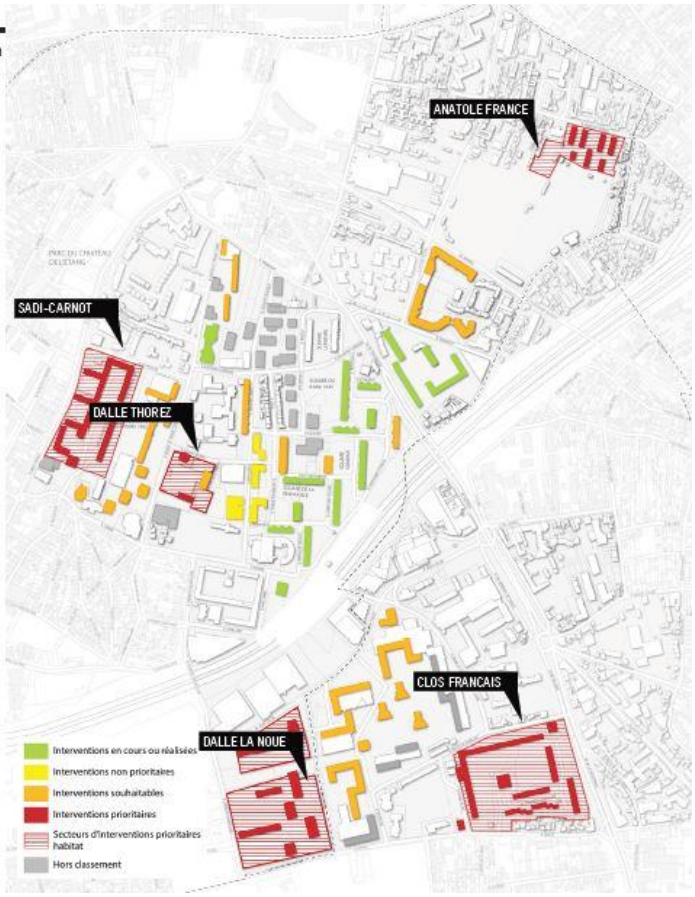
Une analyse multicritère sur l'habitat en cours de réalisation qui intègre trois grands critères :

**Critère urbain**
> Aménités urbaines : qualité et proximité des commerces, des équipements publics, des polarités économiques, accessibilité TC
> Intégration urbaine : lisibilité de la trame viaire, niveau d'enclavement / ouverture, qualité paysagère, qualité des espaces publics
> Evaluation des usages sur les espaces de proximité et de la tranquilité urbaine : sécurité, dégradations, recensement d'usages positifs
> Potentiel de mutabilité : dynamiques de développement du quartier, potentiel d'ouverture et de porosité, position vis à vis de la trame viaire

**Critère technique et architectural**
> État du bâtiment
> Accessibilité (ascenseur, rampe d'accès, logement PMR)
> Qualité de la trame constructive
> Performance énergétique
> Qualité acoustique
> Entretien (bâti, halls, communs)

**Critère social**
> attractivité de l'offre
> occupation sociale

La carte ci-contre des priorités d'actions a été réalisée sur la base des documents sources, des vistes et entretiens avec les bailleurs. Elle sera affinée à l'aide de l'analyse multicritère en cours et des ateliers de travail avec les bailleurs.




## 4.3. Le dispositif de concertation

Les études s'accompagnent d'un travail de co-construction avec les habitants. Ville Ouverte et le Collectif BAM sont les prestataires d'Est Ensemble pour animer les dispositifs de concertation. Des rencontres ont lieu régulièrement avec les conseils citoyens et les conseils de quartier. Afin d'aller chercher de nouveaux publics éloignés de la concertation, des ateliers de proximité vont être mis en place sur des thématiques précises et auprès de publics spécifiques (jeunes, usagers d'équipements, locataires etc). Des Ateliers du projet, regroupant habitants volontaires et professionnels de terrain, sont mis en place pour suivre l'élaboration du projet à chacune de ses étapes.

## 4.4. Demandes de démarrage anticipé

Quatre demandes de démarrage anticipé seront soumises à l'ANRU et à ses partenaires :

### 4.4.1. Mise en place des plans de sauvegarde (PDS) des copropriétés de la Noue à Bagnolet dès mi-2018

Dans le cadre de la commission d'élaboration de plan de sauvegarde créée en août 2016 et à l'issue de l'étude-action lancée début 2017 par Est Ensemble, des nouveaux plans de sauvegarde sont envisagés pour chacune des 6 copropriétés d'habitation de la Noue à Bagnolet. Chaque copropriété bénéficiera d'un suivi-animation, sur les plans technique, financier, gestion et social, confié à un opérateur spécialisé dans l'habitat privé.

Les objectifs sont différents selon les copropriétés :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- B4 et B5 (travaux achevés ou en cours) : achèvement des travaux (B5), redressement financier avec accompagnement social et portage provisoire et ciblé de lots (B4 et B5), sortie de l'administration judiciaire (B4)
- B3 et B7 : amélioration de la situation financière, du fonctionnement et travaux de réhabilitation énergétique, avec accompagnement social
- B1 et B2 : redressement de la gestion et du fonctionnement, accompagnement social et travaux d'urgence, préalables à des futurs travaux de réhabilitation

Le calendrier prévisionnel prévoit un démarrage des PDS mi-2018, pour une durée réglementaire de 5 ans, jusqu'à mi-2023 (pouvant être si besoin prolongée de 2 ans).
Le coût prévisionnel du suivi-animation s'élèverait à 1,5 million € TTC sur 5 ans, avec le plan de financement suivant :

- subventions ANAH : 50% du HT soit 625 000 €
- subventions CDC : 25% du HT soit 312 500 €
- Est Ensemble : solde soit 562 500 € (37,5 % du TTC)

Des subventions publiques seront par ailleurs mobilisées pour financer les travaux en parties communes et privatives (ANAH/Programme Habiter Mieux, Est Ensemble, CD 93 ), le redressement de la gestion des copropriétés (ANAH, Est Ensemble : environ), le Fonds de Solidarité Logement pour les Propriétaires Occupants (CD 93 ) ainsi que les actions de portage provisoire de lots envisagées (ANAH).

#### 4.4.2. Réhabilitation thermique des 581 logements du Clos Français à Montreuil fin 2018

L'OPHM souhaite démarrer la réhabilitation thermique des 581 logements de la résidence Clos Français début 2019. Le bailleur va lancer un marché en conception-réalisation au 2ème trimestre 2018 et prévoit une concertation avec les locataires à partir du 3ème trimestre 2018 puis un vote au 4ème trimestre 2018. Les travaux dureront environ 24 mois. Le prix de revient prévisionnel de cette opération est de 9,9 M d'€ TTC (9,2 M € HT).

#### 4.4.3. Réhabilitation thermique et résidentialisation des 151 logements des bâtiments BB4 et C4 sur le quartier des Malassis à Bagnolet fin 2018

L'OPH Bagnolet souhaite démarrer la réhabilitation thermique et la résidentialisation des 151 logements de deux immeubles dénommés BB4 et C4 au 3e trimestre 2018. Le bailleur souhaite passer un marché complémentaire à la maîtrise d'œuvre (groupement Dominique Lelli – Agence A003 Patrice Lutier, le bureau d'étude BECT) et à l'entreprise BREZILLON réalisant actuellement les travaux de réhabilitation et résidentialisation sur les autres immeubles du quartier des Malassis retenus dans le cadre du PRU1. Cette réhabilitation thermique viendrait compléter les travaux réalisés dans les logements (mise aux normes électrique et changement des sanitaires) financés sur la ligne qualité de service du PRU1 et permettrait d'amener ces bâtiments aux mêmes niveaux de prestations que les autres immeubles du coeur des Malassis.

La consultation obligatoire des locataires serait réalisée à partir du 2ème trimestre 2018 après actualisation de l'enquête sociale réalisée en 2016. Les travaux dureront environ 6 mois. Le prix de revient prévisionnel de cette opération pour la réhabilitation est de 3 100 000 € TTC (2 820 000 € HT) et pour la résidentialisation de 660 000 € TTC (600 000 € HT).

Pour les locataires, l'augmentation des loyers sera compensée par la baisse des charges locatives, l'étude thermique réalisée ayant montré une économie de charges prévisionnelles sur le chauffage pour un logement de type F3 de 127 € pour le bâtiment BB, et de 251€ pour le bâtiment C

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### 4.4.4. Création d'ateliers d'artiste au rez-de-chaussée des bâtiments BH30 et BH 40 sur le quartier La Noue à Montreuil fin 2018 et début 2019

Suite à la démolition partielle du parking EG2 par la Ville de Montreuil (ANRU1) dont le niveau supérieur permettait de desservir les halls de la BH40, l'OPH Montreuillois a confié une mission de maîtrise d'œuvre à la société d'architecture JEROME BRULLE pour la requalification des niveaux inférieurs de ce bâtiment.

Cette requalification consiste en la création de 7 ateliers d'artiste et de 7 logements ainsi qu'à l'amélioration de l'accès aux halls existants. Le calendrier prévisionnel prévoit un démarrage des travaux au 1er trimestre 2019 pour une durée d'environ 12 mois.

Par ailleurs, l'OPHM est propriétaire de locaux d'activité au rez-de-chaussée de la BH30 qu'il souhaite également transformer en 5 ateliers d'artiste. Les travaux pourraient démarrer dès la rentrée 2018 et dureront environ 10 mois.

Ces opérations permettraient de renforcer la diversification fonctionnelle du quartier et ainsi de contribuer à la revalorisation de son image et à l'amélioration de son attractivité.

Le prix de revient de cette opération est d'environ 2 300 000€ TTC (2 000 000€ HT).

### 4.4.5. Aménagement de la dalle de la Noue à Bagnolet : demande de basculement dans le NPNRU et autorisation de démarrage anticipé des travaux fin 2018

L'aménagement de la dalle de la Noue est inscrit dans la Convention de rénovation urbaine de la ville de Bagnolet, signée en 2009 (PRU1). La ville en avait délégué la maîtrise d'ouvrage à Deltaville (fusionnée avec Sequano depuis juin 2017) dans le cadre d'une Convention Publique d'Aménagement conclue en 2003.

Le coût et le subventionnement de cette opération figurent dans le tableau annexé à la convention PRU1, sous les lignes suivantes :

| Désignation Opération PRU 1 | Maître d'ouvrage | Coût HT | Coût TTC | Subvention ANRU | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | Montant | % |
| OPR LN S1 et EP19 aménagement dalle y compris scission et frais notariaux | Sequano (ex Deltaville) | 19 618 079 | 23 463 222 | 8 439 356 | 43 % |
| LN AL1 AL2 façades activités sur rue et sur cour | Sequano (ex Deltaville) | 649 152 | 776 386 | 227 203 | 35 % |
| LN aménagements connexes à la dalle | Sequano (ex Deltaville) | 3 653 197 | 4 369 224 | 1 278 619 | 35 % |

Le comité technique de la revue de projet, qui a eu lieu le 28 mars, a conclu que cette opération présente un fort risque de dépassement des délais et par conséquent de perte importante de subvention pour la collectivité.

Au-delà de ces risques, il semble cohérent d'envisager cet aménagement dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain afin que la dalle de la Noue fasse l'objet d'un traitement global. En effet, le traitement des copropriétés en difficulté de la dalle et la réflexion sur les activités économiques des entrepôts sont inscrits dans le protocole de préfiguration du NPNRU. De même, les aménagements du secteur mitoyen Jean Lolive, la réflexion globale sur

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

le stationnement et les liaisons avec la partie montreuilloise du quartier sont intégrés dans le nouveau programme.

C'est pourquoi la ville de Bagnolet sollicite le basculement de cette opération dans le NPNRU ainsi qu'une autorisation de démarrage anticipé afin de permettre le lancement des travaux avant la fin de l'année 2018, conformément à l'avancée des études techniques et à l'engagement de la municipalité envers les habitants.

Plus précisément, les travaux de requalification de la dalle consistent en :

- l'amélioration des accès à la dalle par la création de grands escaliers monumentaux et ascenseurs aux deux extrémités (nord-ouest et sud-est) et la création d'une passerelle vers le Parc des Guilands et Gallieni.
- la requalification de la dalle avec la reprise totale de son étanchéité, sa végétalisation et la création d'une terrasse au sud, la dissimulation de la voie 110 et la création de jardins. Une aire de jeux sera implantée à l'est.
- la réalisation d'une promenade piétonne pour relier la rue Charles-Delescluze et la rue de la Noue, prolongeant celle existant déjà à Montreuil et réalisée dans le PRU1.




*(Atelier Vincent Pruvost)*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Le coût prévisionnel des travaux (hors scission déjà réalisée) est estimé à 16,3 millions euros HT (hors honoraires et foncier), avec le calendrier de réalisation prévisionnel suivant :

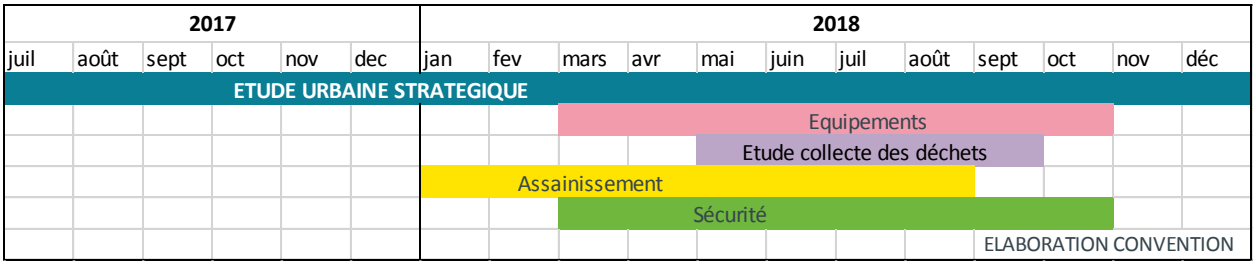
- AVP finalisé : 03/2018
- Pré-dépôt PC : 04/04/2018
- Démarrage travaux : fin 2018

La durée prévisionnelle chantier est de 5 ans.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 5. MONTREUIL : LE MORILLON

## 5.1. calendrier des études du protocole de préfiguration :




Le diagnostic urbain stratégique a été validé lors d'un comité de pilotage le 18 janvier 2018. La phase d'élaboration des scénarios va démarrer mi-mars, pour aboutir à la validation d'un scénario d'aménagement en juillet. Le dernier trimestre 2018 sera l'occasion d'approfondir ce scénario et d'élaborer la convention de renouvellement urbain.

Le calendrier des études conduit au dépôt d'un dossier de conventionnement au premier trimestre 2019.

## 5.2. Avancement du projet urbain

- **Un enjeu de désenclavement**

La situation topographique du quartier, sur le Plateau, et l'implantation des infrastructures de transport concourent à son enclavement. Il s'agira d'ouvrir le quartier sur le centre-ville de Rosny-sous-Bois, des quartiers du fort de Rosny et la pente des Ruffins. La prise en compte et l'anticipation des projets du Grand Paris est indispensable pour penser l'évolution du quartier dans un futur proche. Il s'agira de faciliter les nouvelles proximités vers Val de Fontenay (ligne 15) par le tramway T1 et de valoriser le quartier comme porte d'entrée Est du parc Montreau et du parc des Hauteurs d'Est Ensemble.

Marqué par des déplacements quotidiens contraints avec une trame viaire peu adaptée aux modes actifs, le projet urbain aura pour objectif d'améliorer les mobilités, une plus grande place aux modes actifs sera accordée (amélioration du stationnement résidentiel, aménagement des espaces piétons et cyclables, apaisement de l'espace public, amélioration de la desserte en bus).

- **Dynamiser l'offre commerciale et d'équipements en cœur de quartier**

Pour améliorer le cadre de vie des habitants, l'ensemble des espaces extérieurs du quartier ont besoin d'être requalifiés, notamment la place du Morillon, qui devra être dynamisée par un maintien voire une augmentation de son attractivité commerciale et une mise en relation avec les futures centralités du tramway. L'étude de l'offre commerciale a conclu à la possibilité d'un maintien d'une offre de proximité sur les places du Morillon et de la Paix malgré un environnement concurrentiel dense. Cela nécessitera de connecter ces polarités aux futurs arrêts du T1pour optimiser leur commercialité.

L'offre en équipements publics est vieillissante, notamment les équipements scolaires construits dans les années 1960. L'offre sportive nécessite une modernisation et un renouvellement pour

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

répondre aux besoins de la population. Lors des ateliers de concertation, les habitants ont fait part de leur besoin d'une salle polyvalente à destination des familles et des associations.

- **L'amélioration de la qualité et du confort de l'habitat**

En termes d'habitat, l'OPHM est l'unique bailleur du grand ensemble Montreau/Le Morillon. Les bâtiments ont une cinquantaine d'années et leur performance énergétique est faible. Des démolitions majeures ne sont pas envisagées, néanmoins la démolition de boxes de parking ou de cages d'escalier pourrait être envisagée pour ouvrir le quartier. Les rez-de-chaussée pourraient être réaménagés pour animer les rues du quartier et permettre une plus grande perméabilité piétonne. La réhabilitation thermique des logements devra être réalisée tout en conservant une offre de logements à bas loyer.

Une partie du foncier de l'OPHM pourra être rétrocédée à la Ville de Montreuil, afin d'améliorer la gestion des espaces et des voies de circulation.

La recherche d'une plus grande mixité du bâti et de l'offre en logements devra se faire sans appauvrir les espaces de vie du quartier (étude des opportunités foncières à approfondir).

## 5.3. Le dispositif de concertation

Un dispositif de concertation est mis en place pour co-construire le projet avec les habitants. Une balade urbaine a été organisée afin d'alimenter le diagnostic urbain, des temps de mobilisation dans l'espace public ont eu lieu pour annoncer les ateliers de concertation. Ceux-ci ont eu lieu dans le local de l'association des Femmes du Morillon, permettant ainsi de faire venir des personnes éloignées des instances classiques, et au sein de l'antenne jeunesse avec des adolescents. Cela a été l'occasion de recueillir des données sur l'expertise d'usage des habitants et d'approfondir certains sujets.

La concertation va se poursuivre jusqu'à la fin des études.

## 5.4. Demande de démarrage anticipé

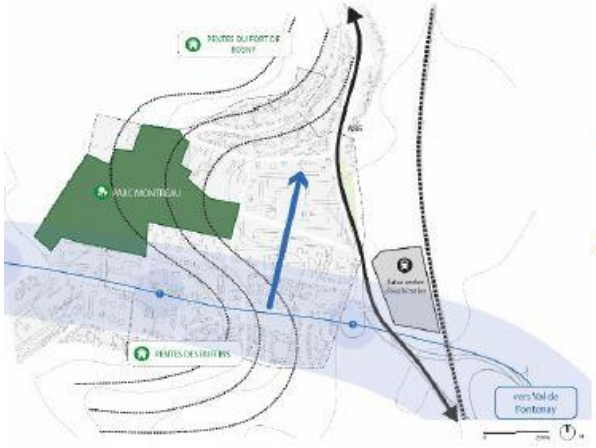
Une demande de démarrage anticipé sera soumise à l'ANRU et à ses partenaires afin que l'OPHM puisse débuter la réhabilitation thermique des 579 logements de Montreau A1 début 2019.

Le bureau d'étude CET et l'agence d'architecte M.A sont les maîtres d'œuvre de l'OPHM sur cette opération. Le diagnostic est en cours de finalisation, une concertation avec les locataires est prévue au 1er trimestre 2018 pour un vote au 3ème trimestre 2018. Les travaux dureront environ 24 mois.

Le prix de revient prévisionnel, d'environ 15,2 M d'€ TTC (14 M € HT), sera financé à hauteur de 18% par les fonds du FEDER (qui impose un démarrage au plus tard début 2019).

Pour les locataires, l'augmentation des loyers sera compensée par la baisse des charges locatives.

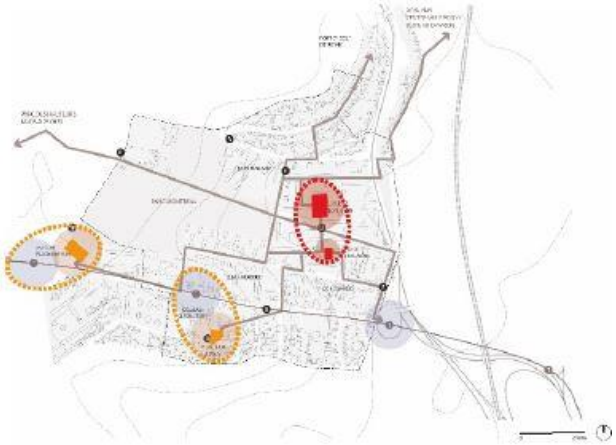
**GRAND TERRITOIRE :**
**UN POTENTIEL D'OUVERTURE SUR LES RIVES DU TRAMWAY**



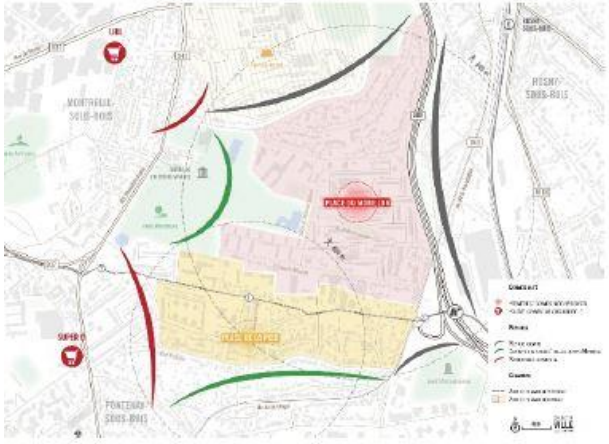

**PAYSAGE :**
**LE MORILLON, « QUARTIER-JARDIN » DU PARC DES HAUTEURS ?**



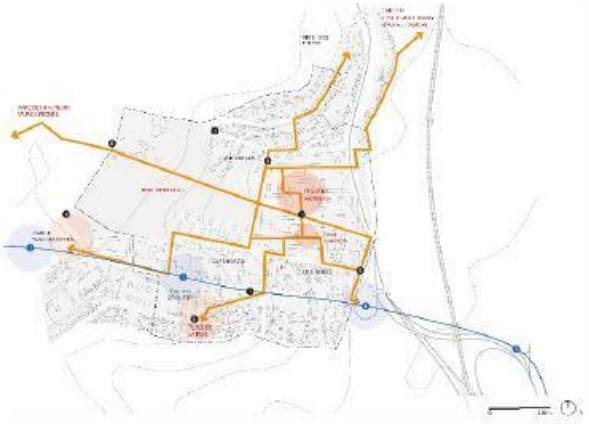

**ESPACE PUBLIC :**
**DYNAMISER LES CENTRALITÉS DE PROXIMITÉ**



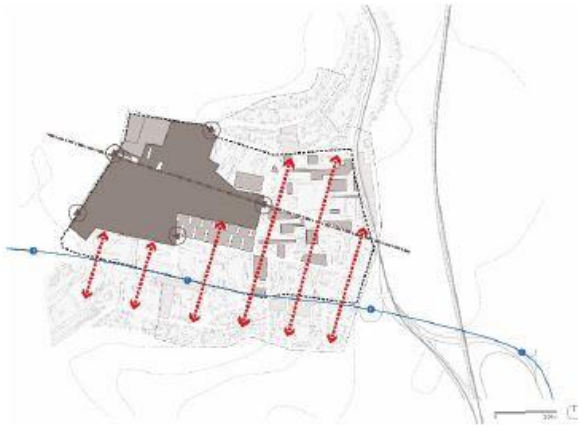
**COMMERCES :**
**CONFORTER ET DEVELOPPER L'OFFRE COMMERCIALE EXISTANTE**



**MOBILITE :**
**FAVORISER LES MOBILITÉS ACTIVES VERS LES QUARTIERS PAVILLONNAIRES ET LES LIEUX D'AMÉNITÉS**



**TRAME URBAINE :**
**OUVRIR LE MORILLON SUR LE QUARTIER DES RUFFINS ET LE FUTUR TRAMWAY**



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 6. NOISY-LE-SEC : LE LONDEAU

## 6.1. Calendrier des études du protocole de préfiguration

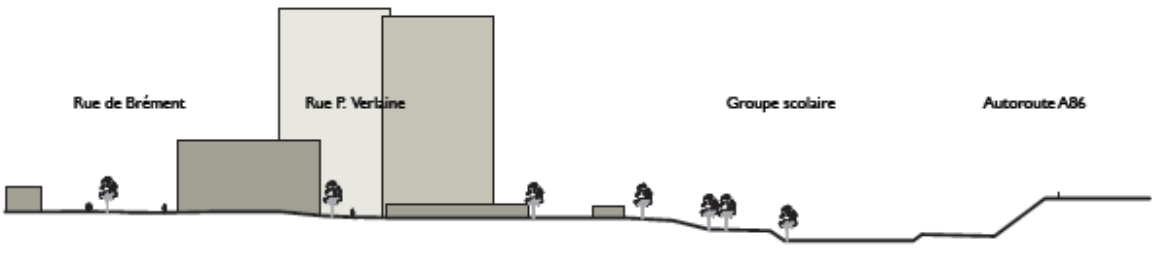
Une étude urbaine d'ensemble a été lancée en juin 2017 sur l'ensemble du QPV Londeau. L'étude a été confiée au groupement Atelier Choiseul, Citalios, Atelier F. Garnier, Ingetec, Objectif Ville, Risk & Co La première phase de diagnostic et de définition des enjeux s'est tenue jusque fin 2017, avec un comité de pilotage le 6 décembre dernier.

Pendant cette phase, plusieurs ateliers thématiques ont eu lieu afin d'avoir une approche globale du quartier et de parvenir à un diagnostic partagé avec les partenaires et les acteurs du quartier.
La deuxième phase a démarré début 2018, pour définir les orientations stratégiques et les premières pistes d'intervention. L'objectif cible est un conventionnement avec les partenaires pour le 1er trimestre 2019.

## 6.2. Avancement du projet urbain

Le périmètre prioritaire et inclus dans le NPNRU, d'environ 6 000 habitants, plus de 80% de logements sociaux, est composé de trois secteurs, à la composition urbaine et aux caractéristiques spécifiques :

- Le quartier du Londeau, urbanisme de type « grands ensembles » : Logirep et Noisy-le-Sec Habitat, 770 habitants / hectare, soit 65 % de la population du QPV, 32% de la surface habitée (forte emprise des équipements publics, concentrés au sud du quartier), un début de désenclavement avec le PRU 1 mais restant à consolider (demeurant en impasse avec le Chemin de Montreuil à Claye).
- Le secteur 3F, petits collectifs ou habitat individuel, de type « cités-jardins », 90 habitants par hectare, soit 6% de la population du QPV, 24% de surface habitée, patrimoine de qualité, bon maillage paysager mais essentiellement privatif
- Le secteur Seine-Saint-Denis Habitat, 250 habitants / hectare, 29% de la population du QPV, 44 % de surface habitée, un patrimoine paysager de qualité à vocation privative, un pôle commercial Stephenson qui irrigue l'ensemble du périmètre, un projet de réhabilitations pour le bailleur.




Le diagnostic a révélé et confirmé le **manque de liens et de connexions entre ces trois secteurs, hormis la rue de Brément**, route départementale, aujourd'hui saturée et sous dimensionnée.

En matière de commerces, le diagnostic met en évidence une offre commerciale centralisée sur

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

le pôle Stephenson, l'offre créée dans le cadre du PRU 1 sur la rue de Brément reste à consolider.

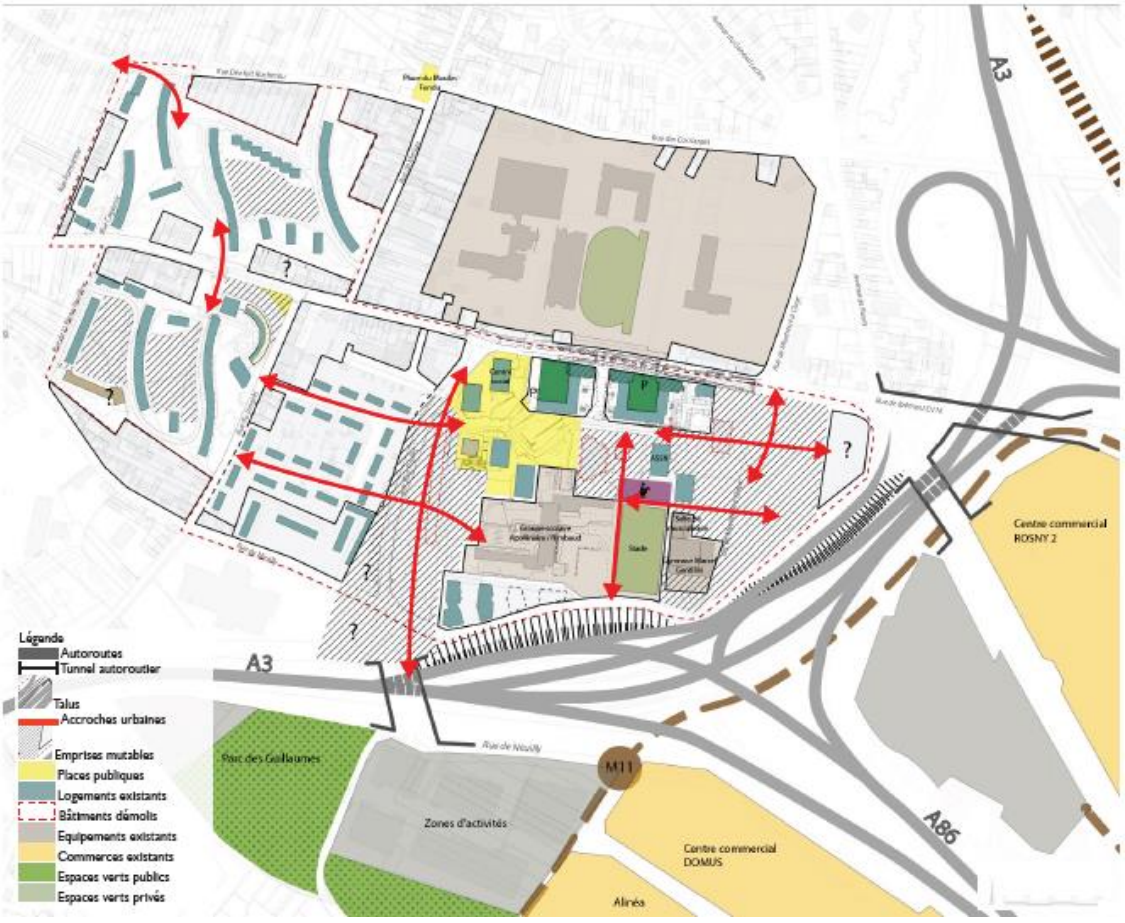
L'offre d'équipements sur le secteur est concentrée sur le Londeau et est relativement fermée sur elle-même.

En matière d'habitat : un manque d'attractivité et un faible renouvellement de l'offre.
Le PRU 1 a assez peu permis d'apporter une mixité sociale au Londeau.

Les enjeux identifiés à ce stade sont les suivants :

- Renforcer l'attractivité du quartier
- Des liaisons au sein du périmètre et avec le reste de la ville, à requalifier ou à créer, restructurer un maillage à l'échelle du quartier et assurer la connexion avec les nouveaux modes de transport (ligne 11)
- Renforcer l'attractivité des commerces et consolider l'offre de services de proximité
- Donner une visibilité aux équipements en envisageant leur relocalisation, ou par une mise en valeur avec la requalification des espaces publics
- Identifier de nouveaux sites pour accueillir de la mixité sociale et de la diversification de l'offre, notamment les deux entrées de quartier, côté Rosny et vers la future ligne 11
- La qualité de vie au sein des logements (poursuite d'opérations de réhabilitations) et apport de mixité sociale (potentiels à affiner au regard de la commercialisation du premier programme en accession sociale, projet des boxes)

*Schéma directeur Le Londeau-Etude Atelier Choiseul*




En matière de concertation, le contexte de finalisation du PRU 1 sur le quartier nécessite de laisser un temps de respiration afin de bien gérer la transition entre les deux projets (PRU 1 et NPNRU).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### 6.3. Objectifs de pré-conventionnement et calendrier

Les études pour la réhabilitation de 255 logements sur les 2 tours conservées sont en cours et seront rendues à la fin du 2ème trimestre 2018. La SAEM Noisy-le-Sec Habitat souhaite procéder à la réhabilitation complète des immeubles, à savoir : la réfection des parties communes, mise aux normes en termes d'accessibilité PMR, la mise aux normes des ascenseurs, les travaux de sécurité incendie, de contrôle d'accès, d'étanchéité des toitures, et d'isolation pour atteindre le confort thermique BBC. A l'intérieur des logements, il est notamment prévu la réfection des pièces humides et des revêtements, la mise aux normes de l'électricité, de la plomberie et de la ventilation.

La SAEM Noisy-le-Sec Habitat prévoit la présentation d'un descriptif des travaux, d'un chiffrage et du phasage des opérations de réhabilitation au cours du 3ème trimestre 2018 pour une demande de démarrage anticipé dans le courant du 4ème trimestre 2018.

En ce qui concerne les extérieurs, la SAEM prévoit la rénovation des pieds d'immeubles et l'embellissement des espaces

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 7. NOISY-LE-SEC : BETHISY-CENTRE-VILLE

## 7.1. Calendrier des études du protocole de préfiguration

Une étude urbaine a été lancée en juin 2017 avec le groupement Richez et Associés et Egis.
Un premier comité de pilotage a eu lieu le 1er décembre 2017 pour l'approfondissement du diagnostic et des enjeux. La deuxième phase de définition des orientations stratégiques et des pistes d'intervention est lancée début 2018. L'objectif cible est un conventionnement avec les partenaires pour le 1er trimestre 2019.

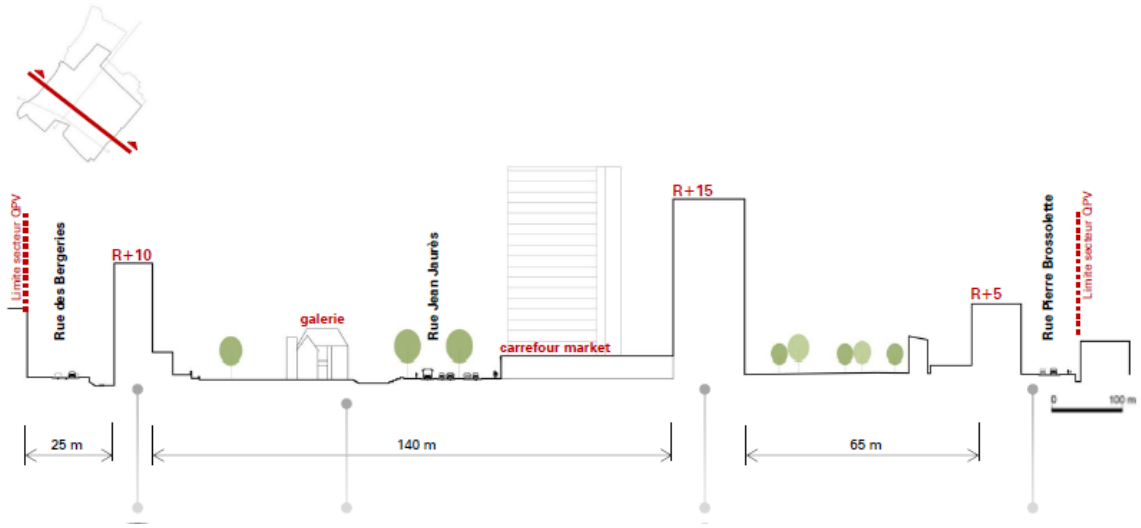
Une étude spécifique portant sur l'amélioration de l'« habitat privé » sous maîtrise d'ouvrage Est Ensemble est lancée prochainement sur le secteur « Bouquet Bergeries » et l'ensemble des copropriétés du secteur Béthisy, dans un souci d'appréhender le devenir et la mutation du tissu privé.

## 7.2. Avancement du projet urbain, enjeux identifiés

Bien que le quartier de Béthisy constitue une polarité à l'échelle intercommunale, qui rassemble toutes les fonctions d'un centre-ville, avec une amorce forte en matière de polarité culturelle (médiathèque, Galerie, nouveau Conservatoire), et une desserte renforcée avec la perspective de l'arrivée du prolongement du T1, il souffre cependant des dysfonctionnements suivants :

- Un quartier hybride marqué par son hétérogénéité urbaine et architecturale, une cohabitation de formes urbaines très différentes (passant de l'immeuble R+18 au tissu faubourien en l'espace d'une rue)
- Une co-présence de logements sociaux, patrimoine de Noisy-le-Sec Habitat et d'habitat privé vieillissant, qu'il s'agisse des copropriétés de Béthisy et plus spécifiquement du secteur Bouquet Bergeries, concentrant une thématique d'habitat dégradé,
- la présence d'espaces publics aux usages contraints : les espaces publics présentent des signes de vétusté et ont été réalisés davantage à rebours de la topographie. On note des effets de rupture, de discontinuité qui rendent les déplacements et la capacité de se repérer assez complexes. Néanmoins, les espaces publics permettent une certaine aisance et offre un potentiel très important. Les espaces publics et privatifs cohabitent, sans qu'on puisse les distinguer, générant des difficultés d'usages et de gestion.
- Des espaces qui posent des problèmes de nuisances et de sécurité
- La Rue Jean Jaurès : un axe commercial majeur, avec une locomotive commerciale, mais un tissu discontinu selon les secteurs,
- Un marché des Découvertes qui déborde sur la rue Jean Jaurès dont la configuration et l'emplacement sont aujourd'hui questionnés, une dalle vieillissante qui pose la question de son devenir et des usages à implanter.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E







*Radiographie des espaces extérieurs*

Les enjeux identifiés à ce stade sont les suivants :

Au regard de l'interaction avec les différents projets en centre-ville : Bouquet Bergeries, arrivée du T1, parking Place des Découvertes … La ville tend stratégiquement vers l'affirmation d'un projet global « Cœur de Ville », activant les différents leviers d'intervention et en articulant les différents dispositifs.

Considérant que le centre-ville Béthisy est un quartier d'intérêt régional, l'intervention sera ciblée sur les espaces publics pour améliorer les circulations, mailler le quartier renforcer l'attractivité de centre-ville, ceci imposant une optimisation des moyens d'intervention et des ressources.

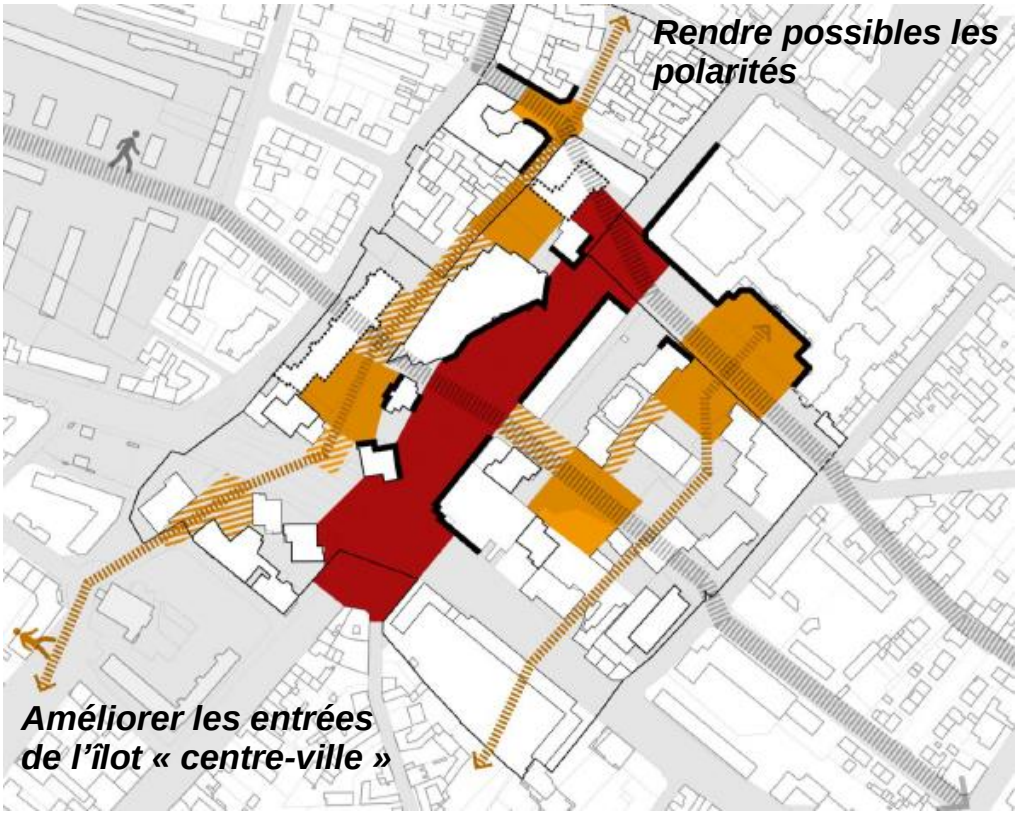
En matière de qualité de l'habitat, les enjeux portent notamment :

- Le renouvellement de l'offre de logements sociaux (projet de réhabilitation à confirmer par la SAEM) et accompagnement des copropriétés les plus fragiles
- La mutation de l'îlot Bouquet Bergeries : forte attente sur l'étude habitat privé qui permettra de confirmer la place de ce patrimoine au sein du centre-ville
- L'approfondissement de la connaissance et de l'appréhension des copropriétés semi-récentes au cœur de Béthisy, permettra de confirmer la stratégie à adopter pour accompagner ces copropriétés.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Pour la qualité des espaces publics et la mise en valeur des fonctions existantes :

- La clarification des domanialités et du foncier (surface et sous-sol), avec une intervention sur les espaces publics mais aussi une « remise à plat » et au besoin des régularisations foncières,
- La consolidation et la mise en valeur du tissu commercial avec une intervention sur les espaces publics et l'accompagnement des commerces pour structurer l'offre, qu'il s'agisse de la rue Jean Jaurès mais aussi du marché.




## 7.3. Objectifs de pré-conventionnement et calendrier

Les études pour la réhabilitation de 792 logements sociaux répartis sur les 12 immeubles au centre-ville Béthisy sont en cours et seront rendues à la fin du 2ème trimestre 2018. La SAEM Noisy-le-Sec Habitat souhaite procéder à la réhabilitation des bâtiments pour atteindre le confort thermique BBC, la réfection des parties communes.
La SAEM Noisy-le-Sec Habitat prévoit la présentation d'un descriptif des travaux, d'un chiffrage et du phasage des opérations de réhabilitation au cours du 3ème trimestre 2018 pour une demande de démarrage anticipé dans le courant du 4ème trimestre 2018.
En ce qui concerne les extérieurs et l'accès aux immeubles, la SAEM prévoit la mise aux normes en termes d'accessibilité PMR, des travaux de sécurité incendie, et l'aménagement des pieds d'immeubles et alentours.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 8. PANTIN-AUBERVILLIERS– QUARTIER DES QUATRE CHEMINS (PRIN)

## 8.1. Présentation du contexte

Depuis le passage en comité d'engagement de mars 2016, on note quelques éléments de contexte qui ont évolué :

- **L'organisation des Jeux olympiques en 2024 par Paris**

La candidature de Paris et sa banlieue à l'organisation des jeux olympiques 2024 a été retenue, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences pour le territoire. En effet le long de l'ex RN2, au Bourget, se tiendra le village des médias. Ainsi, la requalification de l'ex-RN2 devient-elle d'autant plus indispensable, l'avenue étant considérée comme un boulevard olympique.

- **La requalification l'avenue Jean Jaurès (ex RN2)**

La requalification de l'avenue Jean Jaurès, portée par le Conseil Départemental, est en effet un projet phare et structurant pour le quartier Villette Quatre-Chemins qui devrait permettre de relier les deux villes notamment grâce à la suppression de la trémie.

Néanmoins, la réalisation du projet de requalification dans son entièreté est très incertaine. Si la requalification du tronçon nord de l'avenue (PMD 1) est assurée, la partie qui concerne le quartier des Quatre-Chemins est toujours en réflexion au sein du Conseil Départemental et n'est pas votée à ce jour. Par ailleurs, le niveau d'ambition de ce tronçon, coupant actuellement le quartier en deux, est une condition de réussite du futur projet urbain : il comprend ainsi nécessairement le comblement de la trémie, l'accord d'une place plus importante aux piétons et modes doux et enfin une redynamisation commerciale.

- **La vente lente de la Tour Villette**

La Tour Villette (40 000 m² de SHON) a été mise en vente début 2017. Depuis, l'actuel propriétaire n'a pas sélectionné d'acquéreur. Or la nouvelle destination de la Tour Villette influe directement sur l'avenir et la programmation économique du quartier. Dans le cadre de la définition du projet, il est complexe pour les différents prestataires de concevoir des scénarii tant que nous ne connaissons pas la future destination de la Tour.

- **La création d'un franchissement piéton sur le canal de Saint-Denis en réflexion**

Suite à l'annonce des JO, Plaine Commune s'est engagé à réaliser un franchissement piéton sur le canal de Saint-Denis. Cette infrastructure permettra de désenclaver les deux parties d'Aubervilliers, actuellement coupées par le canal.

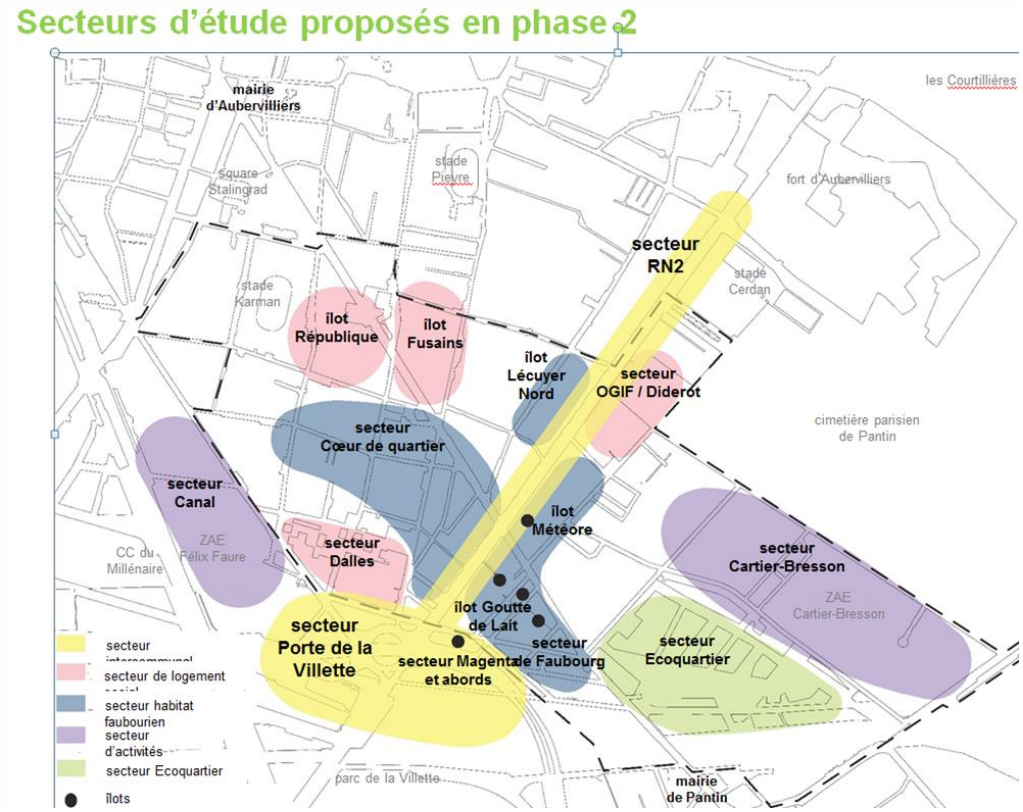
## 8.2. Présentation du projet urbain envisagé

Le diagnostic a été validé en décembre 2017 et a permis d'affiner les grands objectifs à poursuivre dans le cadre de l'étude urbaine et de définir les secteurs devant faire l'objet d'expertises plus approfondies.
La phase d'élaboration de scenarii a démarré en janvier 2018.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- **Les secteurs qui feront l'objet d'études plus approfondies en phase 2**

A l'issue de la phase de diagnostic, le prestataire de l'étude de stratégie urbaine a dégagé un certain nombre de secteurs qui feront l'objet d'études plus approfondies en phase 2.




- **Les premières esquisses de scénarii**

Ces réflexions doivent encore être approfondies et doivent être croisées avec les retours de la co-construction avec les habitants :

Concernant Pantin, de la même manière qu'à Aubervilliers, il est maintenant attendu un croisement des différentes études en cours : circulation et stationnement, commerces, développement économique, afin d'alimenter l'élaboration d'un schéma directeur à l'échelle intercommunale.
Les grands secteurs prioritaires sont : le quartier de faubourg (au nord et au sud de l'avenue Edouard Vaillant), le secteur OGIF / Diderot et le lien avec les grands projets environnants (ZAE Quartier Bresson, fort d'Aubervilliers, Ecoquartier Gare et Porte de la Villette.

- **Secteurs intercommunaux**

Enfin, comme évoqué précédemment, le traitement de l'ex-RN2 est le secteur intercommunal prioritaire d'intervention : le bureau d'étude en charge de l'étude urbaine élaborera des préconisations à soumettre au Conseil départemental pour améliorer les liaisons entre les deux rives de l'avenue.
Il est attendu une requalification ambitieuse de ce tronçon de l'avenue Jean Jaurès, avec notamment le comblement de la trémie et une place plus importante accordée aux modes doux.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 8.3. La stratégie habitat sur le quartier

- **A Pantin : la stratégie de traitement de l'habitat privé en voie de finalisation**

L'intervention sur l'habitat privé a été calibrée et est demandée en autorisation de démarrage anticipé, afin de ne pas laisser la situation se dégrader.
Il est proposé les interventions suivantes :
- La mise en place d'une OPAH RU prévoyant le traitement de 31 adresses prioritaires représentant 515 logements
- La mise en place d'un dispositif de portage de lots (35 unités) dans 18 de ces copropriétés afin d'y opérer un redressement budgétaire préalable ou en accompagnement des travaux nécessaires ;
- La mise en place de 3 opérations de restauration immobilière (ORI) sur des immeubles bailleurs représentant 32 logements. Ces immeubles sont inclus également dans les effectifs de l'OPAH

- **Contreparties Action Logement**

A ce jour, les contreparties n'ont pas été repérées.

## 8.4. Co-construction du projet

- **Concerter et co-construire le projet avec les habitants**

En termes de co-construction du projet avec les habitants, chaque ville a sa propre méthodologie.

Afin de mener à bien la démarche de co-construction, la Ville d'Aubervilliers, Plaine Commune et l'OPH d'Aubervilliers ont fait appel à un cabinet spécialisé pour aller à la rencontre des habitants. De son côté, la ville de Pantin a mobilisé le Conseil citoyen pour la concertation autour du futur projet urbain, via ses réunions plénières et les formations dispensées par Est Ensemble.

Les deux villes ont par ailleurs souhaité initier une démarche de concertation commune. Ainsi, en novembre 2017 ont eu lieu :
- Une rencontre des conseils citoyens d'Aubervilliers et de Pantin
- Une réunion publique en présence des deux maires.

Les deux villes se sont accordées sur la conception d'une Maison du Projet intercommunal, située à proximité directe du carrefour des Quatre-Chemins. Le fonctionnement de la Maison du projet est défini avec les conseils citoyens.

En 2018, la concertation sera donc organisée en deux phases :
- Tout d'abord la co-construction autour de la maison du projet : définition de ce que les habitants attendent de ce lieu, aménagement et programmation
- Dans un second temps, une réflexion partenariale et intercommunale sera engagée sur les thématiques des espaces publics et des déplacements, notamment autour de la requalification de l'ex-RN2 et de la porte de la Villette.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### 8.5. Présentation financière et échéancier de réalisation

Le chiffrage de la maquette est prévu pour le 3ème trimestre 2018.

Le comité de pilotage de la phase 2 est prévu à l'été 2018, avec validation du schéma directeur du futur projet urbain et celui de la phase 3 à la fin 2018.

### 8.6. Demandes de pré-conventionnement et d'autorisations de démarrage anticipé

La ville de Pantin porte des demandes de pré-conventionnement pour certains équipements et espaces publics :

- le Centre municipal de Santé relocalisé
- la crèche parentale des Bains-douches
- la requalification de la rue Denis Papin
-

La création de ces équipements et espaces publics permettra d'envoyer un signal fort aux habitants, et de ne pas créer de rupture entre les deux PRU. En outre, il est urgent de traiter au plus vite des équipements dont l'état d'obsolescence actuel ne nous permet pas d'accueillir le public dans des conditions acceptables ce qui nous conduit à intervenir sans attendre le conventionnement

La ville de Pantin sollicite par ailleurs une autorisation de démarrage anticipé pour la Microfolie et le Service Municipal de la Jeunesse ainsi que pour la création de la voie de desserte du collège Jean Lolive qui sera relocalisé en 2020, et pour la requalification de la rue Denis Papin.

Sur le volet Habitat, Est Ensemble demande le démarrage anticipé de l'opération de traitement de l'habitat privé dégradé, en vue de la signature d'un traité de concession à l'automne (voir 8.3 et en annexe).

Enfin, l'OPH de Pantin sollicite le pré-conventionnement pour la démolition de 16 logements sociaux et de 2 locaux d'activité au 40 Magenta, au vu des désordres structurels du bâtiment et de la vacance presque totale du bâtiment, en vue d'une opération ultérieure de construction neuve (voir annexe). Cette opération s'inscrit pleinement dans une des orientations majeures du projet : l'amélioration de l'habitat. La parcelle attenante au 38 Magenta est par ailleurs inscrite dans les adresses devant faire l'objet de l'OPAH – RU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 9. PANTIN-LE PRE-ST-GERVAIS- QUARTIER DES SEPT ARPENTS-STALINGRAD (PRIR)

## 9.1. Présentation du projet urbain envisagé

Concernant la partie Sept Arpents / Stalingrad, la phase 1 de l'étude habitat privé et parcellaire a été validée en comité technique en décembre 2017.

Actuellement, sont en cours de définition :
- le cadre d'intervention sur l'habitat privé,
- la stratégie d'intervention à l'îlot, sur la base des études de capacité et de faisabilité financières qui sont en cours pour les îlots et parcelles identifiées comme prioritaires.

L'objectif est ainsi de définir un projet d'aménagement à l'été 2018, intégrant le traitement de l'habitat privé (de manière incitative et/ou coercitive) et la mutation de certains îlots, ainsi que le traitement des espaces publics : création d'un espace vert de proximité, requalification de certaines rues.
Plus largement, il s'agira aussi d'améliorer le cadre de vie du quartier dans sa globalité via la requalification des espaces publics, mais aussi l'amélioration de l'offre commerciale et la création d'équipements le cas échéant.
Plusieurs études sont en cours, autour du développement économique pour l'ensemble du quartier, et du commerce côté Pré Saint-Gervais, dont les résultats sont attendus avant la fin de l'année et alimenteront le projet urbain.
Enfin, l'opération de traitement de l'habitat privé du 41 Nodier, située au Pré-Saint-Gervais, est demandée en autorisation de démarrage anticipé, du fait de l'urgence à intervenir sur cet immeuble pour la sécurité des occupants.

Concernant l'îlot 27, après une phase de concertation menée en 2017, une consultation citoyenne a été organisée le 7 octobre 2017 aboutissant au choix d'un projet par les habitants. Le projet choisi préserve le 21 rue Auger et affiche les orientations suivantes :
- clarification des statuts des espaces publics et des responsabilités de gestion : résidentialisation des patrimoines privés, régularisations foncières, traitement de la dalle
- amélioration du cadre de vie : requalification du passage au cœur de la dalle, aménagement d'une placette, création d'un jardin partagé
- requalification de la dalle : technique et paysagère
- amélioration des équipements : réhabilitation de l'école maternelle, déplacement de la crèche
- une étude spécifique sur la copropriété du Tri Solaire (en cours) permettra de déterminer le niveau d'accompagnement nécessaire de la copropriété.

<u>Contreparties Action Logement</u>
A ce jour, les contreparties n'ont pas été repérées.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E




*Carte des îlots faisant l'objet des études de capacité / faisabilité, Soliha*




*Carte du projet de traitement de l'îlot 27 choisi par les habitants*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 9.2. Co-construction du projet

Une phase importante de concertation a été menée autour du projet de l'îlot 27 par le biais d'un vote citoyen sur la base de deux scenarii de projet. L'un des deux projets ayant été retenu (voir ci-dessus), il est maintenant nécessaire de revenir auprès des habitants pour affiner la définition du projet urbain qui a été voté, notamment en ce qui concerne le volet espaces publics.

Concernant la partie Sept Arpents-Stalingrad, l'accompagnement des conseils citoyens de Pantin et du Pré-Saint-Gervais est à poursuivre. Il s'agit aussi d'identifier un lieu permettant d'accueillir la Maison du projet.
La concertation va donc se poursuivre autour de ces deux enjeux dans le courant de l'année 2018.

## 9.3. Présentation financière et échéancier de réalisation

Un comité de pilotage est prévu à l'été 2018 pour valider la stratégie d'intervention sur l'habitat privé et le schéma d'aménagement pour le quartier.
Le chiffrage de la maquette est prévu pour le 3ème trimestre 2018 avec un comité de pilotage à la fin 2018.
L'objectif est le dépôt d'un dossier de conventionnement fin 2018.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 10. ROMAINVILLE-GAGARINE (PRIN)

Les études prévues au protocole de préfiguration permettant d'affiner le projet et son montage sont finalisées et le projet défini. Un dossier de conventionnement sera soumis à l'examen de l'ANRU et des partenaires nationaux dans le cadre du point de mi-parcours du protocole de préfiguration d'Est Ensemble. (Voir document joint)

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# *Partie 3 : Synthèse des financements sollicités*

## 1. Tableaux des demandes de pré-conventionnement et de conventionnement d'opérations de construction de logements sociaux

### 1.1. Demandes de pré-conventionnement

| Ville | Opération | Maître d'ouvrage | Nombre de logements | PLAI | PLUS | Montant HT | Subvention ANRU | Prêt bonifié |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Demandes de pré-conventionnement** | | | | | | | | |
| Bagnolet | VEFA 117 – 123 rue Sadi Carnot | OPH Bagnolet | 11 | 7 | 4 | 2 221 376 € | 100 800 € | 221 000 € |
| Bondy | VEFA ZAC de l'Ourcq - BOUYGUES | I3F | 16 | 10 | 6 | 2 742 200 € | 144 000 € | 322 400 € |
| | VEFA ZAC de l'Ourcq - Pichet | | 15 | 6 | 9 | 2 615 093 € | 129 600 € | 304 200 € |
| | Allée des Primevères | Bondy Habitat | 59 | 13 | 46 | 6 607 349 € | 187 200 € | 1 313 000 € |
| | Place Neuberger | | 33 | 6 | 27 | 4 339 253 € | 86 400 € | 741 000 € |
| Noisy le Sec | Rue du Parc / Rue Léo Lagrange | Efidis | 25 | 11 | 14 | | | |
| | 117 boulevard Salengro | I3F | 6 | 3 | 3 | 1 204 000 € | 43 200 € | 124 800 € |
| | 30 B rue de Merlan | Noisy le Sec Habitat | 1 | 1 | 0 | 158 750 € | 14 400 € | 18 200 € |
| | 39 boulevard de la République | | 16 | 16 | 0 | 1 919 061 € | 230 400 € | 291 200 € |
| | VEFA Boissière - 4 bis rue de la Chasse | | 4 | 0 | 4 | 736 790 € | | 93 600 € |
| | VEFA 41/43 rue Léo Lagrange | | 28 | 0 | 28 | 4 589 708 € | | 655 200 € |
| | 12 avenue Gallieni | | 56 | 56 | 0 | 9 505 683 € | 806 400 € | 1 019 200 € |
| | 58 bis rue de la Dhuys | | 16 | 16 | 0 | 2 547 546 € | 230 400 € | 291 200 € |
| Romainville | 131-141 rue de la République | Seine Saint Denis Habitat | 10 | 0 | 10 | 3 723 460 € | | 234 000 € |
| | 24-28 rue de la République | | 5 | 0 | 5 | 722 665 € | | 117 000 € |
| | 35 rue de Benfleet | | 28 | 0 | 28 | 4 047 138 € | | 655 200 € |
| | Ilôt Boulevard Kérautret | | 26 | 0 | 26 | 4 058 501 € | | 608 400 € |
| | Requalification cité des Mares | | 10 | 0 | 10 | 1 560 266 € | | 234 000 € |
| | place Carnot | | 10 | 0 | 10 | 1 560 266 € | | 234 000 € |
| | Parking rue Husson | | 4 | 0 | 4 | 615 840 € | | 93 600 € |
| | Friche Picot | | 27 | 0 | 27 | 4 211 455 € | | 180 900 € |
| | 143 rue de la République | | 24 | 0 | 24 | 3 723 460 € | | 561 600 € |
| **Total demandes de pré-conventionnement** | | | **430** | **145** | **285** | | | |
| **Demande de dérogation - Reconstitution de l'offre en QPV** | | | | | | | | |
| Bondy | Plots A et B (sur site) | Bondy Habitat | 62 | 12 | 50 | 7 810 016 € | 172 800 € | 1 388 400 € |
| | 167 rue Edouard Vaillant | | 59 | 13 | 46 | 7 588 309 € | 172 800 € | 1 318 200 € |
| Romainville | Tranche 1 - Phase Lot 3 | Seine Saint Denis Habitat | 15 | 0 | 15 | 2 630 185 € | | 100 500 € |
| | Tranche 1 - Phase 2 | | 79 | 0 | 79 | 12 205 145 € | | 529 300 € |
| | Tranche 2 - Phase 1 | | 150 | 29 | 121 | 23 260 664 € | 287 100 € | 1 173 200 € |
| **Total Demande de dérogation - Reconstitution de l'offre en QPV** | | | 365 | 54 | 311 | | | |
| **TOTAL** | | | **795** | **199** | **596** | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 1.2. Opérations pré-conventionnées faisant l'objet de modifications

| Ville | Opération | Maître d'ouvrage | Nombre de logements | PLAI | PLUS | Montant HT | Subvention ANRU | Prêt bonifié |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Opérations pré-conventionnées faisant l'objet de modification (annulent et remplacent les opérations correspondantes du protocole)** | | | | | | | | |
| Noisy le Sec | 10 rue de Neuilly | Noisy le Sec Habitat | 18 | 0 | 18 | 3 148 980 € | | 421 200 € |
| | 203/205 Rue de la Chasse | | 10 | 0 | 10 | 1 439 420 € | - € | 234 000 € |
| | 2 Allée du Canada | | 3 | 1 | 2 | 583 448 € | 28 800 € | 130 000 € |
| | 15/21 Rue des Carrouges | | 14 | 0 | 14 | 2 779 977 € | | 327 600 € |
| **Romainville** | Normandie Niemen | Seine Saint Denis Habitat | 12 | 7 | 5 | 1 472 719 € | 100 800 € | 244 400 € |
| | 6 bis rue Vassou | | 55 | 33 | 22 | 9 935 064 € | 475 200,00 € | 1 115 400,00 € |
| | Floréal | | 3 | 2 | 1 | 311 877 € | 28 800,00 € | 59 800 € |
| | 62-72 avenue Wilson | | 5 | 3 | 2 | 730 725,57 € | 43 200,00 € | 101 400,00 € |
| **Opérations pré-conventionnées faisant l'objet de modification (annulent et remplacent les opérations correspondantes du protocole)** | | | 120 | 46 | 74 | | | |

## 1.3. Synthèse :

| | Nombre de logements | PLAI | PLUS |
|---|---|---|---|
| **Demande de pré-conventionnement** | 795 | 199 | 596 |
| **Demande opérations pré-conventionnées faisant l'objet de modification (annulent et remplacent les opérations correspondantes du protocole)** | 120 | 46 | 74 |
| **Total Point de mi-parcours** | **915** | **245** | **670** |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 2. Demandes de financement de l'ingénierie de conduite de projet

| Demandes de financement de l'ingenierie internalisée | | | | 10/04/2018 | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Ville (s)** | **Quartiers PRU** | **Postes** | **base forfaitaire annuelle** | **Situation proposée (nb ETP)** | **Détails des propositions** |
| **Bobigny** | tous PRU | Directeur de projet | 115000 | 1 | Reconduction à l'identique. pas de nouvelle demande d'AMO à ce stade. |
| | Edouard-Vaillant-Abreuvoir | Chargé d'opération | 95000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| | | | | **2** | |
| **Bondy** | Bondy nord, Sablière, Blanqui | directeur de projet | 115000 | 1 | condition de transfert du poste à EE- demande de reconduction de l'AMO |
| | | | | **1** | |
| **Romainville** | Gagarine | directeur de projet | 115000 | 1 | forfait directeur de projet, non reconduction de l'AMO conduite de projet par quartier |
| | | | | **1** | |
| **Noisy-le-Sec** | Londeau, Béthisy | directeur de projet | 115000 | 1 | condition de transfert du poste à EE |
| | | | | **1** | |
| **Bagnolet/Montreuil** | La Noue-Malassis-Morillon | directeur de projet | 115000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| | La Noue | chef de projet | 95000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| | Malassis | chef de projet | 95000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| | Bagnolet | chef de projet suivi opérationnel Bagnolet | 95000 | 1 | renforcement suite au basculement des opérations issues du PRU 1 |
| | La Noue | chargé de mission Habitat privé | 95000 | 0,8 | renforcement / lancement des plans de sauvegarde |
| | | | | **4,8** | |
| **Pantin** | 4 Chemins - 7 Arpents | directeur de projet | 115000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| **Pantin- Le Pré-St Gervais** | 4 chemins / La Noue | chargé de mission habitat privé | 95000 | 1 | Reconduction à l'identique / relais appel à projet ? |
| | | | | **2** | |
| | | **Sous-total ETP par PRU (1)** | | **11,8** | |
| **Est Ensemble** | Ens. PRU | Directrice DHRU | 115 000 | 0,5 | Reconduction à l'identique |
| | Ens. PRU | Responsable pôle RU | 115 000 | 1 | Reconduction à l'identique |
| | Ens. PRU | Chargé mission coord GUP et concertation | 95 000 | 1 | Poste existant, missions complémentaires : MPI, plateforme numérique ANRU + |
| | Ens. PRU | Chargé mission habitat et relogement | 95 000 | 1 | Volet RU à renforcer répartis sur deux postes dont un recrutement en cours en vue du passage en phase opérationnelle (programmation habitat et relogement) |
| | Ens. PRU | Chargé mission insertion | 95 000 | 1 | Poste existant, financement à solliciter |
| | Ens. PRU | Assistance financière | 95 000 | 1 | Poste à recruter, financement à solliciter |
| | | | | | |
| | | **Sous-total ETP pour pilotage transversal (2)** | | **5,5** | |
| | | | | | |
| | | **Total ETP ANRU (1 + 2)** | | **17,3** | |
| **Conduite de projet Bailleurs** | | | | | |
| | Abreuvoir-La Noue Caillet-Londeau | Seine-Saint-Denis Habitat-chargé d'opération | | 1 | |
| | Morillon-La Noue Clos Français | OPH Montreuillois-chargé d'opération | | 1 | |
| | | | | **2** | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 3. Tableau de synthèse des demandes d'autorisations de démarrage anticipé et de pré-conventionnement

**Demandes de pré-conventionnement et d'autorisations de démarrage anticipé**

| | Quartier | Opération | Maître d'ouvrage | Nb logements | Chiffrage HT | ANRU | CDC | ANAH | calendrier de démarrage prévisionnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Autorisation de démarrage anticipé démolitions de logements sociaux | | | | | | | | | |
| PRIN | La Noue Caillet-Terre St Blaise-Les Merisiers | Démolition barre des Merisiers | I3F | 132 | 6 677 780 € | 4 148 762 € | | | sept.-20 |
| PRIR | Blanqui | Démolition Martin Luther King | OPH Bondy | 216 | 10 200 000 € | 5 100 000 € | | | juin-20 |
| PRIN | Quatre Chemins | Démolition 40 Magenta | OPH Pantin | 16 | 639 311 € | 312 181 € | | | T2 2018 |
| Autorisation de démarrage anticipé réhabilitation de logements sociaux | | | | | | | | | |
| PRIR | Le Morillon | Réhabilitation thermique des logements de Montreau A1 | OPHM | 579 | 14 000 000 € | 2 000 000 € | | | nov.-18 |
| PRIN | La Noue-Malassis | Réhabilitation thermique des logements du Clos Français | OPHM | 581 | 9 200 000 € | 1 840 000 € | | | janv.-19 |
| PRIN | La Noue-Malassis | Réhabilitation thermique et résidentialisation des bâtiments BB4 et C4 | OPH de Bagnolet | 151 | 3 420 000 € | 502 000 € | | | T3 2018 |
| PRIN | Bobigny Centre Ville | Réhabilitation thermique des logements de Salavador Allende et Chemin Vert | OPH de Bobigny | 595 | 8 300 000 € | 4 150 000 € | | | nov. 18 |
| Autorisations de démarrage anticipé / pré-conventionnements Equipements de proximité | | | | | | | | | |
| PRIN | Quatre Chemins | Construction Micro-folie-SMJ | Ville de Pantin | | 3 225 000 € | 774 000 € | | | Études de moe 2018Études de moe 2018 |
| PRIN | Quatre Chemins | Crèche parentale Bains Douche | Ville de Pantin | | 1 131 544 € | 327 463 € | | | Dépôt PC juillet 2018 démarrage travaux janvier 2019 |
| PRIN | Quatre Chemins | Centre municipal de santé | Ville de Pantin | | 4 472 000 € | 1 341 000 € | | | Dépôt PC juillet 2018 démarrage travaux avril 2019 |
| Interventions Habitat privé | | | | | | | | | |
| PRIN | Quatre Chemins | Traitement de l'habitat indigne dans le cadre d'une concession d'aménagement | EE | 772 | 48 600 000 | 17 400 000 | 250 000 € | 5 200 000 € | T2 2018 |
| PRIR | Sept Arpents | Traitement de l'habitat indigne - 41 rue Charles Nodier | EE | 50 | 2 107 971 € | 1 053 985 € | | | T1 2016 |
| PRIN | Centre Ville Bobigny | Traitement de l'habitat indigne- 22 rue de l'Union | EE | 67 | 6 962 562 | 3 793 974 | | | T1 2018 |
| PRIN | La Noue Malassis | Suivi animation des 6 plans de sauvegarde : B1, B2, B3, B4, B5, B7 | EE | 613 | 1 500 000 | | 312 500 € | 625 000 € | T3 2018 |
| Préconventionnement actions d'accompagnement | | | | | | | | | |
| | ts PRU | Dispositif de concertation itinérant | EE | | 30 000 | 15 000 | | | juil.-18 |
| | ts PRU | ANRU + | EE | | 109 920 | 81 970 | | | T2 2018 |
| PRIN | La Noue Caillet | ANRU + | IRD | | 22 500 | 18 000 | | | T2 2018 |
| Aménagement | | | | | | | | | |
| PRIN | Quatre Chemins | autorisatio nde démarrage anticipé Voie de desserte collège Jean Lolive (délocalisé) | Ville de Pantin | | 2 400 000 € | 750 000€ | | | T4 2018 |
| PRIN | Quatre Chemins | Préconventionnement requalification rue Denis Papin | Ville de Pantin | | 2 201 560 € | 660 468 € | | | démarrage travaux octobre 2018 |
| PRIN | La Noue-Malassis | Autorisation de démarrage anticipé aménagement de la dalle de La Noue (basculement PRU 1) | Ville de Bagnolet | | 16 300 000 € | à préciser | | | démarrage travaux nov 2018 |
| autorisation de démarrage anticipé : diversification fonctionnelle dans le quartier | | | | | | | | | |
| PRIN | La Noue-Malassis | création de 5 ateliers d'artiste - BH30 | OPHM | | 220 000 € | 120 000 € | | | sept.-18 |
| PRIN | La Noue-Malassis | création de 7 ateliers d'artiste et 7 logements - BH40 | OPHM | | 1 800 000 € | 1 000 000 € | | | 1T 2019 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## *ANNEXES*

1. **Dossier de pré-conventionnement de Bondy Merisiers**

2. **Dossier de pré-conventionnement Bondy-Blanqui-Martin Luther-King**

3. **Dossier de demande de pré-conventionnement des Quatre Chemins à Pantin**

4. **Autorisation de démarrage anticipé d'une intervention en maîtrise publique pour le 41 Nodier au Pré-Saint Gervais**

5. **Autorisation de démarrage anticipé d'une intervention en maîtrise publique pour le 22-Union à Bobigny**

6. **Pré-conventionnement des Plans de sauvegarde La Noue à Bagnolet**

7. **Dossier ANRU +**

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Est Ensemble Grand Paris

# Etat d'avancement opérationnel

**Février 2020**

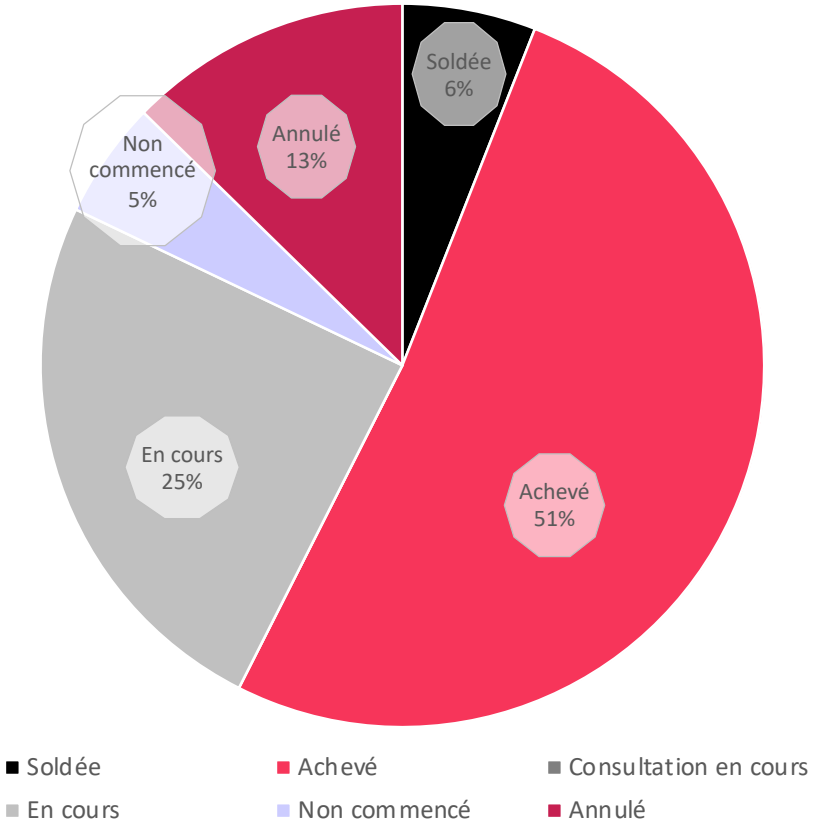
DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Un avancement opérationnel très engagé

- **134 opérations dont 90 opérations financées par l'ANRU**
  - 5% des études reste à engager représentant un seulement 1% du volume de subventions ANRU

| Nom des études/opérations non commencées | MOA |
|---|---|
| Etudes de faisabilité pré démolition | SSDH |
| Etude sociale Diagnostic d'occupation sociale | SSDH |
| *Etude stratégique et de faisabilité sur 5 copropriétés Pont de Bondy* | *Est Ensemble* |
| *Etude d'impact sur la revalorisation des commerces* | *OPH Bondy* |
| *Réseau de chaleur* | *Est Ensemble* |
| *Diagnostic technique équipements* | *Pantin* |
| *Etudes géotechniques* | *Pantin* |
| *Etude géomètre* | *Pantin* |
| *Etude renforcement réseaux enfouissement* | *Pantin* |
| *Maison des Projets* | *Pantin* |

**sans subventions ANRU*



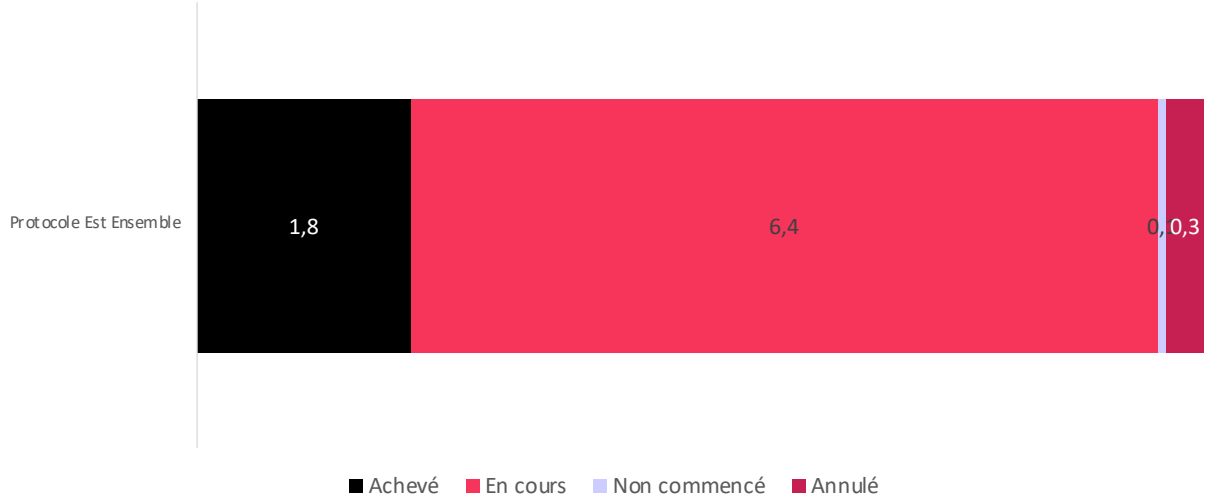

***Avancement opérationnel***

***(en nombre d'opération/études)***

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Un avancement opérationnel très engagé

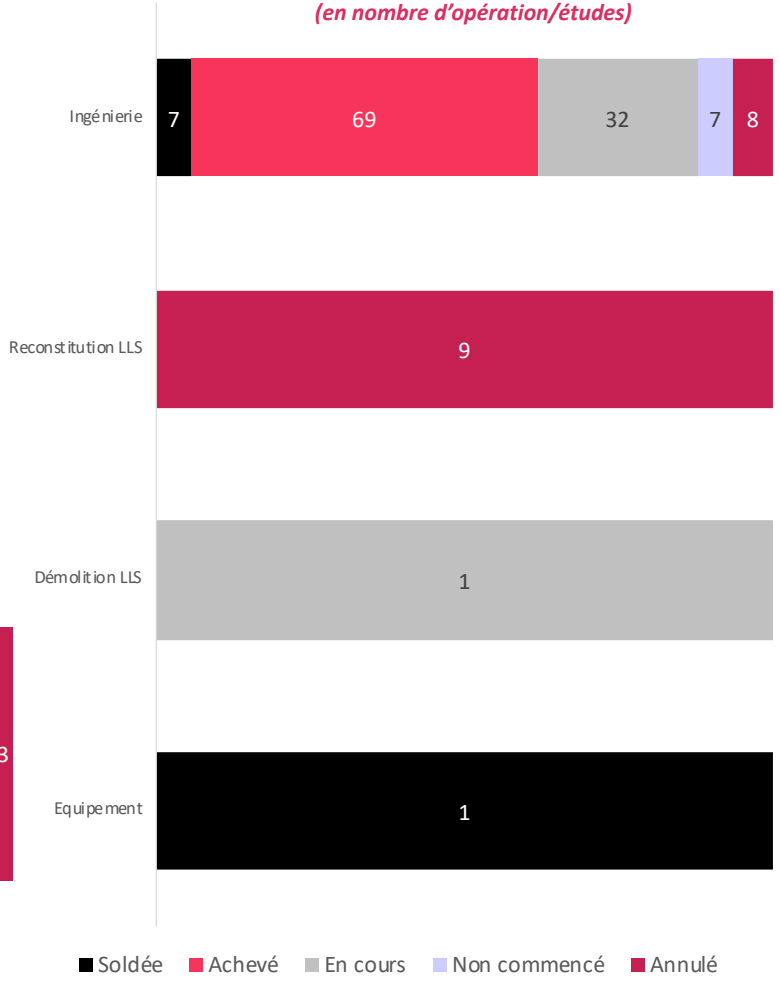
- **Un avancement opérationnel bien engagé, 134 opérations dont 90 financées par l'ANRU**
  - 32 études en cours de réalisation,
  - 1 démolition de logement en cours,
  - 1 équipement achevé.
- **17 opérations annulées**
  - dont 8 études,
  - dont 9 opérations de reconstitution basculées dans la convention territoriale.




*Avancement en M€ de subvention ANRU*

*Tableau d'avancement opérationnel*

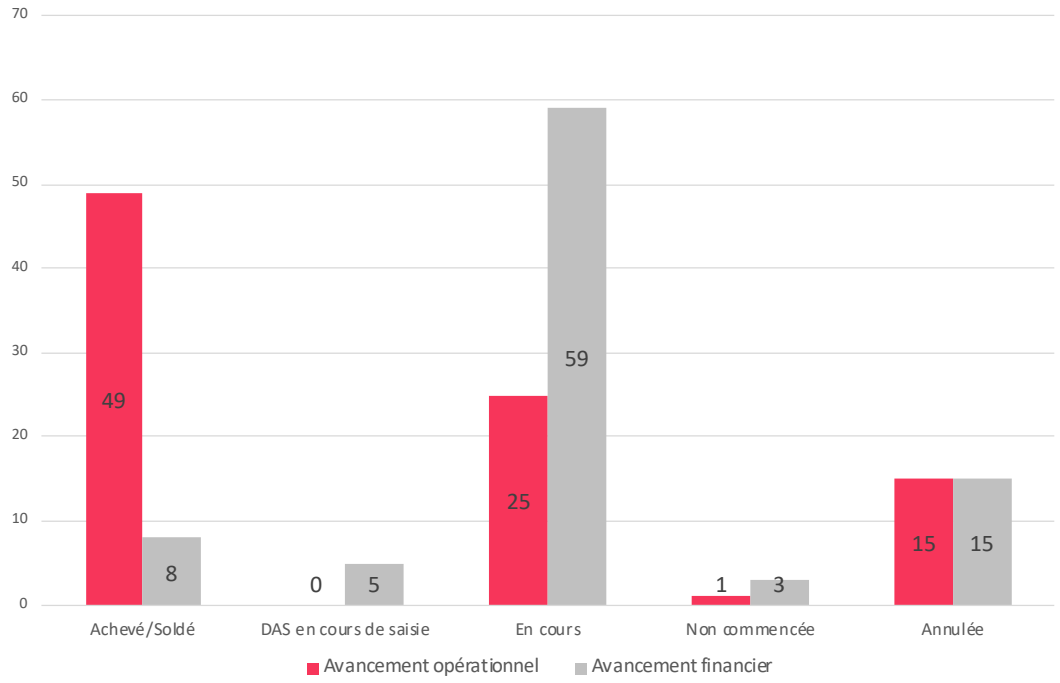
*(en nombre d'opération/études)*



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Un avancement inégal des engagements financiers ANRU

- 3 opérations/études non engagées (DAS non saisie) au 16/12 dont 1 n'est pas engagée opérationnellement
- 49 opérations terminées, dont 41 non soldées en subvention ANRU




*Avancement financier et opérationnel des 90 opérations/études subventionnées par l'ANRU*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Un avancement inégal des engagements financiers ANRU

| Étiquettes de lignes | Somme de Montant subvention programmé | Somme de Montant engagement (=DAS validée INST) | Somme de Cumul paiements |
|---|---|---|---|
| BONDY HABITAT, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT D'EST ENSEMBLE | 150 100 | 150 100 | |
| COMMUNE DE BAGNOLET | 20 000 | 20 000 | 8 364 |
| COMMUNE DE BOBIGNY | 225 000 | 61 806 | 12 750 |
| COMMUNE DE BONDY | 70 783 | 9 950 | 7 175 |
| COMMUNE DE MONTREUIL | 97 500 | 97 450 | |
| COMMUNE DE NOISY LE SEC | 37 500 | 17 500 | |
| COMMUNE DE PANTIN | 206 751 | 72 829 | |
| COMMUNE DE ROMAINVILLE | 2 934 216 | 2 881 038 | 2 872 010 |
| COMMUNE DE VILLEMOMBLE | 10 870 | 10 800 | |
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | 2 594 717 | 1 805 380 | 1 093 677 |
| ICF LA SABLIERE SA D'HLM | 89 820 | 89 820 | |
| LOGEMENT GEST IMMOBILIERE REG PARISIENNE | 69 925 | 25 000 | |
| OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET | 25 675 | | |
| OPH DE LA VILLE DE PANTIN | 31 250 | | |
| OPH DE VILLEMOMBLE GD PARIS GD EST | 21 000 | 20 920 | 4 640 |
| OPH MONTREUILLOIS | 112 400 | 112 400 | 89 920 |
| SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 8 589 110 | 8 547 791 | 1 382 765 |
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 1 429 485 | 363 989 | 263 187 |
| **Total général** | **16 716 102** | **14 286 772** | **5 734 488** |

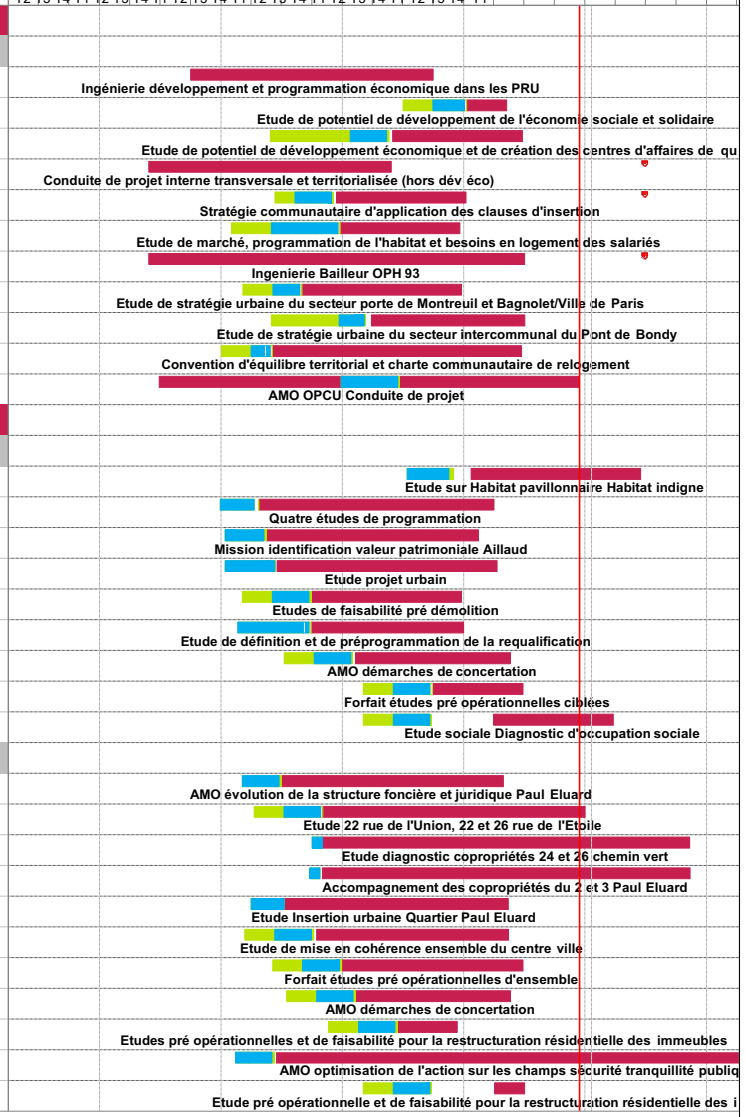
*Avancement des subventions ANRU au 16/12*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **00_Intercommunal** | | | **79,53m** | | | | |
| | **QPV: Est Ensemble** | | | **79,53m** | | | | |
| 6-14-01-37 | Ingénierie développement et programmation économique dans les PRU | tercommunal | Est Ensemble | 29,33 m | 01/10/16 | 01/10/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-34 | Etude de potentiel de développement de l'économie sociale et solidaire | tercommunal | Est Ensemble | 15,4 m | 10/01/19 | 10/05/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-33 | Etude de potentiel de développement économique et de création des centres d'affaires de quartier | tercommunal | Est Ensemble | 30,27 m | 01/06/18 | 26/06/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-26 | Conduite de projet interne transversale et territorialisée (hors dév éco) | tercommunal | Est Ensemble | 49,77 m | 28/05/16 | 28/05/18 | Soldée | Achevé |
| 6-14-01-35 | Stratégie communautaire d'application des clauses d'insertion | tercommunal | Est Ensemble | 54,07 m | 14/12/17 | 08/01/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-28 | Etude de marché, programmation de l'habitat et besoins en logement des salariés | tercommunal | Est Ensemble | 58,5 m | 25/12/17 | 20/12/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-04-09 | Ingenierie Bailleur OPH 93 | tercommunal | SEINE-SAINT Habitat | 72,2 m | 28/05/16 | 03/07/19 | Soldée | Achevé |
| 6-14-01-32 | Etude de stratégie urbaine du secteur porte de Montreuil et Bagnolet/Ville de Paris | tercommunal | Est Ensemble | 61,3 m | 01/09/17 | 25/12/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-30 | Etude de stratégie urbaine du secteur intercommunal du Pont de Bondy | tercommunal | Est Ensemble | 58,65 m | 29/03/18 | 04/07/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-29 | Convention d'équilibre territorial et charte communautaire de relogement | tercommunal | Est Ensemble | 65,57 m | 04/06/17 | 24/06/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-36 | AMO OPCU Conduite de projet | tercommunal | Est Ensemble | 73,57 m | 28/06/16 | 15/12/19 | En cours | En cours |
| | **Bobigny** | | | **87,13m** | | | | |
| | **QPV: PRIN Abreuvoir** | | | **75,03m** | | | | |
| 6-14-01-08 | Etude sur Habitat pavillonnaire Habitat indigne | Bobigny | Est Ensemble | 28,4 m | 23/01/19 | 16/06/20 | Hors ANRU | En cours |
| 6-14-03-07 | Quatre études de programmation | Bobigny | Bobigny | 54,95 m | 24/04/17 | 02/04/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-07 | Mission identification valeur patrimoniale Aillaud | Bobigny | Est Ensemble | 54,49 m | 16/05/17 | 14/02/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-06 | Etude projet urbain | Bobigny | Est Ensemble | 55,82 m | 18/06/17 | 11/04/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-04-04 | Etudes de faisabilité pré démolition | Bobigny | SEINE-SAINT Habitat | 55,47 m | 01/10/17 | 25/12/18 | Non commencée | Non commencé |
| 6-14-04-02 | Etude de définition et de préprogrammation de la requalification | Bobigny | SEINE-SAINT Habitat | 55,94 m | 29/09/17 | 30/12/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-03-05 | AMO démarches de concertation | Bobigny | Bobigny | 55,8 m | 09/02/18 | 22/05/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-03-06 | Forfait études pré opérationnelles ciblées | Bobigny | Bobigny | 53,7 m | 01/10/18 | 28/06/19 | DAS en cours de saisie | Achevé |
| 6-14-04-01 | Etude sociale Diagnostic d'occupation sociale | Bobigny | SEINE-SAINT Habitat | 60,67 m | 01/04/19 | 26/03/20 | Non commencée | En cours |
| | **QPV: PRIN Centre-Ville** | | | **84,53m** | | | | |
| 6-14-03-01 | AMO évolution de la structure foncière et juridique Paul Eluard | Bobigny | Bobigny | 31,17 m | 01/07/17 | 30/04/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-09 | Etude 22 rue de l'Union, 22 et 26 rue de l'Etoile | Bobigny | Est Ensemble | 38,18 m | 01/11/17 | 31/12/19 | Hors ANRU | En cours |
| 6-14-01-11 | Etude diagnostic copropriétés 24 et 26 chemin vert | Bobigny | Est Ensemble | 64,2 m | 01/11/17 | 11/11/20 | Hors ANRU | En cours |
| 6-14-01-10 | Accompagnement des copropriétés du 2 et 3 Paul Eluard | Bobigny | Est Ensemble | 43,13 m | 01/11/17 | 12/11/20 | Hors ANRU | En cours |
| 6-14-01-04 | Etude Insertion urbaine Quartier Paul Eluard | Bobigny | Est Ensemble | 53,86 m | 01/07/17 | 15/05/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-05 | Etude de mise en cohérence ensemble du centre ville | Bobigny | Est Ensemble | 56,98 m | 15/10/17 | 16/05/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-03-03 | Forfait études pré opérationnelles d'ensemble | Bobigny | Bobigny | 56,43 m | 01/01/18 | 28/06/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-03-04 | AMO démarches de concertation | Bobigny | Bobigny | 55,57 m | 09/02/18 | 22/05/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-06-01 | Etudes pré opérationnelles et de faisabilité pour la restructuration résidentielle des immeubles | Bobigny | Logirep | 52,7 m | 15/06/18 | 12/12/18 | En cours | En cours |
| 6-14-03-02 | AMO optimisation de l'action sur les champs sécurité tranquillité publique | Bobigny | Bobigny | 62,68 m | 15/06/17 | 15/06/21 | En cours | En cours |
| 6-14-04-05 | Etude pré opérationnelle et de faisabilité pour la restructuration résidentielle des immeubles | Bobigny | SEINE-SAINT Habitat | 58,07 m | 04/04/19 | 03/07/19 | En cours | En cours |




180913- Planning NPRU type 1 / 1

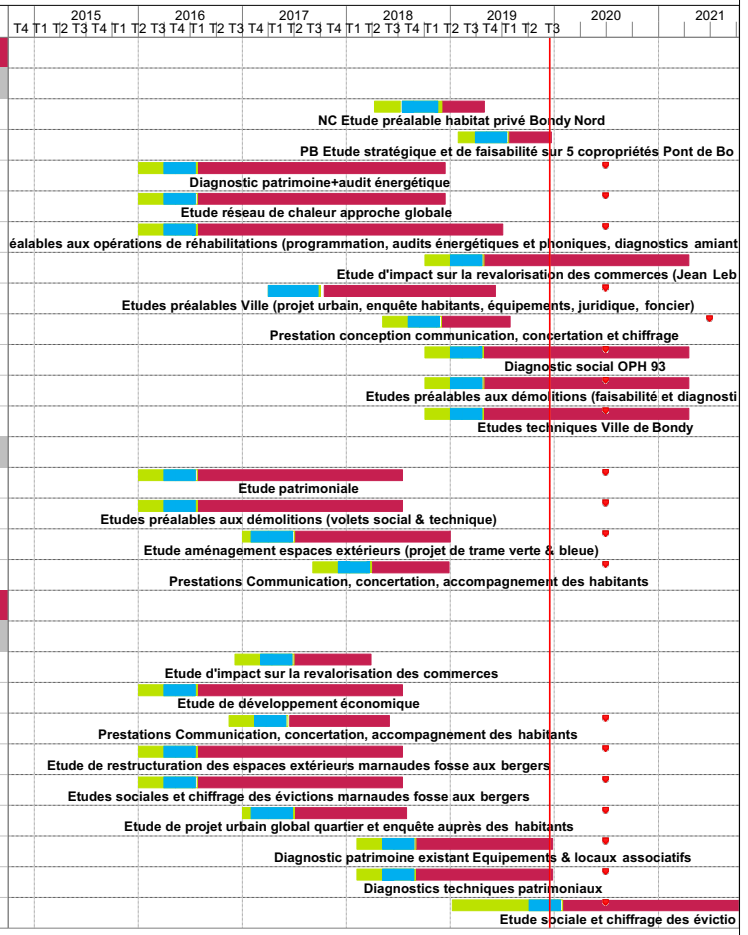
Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Bondy** | | | **91,63m** | | | | |
| | **QPV: PRIN Quartiers nord** | | | **91,63m** | | | | |
| 6-14-01-38 | Etude préalable habitat privé Bondy Nord | Bondy | Est Ensemble | 17,87 m | 01/12/18 | 30/04/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-39 | Etude stratégique et de faisabilité sur 5 copropriétés Pont de Bondy | Bondy | Est Ensemble | 15,9 m | 24/07/19 | 21/12/19 | Hors ANRU | Non commencé |
| 6-14-09-05 | Diagnostic patrimoine+audit énergétique | Bondy | OPH Bondy | 59,6 m | 26/07/16 | 13/12/18 | En cours | En cours |
| 6-14-15-01 | Etude réseau de chaleur approche globale | Bondy | I3F | 59,6 m | 26/07/16 | 13/12/18 | Non commencée | Achevé |
| 6-14-04-08 | Etudes préalables aux opérations de réhabilitations (programmation, audits énergétiques et phoniques, diagnostics amiante) | Bondy | SEINE-SAINT Habitat | 61,62 m | 26/07/16 | 03/07/19 | En cours | En cours |
| 6-14-09-01 | Etude d'impact sur la revalorisation des commerces | Bondy | OPH Bondy | 35,9m | 28/04/19 | 17/04/21 | Hors ANRU | Non commencé |
| 6-14-01-15 | Etudes préalables Ville (projet urbain, enquête habitants, équipements, juridique, foncier) | Bondy | Est Ensemble | 56,57 m | 15/10/17 | 07/06/19 | En cours | En cours |
| 6-14-08-01 | Prestation conception communication, concertation et chiffrage | Bondy | Bondy | 53,33 m | 01/12/18 | 29/07/19 | DAS en cours de saisie | En cours |
| 6-14-04-06 | Diagnostic social OPH 93 | Bondy | SEINE-SAINT Habitat | 58,1 m | 28/04/19 | 17/04/21 | DAS en cours de saisie | En cours |
| 6-14-04-07 | Etudes préalables aux démolitions (faisabilité et diagnostic amiante) | Bondy | SEINE-SAINT Habitat | 58,1 m | 28/04/19 | 17/04/21 | DAS en cours de saisie | En cours |
| 6-14-08-02 | Etudes techniques Ville de Bondy | Bondy | Bondy | 58,1 m | 28/04/19 | 17/04/21 | DAS en cours de saisie | En cours |
| | **QPV: PRIR Blanqui** | | | **74,07m** | | | | |
| 6-14-09-02 | Etude patrimoniale | Bondy | OPH Bondy | 58,1 m | 26/07/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-09-04 | Etudes préalables aux démolitions (volets social & technique) | Bondy | OPH Bondy | 58,1 m | 26/07/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-09-03 | Etude aménagement espaces extérieurs (projet de trame verte & bleue) | Bondy | OPH Bondy | 55,54 m | 02/07/17 | 31/12/18 | En cours | En cours |
| 6-14-08-03 | Prestations Communication, concertation, accompagnement des habitants | Bondy | Bondy | 53,67 m | 01/04/18 | 27/12/18 | En cours | En cours |
| | **Bondy-Villemomble** | | | **100,83m** | | | | |
| | **QPV: PRIR La Sablière** | | | **100,83m** | | | | |
| 6-14-08-04 | Etude d'impact sur la revalorisation des commerces | -Villemomble | Bondy | 21,8 m | 01/07/17 | 28/03/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-21-02 | Etude de développement économique | -Villemomble | Villemomble | 35,9m | 26/07/16 | 16/07/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-08-05 | Prestations Communication, concertation, accompagnement des habitants | -Villemomble | Bondy | 54,6 m | 15/06/17 | 31/05/18 | Soldée | Achevé |
| 6-14-22-02 | Etude de restructuration des espaces extérieurs marnaudes fosse aux bergers | -Villemomble | OPH Villemomble | 76,33 m | 26/07/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-22-01 | Etudes sociales et chiffrage des évictions marnaudes fosse aux bergers | -Villemomble | OPH Villemomble | 76,37 m | 26/07/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-21-01 | Etude de projet urbain global quartier et enquête auprès des habitants | -Villemomble | Villemomble | 66,8m | 02/07/17 | 31/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-12-02 | Diagnostic patrimoine existant Equipements & locaux associatifs | -Villemomble | La Sablière | 55,7 m | 01/09/18 | 25/12/19 | En cours | En cours |
| 6-14-12-03 | Diagnostics techniques patrimoniaux | -Villemomble | La Sablière | 55,7 m | 01/09/18 | 25/12/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-12-01 | Etude sociale et chiffrage des évictions La Sablière | -Villemomble | La Sablière | 64,1 m | 29/01/20 | 18/01/22 | En cours | Achevé |





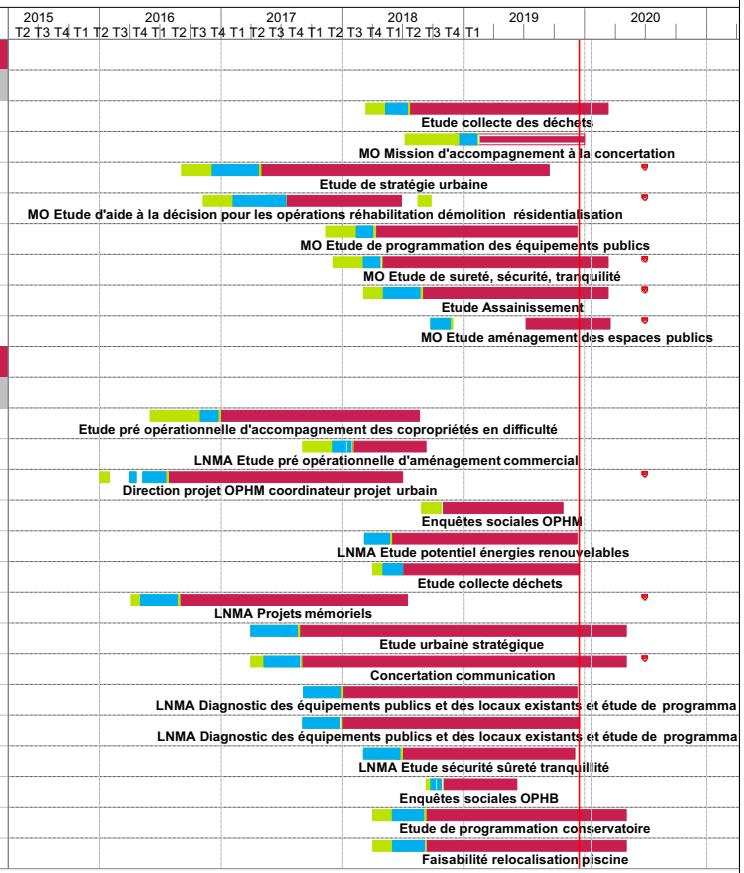

Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Montreuil** | | | **81,05m** | | | | |
| | **QPV: PRIR Le Morrillon** | | | **81,05m** | | | | |
| 6-14-01-13 | Etude collecte des déchets | Montreuil | Est Ensemble | 24,3 m | 20/07/18 | 10/03/20 | Hors ANRU | En cours |
| 6-14-05-04 | MO Mission d'accompagnement à la concertation | Montreuil | Montreuil | 41,4 m | 06/12/18 | 31/12/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-12 | Etude de stratégie urbaine Morillon | Montreuil | Est Ensemble | 60,59 m | 30/04/17 | 16/09/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-07-01 | MO Etude d'aide à la décision pour les opérations réhabilitation démolition résidentialisation | Montreuil | OPH Montreuillois | 65,7 m | 02/06/17 | 27/06/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-05-02 | MO Etude de programmation des équipements publics | Montreuil | Montreuil | 55,06 m | 12/04/18 | 09/12/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-05-03 | MO Etude de sureté, sécurité, tranquilité | Montreuil | Montreuil | 55,72 m | 01/05/18 | 10/03/20 | En cours | En cours |
| 6-14-01-14 | Etude Assainissement Morillon | Montreuil | Est Ensemble | 55,56 m | 01/09/18 | 10/03/20 | En cours | En cours |
| 6-14-05-01 | MO Etude aménagement des espaces publics | Montreuil | Montreuil | 56,09 m | 08/07/19 | 16/03/20 | En cours | En cours |
| | **Montreuil, Bagnolet** | | | **82,79m** | | | | |
| | **QPV: PRIN La Noue Malassis** | | | **82,79m** | | | | |
| 6-14-01-21 | Etude pré opérationnelle d'accompagnement des copropriétés en difficulté | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 32,03 m | 29/12/16 | 21/08/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-05-07 | LNMA Etude pré opérationnelle d'aménagement commercial | Montreuil, Bagnolet | Epareca | 17,37 m | 01/02/18 | 10/09/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-07-02 | Direction projet OPHM coordinateur projet urbain | Montreuil, Bagnolet | OPH Montreuillois | 46,8 m | 26/07/16 | 01/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-07-03 | Enquêtes sociales OPHM | Montreuil, Bagnolet | OPH Montreuillois | 17,2 m | 01/11/18 | 27/10/19 | En cours | Annulé |
| 6-14-05-05 | LNMA Etude potentiel énergies renouvelables | Montreuil, Bagnolet | Montreuil | 26,37 m | 29/05/18 | 09/12/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-18 | Etude collecte déchets | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 25,77 m | 01/07/18 | 16/12/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-05-08 | LNMA Projets mémoriels | Montreuil, Bagnolet | Montreuil | 55,83 m | 01/09/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-17 | Etude urbaine stratégique La Noue-Malassis | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 58,73 m | 25/08/17 | 04/05/20 | En cours | En cours |
| 6-14-01-22 | Concertation communication | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 58,89 m | 01/09/17 | 04/05/20 | En cours | En cours |
| 6-14-05-06 | LNMA Diagnostic des équipements publics et des locaux existants et étude de programmation | Montreuil, Bagnolet | Montreuil | 54,97 m | 01/01/18 | 09/12/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-19-01 | LNMA Diagnostic des équipements publics et des locaux existants et étude de programmation | Montreuil, Bagnolet | Bagnolet | 55,11 m | 01/01/18 | 16/12/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-05-09 | LNMA Etude sécurité sûreté tranquillité | Montreuil, Bagnolet | Montreuil | 53,12 m | 01/07/18 | 02/12/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-17-01 | Enquêtes sociales OPHB | Montreuil, Bagnolet | OPH Bagnolet | 55,11 m | 01/11/18 | 10/06/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-19 | Etude de programmation conservatoire | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 55,42 m | 10/09/18 | 04/05/20 | En cours | En cours |
| 6-14-01-20 | Faisabilité relocalisation piscine | Montreuil, Bagnolet | Est Ensemble | 55,39 m | 10/09/18 | 04/05/20 | En cours | En cours |





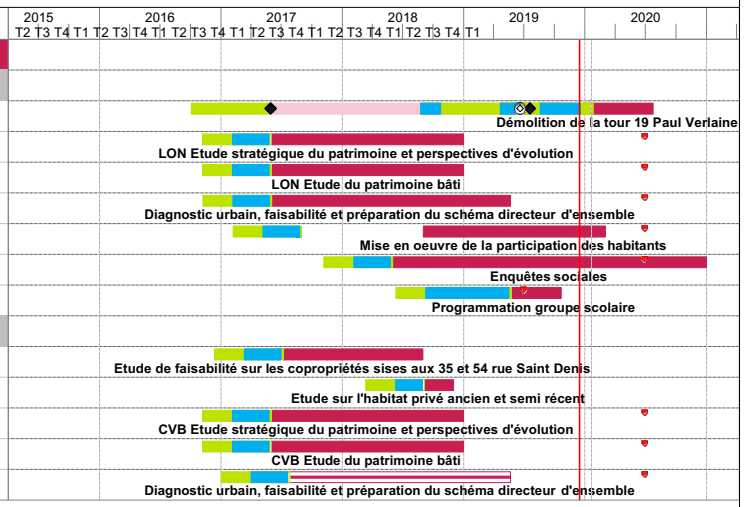

Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Noisy le Sec** | | | **82,6m** | | | | |
| | **QPV: PRIN Le Londeau** | | | **82,6m** | | | | |
| 6-21-02-01 | **Démolition de la tour 19 Paul Verlaine** | **Noisy le Sec** | **SAEM Habitat** | **57,53 m** | **27/12/19** | **24/07/20** | En cours | En cours |
| 6-14-02-03 | **LON Etude stratégique du patrimoine et perspectives d'évolution** | **Noisy le Sec** | **SAEM Habitat** | **56,68 m** | **01/06/17** | **30/12/18** | En cours | Achevé |
| 6-14-02-04 | **LON Etude du patrimoine bâti** | **Noisy le Sec** | **SAEM Habitat** | **56,68 m** | **01/06/17** | **30/12/18** | Soldée | Achevé |
| 6-14-01-24 | **Diagnostic urbain, faisabilité et préparation du schéma directeur d'ensemble** | **Noisy le Sec** | **Est Ensemble** | **58,07 m** | **01/06/17** | **22/05/19** | En cours | Achevé |
| 6-14-18-02 | **Mise en oeuvre de la participation des habitants** | **Noisy le Sec** | **Noisy Le Sec** | **68,55 m** | **01/09/18** | **02/03/20** | En cours | En cours |
| 6-14-06-02 | **Enquêtes sociales** | **Noisy le Sec** | **Logirep** | **60,34 m** | **01/06/18** | **30/12/20** | En cours | En cours |
| 6-14-18-01 | **Programmation groupe scolaire** | **Noisy le Sec** | **Noisy Le Sec** | **62,07 m** | **24/05/19** | **21/10/19** | En cours | Achevé |
| | **QPV: PRIR Centre Ville Béthisy** | | | **58,1m** | | | | |
| 6-14-01-02 | **Etude de faisabilité sur les copropriétés sises aux 35 et 54 rue Saint Denis** | **Noisy le Sec** | **Est Ensemble** | **25,9 m** | **07/07/17** | **31/08/18** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-03 | **Etude sur l'habitat privé ancien et semi récent** | **Noisy le Sec** | **Est Ensemble** | **13,77 m** | **05/09/18** | **30/11/18** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-02-01 | **CVB Etude stratégique du patrimoine et perspectives d'évolution** | **Noisy le Sec** | **SAEM Habitat** | **56,68 m** | **01/06/17** | **30/12/18** | En cours | Achevé |
| 6-14-02-02 | **CVB Etude du patrimoine bâti** | **Noisy le Sec** | **SAEM Habitat** | **56,68 m** | **01/06/17** | **30/12/18** | En cours | Achevé |
| 6-14-01-01 | **Diagnostic urbain, faisabilité et préparation du schéma directeur d'ensemble** | **Noisy le Sec** | **Est Ensemble** | **56,23 m** | **01/06/17** | **22/05/19** | En cours | Achevé |





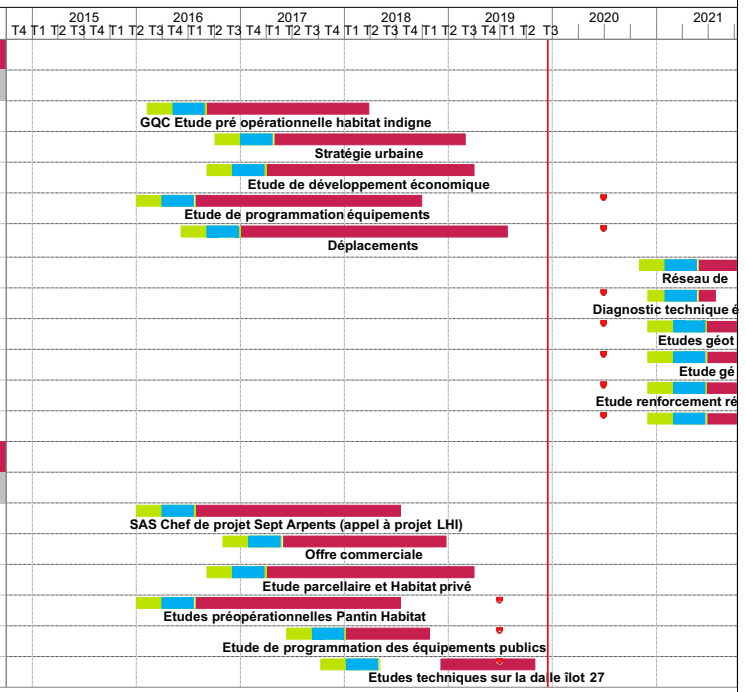

Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Pantin** | | | **117,97m** | | | | |
| | **QPV: PRIN Les Quatre chemins Pantin** | | | **117,97m** | | | | |
| 6-14-01-27 | GQC Etude pré opérationnelle habitat indigne | Pantin | Est Ensemble | 30,93 m | 01/09/16 | 27/03/18 | Hors ANRU | Achevé |
| | Stratégie urbaine intercommunale | Pantin | Plaine commune | 32,27 m | 01/05/17 | 28/02/19 | Hors ANRU | Achevé |
| | Etude de développement économique | Pantin | Plaine commune | 34,23 m | 01/04/17 | 31/03/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-14-03 | Etude de programmation équipements | Pantin | Pantin | 58,85 m | 26/07/16 | 29/09/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-14-09 | Déplacements | Pantin | Pantin | 60,33 m | 01/01/17 | 26/07/19 | En cours | Achevé |
| 6-14-01-25 | Réseau de chaleur | Pantin | Est Ensemble | 17,9 m | 27/05/21 | 23/11/21 | Hors ANRU | Non commencé |
| 6-14-14-07 | Diagnostic technique équipements | Pantin | Pantin | 50,5 m | 27/05/21 | 26/07/21 | Non commencée | Non commencé |
| 6-14-14-04 | Etudes géotechniques | Pantin | Pantin | 52,7 m | 26/06/21 | 23/12/21 | En cours | En cours |
| 6-14-14-05 | Etude géomètre | Pantin | Pantin | 52,7 m | 26/06/21 | 23/12/21 | En cours | En cours |
| 6-14-14-06 | Etude renforcement réseaux enfouissement | Pantin | Pantin | 52,99 m | 26/06/21 | 21/01/22 | Non commencée | Non commencé |
| 6-14-14-08 | Maison des Projets | Pantin | Pantin | 58,1 m | 26/06/21 | 16/06/23 | Non commencée | Non commencé |
| | **Pantin, Pré Saint Gervais** | | | **82,93m** | | | | |
| | **QPV: PRIR Les Septs Arpents Stalingrad** | | | **82,93m** | | | | |
| 6-14-01-41 | SAS Chef de projet Sept Arpents (appel à projet LHI) | Pantin, Pré Saint Gervais | Est Ensemble | 35,9 m | 26/07/16 | 16/07/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-20-01 | Offre commerciale | Pantin, Pré Saint Gervais | Pré St Gervais | 26,1 m | 01/06/17 | 23/12/18 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-23 | Etude parcellaire et Habitat privé | Pantin, Pré Saint Gervais | Est Ensemble | 36,23 m | 01/04/17 | 31/03/19 | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-16-01 | Etudes préopérationnelles Pantin Habitat | Pantin, Pré Saint Gervais | OPH Pantin | 58,1 m | 26/07/16 | 16/07/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-14-02 | Etude de programmation des équipements publics | Pantin, Pré Saint Gervais | Pantin | 53,84 m | 05/01/18 | 26/10/18 | En cours | Achevé |
| 6-14-14-01 | Etudes techniques sur la dalle îlot 27 | Pantin, Pré Saint Gervais | Pantin | 61 m | 05/12/18 | 31/10/19 | En cours | En cours |





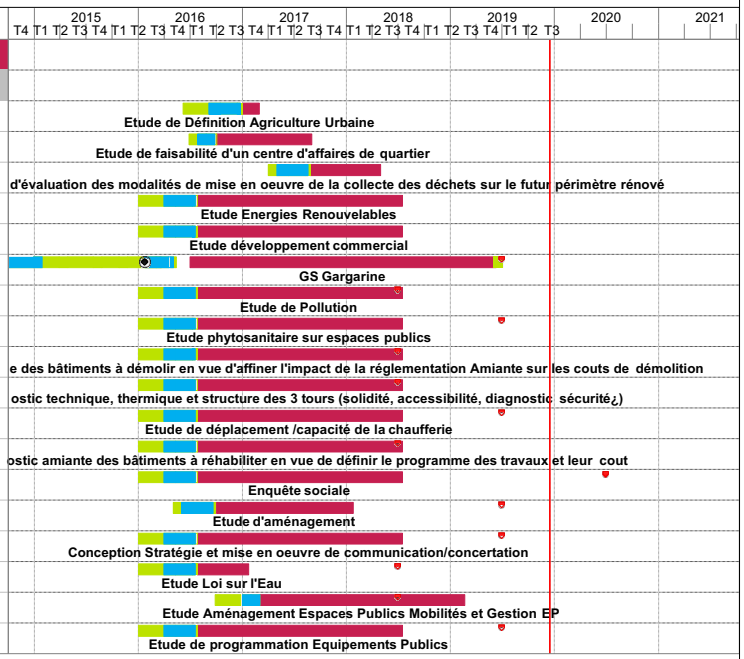

Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

perspectives urbaines & sociales

# Planning synthétique au 21/01/20

| Code opé | Nom | Secteur | Maitre d'Ouvrage | Durée | Début | Fin | Avancement financier | Avancement opérationnel |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Romainville** | | | **95,07m** | | | | |
| | **QPV: PRIN Gagarine** | | | **95,07m** | | | | |
| 6-14-10-07 | **Etude de Définition Agriculture Urbaine** | **Romainville** | **Romainville** | **13,9 m** | **01/01/17** | **28/02/17** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-40 | **Etude de faisabilité d'un centre d'affaires de quartier** | **Romainville** | **Est Ensemble** | **19,37 m** | **01/10/16** | **01/09/17** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-01-16 | **Etude d'évaluation des modalités de mise en oeuvre de la collecte des déchets sur le futur périmètre rénové** | **Romainville** | **Est Ensemble** | **18,13 m** | **26/08/17** | **30/04/18** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-14-10-02 | **Etude Energies Renouvelables** | **Romainville** | **Romainville** | **35,9 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Hors ANRU | Annulé |
| 6-14-11-01 | **Etude développement commercial** | **Romainville** | **Epareca** | **35,9 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Hors ANRU | Achevé |
| 6-37-01-01 | **GS Gargarine** | **Romainville** | **Romainville** | **65,13 m** | **30/06/16** | **10/06/19** | Soldée | Achevé |
| 6-14-10-04 | **Etude de Pollution** | **Romainville** | **Romainville** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-10-08 | **Etude phytosanitaire sur espaces publics** | **Romainville** | **Romainville** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-13-01 | **Diagnostic amiante des bâtiments à démolir en vue d'affiner l'impact de la réglementation Amiante sur les couts de démolition** | **Romainville** | **OPH Habitat** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-13-02 | **Diagnostic technique, thermique et structure des 3 tours (solidité, accessibilité, diagnostic sécurité¿)** | **Romainville** | **OPH Habitat** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Achevé |
| 6-14-13-03 | **Etude de déplacement /capacité de la chaufferie** | **Romainville** | **OPH Habitat** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-13-04 | **Diagnostic amiante des bâtiments à réhabiliter en vue de définir le programme des travaux et leur cout** | **Romainville** | **OPH Habitat** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-13-05 | **Enquête sociale** | **Romainville** | **OPH Habitat** | **58,1 m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Annulée | Annulé |
| 6-14-01-31 | **Etude d'aménagement** | **Romainville** | **Est Ensemble** | **54,13 m** | **01/10/16** | **24/01/18** | Soldée | Achevé |
| 6-14-10-01 | **Conception Stratégie et mise en oeuvre de communication/concertation** | **Romainville** | **Romainville** | **61,97m** | **26/07/16** | **16/07/18** | Soldée | Achevé |
| 6-14-10-03 | **Etude Loi sur l'Eau** | **Romainville** | **Romainville** | **61,97m** | **26/07/16** | **22/01/17** | Soldée | Achevé |
| 6-14-10-05 | **Etude Aménagement Espaces Publics Mobilités et Gestion EP** | **Romainville** | **Romainville** | **56,43 m** | **02/03/17** | **20/02/19** | En cours | Achevé |
| 6-14-10-06 | **Etude de programmation Equipements Publics** | **Romainville** | **Romainville** | **75,8m** | **26/07/16** | **16/07/18** | En cours | Achevé |

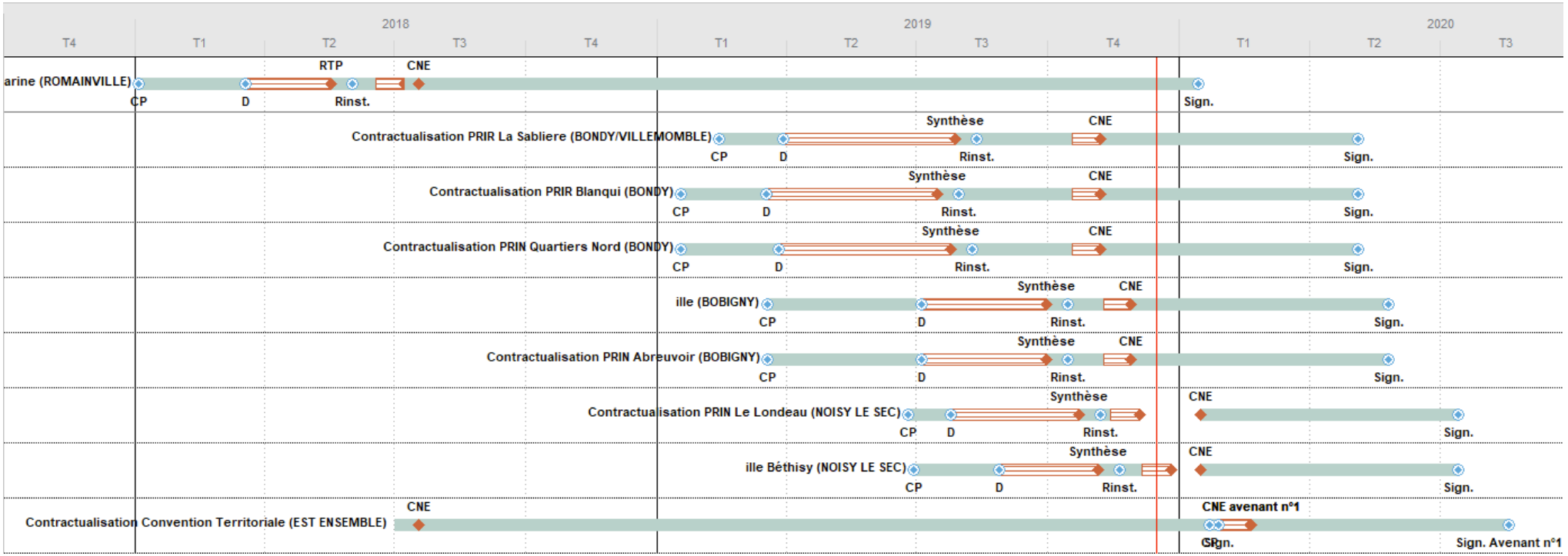


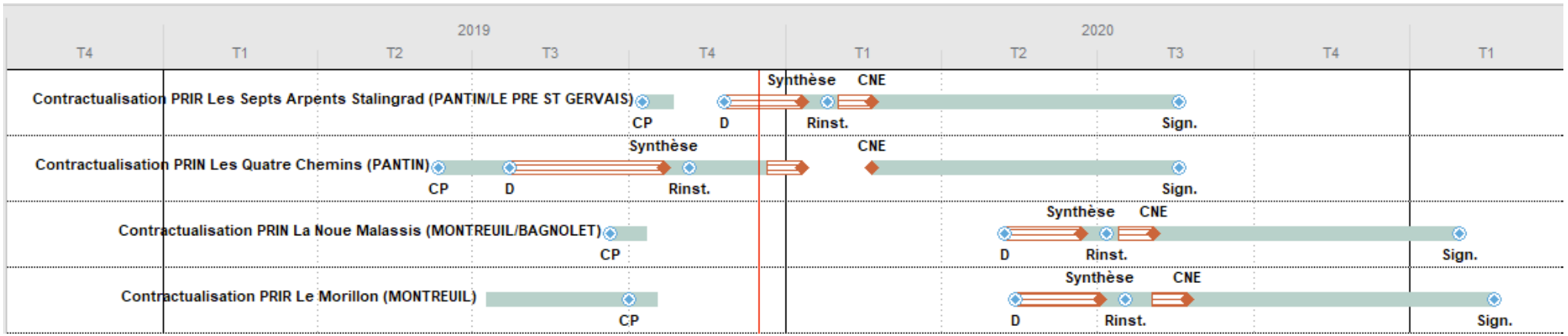

** Report des financements dans la convention territoriale*



Travaux ou missions
Relogement
Etudes
Validation Partenaires
Appel d'offre
Clôture des dépenses
Obtention DID
Obtention Permis
Décalage planning
Date limite Solde ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

## A5 - Schéma permettant d'identifier les secteurs impactés éventuellement par le PNRU et le périmètre d'intervention proposé pour le NPNRU

### Les quartiers du NPNRU d'Est Ensemble

- **7 quartiers d'intérêt national**

**Des quartiers déjà en PRU :**

**1 La Noue-Malassis à Bagnolet /Montreuil**
**2 Quartiers Nord de Bondy**
**3 Le Londeau à Noisy-le-Sec**
**4 Quatre-Chemins à Pantin/Aubervilliers**

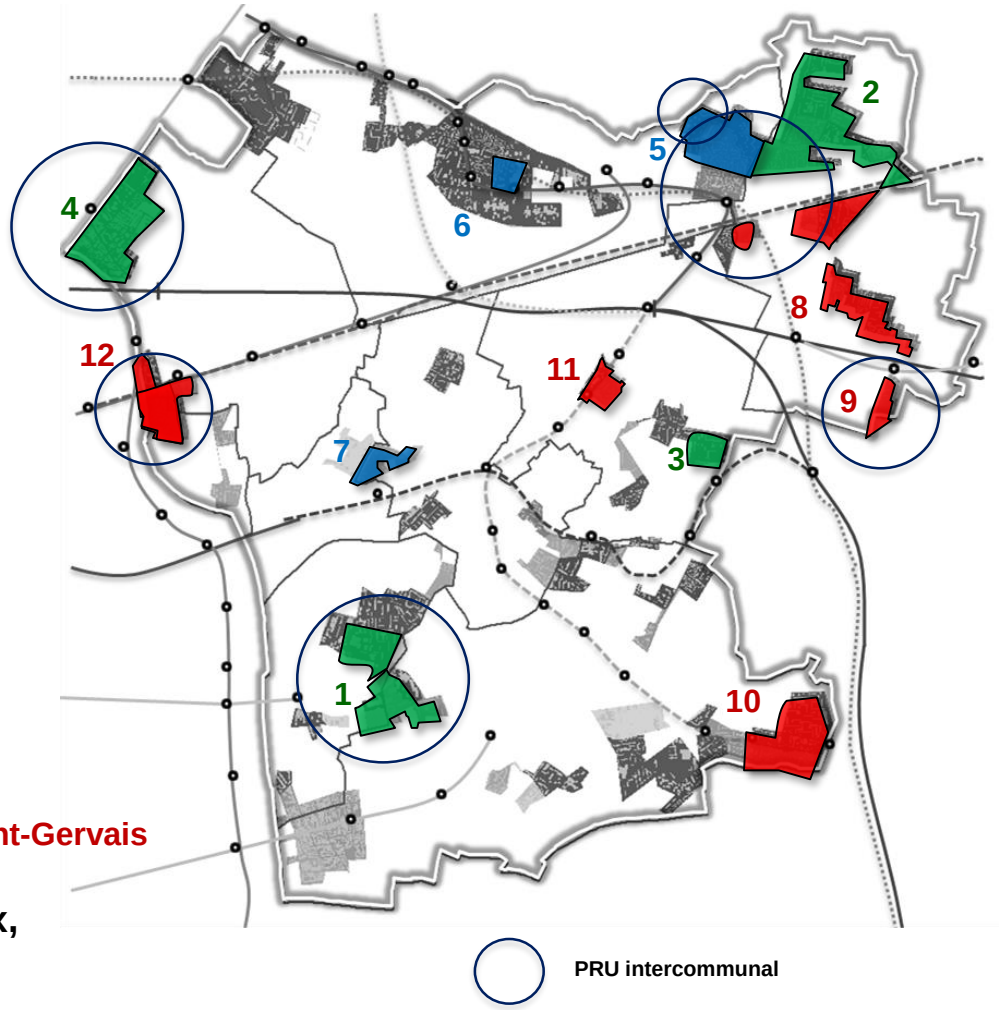
**Des « nouveaux » quartiers :**

**5 L'Abreuvoir à Bobigny/Drancy**
**6 Paul Eluard à Bobigny**
**7 Gagarine à Romainville**

- **5 quartiers d'intérêt régional**

**8 Quartier Blanqui à Bondy**
**9 Quartier Sablière à Bondy/Villemomble**
**10 Les Morillons à Montreuil**
**11 Centre-Ville Béthisy à Noisy-le-Sec**
**12 Sept-Arpents – Stalingrad à Pantin/Pré-Saint-Gervais**

- **Plusieurs quartiers intercommunaux, intra ou intercommunautaires**



DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe A6 - TABLEAU DE BORD DE SUIVI DES OBJECTIFS URBAINS DES PROJETS

## *Principes et modalités d'élaboration*

En application de l'article 2.2 de la convention pluriannuelle, les tableaux de bord déclinés ci-après formalisent, pour chaque quartier concerné par la convention et de façon hiérarchisée, les objectifs urbains recherchés par le projet. Des indicateurs quantitatifs retenus par le porteur de projet permettent d'objectiver les cibles visées pour la fin de la convention. Ces indicateurs alimenteront le suivi tout au long du projet de l'atteinte de ces objectifs.

*Ce tableau de bord est élaboré par le porteur de projet en suivant les étapes ci-après :*

*1ère étape : le porteur de projet définit quel est le périmètre adéquat pour suivre les objectifs du projet : l'intégralité du quartier ou un périmètre restreint au sein du quartier. Pour ce faire, il sélectionne les IRIS sur le périmètre desquels les indicateurs de suivi de ces objectifs seront calculés.*

*2ème étape : le porteur de projet formalise et hiérarchise les objectifs urbains recherchés par le projet. Le cas échéant, il indique l'objectif incontournable du NPNRU auquel se rapporte la problématique abordée (cf. les objectifs incontournables décrits à l'article 3.2. du titre I du règlement général de l'Anru relatif au NPNRU).*

*3ème étape : le porteur de projet identifie, pour chacun des objectifs urbains recherchés, un (ou des) indicateur(s) de suivi quantitatif qui lui semble(nt) le plus à même de traduire les évolutions attendues au regard des objectifs urbains recherchés.*

*Ces indicateurs sont soit sélectionnés parmi le « panier d'indicateurs NPNRU » mis à disposition par l'Anru soit proposés à l'initiative du porteur de projet.*

*4ème étape : pour les indicateurs sélectionnés parmi le « panier d'indicateurs NPNRU », pour simplifier le travail demandé aux acteurs locaux, les valeurs initiales sont le plus souvent mises à disposition par l'ANRU dans l'outil numérique sur le périmètre retenu par le porteur de projet. Pour certains de ces indicateurs, l'ANRU n'a pas les ressources statistiques pour mettre cette information à disposition des acteurs locaux. Ces indicateurs sont donc accompagnés d'une méthode de calcul qui doit être suivie par le porteur de projet s'il souhaite retenir l'un de ces derniers. Le respect de cette méthode permettra à l'ANRU de disposer de valeurs comparables les unes aux autres sur l'ensemble des projets ayant retenu ces indicateurs.*

*5ème étape : pour chacun des indicateurs de suivi quantitatif retenu, le porteur de projet définit des cibles visées par le projet. Les cibles à atteindre d'ici la fin de la convention sont indiquées en valeur chiffrée, les cibles à atteindre à plus long terme peuvent être indiquées en tendances (flèches). Le porteur de projet explicite, de manière synthétique, le choix de la cible visée au regard du contexte local et des moyens qu'il est prévu de mettre en œuvre dans la convention. Il pourra utilement s'appuyer sur la fiche de contextualisation mise à disposition par l'ANRU et synthétisant des données utiles à la compréhension du contexte local.*

*Le tableau sera saisi sous format numérique dans l'outil mis à disposition par l'Anru dont un export en PDF sera annexé à la convention.*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Les périmètres retenus pour le suivi des objectifs urbains des projets

Tous les périmètres des 12 projets de renouvellement urbain du territoire d'Est Ensemble ne sont pas encore arrêtés :

- deux PRU ne sont pas encore passés en CE (PRU Le Plateau / La Noue / Malassis à Montreuil et Bagnolet et PRU du Morillon à Montreuil) et les périmètres sur ces quartiers sont encore en cours de définition ;
- les périmètres des PRU de Noisy le Sec, bien que passés en CE, sont également susceptibles d'évoluer.

Les trois tableaux suivants précisent les IRIS retenus pour chaque PRU, en fonction du niveau d'avancement des projets (validés en CE, présentés en CE, non présentés en CE).

Les indicateurs sont donc construits sur l'agrégat de ces propositions d'IRIS pour chaque PRU et sur l'agrégat de l'ensemble des IRIS pour les 12 PRU, pour les indicateurs territoriaux.

| **Projets validés en CE**<br>Communes et PRU concernés | **IRIS retenus**<br>suite à la définition du périmètre opérationnel | |
|---|---|---|
| Bobigny - PRU Centre-Ville | 0112 | Préfecture 2 |
| | 0113 | Préfecture 3 |
| | 0114 | Préfecture 4 |
| | 0118 | Préfecture 5 |
| Bobigny - PRU Abreuvoir | 0108 | Edouard Vaillant 3 |
| | 0109 | Edouard Vaillant 4 |
| Bondy<br>PRU Noue Caillet / Terre Saint Blaise / Merisiers Potager / de Lattre de Tassigny | 0102 | La Terre Saint-Blaise |
| | 0103 | Les Confins d'Aulnay |
| | 0104 | Suzanne Buisson |
| | 0106 | Les Merisiers |
| | 0107 | La Noue Caillet |
| | 0403 | Les Flèches |
| | 0404 | La Ferme |
| | 0201 | Le Mainguy |
| Bondy - PRU Blanqui | 0304 | Le Saule blanc |
| Bondy – PRU Marnaudes / Fosse aux Bergers | 0302 | La Remise à Jorelle |
| | 0301 | La Mare à la veuve |
| Romainville – PRU Gagarine | 0104 | Cité |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| **Projets présentés en CE**<br>Communes et PRU concernés | **IRIS retenus**<br>suite à la définition du périmètre opérationnel | |
|---|---|---|
| Noisy-le-Sec - PRU le Londeau | 0113 | Langevin 1 |
| | 0116 | Londeau 1 |
| Noisy-le-Sec -– PRU Béthisy | 0110 | Centre-Ville - Mairie 2 |
| Pantin – PRU 4 Chemins | 0201 | Quatre Chemins - Jaures |
| | 0502 | Quatre Chemins - Sainte-Marthe |
| | 0501 | Quatre Chemins - Diderot |
| Pantin – PRU 7 Arpents / Stalingrad | 0302 | Rouvray |
| | 0802 | Sept Arpents |
| Le Pré-Saint-Gervais<br>PRU 7 Arpents / Stalingrad | 0101 | 7 Arpents |
| | 0103 | Stalingrad |

| **Projets non présentés en CE**<br>Communes et PRU concernés | **IRIS proposés**<br>en attente de la définition du périmètre opérationnel | |
|---|---|---|
| Bagnolet<br>PRU Le Plateau / La Noue / Malassis | 0112 | Iris 12 |
| | 0113 | Iris 13 |
| | 0114 | Iris 14 |
| | 0104 | Iris 4 |
| Montreuil<br>PRU Le Plateau / La Noue / Malassis | 0402 | La Noue - Clos Francais - Guilands 2 |
| | 0403 | La Noue - Clos Francais - Guilands 3 |
| | 0404 | La Noue - Clos Francais - Guilands 4 |
| Montreuil – PRU le Morillon | 1101 | Montreau - Ruffins - Clos Arachis 1 |
| | 1102 | Montreau - Ruffins - Clos Arachis 2 |
| | 1103 | Montreau - Ruffins - Clos Arachis 3 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Les indicateurs et les tableaux de bord de suivi des objectifs urbains

Les indicateurs présentés ci-après concernent uniquement ceux qui ont été retenus pour l'évaluation territoriale des objectifs des projets de renouvellement urbain et portent principalement sur le suivi des impacts de la stratégie habitat dans les PRU.

La 1ère batterie d'indicateurs est issue du panier des indicateurs mis à disposition par l'ANRU, la 2nde batterie d'indicateurs est une proposition d'Est Ensemble, sur la base des données exploitées dans le cadre de son observatoire de l'habitat.

Les échelles d'analyses sont précisées pour chaque indicateur, en privilégiant une approche combinée du suivi à l'échelle du quartier, de l'ensemble des quartiers en PRU et du Territoire.

- **Indicateurs retenus à l'échelle territoriale parmi les indicateurs de suivi proposé par l'ANRU (panier des indicateurs NPNRU mis à disposition par l'ANRU)**

Les indicateurs 9 et 10 (rééquilibrage de l'offre en petits et en grands logements à l'échelle territoriale) n'ont pas été retenus car ils ne sont pas pertinents pour observer les impacts des projets de renouvellement urbain sur l'évolution territoriale de l'offre de logements.

De même les indicateurs 11 et 12, sur l'évolution de la densité (surface bâti au sol et densité de logement), ne sont pas pertinents à l'échelle d'un territoire comme Est Ensemble, qui est déjà un des plus denses de la Métropole du Grand Paris. En revanche, dans l'ambition affirmée du Territoire à accélérer la transition écologique, certains projets pourront développer des indicateurs spécifiques sur la réduction des emprises bâties au sol et le développement des zones de pleine terre.

Concernant les indicateurs 20 à 23, incontournables pour évaluer l'ensemble des projets, tant à l'échelle du quartier que du Territoire, ils doivent faire l'objet d'une analyse plus approfondie (méthode à utiliser, sources disponibles) et seront déclinés ultérieurement.

Les indicateurs 13 à 19 renvoient aux approches spécifiques du projet de chaque quartier en PRU et ne sont pas donc évalués à l'échelle territoriale. Ils figureront dans les conventions d'application des quartiers concernés.

- **Indicateurs complémentaires à ceux proposés par l'ANRU, retenus à l'échelle territoriale**

En dehors des indicateurs proposés par l'ANRU, nous proposons de retenir en complément les 5 indicateurs suivants (A à E):

- diversification de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle des quartiers en PRU et du Territoire : part des logements sociaux ayant un loyer supérieur au plafond PLUS
- taux de satisfaction des demandes de mobilité résidentielle des ménages à reloger dans les PRU
- poids des logements sociaux ayant bénéficié de travaux d'amélioration thermique sur l'ensemble des logements sociaux des quartiers en PRU
- augmentation de la surface moyenne par individu dans les logements situés dans les quartiers en PRU
- diminution du taux de ménages en dessous du seuil de pauvreté dans les quartiers en PRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Liste des indicateurs retenus à l'échelle territoriale parmi les indicateurs de suivi proposé par l'ANRU

| N° indicateur | Indicateur<br>- Nom de l'indicateur<br>- Détail du calcul<br>- sources mobilisées | Ce que l'indicateur contribue à mesurer |
|---|---|---|
| **Diversité des statuts de logements** | | *Élargir les parcours résidentiels et prendre en compte la diversité des besoins en logement sur le quartier* |
| 1 | **Nombre de résidences principales du quartier :**<br>- Total de résidences principales pour chaque quartier en PRU<br>- Total de résidences principales pour l'ensemble des quartiers en PRU<br>*(source : INSEE - Recensement de la Population (RP), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | |
| 2 | **Part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales des quartiers en PRU :**<br>- Part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales pour chaque quartier en PRU<br>- Part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales de l'ensemble des quartiers en PRU<br>*(source : INSEE - Recensement de la Population (RP), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Objectifs :<br>- évaluer la diminution de la part des logements sociaux pour les quartiers en PRU où l'offre de logements sociaux est supérieure à 40% des résidences principales<br>- évaluer la diminution globale de la part des logements sociaux situés dans les quartiers en PRU |
| 3 | **Part de logements privés parmi les résidences principales du quartier – non retenu** | |
| 4 | **Part des logements locatifs privés parmi les résidences principales du quartier – non retenu** | |
| 5 | **Part des logements occupés par des propriétaires parmi les résidences principales des quartiers :**<br>- Part de logements occupés par des propriétaires parmi les résidences principales pour chaque quartier en PRU<br>- Part de logements occupés par des propriétaires parmi les résidences principales de l'ensemble des quartiers en PRU<br>*(source : INSEE - Recensement de la Population (RP), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Objectifs :<br>- évaluer l'augmentation de la part des propriétaires occupants pour chaque quartier en PRU<br>- évaluer l'augmentation globale de la part des propriétaires occupants dans les quartiers en PRU |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| **N° indicateur** | **Indicateur**<br>**- Nom de l'indicateur**<br>**- Détail du calcul**<br>**- sources mobilisées** | **Ce que l'indicateur contribue à mesurer** |
|---|---|---|
| **Rééquilibrer l'offre de logements à l'échelle du Territoire** | | *Contribuer au rééquilibrage de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle du Territoire en prenant en compte la tension de marché et la nécessité de maintenir une offre abordable* |
| 6 | **Équilibre de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle du Territoire** :<br>- Poids des logements locatifs sociaux de chaque quartier sur l'ensemble de l'offre de logements sociaux situés en PRU sur le Territoire<br>- Poids des logements locatifs sociaux de chaque quartier en PRU sur l'ensemble de l'offre de logements sociaux du Territoire<br>*(source : INSEE - Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Objectif : évaluer la diminution de la part des logements sociaux situés dans un quartier en PRU |
| 7 | **Offre locative abordable dans le quartier :**<br>- Part des logements locatifs sociaux du quartier dont les loyers sont inférieurs aux plafonds PLAI<br>*(source: Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Objectif : pour les quartiers où les logements sociaux aux loyers inférieurs au PLAI représentent plus de 40% de l'offre, évaluer la diminution du poids de cette offre. |
| 8 | **Répartition de l'offre locative abordable à l'échelle du territoire :**<br>- Part des logements locatifs sociaux du Territoire ayant des loyers inférieurs aux plafonds PLAI présents dans un quartier en PRU<br>*(source: Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Objectif : évaluer la diminution globale de la part des logements sociaux aux loyers inférieurs au PLAI situés dans un quartier en PRU |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Autres indicateurs retenus à l'échelle territoriale pour évaluer la stratégie habitat dans les PRU**

| N° indicateur | Indicateur<br>- Nom de l'indicateur<br>- Détail du calcul<br>- sources mobilisées | Ce que l'indicateur contribue à mesurer |
|---|---|---|
| A | **Diversification de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle des quartiers en PRU et du Territoire :**<br>- Part des logements locatifs sociaux du quartier dont les loyers sont supérieurs aux plafonds PLUS<br>- Part des logements locatifs sociaux du Territoire ayant des loyers supérieurs aux plafonds PLUS présents dans un quartier en PRU<br>*(source : Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | *Élargir les parcours résidentiels et prendre en compte la diversité des besoins en logement sur le quartier*<br>Objectif : évaluer l'augmentation de la part de logements sociaux en PLS dans les quartiers en PRU du Territoire |
| B | **Taux de satisfaction des demandes de mobilité résidentielle des ménages à reloger dans les PRU :**<br>- Part des ménages ayant vu satisfaire leur demande de mobilité résidentielle en dehors du quartier sur l'ensemble des ménages relogés du Territoire<br>- Part des ménages ayant vu satisfaire leur demande de mobilité résidentielle en dehors de leur ville d'origine sur l'ensemble des ménages relogés du Territoire<br>*(source : données Est Ensemble – bilan des relogements / exploitation de l'outil RIME)* | *Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants*<br>Objectif : évaluer le taux de satisfaction des demandes de mobilité résidentielle dans le cadre du relogement dans les PRU |
| C | **Poids des logements sociaux ayant bénéficié de travaux d'amélioration thermique sur l'ensemble des logements sociaux des quartiers en PRU :**<br>- Part des logements locatifs sociaux du quartier ayant bénéficié d'une amélioration de leur étiquette énergétique (+2)<br>- Part des logements locatifs sociaux du Territoire ayant une étiquette énergétique supérieure à D présents dans un quartier en PRU<br>*(source : Répertoire du Parc Locatif Social (RPLS), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | *Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition énergétique des quartiers*<br>Objectifs :<br>- évaluer la diminution du poids des logements sociaux énergivores situés dans les PRU<br>- évaluer la contribution du parc social en PRU à l'amélioration thermique des logements sociaux du Territoire |
| D | **Augmentation de la surface moyenne par individu dans les logements situés dans les quartiers en PRU**<br>- taux d'augmentation de la surface moyenne par individu en m² pour les logements situés dans un quartier en PRU<br>*(source : INSEE - Recensement de la Population (RP), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | Améliorer le cadre de vie des habitants des quartiers en PRU<br>Objectifs :<br>- évaluer l'augmentation de la surface disponible par habitant dans les quartiers en PRU<br>- maintenir une surface moyenne par habitant dans les logements comparable ou supérieure à la superficie moyenne d'Est Ensemble. |
| E | **Diminution du taux de ménages en dessous du seuil de pauvreté dans les quartiers en PRU**<br>- évolution du taux de ménages pauvres dans chaque quartier en PRU<br>- poids des ménages pauvres vivant dans un des quartiers en PRU du Territoire<br>*(source : INSEE - Recensement de la Population (RP), agrégation pour les IRIS sélectionnés)* | *Lutter contre les phénomènes de ségrégation sociale*<br>Objectif : évaluer la diminution du poids des ménages pauvres vivant dans les quartiers en PRU |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# A7 - Schéma de synthèse pour traduire les objectifs urbains prioritaires retenus sur chacun des quartiers, à une échelle intermédiaire entre l'agglomération et le périmètre strict du QPV

Les schémas de synthèse pour traduire les objectifs urbains retenus pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# A8 - Plan guide du projet urbain

Le plan guide du projet urbain pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

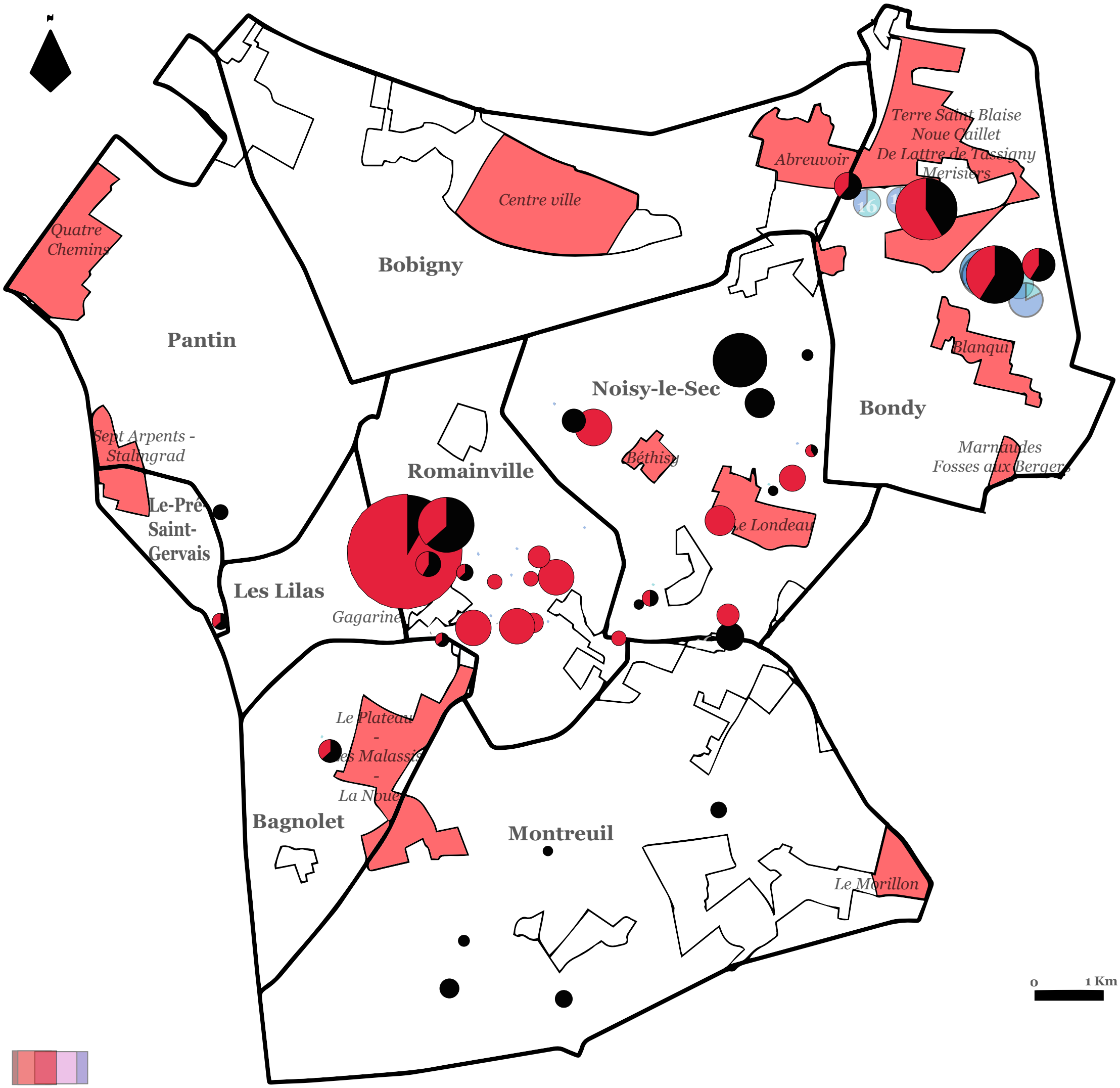
DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## A9 - Cartes thématiques (équilibres résidentiels, organisation de la trame viaire, développement économique…) permettant notamment de comprendre la situation avant/après et de localiser chacune des opérations programmées

Les cartes thématiques pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe A10 - Programmation de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux sur le territoire d'Est Ensemble (PLAI/PLUS)




**Part des logements de type PLUS et PLAI dans la programmation en reconstitution**

- Part de PLUS
- Part de PLAI
- Limites communales
- Limites QPV
- Périmètres PRU

**Volume de logements total prévu dans l'opération**

- Plus de 100 logements
- Entre 50 et 80 logements
- Entre 20 et 50 logements
- Moins de 20 logements

*Source : fichier des opérations fournies par Est Ensemble, base Bano 93, géolocalisation Espacité*

*Réalisation : Espacité - Mise à jour Perspectives urbaines 25/02/2020*

Est Ensemble
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# A11 - Plan du foncier avant/après permettant de présenter la stratégie de diversification

Le plan du foncier avant/après permettant de présenter la stratégie de diversification pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# A12 - Plan du foncier permettant d'identifier les contreparties foncières transférées à Foncière Logement

Le plan du foncier permettant d'identifier les contreparties foncières transférées à Foncière Logement pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Synthèse financière - Annexe C2

*02/03/2020*

## Convention territoriale

| MOA | Base subventionnable | Part MOA | ANRU | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Subvention | Prêt bonifié | Concours financiers |
| 1001 VIES HABITAT | 294 138 | 259 338 | 34 800 | 43 600 | 78 400 |
| CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE | 2 462 803 | 2 184 403 | 278 400 | 348 800 | 627 200 |
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | 3 830 000 | 1 915 000 | 1 765 000 | - | 1 765 000 |
| HLM FRANCE HABITATION | 519 871 | 407 671 | 52 200 | 65 400 | 117 600 |
| ICF LA SABLIERE SA D'HLM | 294 926 | 225 326 | 69 600 | 87 200 | 156 800 |
| IMMOBILIERE 3F | 8 791 233 | 8 086 895 | 574 200 | 1 195 400 | 1 769 600 |
| LOGIREP | 6 893 717 | 6 487 117 | 330 600 | 946 200 | 1 276 800 |
| OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET | 2 182 798 | 2 038 998 | 121 800 | 264 600 | 386 400 |
| OPH DE LA VILLE DE BONDY | 22 476 323 | 20 919 523 | 1 252 800 | 3 557 600 | 4 810 400 |
| OPH MONTREUILLOIS | 1 522 722 | 1 168 522 | 234 200 | 174 400 | 408 600 |
| SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 27 483 043 | 25 917 043 | 1 566 000 | 4 090 000 | 5 656 000 |
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 75 404 925 | 67 395 504 | 4 167 400 | 8 008 000 | 12 175 400 |
| **Total** | **152 156 499** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** |

## Convention territoriale

| Type de contrat | Base subventionnable | Part MOA | ANRU | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Subvention | Prêt bonifié | Concours financiers |
| Convention territoriale | 152 156 499 | 137 005 341 | 10 447 000 | 18 781 200 | 29 228 200 |
| **Total** | **152 156 499** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** |

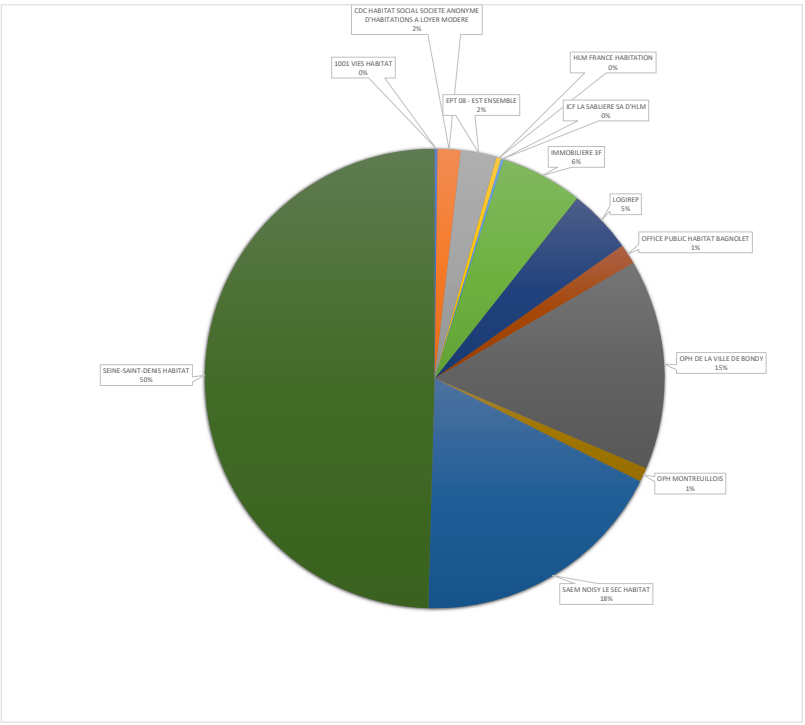
## Convention territoriale

| Nom QPV | Base subventionnable | Part MOA | ANRU | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Subvention | Prêt bonifié | Concours financiers |
| 93055 Pantin 6093024 Quatre Chemins | 519 871 | 407 671 | 52 200 | 65 400 | 117 600 |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | 4 020 000 | 2 010 000 | 1 860 000 | - | 1 860 000 |
| 93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | 5 967 741 | 5 270 341 | 547 400 | 678 800 | 1 226 200 |
| 93063 Romainville 6093027 Gagarine | 75 214 925 | 67 300 504 | 4 072 400 | 8 008 000 | 12 080 400 |
| 93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | 38 120 028 | 35 834 228 | 2 209 800 | 5 512 600 | 7 722 400 |
| 93053 Noisy-le-Sec 6093020 Béthisy | 294 926 | 225 326 | 69 600 | 87 200 | 156 800 |
| 93010 Bondy,Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec 6093014 Abreuvoir - Bo | 15 198 413 | 14 305 013 | 713 400 | 2 265 800 | 2 979 200 |
| 93055 Pantin , Le Pré-Saint-Gervais 6093023 Sept Arpents - Stalingrad | 595 983 | 483 645 | 52 200 | 121 400 | 173 600 |
| 93010 Bondy 6093012 Blanqui | 12 224 612 | 11 168 612 | 870 000 | 2 042 000 | 2 912 000 |
| **Total** | **152 156 499** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** |

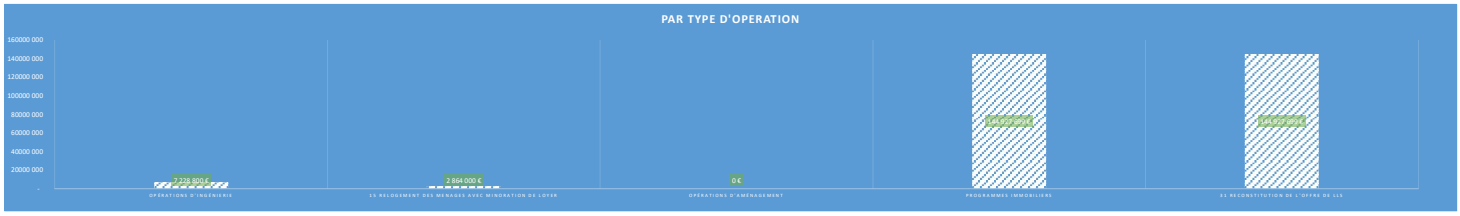
## Convention territoriale

| Nom QPV | Base subventionnable | Part MOA | ANRU | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Subvention | Prêt bonifié | Concours financiers |
| Régional | 13 115 522 | 11 877 584 | 991 800 | 2 250 600 | 3 242 400 |
| National | 139 040 977 | 125 127 757 | 9 455 200 | 16 530 600 | 25 985 800 |
| **Total** | **152 156 499** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** |

| | Nbre de logts |
|---|---|
| **Démolition de LLS** | 0 |
| **Reconstitution de l'offre LLS** | 902 |
| **Requalification de LLS** | 0 |
| **Résidentialisation de logements** | 0 |
| **Accession sociale** | 0 |
| **Total** | 902 |




| Groupe & Famille | MOA | | | ANRU | | | | AUTRES PARTICIPATIONS | | | | | | | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Base subventionnable | % | Part MOA | Subvention ANRU | Prêts bonifiés | Concours financier ANRU | VILLE | EPCI | DEPARTEMENT | REGION | BAILLEUR | CDC | EUROPE | ANAH | AUTRE | CDC |
| **Opérations d'ingénierie** | **7 228 800** | **5%** | **2 182 400** | **4 896 400** | **-** | **4 896 400** | **-** | **1 915 000** | **-** | **-** | **267 400** | **150 000** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| *14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET* | *4 364 800* | *3%* | *2 182 400* | *2 032 400* | *-* | *2 032 400* | *-* | *1 915 000* | *-* | *-* | *267 400* | *150 000* | *-* | *-* | *-* | *-* |
| *15 RELOGEMENT DES MENAGES AVEC MINORATION DE LOYER* | *2 864 000* | *2%* | *-* | *2 864 000* | *-* | *2 864 000* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* |
| **Opérations d'aménagement** | **-** | **0%** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Programmes immobiliers** | **144 927 699** | **95%** | **134 822 941** | **5 550 600** | **18 781 200** | **24 331 800** | **3 130 020** | **-** | **-** | **1 286 000** | **134 822 941** | **-** | **-** | **-** | **138 138** | **88 993 856** |
| *31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LLS* | *144 927 699* | *95%* | *134 822 941* | *5 550 600* | *18 781 200* | *24 331 800* | *3 130 020* | *-* | *-* | *1 286 000* | *134 822 941* | *-* | *-* | *-* | *138 138* | *88 993 856* |
| **Total** | **152 156 499** | **100%** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** | **3 130 020** | **1 915 000** | **-** | **1 286 000** | **135 090 341** | **150 000** | **-** | **-** | **138 138** | **88 993 856** |
| | | | *90%* | *7%* | *12%* | *19%* | *2%* | *1%* | *0%* | *1%* | *89%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *58%* |




| Groupe & Famille | MOA | | | ANRU | | | | AUTRES PARTICIPATIONS | | | | | | | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Base subventionnable | % | Part MOA | Subvention ANRU | Prêts bonifiés | Concours financier ANRU | VILLE | EPCI | DEPARTEMENT | REGION | BAILLEUR | CDC | EUROPE | ANAH | AUTRE | CDC |
| **Opérations d'ingénierie** | **7 228 800** | **5%** | **2 182 400** | **4 896 400** | **-** | **4 896 400** | **-** | **1 915 000** | **-** | **-** | **267 400** | **150 000** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| *EPT 08 - EST ENSEMBLE* | *3 830 000* | *3%* | *1 915 000* | *1 765 000* | *-* | *1 765 000* | *-* | *1 915 000* | *-* | *-* | *-* | *150 000* | *-* | *-* | *-* | *-* |
| *OPH MONTREUILLOIS* | *190 000* | *0%* | *95 000* | *95 000* | *-* | *95 000* | *-* | *-* | *-* | *-* | *95 000* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* |
| *SEINE-SAINT-DENIS HABITAT* | *3 208 800* | *2%* | *172 400* | *3 036 400* | *-* | *3 036 400* | *-* | *-* | *-* | *-* | *172 400* | *-* | *-* | *-* | *-* | *-* |
| **Opérations d'aménagement** | **-** | **0%** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** | **-** |
| **Programmes immobiliers** | **144 927 699** | **95%** | **134 822 941** | **5 550 600** | **18 781 200** | **24 331 800** | **3 130 020** | **-** | **-** | **1 286 000** | **134 822 941** | **-** | **-** | **-** | **138 138** | **88 993 856** |
| *OPH MONTREUILLOIS* | *1 332 722* | *1%* | *1 073 522* | *139 200* | *174 400* | *313 600* | *104 000* | *-* | *-* | *16 000* | *1 073 522* | *-* | *-* | *-* | *-* | *899 122* |
| *SEINE-SAINT-DENIS HABITAT* | *72 196 125* | *47%* | *67 223 104* | *1 131 000* | *8 008 000* | *9 139 000* | *3 026 020* | *-* | *-* | *816 000* | *67 223 104* | *-* | *-* | *-* | *-* | *39 431 396* |
| *1001 VIES HABITAT* | *294 138* | *0%* | *259 338* | *34 800* | *43 600* | *78 400* | *-* | *-* | *-* | *-* | *259 338* | *-* | *-* | *-* | *-* | *174 877* |
| *CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE* | *2 462 803* | *2%* | *2 184 403* | *278 400* | *348 800* | *627 200* | *-* | *-* | *-* | *-* | *2 184 403* | *-* | *-* | *-* | *-* | *1 442 846* |
| *HLM FRANCE HABITATION* | *519 871* | *0%* | *407 671* | *52 200* | *65 400* | *117 600* | *-* | *-* | *-* | *-* | *407 671* | *-* | *-* | *-* | *60 000* | *342 271* |
| *ICF LA SABLIERE SA D'HLM* | *294 926* | *0%* | *225 326* | *69 600* | *87 200* | *156 800* | *-* | *-* | *-* | *-* | *225 326* | *-* | *-* | *-* | *-* | *115 688* |
| *IMMOBILIERE 3F* | *8 791 233* | *6%* | *8 086 895* | *574 200* | *1 195 400* | *1 769 600* | *-* | *-* | *-* | *70 000* | *8 086 895* | *-* | *-* | *-* | *60 138* | *6 296 400* |
| *LOGIREP* | *6 893 717* | *5%* | *6 487 117* | *330 600* | *946 200* | *1 276 800* | *-* | *-* | *-* | *76 000* | *6 487 117* | *-* | *-* | *-* | *-* | *4 941 163* |
| *OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET* | *2 182 798* | *1%* | *2 038 998* | *121 800* | *264 600* | *386 400* | *-* | *-* | *-* | *22 000* | *2 038 998* | *-* | *-* | *-* | *-* | *1 449 461* |
| *OPH DE LA VILLE DE BONDY* | *22 476 323* | *15%* | *20 919 523* | *1 252 800* | *3 557 600* | *4 810 400* | *-* | *-* | *-* | *286 000* | *20 919 523* | *-* | *-* | *-* | *18 000* | *15 743 523* |
| *SAEM NOISY LE SEC HABITAT* | *27 483 043* | *18%* | *25 917 043* | *1 566 000* | *4 090 000* | *5 656 000* | *-* | *-* | *-* | *-* | *25 917 043* | *-* | *-* | *-* | *-* | *18 157 109* |
| **Total** | **152 156 499** | **100%** | **137 005 341** | **10 447 000** | **18 781 200** | **29 228 200** | **3 130 020** | **1 915 000** | **-** | **1 286 000** | **135 090 341** | **150 000** | **-** | **-** | **138 138** | **88 993 856** |
| | | | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* | *0%* |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| IMMOBILIERE 3F | CN- 4 PLAI - 208-210 rue de Rosny -Montreuil |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093009-31-0001-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Financement en droit commun : 7 PLUS
Financement ANRU : 4 PLAI

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 210 rue de Rosny - BZ N°28<br>11 rue des Jardins Dufour - BZ N°29 | |
| **Commune de réalisation**<br>Zone 1 : grands pôles d'Ile-de-France | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 4 logements<br><br>4 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 4 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 87 200,00 € | 69 600,00 € | 156 800,00 € |
| **Total :** | **87 200,00 €** | **69 600,00 €** | **156 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 181 516,00 € | montant TTC : | 1 299 668,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 8 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 1 103 916,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 69 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 181 516,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 046 701,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 959 501,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 87 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Le prêt Bailleur tient compte du prêt PHB 2.0

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET | CN - 7 PLAI, 4 PLUS - 117-123 rue Sadi Carnot et 46 rue Ferrer VEFA - BAG |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093009-31-0002-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le projet, situé dans le quartier centre ville, est proche de patrimoine appartenant à l'OPH Bagnolet. L'ensemble immobilier est construit sur une parcelle limitée par trois rues: rue Sadi Carnot, rue René Alazard, rue Francisco Ferrer. Organisé autour d'un coeur d'ilot paysagé, il est décomposé en trois immeubles, trois halls d'entrée et deux sous sol de parking. Les logements proposés sont principalement situés dans un escalier, rue Sadi Carnot. 5 logements sont au rez-de-chaussée de l'immeuble rue Ferrer. Les logements sont principalement mono orientés, certains avec une petite terrasse. Des placards, rangements sont prévus dans les entrées et les chambes.
Des locaux communs collectifs à la copropriété et dont pourront bénéficiés les locataires sont créés. Les locaux techniques vélos, poussettes, motos sont installés aux RDC ou parkings. Les parkings proposés pour l'OPH Bagnolet sont au 1er niveau de parking.
Les prestations techniques sont conformes au cahier des charges de l'OPH Bagnolet. La certification recherchée est RT 2012 -10%. Le chauffage et l'ECS seront alimentés par le chauffage urbain depuis une sous station au niveau R-1.
Ce programme participe à l'engagement pris par le Conseil d'Administration de l'OPH de développer son offre de logements. Il proposera ainsi des logements aux bagnoletais et à ses locataires, un parcours résidentiel dans un immeuble neuf, proche de transports en communs (métro Galliéni), de rues commerçantes (rue Sadi Carnot et centre commercial Galliéni). Il sera rattaché à l'unité de gestion de l'OPH centre ville.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 117-123 rue Sadi Carnot 46 rue Ferrer | Bagnolet Centre ville |
| **Commune de réalisation** | |
| 93-Bagnolet | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 11 logements<br>4 PLUS<br>7 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Quartier centre ville, à 10 minutes à pied métro Galliéni à proximité immédiate bus vers métro Montreuil<br>A 10 minutes à pieds : Centre commercial Galliéni,<br>A 5 minutes place de l'Hotel de ville actuellement en rénovation et devant fin 2018, début 2019 accueillir des nouveaux commerces |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 et R+5 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012-10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 1 logement PLAI |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 112 000,00 € | | 112 000,00 € |
| PLAI : | 152 600,00 € | 121 800,00 € | 274 400,00 € |
| **Total :** | **264 600,00 €** | **121 800,00 €** | **386 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 182 798,00 € | montant TTC : | 2 401 077,80 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 22 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 2 038 998,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 121 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 182 798,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 714 061,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 449 461,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 264 600,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH MONTREUILLOIS | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 2 PLAI - 25 rue Parmentier - MON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093009-31-0009-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition en VEFA de 7 logements (4 PLUS, 2 PLAI, 1 PLS) et 4 ateliers d'artistes au 25 rue Parmentier 93100 Montreuil.
La surface habitable totale des logements sociaux sur l'opération est 451,78m² et la surface utile totale des ateliers d'artistes est de 131,89m².
Le niveau de performance environnementale de l'opération répondra aux critères des labels Energie Positive et Réduction Carbone niveaux E3 C1et Biodivercity niveau base auxquels s'ajoutera la certification NF Habitat niveau HQE.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>25 rue Parmentier 93100 Montreuil - Parcelle AR238 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Cette opération s'inscrit dans un quartier à la jonction entre un tissu urbain pavillonnaire et un quartier de "grands ensembles". L'opération n'est pas comprise dans un QPV mais elle s'inscrit dans la zone des 300m. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Montreuil | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 2 logements<br><br>2 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération est située à proximité immédiate de la "Croix de Chavaux" et de ses commerces et services. De nombreux bus desservent ce secteur, tout comme la ligne 9 du métro (arrêt "Croix de Chavaux"). |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+5 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Le niveau de performance environnementale de l'opération répondra aux critères des labels Energie Positive et Réduction Carbone niveaux E3 C1et Biodivercity niveau base auxquels s'ajoutera la certification NF Habitat niveau HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 43 600,00 € | 34 800,00 € | 78 400,00 € |
| **Total :** | **43 600,00 €** | **34 800,00 €** | **78 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 301 836,04 € | montant TTC : | 318 116,71 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 4 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 263 036,04 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 34 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 301 836,04 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 263 036,04 € | | |
| | dont PRET CDC : | 219 436,04 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 43 600,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH MONTREUILLOIS | CN- 6 PLAI- 17/19 rue Edouard Vaillant -Montreuil |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093009-31-0009-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction de 23 logements (13 PLUS, 6 PLAI, 4 PLS) et de 5 locaux commerciaux au 17-19 rue Edouard Vaillant 93100 Montreuil,
La surface habitable totale des logements sociaux sur l'opération est 1 331,11m² et la surface utile totale des ateliers d'artistes est de 316,37m².
Le niveau de performance environnementale de l'opération répondra à la certification NF HABITAT HQE avec le label Niveau RT2012 -20% (Cep 45)

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>17-19 rue Edouard Vaillant - Parcelle BL75 et lot B BL76 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Ce programme bénéficie d'une situation privilégiée dans un quartier calme proche de Paris, composé majoritairement de maisons pavillonnaires. Il est très bien desservi par les transports en commun, à 100 mètres de la station de métro «Croix de Chavaux » de la ligne 9 et à proximité de nombreuses lignes de bus.<br>L'opération n'est pas comprise dans un QPV. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Montreuil | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 6 logements<br><br>6 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération est située à proximité immédiate de la "Croix de Chavaux" et de ses commerces et services. De nombreux bus desservent ce secteur, tout comme la ligne 9 du métro (arrêt "Croix de Chavaux"). |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Le niveau de performance environnementale de l'opération répondra à la certification NF HABITAT HQE avec le label Niveau RT2012 -20% (Cep 45) | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 130 800,00 € | 104 400,00 € | 235 200,00 € |
| **Total :** | **130 800,00 €** | **104 400,00 €** | **235 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 030 885,80 € | montant TTC : | 1 081 674,47 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 104 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 12 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 810 485,80 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 104 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 030 885,80 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 810 485,80 € | | |
| | dont PRET CDC : | 679 685,80 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 130 800,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>1001 VIES HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 2 PLAI - 6_8 Avenue Faidherbe - MON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093009-31-0010-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Les deux logements PLAI s'intègrent dans une opération immobilière globale située dans le centre de Montreuil et composée de:
- 6 logements locatifs sociaux: 2 logements PLAI en reconstitution de l'offre ANRU, 3 logements PLUS en droit commun, 1 logement PLS en droit commun. Ces 6 logements seront acquis par 1001 Vies Habitat en VEFA
- 14 logements en accession privée
- un local d'activité

L'opération a fait l'objet d'un dépôt de permis en juin 2019. Le démarrage prévisionnel du chantier est prévu pour février 2020, une fois la purge du permis de construire obtenue.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>6/8 avenue Faidherbe, 93 100 Montreuil | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Le foncier de l'opération, composé de trois parcelles, donne sur deux rues: au niveau des 6/8 av Faidherbe et du 33 avenue Henri Barbusse |
| **Commune de réalisation**<br>Zone 1 : grands pôles d'Ile-de-France | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 2 logements<br><br>2 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Opération située à 400 m de la mairie de Montreuil et du Métro ligne 9. Nombreux Bus Ratp à proximité. Tous équipements et commerces à proximité |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | RT 2012-20%, label E3 C- |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 43 600,00 € | 34 800,00 € | 78 400,00 € |
| **Total :** | **43 600,00 €** | **34 800,00 €** | **78 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 294 138,35 € | montant TTC : | 323 277,49 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 259 338,35 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 34 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 294 138,35 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 218 477,49 € | | |
| | dont PRET CDC : | 174 877,49 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 43 600,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE | CN - 5 PLAI - 61 Rue Rapatel - Montreuil |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093009-31-0011-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le groupe PIERREVAL développe au 61 rue Rapatel à Montreuil un projet de 48 logements (33 en accession ainsi que 15 en social).

Le projet d'acquisition par CDC-Habitat- Social porte sur :
- un bâtiment autonome à R+3,
- 8 places de stationnements, dont 1 PMR., situés en sous-sol en copropriété
- un local de 137 m² situé au RDC, la ville souhaiterait le louer pour y accueillir des conseils de quartiers.

Le bâtiment comprenant les logements sociaux se situe à l'angle de la rue du Demi-Cercle et du boulevard Jeanne D'arc, dans un ilot pavillonnaire.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 61 RUE RAPATEL, Montreuil 93100 | Le projet se trouve sur la commune de Montreuil à proximité de la QPV Jean Moulin - Espoir. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Montreuil | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Conversation téléphonique avec Sandra SZTRADT le lundi 2 septembre. |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 5 logements<br><br><br><br>5 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | A pied<br>5 min école maternelle et élémentaire Louise Michel<br>A 1 min proximité d'un Franprix |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | NF Habitat HQE, EC31 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 109 000,00 € | 87 000,00 € | 196 000,00 € |
| **Total :** | **109 000,00 €** | **87 000,00 €** | **196 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 786 567,00 € | montant TTC : | 865 871,80 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 699 567,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 87 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 786 567,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 544 956,56 € | | |
| | dont PRET CDC : | 435 956,56 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 109 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Le montant de fonds propres et de prêt CDC dit "HT" correspond en pourcentage à sa répartition TTC dans notre plan de financement.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH DE LA VILLE DE BONDY | CN - 26 PLUS, 38 PLAI - Allee des Primeveres - BON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| Primevère | 663-6093012-31-0006-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction de 3 bâtiments, deux R+4 et un R+3 allée des primevères à proximité de la tour des fleurs

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Allée des primevères | Parcelle Q41 à l'est de la tour des fleurs |
| **Commune de réalisation**<br>Zone 1 : grands pôles d'Ile-de-France | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93010 Bondy 6093012 Blanqui | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 64 logements<br>26 PLUS<br>38 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Opération située à 200 m du centre ville |
| Nombre de bâtiments : | 3 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012-10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 8 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 01/06/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 728 000,00 € | | 728 000,00 € |
| PLAI : | 828 400,00 € | 661 200,00 € | 1 489 600,00 € |
| **Total :** | **1 556 400,00 €** | **661 200,00 €** | **2 217 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 9 013 674,28 € | montant TTC : | 9 862 890,42 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 128 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 8 224 474,28 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 661 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 9 013 674,28 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 6 606 074,28 € | | |
| | dont PRET CDC : | 5 049 674,28 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 556 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH DE LA VILLE DE BONDY | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 8 PLUS, 12 PLAI, Avenue de Verdun/place Neuberger - BON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093012-31-0006-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction d'un bâtiment R+4 comprenant 20 logements et un commerce à rez de chaussée à proximité de la place Neuberger (patrimoine BH).

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Avenue de Verdun/ place Neuberger | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Parcelle 00V 136 Surface parcellaire: 1059 m² Avenue de Verdun |
| **Commune de réalisation**<br>Zone 1 : grands pôles d'Ile-de-France | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93010 Bondy 6093012 Blanqui | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 20 logements<br>8 PLUS<br>12 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Zone commerciale située en pied de bâtiment, arrêt de bus à moins de 100 m |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 3 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 01/06/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 224 000,00 € | | 224 000,00 € |
| PLAI : | 261 600,00 € | 208 800,00 € | 470 400,00 € |
| **Total :** | **485 600,00 €** | **208 800,00 €** | **694 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 210 938,08 € | montant TTC : | 3 510 920,77 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 40 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 2 944 138,08 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 18 000,00 € | | |
| | ANRU : | 208 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 210 938,08 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 944 138,08 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 458 538,08 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 485 600,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | Autre : prime pour création de petits logements: 18 000€ |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| IMMOBILIERE 3F | CN - 6 PLUS, 9 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Pichet - BON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093014-31-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Références ANRU :
N° : en attente création dans agora
Intitulé : VEFA ZAC de l'Ourcq (Pichet)
Opération listée parmi celles faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage dans le CR du CE dématérialisé du 19/06/18

Localisation de l'opération :
Cette opération fait partie du vaste projet d'aménagement de la ZAC « Les rives de l'Ourcq » à Bondy. La parcelle est située le long de la route d'Aulnay (lot C07a).
Ce projet participe, pour les 15 logements financés par l'ANRU, à la reconstitution de l'offre des logements démolis de la barre des Merisiers.
Le programme de 40 logements sociaux comprend également 25 logements financés en Droit Commun (18 PLUS - 7 PLS).
Ces 40 logements font partie d'une résidence comprenant également 22 logements en accession libre, 3 commerces et 2 Soho.
Le chauffage et l'eau chaude sanitaire seront produits par le réseau de chaleur urbain de la ville.

Tous ces logements bénéficieront de la Certification NF Habitat HQE niveau Excellent et Effinergie +.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Route d'Aulnay - Ilot C7a - parcelles H362 et 367 | |
| **Commune de réalisation**<br>93-Bondy | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93010 Bondy,Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec 6093014 Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont De Bondy - Le Sablière - Secteur Su... | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 15 logements<br><br>6 PLUS<br><br>9 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Cette opération fait partie du vaste projet d'aménagement de la ZAC « Les rives de l'Ourcq » et est située à 300m de la future station Tzen "Polissard" |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 1 cage R+5 et 1 cage R+6 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT2012-20%<br>NF Habitat HQE et Effinergie+ | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 logements (1T3 et 1 T2) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
La délivrance de la DAS et de la DAP conditionne l'agrément des 25 logements (18 PLUS et 7 PLS) en droit commun

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 168 000,00 € | | 168 000,00 € |
| PLAI : | 196 200,00 € | 156 600,00 € | 352 800,00 € |
| **Total :** | **364 200,00 €** | **156 600,00 €** | **520 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 484 502,00 € | montant TTC : | 2 732 952,20 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 30 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 2 297 902,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 156 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 484 502,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 273 057,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 908 857,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 364 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>IMMOBILIERE 3F | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 6 PLUS, 10 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Bouygues - BON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093014-31-0001-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Références ANRU :
N° : en attente création dans agora
Intitulé : VEFA ZAC de l'Ourcq (BOUYGUES)
Opération listée parmi celles faisant l'objet d'une autorisation anticipée de démarrage dans le CR du CE dématérialisé du 19/06/18

Localisation de l'opération :
Cette opération fait partie du vaste projet d'aménagement de la ZAC « Les rives de l'Ourcq » à Bondy. La parcelle est située le long de la rue du Chemin Latéral (lot C11a).
Ce projet participe, pour les 16 logements financés par l'ANRU, à la reconstitution de l'offre des logements démolis de la barre des Merisiers.
Le programme de 40 logements sociaux comprend également 24 logements financés en Droit Commun (18 PLUS - 6 PLS).
Ces 40 logements font partie d'une résidence comprenant également 26 logements en accession libre et 1 commerce.
Le chauffage et l'eau chaude sanitaire seront produits par le réseau de chaleur urbain de la ville.

Tous ces logements bénéficieront de la Certification NF Habitat HQE et du label Effinergie +.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue du Chemin Latéral - parcelles H374, 364, 94, 95 et 96 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Bondy | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93010 Bondy,Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec 6093014 Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont De Bondy - Le Sablière - Secteur Su... | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 16 logements<br>6 PLUS<br>10 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Cette opération fait partie du vaste projet d'aménagement de la ZAC « Les rives de l'Ourcq » et est située à 300m de la future station Tzen "Polissard" |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 1 cage R+4 et 1 cage R+5 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT2012-20%<br>NF Habitat HQE et Effinergie+ | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 logements (2T4) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
La délivrance de la DAS et de la DAP conditionne l'agrément des 24 logements (18 PLUS et 6 PLS) en droit commun

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 168 000,00 € | | 168 000,00 € |
| PLAI : | 218 000,00 € | 174 000,00 € | 392 000,00 € |
| **Total :** | **386 000,00 €** | **174 000,00 €** | **560 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 462 200,00 € | montant TTC : | 2 708 420,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 32 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 2 256 200,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 174 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 462 200,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 231 578,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 845 578,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 386 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH DE LA VILLE DE BONDY | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 37 PLUS, 22 PLAI - Ilot des salins, ZAC du canal de l'Ourcq - BON |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093014-31-0006-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération s'inscrit dans les objectifs de reconstitution des logements démolis issus du quartier Martin Luther King. Cette opération a été initialement prévue pour la reconstitution du PRU1 de Bondy.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Zac des rives de l'Ourcq lot A-C-D - Ilot des Salins | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Bondy | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93010 Bondy,Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec 6093014 Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont De Bondy - Le Sablière - Secteur Su... | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 59 logements<br>37 PLUS<br>22 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 3 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 Ref -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 7 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 1 036 000,00 € | | 1 036 000,00 € |
| PLAI : | 479 600,00 € | 382 800,00 € | 862 400,00 € |
| **Total :** | **1 515 600,00 €** | **382 800,00 €** | **1 898 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 10 251 710,84 € | montant TTC : | 11 084 194,77 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 118 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 9 750 910,84 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 382 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 10 251 710,84 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 9 750 910,84 € | | |
| | dont PRET CDC : | 8 235 310,84 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 515 600,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| ICF LA SABLIERE SA D'HLM | AA - 2 PLAI - 44 Avenue d'Alsace - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093020-31-0008-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Acquisition le 19 décembre 2018 par ICF Habitat la Sablière d'un ensemble immobilier, constitué de 6 logements T4, construit en 1954
Cet immeuble est en R+2 et se compose d'une seule cage d'escalier. La SHAB totale est de 443 m²
6 caves et 10 boxes de stationnement complètent cet ensemble
Le conventionnement installé sur ce projet est le suivant: 3 PLUS, 2 PLAI, 1 PLS
Des travaux ont été prévus sur cet ensemble; principalement des travaux de remise en état des logements vacants (3 au moment de l'acquisition)

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 44 avenue d'Alsace Lorraine - Noisy le Sec | parcelles référencées H120 et H122 |
| **Commune de réalisation** | |
| 93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93053 Noisy-le-Sec 6093020 Béthisy | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués : | 2 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Excellent localisation - proximité de la gare et des commerces - localisation dans le "Petit Noisy" |
| dont en PLUS : | | | |
| dont en PLAI : | 2 PLAI | | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | SO | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Sans objet (compensation sur l'opération rue du docteur guérin à Villemomble) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 87 200,00 € | 69 600,00 € | 156 800,00 € |
| **Total :** | **87 200,00 €** | **69 600,00 €** | **156 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 294 926,46 € | montant TTC : | 302 764,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 225 326,46 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 69 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 294 926,46 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 202 888,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 115 688,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 87 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| IMMOBILIERE 3F | CN - 3 PLAI, 3 PLUS - 117_119 Boulevard Roger Salengro - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| 3246L | 663-6093021-31-0001-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Construction de 20 logements répartis en trois étages en LLS et LLI. Constitué d'un seul bâtiment.
Celui-ci répond a des contraintes acoustique très forte en raison de la proximité de l'autoroute A3.
Bien désservit par les transports en commun (bus).

Le projet prévoit la construction d'un ensemble immobilier de 20 logements au 117-119, boulevard Salengro à Montreuil.
Il est prévu un financement mixte :
- 3 logements PLAI (féchés ANRU pour la reconstitution de l'offre)
- 3 logements PLUS (féchés ANRU pour la reconstitution de l'offre)
- 2 logements PLS
- 12 logements PLI

L'opération sera labelisé NF Habitat HQE et il est recherché une certification RT 2012-20%.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>117-119, boulevard Roger Salengro Noisy le Sec (93) | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>L'opération se situe à proximité de deux stations de la ligne n°11 du métro parisien dans le cadre du prolongement de la ligne jusqu'à Rosny Bois Perrier (1 km de la station Hôpital de Montreuil et 1,3 km de la station Place Carnot à Romainville).<br>L'opération se situe à proximité immédiate de l'A3. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 6 logements<br>3 PLUS<br>3 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012-20% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 1 logement |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | non |
| Localisation : | non |
| Autre : | Avis favorable du CE du 3 mai 2018 |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 84 000,00 € | | 84 000,00 € |
| PLAI : | 65 400,00 € | 52 200,00 € | 117 600,00 € |
| **Total :** | **149 400,00 €** | **52 200,00 €** | **201 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 203 772,73 € | montant TTC : | 1 324 150,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 151 572,73 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 52 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 203 772,73 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 139 534,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 990 134,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 149 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : 54 000 euros de Prêts haut de bilan ALS valorisés sur la tranche PLUS/PLAI ANRU en contrepartie de DU sur le parc 3F (en cours de négociation avec ALS)

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| IMMOBILIERE 3F | CN- 4 PLAI - 129_137 Bd Roger Salengro - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| 3328L | 663-6093021-31-0001-006 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Opération mixte de 22 logements, 10 LLI, 12 LLS répartis comme suit : 6 PLUS de droit commun, 2 PLS et 4 PLAi en reconstitution ANRU
L'opération cible une certification NF Habitat HQE et RT 2012 -10%.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 129-137 bd Roger Salengro<br>AV 139 - 165 - 166 - 74 - 164 | |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 4 logements<br><br>4 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 5 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 -10%<br>NF Habitat HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (car opération < 8 logements) : à compenser sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 9 semestre(s) | |

Commentaires
Contrat de réservation signé en décembre 2018
Acte authentique prévisionnel en décembre 2020
Délai 24 mois

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 87 200,00 € | 69 600,00 € | 156 800,00 € |
| **Total :** | **87 200,00 €** | **69 600,00 €** | **156 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 863 259,00 € | montant TTC : | 863 259,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | - € | | |
| | EPCI : | - € | | |
| | DEPARTEMENT : | - € | | |
| | REGION : | - € | | |
| | BAILLEUR : | 793 659,00 € | | |
| | CDC : | - € | | |
| | EUROPE : | - € | | |
| | ANAH : | - € | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 69 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 863 259,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 679 530,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 592 330,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 87 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : S'agissant d'une opération en VEFA, le montant HT correspond au montant TTC.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 4 PLUS - 4 bis rue de la Chasse VEFA - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération concerne l'acquisition en VEFA de 4 LLS (2T2 financés en PLUS et 2T3 financés en PLUS) avec emplacements de stationnement inclus au 4bis, 4ter rue de la Chasse à Noisy-le-Sec (93130). Ces 4 appartements sociaux sont inclus dans une résidence de standing, qui comporte au rez-de-chaussée un établissement de rééducation fonctionnelle, l'immeuble est située face à l'Hôpital intercommunal de Montreuil, à 100 mètres de la station de métro ligne 11, en construction. Le souhait de la Ville a été d'assurer une certaine mixité dans l'immeuble, avec la création de ces 4 logements sociaux en PLUS.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>4 bis rue de la Chasse | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>L'opération est située au 4bis / 4 ter, rue de la Chasse à Noisy-le-Sec (93130) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 4 logements<br>4 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (Compensation faite sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 112 000,00 € | | 112 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **112 000,00 €** | | **112 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 810 469,00 € | montant TTC : | 855 045,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 810 469,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 810 469,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 769 540,21 € | | |
| | dont PRET CDC : | 657 540,21 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 112 000,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 40 928,79€, ainsi que la TVA à hauteur de 44 576€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 56 PLAI - 12 avenue Gallieni, VEFA - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition en VEFA de 56 LLS (24T2, 31T3 et 1T4 financés en PLAI) avec emplacements de stationnement au 12, avenue du Maréchal Gallieni à Noisy-le-Sec (93130)

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>12 avenue de Gallieni | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>L'opération est située au 12, avenue du Maréchal Gallieni à Noisy-le-Sec (93130) à proximité immédiate de la Gare de Noisy-le-Sec (RER E, tram T1). |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 56 logements<br><br>56 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | centre-ville gare, commerces, services, transports à proximité immédiate |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+6 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 7 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 1 220 800,00 € | 974 400,00 € | 2 195 200,00 € |
| **Total :** | **1 220 800,00 €** | **974 400,00 €** | **2 195 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 9 505 683,00 € | montant TTC : | 10 041 545,78 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 8 531 283,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 974 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 9 505 683,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 8 062 991,20 € | | |
| | dont PRET CDC : | 6 842 191,20 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 220 800,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 535 862,58€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>AA - 1 PLAI - 30 bis rue de Merlan - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition amélioration d'un bien immobilier d'une surface de 63 m2 situé au 30B, rue de Merlan à Noisy-le-Sec {93130) après la mise en œuvre du droit de préemption de la Ville de Noisy-le-Sec. Il s'agit d'un pavillon privé se trouvant isolé dans un ensemble HLM appartenant déjà à la SAEM, la cité du Moulin Fondu (ex ZUS).

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>30 B rue de Merlan | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Le bien est situé au 30B, rue de Merlan à Noisy-le-Sec {93130) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 1 logements<br><br>1 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | zone pavillonnaire et historique de Merlan, au bout de la rue réseau de bus vers la gare de Noisy-le-Sec. |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+1 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | D | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (Compensation faite sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 21 800,00 € | 17 400,00 € | 39 200,00 € |
| **Total :** | **21 800,00 €** | **17 400,00 €** | **39 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 158 750,00 € | montant TTC : | 162 780,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 141 350,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 17 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 158 750,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 129 102,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 107 302,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 21 800,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 4 030€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>AA - 16 PLAI - 39 bd République - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-004 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'acquisition amélioration de ces logements par la SAEM Noisy-le-Sec Habitat permettrait leur inscription et leur conventionnement en PLAI afin de procéder à la reconstitution du patrimoine dans le cadre du nPNRU. Les locaux aujourd'hui squattés de l'ancienne gendarmerie comportent deux bureaux en rez-de-chaussée, 16 places de stationnement et 16 logements (1T2, 9T3, 4T4, 2T5). L'acquisition de ce bien devra se faire selon le dispositif dit « Duflot » permettant la cession, aux SEM notamment, de biens publics appartenant à l'Etat avec une décote pouvant atteindre 100% de la valeur vénale du terrain selon la catégorie de logements envisagée et la qualité du projet présenté. Le montant retenu pour l'acquisition du bien est de 1160 000 euros (+ 3% de droits de notaire pour acquisition en vue de la création de LLS). L'opération est conditionnée pra l'expulsion des anarchistes révolutionnaires qui squattent plusieurs appartements et communs de la gendarmerie depuis leur précédente expulsion de l'ancienne gendarmerie de Saint-Denis.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>39 boulevard de la République | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Le bien situé au 39, boulevard de la République à Noisy-le-Sec (93130), grand axe commercial menant à la gare de Noisy-le-Sec |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 16 logements<br><br>16 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 1 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 2 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 348 800,00 € | 278 400,00 € | 627 200,00 € |
| **Total :** | **348 800,00 €** | **278 400,00 €** | **627 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 919 061,00 € | montant TTC : | 2 009 792,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | | | | |
| | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 640 661,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 278 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 919 061,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 208 964,94 € | | |
| | dont PRET CDC : | 860 164,94 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 348 800,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 535 862,58€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 28 PLUS - 41/43 rue Léo Lagrange, VEFA - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-005 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération a pour but l'acquisition de 28 LLS (13T2 et 15T3) avec emplacements de stationnement en VEFA et financés en PLUS. En outre, 6 logements seront réservés à Action logement, actionnaire la SAEM NLSH et partenaire de l'ANRU. Cette résidence de qualité est située dans le quartier anciennement industriel de la Plaine Ouest et qui fait l'objet de nombreux projets de développement, y compris métropolitain.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>41-43 rue Léo-lagrange | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>L'opération est située au 41-43, rue Léo-Lagrange à Noisy-le-Sec (93130) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 28 logements<br><br>28 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Proximité des zones d'activités, groupe scolaire, gymnase attenant, face au 4ème collège en construction, ligne bus bout de la sente piétonne vers rue Paul-Vaillant-Couturier, direct métro ligne 5. |
| Nombre de bâtiments : | 28 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+6 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 4 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 784 000,00 € | | 784 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **784 000,00 €** | | **784 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 589 708,00 € | montant TTC : | 4 842 142,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 4 589 708,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 4 589 708,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 4 388 053,05 € | | |
| | dont PRET CDC : | 3 604 053,05 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 784 000,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 252 434€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 14 PLUS - 15_21 rue des carrouges - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-006 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Construction de 14 logements au 15-21 rue des Carrouges, dans le cadre de la démolition/reconstruction de 148 logements dans le quartier du Londeau. Choix de la création de petits volumes de qualité sur jardin arboré touchant la zone expérimentale de Merlan, classée monument historique, un bâtiment sur rue et le reste dans la parcelle arboré.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>15-21 RUE DES CARROUGES | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>L'opération est située 15-21 rue de Carrouges (93130), derrière la cité scolaire collèges/lycées Olympe de Gouges, à proximité immédiate du quartier historique de Merlan, proche des lignes de bus sur axe Avenue de Rosny vers Pont de Bondy (T1) ou vers la Gare de Noisy-le-Sec. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | 6 T2, 8 T3 | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 14 logements<br>14 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à proximité de toutes commodités (transport en commun et services de proximité) |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 392 000,00 € | | 392 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **392 000,00 €** | | **392 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 779 978,00 € | montant TTC : | 2 970 279,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | | | | |
| | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 779 978,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 2 779 978,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 392 000,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 392 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SAEM NOISY LE SEC HABITAT | AA - 1 PLAI - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093021-31-0003-007 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Acquisition en dispositif dit« Duflot » de la propriété sise 2, allée du Canada / 5bis avenue du Général-Leclerc (parcelle AD 170) à Noisy-le-Sec (93130), pavillon dit "CIMCAP" propriété de l'Etat, squattée depuis plus de 10 ans. Ce patrimoine fait partie de la Cité Expérimentale de Merlan, inscrit à l'inventaire des monuments historiques par arrêté du 28 décembre 2000. La SAEM, acteur de la construction et de la rénovation de la Ville de Noisy-le-Sec, tient à préserver le patrimoine existant et à assurer la continuité de la mixité sociale dans ce quartier recherché, elle souhait ey réaliser l'amélioration du bâti existant.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 2 allée du Canada | La propriété est situuée 2, allée du Canada / 5bis avenue du Général-Leclerc dans la cité expérimentale de Merlan, monument historique, symbole de la reconstruction par l'Etat des pavillons démolis par le bombardement du 18 avril 1944 à Noisy-le-Sec (93130). |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 1 logements<br><br>1 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | parfaitement desservis, bus vers la gare de Noisy-le-Sec (RER E et tram T1) |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | rez de chaussée uniquement | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 - 10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (Compensation faite sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

L'Etat doit au préalable procéder au relogement des squaters qui disposent d'une décision d'obligation de relogement par les services préfectoraux obtenu au Tribunal administratif et jamais mis en œuvre.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 21 800,00 € | 17 400,00 € | 39 200,00 € |
| **Total :** | **21 800,00 €** | **17 400,00 €** | **39 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 213 943,00 € | montant TTC : | 233 717,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 196 543,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 17 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 213 943,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 189 085,13 € | | |
| | dont PRET CDC : | 167 285,13 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 21 800,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

La SAEM financera en fonds propres 10% du montant total, ainsi que la TVA de 54 550€ pour les 2 opérations (PLUS et PLAI), situées au 2 allée du Canada.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 2 PLUS - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-008 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Acquisition en dispositif dit« Duflot » de la propriété sise 2, allée du Canada / 5bis avenue du Général-Leclerc (parcelle AD 170) à Noisy-le-Sec (93130), pavillon existant dit "CIMCAP" propriété de l'Etat, squattée depuis plus de 10 ans. Ce patrimoine fait partie de la Cité Expérimentale de Merlan, inscrit à l'inventaire des monuments historiques par arrêté du 28 décembre 2000. La SAEM, acteur de la construction et de la rénovation de la Ville de Noisy-le-Sec, tient à préserver le patrimoine existant et à assurer la continuité de la mixité sociale dans ce quartier recherché. Elle souhait y réaliser l'amélioration du bâti existant et de la création de deux nouveaux logements sociaux supplémentaires sous le contrôle de la DRAAC et de l'Architecte des Bâtiments de France. En effet, les deux nouveaux pavillons contruits seront classés "monuments historiques".

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>2 allée du Canada | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>La propriété est situuée 2, allée du Canada / 5bis avenue du Général-Leclerc dans la cité expérimentale de Merlan, monument historique, symbole de la reconstruction par l'Etat des pavillons démolis par le bombardement du 18 avril 1944 à Noisy-le-Sec (93130). |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 2 logements<br>2 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | parfaitement desservis, bus vers la gare de Noisy-le-Sec (RER E et tram T1) |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | rez de chaussée uniquement | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 - 10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 0 (Compensation faite sur une autre opération) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

L'Etat doit au préalable procéder au relogement des squaters qui disposent d'une décision d'obligation de relogement par les services préfectoraux obtenu au Tribunal administratif et jamais mis en œuvre.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 56 000,00 € | | 56 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **56 000,00 €** | | **56 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 369 505,00 € | montant TTC : | 404 280,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 369 505,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | | | |
| | Total des co-financements : | 369 505,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 367 712,63 € | | |
| | dont PRET CDC : | 311 712,63 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 56 000,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant total, ainsi que la TVA de 54 550€ pour les 2 opérations (PLUS et PLAI), situées au 2 allée du Canada. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SAEM NOISY LE SEC HABITAT | CN - 10 PLUS - 203_205 rue de la Chasse - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093021-31-0003-009 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Construction de 10 logements au 203-205 rue de la Chasse, dans le cadre de la reconstitutution des 148 logements démolis dans le quartier du Londeau. Il s'agit d'un foncier appartenant en majorité à la SAEM et nécessitant la démolition d'un pavillon isolé en mauvais état. Le reste de la parcelle est composée de délaissés de la ZAC des Guillaumes pour laquelle la SAEM est aménageur et dont la clôture est prévue au dernier trimestre 2018.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 203-205 rue de la Chasse | L'opération se situe 203-205 rue de la Chasse. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Petit collectif | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 10 logements<br><br>10 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à proximité de toutes les commodités (transports en commun, bus mais aussi métro avec le prolongement en construction de la ligne 11 du métro (arrêt hôpital intercommunal et tous services de proximité attenant) |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC / RT2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 1 logement |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 280 000,00 € | | 280 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **280 000,00 €** | | **280 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 439 420,00 € | montant TTC : | 1 582 135,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 439 420,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 439 420,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 423 921,51 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 143 921,51 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 280 000,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 142 715€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SAEM NOISY LE SEC HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 18 PLUS - 10 rue de Neuilly - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093021-31-0003-010 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition par dation auprès de la Ville de Noisy-le-Sec, d'un bien immobilier situé 10, rue de Neuilly à Noisy-le-Sec (93130) et autorisation de création d'un petit immeuble de 18 logements HLM PLUS, en contrepartie de la livraison d'une crèche municipale en rez-de-chaussée.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>10 rue de Neuilly | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>centre-ville de Noisy-le-Sec, en bordure d'un parc de jeux pour enfants et du stade de football et d'athlétisme Allende, près des transports en commun et non loin des commerces de Stephenson. |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Hors QPV |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 18 logements<br>18 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | centre-ville, tous commerces, tous servies à proximité |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 2 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
délibération à venir par le Conseil municipal après procédure de déclassement / désaffectation du terrain d'assiette de l'opération

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 504 000,00 € | | 504 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **504 000,00 €** | | **504 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 148 980,00 € | montant TTC : | 3 451 732,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 148 980,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 3 148 980,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 106 558,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 602 558,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 504 000,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 302 751€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SAEM NOISY LE SEC HABITAT | CN - 16 PLAI - 60 rue de la Dhuys - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093021-31-0003-011 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Construction de 16 logements au 58bis rue de la Dhuys, dans le cadre de la reconstitutution des 148 logements démolis dans le quartier du Londeau. Cette construction est prevue dans une parcelle adjacente à l'ensemble immobilier Renardière de 132 logements sociaux acquis auprès de l'OPHLM de Romainville en 2008 et renovés en 2013/2014. L'opération de réhabilitation et résidentialisation prévoyait une phase 2 avec la construction de 14 logements collectifs et de 2 maisons individuelles T5 en PLAI très convoitées. Le conseil d'administration de la SAEM a souhaité intégrer à son plan de reconstitution ce projet dont le permis a déjà été instruit et accordé. En 2014, l'adresse du 58bis rue de la Dhuys se voit rattacher au QPV intercommunal dit de 3 communes, alors même que le projet était lancé. Cette construction jouxte le 58bis rue de la Dhuys, à l'angle de la rue des Processions, propriété de la SAEM. Le prolongement du métro ligne 11 jusqu'à Rosny-Bois-Perrier a eu pour conséquence la création de 2 stations de métro à proximité immédiate de notre projet, l'un au bout de la rue (Station DHUYS), l'autre à 200 mètres (Station Hôpital Intercommunal). Il s'agit d'un quartier essentiellement pavillonnaire côté Noisy-le-Sec et l'opportunité d'y créer des PLAI à proximité immédiate d'une desserte de transports en commun permet de répondre aux critères d'une dérogation de construction en QPV non soumis à un programme de rénovation urbaine.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 60 rue de la Dhuys | L'opération se situe 58bis rue de la Dhuys angle ruelle des Processions à Noisy-le-Sec (93130) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | L'opération se situe dans le QPV des "3 communes". La SAEM Noisy-le-Sec demande une dérogation pour la réalisation de cette opération au regard de la rarereté de foncier disponible, du caractère particulier de cette reconstitution 14 LLS en PLAI collectifs et 2 maisons individuelles T5 en PLAI et de la stratégie de l'ETP Est-ensemble. |
| Type de logements construits : | Opération mixte | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 16 logements<br><br>16 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à 250m de la future ligne de metro 11 "station Boissière" et proche des services de proximité. |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 et R+1 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 2 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 348 800,00 € | 278 400,00 € | 627 200,00 € |
| **Total :** | **348 800,00 €** | **278 400,00 €** | **627 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 547 546,00 € | montant TTC : | 2 799 312,99 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 269 146,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 278 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 547 546,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 209 180,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 860 380,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 348 800,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | La SAEM financera en fonds propres 10% du montant de l'opération, ainsi que la TVA de 216 432€. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| LOGIREP | CN - 19 PLUS, 19 PLAI - 64 rue de la Dhuys - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093021-31-0005-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le présent sujet se compose d'une parcelle. Il s'agit actuellement d'un parking, celui-ci est exploité par les occupants de l'immeuble juste en face. Ce parking a un usage libre et est non sécurisé par des barrières et des sas. Le sujet est présenté au travers d'une VEFA amené par ALILA Promoteur.
Nous sommes sur une unité foncière de 2808 m² (parcelle BC 195).
La zone UA du PLU nous amène à des constructions maximum en R+6 (soit 22 mètres au plus haut). Le programme global se divise en trois bâtiments en R + 4 et comprend 76 logements dont 19 PLUS ANRU-19 PLAI ANRU 8 PLS en droit commun et 30 logements LLI. Il est également prévu 76 places de parkings en sous sol. Les logements LLI seront implantés dans deux bâtiments distincts,

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| BC 195 | Le terrain se trouve au sud de la ville en limite communale à coté de Montreuil, Le terrain est à 400m du centre ville de Montreuill à coté de l'arrêt de bus de la ligne 545. La proximité des axes de transport en commun et du centre ville de Montreuil donnent une dimension très attractive à l'opération |
| **Commune de réalisation**<br>93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 38 logements<br>19 PLUS<br>19 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | 400 m du centre ville de Montreuil |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | RT 2012-10% et NF HABITAT HQE |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 5 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 532 000,00 € | | 532 000,00 € |
| PLAI : | 414 200,00 € | 330 600,00 € | 744 800,00 € |
| **Total :** | **946 200,00 €** | **330 600,00 €** | **1 276 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 6 893 717,00 € | montant TTC : | 7 583 088,70 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 76 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 6 487 117,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 330 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 6 893 717,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 5 887 362,79 € | | |
| | dont PRET CDC : | 4 941 162,79 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 946 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANONYME D'HABITATIONS A LOYER MODERE | CN - 11 PLAI - 104 rue du Parc/55 rue Léo Lagrange - NLS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093021-31-0011-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le projet global prévoit la réalisation sur l'ilot A' de 128 logements :

- 91 logements proposés à l'accession à la propriété
- 37 LLS (mixte 8 PLS-18 PLUS- 11 PLAI. Les 37 LLS seront situé sur le lot C.
- Une salle partagée de 90 m² au RDC du bâtiment C qui sera gérée par la copropriété et qui pourra recevoir différentes activités proposées aux locataires et propriétaires.

Le projet sera accssible depuis la rue Léo Lagrange et la rue du Parc.

Ces logements seront réalisés en VEFA via une société ad hoc constituée par Bouygues Immobilier et Séquano. A ce stade, une copropriété est envisagée car le programme est imbriqué (salle du rez-de-chaussée commune à l'ensemble immobilier présente au RDC du bâtiment social et parking commun).
Le groupement lauréat a prévu que soit développé de l'agriculture sur la toiture du bâtiment social par Agripolis. Cela serait géré par une convention d'occupation à définir.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 104 rue du Parc/55 rue Léo Lagrange | Le projet se trouve sur la commune de Noisy le Sec. Il est situé hors QPV. |
| **Commune de réalisation** | |
| 93-Noisy-le-Sec | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93053 Noisy-le-Sec 6093021 Le Londeau | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 11 logements<br><br>11 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération dispose également d'un nombre d'écoles importants dans un rayon allant de 300 m à 2 km : groupe scolaire Léo Lagrange, école maternelle Petit Prince, lycée Olympe de Gouges.<br>Elle se situe à 1,5 km du métro ligne 5 Bobigny- Pantin Raymond Queneau reliant la gare de l'Est en 22 minutes et la gare d'Austerlitz en 34 minutes, et du futur métro L15 (2025) Bobigny-Pablo Picasso, le projet est proximité immédiate de plusieurs lignes de bus. |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 9 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 239 800,00 € | 191 400,00 € | 431 200,00 € |
| **Total :** | **239 800,00 €** | **191 400,00 €** | **431 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 676 236,00 € | montant TTC : | 1 844 254,20 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 484 836,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 191 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 676 236,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 246 689,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 006 889,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 239 800,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | Le montant du prêt CDC qui sera demandé pour les agréments est de 1 174 906€ soit le montant TTC à financer. Cela correspond à un montant "HT" de 1 006 889 € tel qu'indiqué dans le plan de financement envisagé plus haut.<br>Nous avons intégré lesfonds propres tels qu'ils sont dans notre plan de financement (c'est à dire TTC),<br>Nous avons par ailleurs modifier les formules du "prêt bonifié AL" et sub "ANRU" afin de prendre que les principales. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>IMMOBILIERE 3F | **Intitulé de l'opération**<br>Construction neuve de 5 logements dont 2 PLUS et 3 PLAI - 22 Avenue du Bellevedere - Pré-Saint-Gervais |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093023-31-0001-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>numéro de parcelle cadastrale 116 d'une superficie de 393m² | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>Zone 1 : grands pôles d'Ile-de-France | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93055 Pantin , Le Pré-Saint-Gervais 6093023 Sept Arpents - Stalingrad | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 5 logements<br>2 PLUS<br>3 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 56 000,00 € | | 56 000,00 € |
| PLAI : | 65 400,00 € | 52 200,00 € | 117 600,00 € |
| **Total :** | **121 400,00 €** | **52 200,00 €** | **173 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 595 982,85 € | montant TTC : | 655 580,66 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 483 645,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 60 137,85 € | | |
| | ANRU : | 52 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 595 982,85 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 121 400,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 121 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| HLM FRANCE HABITATION | CN - 3 PLAI - 59 rue Jules Auffret - PAN |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| PANTIN Jules AUFFRET VEFA 16 LOGMENTS | 663-6093024-31-0007-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 59 Rue Jules AUFFRET PANTIN | |
| **Commune de réalisation** | |
| 93-Pantin | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93055 Pantin 6093024 Quatre Chemins | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués : | 3 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Le site est situé à moins de 850 mètres du métro Eglise de PANTIN (ligne 5),1,2 km du métro des Lilas (ligne 11 ) et de nombreuses lignes de bus à priximité, |
| dont en PLUS : | | | |
| dont en PLAI : | 3 PLAI | | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Niveau Label RT 2012-20 % | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 1 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 65 400,00 € | 52 200,00 € | 117 600,00 € |
| **Total :** | **65 400,00 €** | **52 200,00 €** | **117 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 519 871,00 € | montant TTC : | 571 111,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 407 671,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 60 000,00 € | | |
| | ANRU : | 52 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 519 871,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 407 671,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 342 271,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 65 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.3.2

# Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU
# Au stade de la FAT prévisionnelle

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | Diagnostic technique, thermique et structure des 3 tours (solidité, accessibilité, diagnostic sécurité) |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093027-14-0004-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le projet consiste en la réhabilitation à la fois de l'enveloppe, des parties communes et des parties privatives des bâtiments afin de résorber les dysfonctionnements et les pathologies présents actuellement.

De plus, le projet prévoit également une restructuration des niveaux allant du RDC au 1er étage des 3 tours, qui seront destinés à accueillir les bureaux de Romainville Habitat et des activités tertiaires.
- vérifier la stabilité des tours
- juger de l'état du bâti
- évaluer les performances énergétiques des bâtiments
- définir un programme de travaux
- estimer le coût des travaux
- identifier les besoins spécifiques des locataires
- constituer une base de données

Les études sont d'autant plus fondamentales qu'elles permettent de vérifier l'état des tours et de définir le programme de réhabilitation
Les études permettent également de travailler la coordination technique et opérationnelle entre les tours et les lots privés qui y sont accolés.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| | |
| **Commune de rattachement** | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| |
|---|
| Romainville |
| **Quartier de rattachement de l'opération** |
| 93063 Romainville 6093027 Gagarine |
| **Situation** |
| Dans QPV |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| | |
|---|---|
| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |

***- accompagnement des ménages***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | 339 |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Nombre d'ETP moyen par an | | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 28/04/2016 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 2 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | 154 800,00 € | 50,00% | 77 400,00 € |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | |
|---|---|---|---|
| Dont majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1. du titre II du RGA ) : | | | - € |
| Dont majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **154 800,00 €** | **50,00%** | **77 400,00 €** |

| **MOYENS INTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Dont majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1. du titre II du RGA ) : | | | - € |
| Dont majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **77 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 154 800,00 € | montant TTC : | 185 760,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 77 400,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 77 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 154 800,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.1

**Fiche descriptive de l'opération de relogement avec minoration de loyer du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | Minoration des loyers de 370 ménages |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093027-15-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Les partenaires valident la demande pour les minorations de loyers de 370 ménages (sur les 568 ayant besoin d'un relogement). Au regard de la faible programmation en PLAI, les partenaires précisent que la minoration de loyer ne s'appliquera pas pour reloger un ménage dans un logement PLUS financé en reconstitution alors qu'un financement en PLAI aurait été dans ce cas plus pertinent.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (Si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| | |
| **Commune** | |
| Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93063 Romainville 6093027 Gagarine | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projets

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

Identification des opérations à l'origine du relogement des ménages :

| Nature d'opération | Libellé précis de l'opération | Idtop | Nombre de ménages total à reloger | Dont nombre de ménages concernés par l'indemnité pour minoration de loyer |
|---|---|---|---|---|
| Sélectionner la nature d'opération | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | **Total** | **0** | **0** |

**Le nombre de ménage indiqué n'est pas cohérent avec le nombre total de ménages relogés renseigné dans la FAT**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Pourcentage de ménages concernés par l'indemnité à l'échelle des opérations à l'origine du relogement : | | Pour mémoire,le cas échéant, pourcentage de ménages relogés dans le neuf ou moins de 5 ans dans le PNRU : | |
| Objectif cible de relogement dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans à l'échelle du projet de renouvellement urbain | | | |
| Organismes HLM potentiellement identifiés pour accueillir les ménages dans le parc de logement locatif social neuf ou conventionné APL depuis moins de 5 ans à la date du relogement (et par conséquent bénéficiaire in fine de l'indemnité pour relogement avec minoration de loyer): | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 20 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | **Nombre de ménages relogés** | **Montant de subvention forfaitaire** |
|---|---|---|
| T1/T2 | 8 ménage(s) | 16 000,00 € |
| T3 | 24 ménage(s) | 144 000,00 € |
| T4/T5 et + | 338 ménage(s) | 2 704 000,00 € |
| **Total** | **370 ménage(s)** | **2 864 000,00 €** |
| Majoration pour Excellence : | | |
| **Montant de subvention retenu** | | **2 864 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides pour minoration de loyer* | montant HT : | 2 864 000,00 € | montant TTC : | 2 864 000,00 € |
| Co-financements:<br>*Uniquement pour les aides pour minoration de loyer (hors fonds-propres)* | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 2 864 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 864 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | CN - 22 PLUS, 33 PLAI - Rue de Vassou - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093027-31-0004-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération de reconstitution "Vassou" composés de 55 logements est situé hors QPV, à proximité du quartier Gagarine et de la Corniche des Forts.

Les 55 logements sont répartis sur 3 bâtiments :

- le bâtiment A : 45 logements (R+7)
- le bâtiment C1 : 6 logements (R+3)
- le bâtiment B3 : 4 logements (R+2)

Le chauffage et l'Eau Chaude Sanitaire" des bâtiments sont assurés par une chauffferie collective

Le bâtiment A dispose d'un ascenseur, les bâtiments C1 et B3 n'en ont pas

La toiture terrasse du bâtiment A sera mise à disposition d'une association d'agriculture urbaine

Seine Saint Denis habitat bénéficie d'une majoration de l'aide complémentaire PLAI à 12500 € / logt au titre de sa fragilité financière et de son inscription dans un protocole de consolidation avec la CGLLS

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 10 rue Vassou | |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 55 logements<br><br>22 PLUS<br><br>33 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération est située à moins de 1000m de la future station de métro (place carnot) |
| Nombre de bâtiments : | 3 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | voir description | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | NF Habitat HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS et 12 PLAI) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 07/06/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2017 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 616 000,00 € | | 616 000,00 € |
| PLAI : | 719 400,00 € | 574 200,00 € | 1 293 600,00 € |
| **Total :** | **1 335 400,00 €** | **574 200,00 €** | **1 909 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 9 933 673,81 € | montant TTC : | 10 927 041,19 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 520 563,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 8 838 910,81 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 574 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 9 933 673,81 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 6 700 204,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 5 364 804,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 335 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 5 PLUS, 7 PLAI - Normandie_Niemen - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération de reconstitution "Normandie Niemen" composée de 12 logements est situé hors QPV, à proximité du quartier Gagarine.

Les 12 logements sont répartis sur un seul bâtiment

Le chauffage et l'Eau Chaude Sanitaire des bâtiments sont assurés par une chauffferie collective

Le bâtiment dispose d'un ascenseur.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Normandie Niemen | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 12 logements<br><br>5 PLUS<br><br>7 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à moins de 500 m de la future station de métro Serge Gainsbourg |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | NF HABITAT HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS et 3 PLAI) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 07/06/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | oui |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 140 000,00 € | | 140 000,00 € |
| PLAI : | 152 600,00 € | 121 800,00 € | 274 400,00 € |
| **Total :** | **292 600,00 €** | **121 800,00 €** | **414 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 461 267,74 € | montant TTC : | 1 607 394,50 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 75 600,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 24 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 1 239 867,74 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 121 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 461 267,74 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 081 626,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 789 026,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 292 600,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | Seine Saint Denis habitat bénéficie d'une majoration de l'aide complémentaire PLAI à 12500 € / logt au titre de sa fragilité financière et de son inscription dans un protocole de consolidation avec la CGLLS |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 1 PLUS, 2 PLAI - Floréal - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-004 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition de 3 logements en VEFA

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>rue Floréal | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Hors QPV |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 3 logements<br>1 PLUS<br>2 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 07/06/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 28 000,00 € | | 28 000,00 € |
| PLAI : | 43 600,00 € | 34 800,00 € | 78 400,00 € |
| **Total :** | **71 600,00 €** | **34 800,00 €** | **106 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 309 491,60 € | montant TTC : | 340 440,75 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 18 900,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 6 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 249 791,60 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 34 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 309 491,60 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 166 491,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 94 891,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 71 600,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | Seine Saint Denis habitat bénéficie d'une majoration de l'aide complémentaire PLAI à 12500 € / logt au titre de sa fragilité financière et de son inscription dans un protocole de consolidation avec la CGLLS |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | CN - 2 PLUS, 3 PLAI - Wilson - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093027-31-0004-005 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération "Wilson" composée de 5 logements se situe hors QPV.

Elle est répartie sur un immeuble mixte composés de logements sociaux et privés et sur 3 pavillons.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 64 avenue du président Wilson | |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 5 logements<br><br>2 PLUS<br><br>3 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à moins de 500m de la future station de métro Serge gainsbourg |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 07/06/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2017 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | oui |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 56 000,00 € | | 56 000,00 € |
| PLAI : | 65 400,00 € | 52 200,00 € | 117 600,00 € |
| **Total :** | **121 400,00 €** | **52 200,00 €** | **173 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 708 416,88 € | montant TTC : | 779 258,57 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 31 500,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 10 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 614 716,88 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 52 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 708 416,88 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 407 761,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 286 361,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 121 400,00 € | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant : | Seine Saint Denis habitat bénéficie d'une majoration de l'aide complémentaire PLAI à 12500 € / logt au titre de sa fragilité financière et de son inscription dans un protocole de consolidation avec la CGLLS |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 10 PLUS - 131_141 Rue de la République - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-006 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Cette opération de 10 logements achetés en VEFA, participe à la reconstitution de l'offre démolie du quartier Gagarine. Elle contribue à reloger les locataires des premiers bâtiments démolis, B et H, du quartier. Elle est financée entièrement en logement PLUS. Elle sera livrée en janvier 2020.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>131-141 RUE DE LA REPUBLIQUE | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>HORS QPV<br>A proxomité du QPV Marcel Cachin (ANRU 1) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 10 logements<br><br>10 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | A moins de 1000 m de la future station de métro ligne 11 (place carnot) |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | NF Habitat HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | oui |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 280 000,00 € | | 280 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **280 000,00 €** | | **280 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 285 742,27 € | montant TTC : | 1 414 316,48 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 62 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 20 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 1 203 742,27 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 285 742,27 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 898 690,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 618 690,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 280 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 79 PLUS - Tranche 1 Phase 2 - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-007 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Asquisitoin de 79 logements en VEFA sur site répartis sur différents lots du projet de renouvellement urbain

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>TRANCHE 1 PHASE 2 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 79 logements<br><br>79 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 14 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 632 000,00 € | | 632 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **632 000,00 €** | | **632 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 12 205 145,45 € | montant TTC : | 13 425 660,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 483 480,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 158 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 11 563 665,45 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 12 205 145,45 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 7 974 181,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 7 342 181,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 632 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 15 PLUS - Tranche 1, Phase 1, Lot 3 - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-008 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition de 15 logements en VEFA sur site

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>sur site | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Sur site |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 15 logements<br>15 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 3 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 120 000,00 € | | 120 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **120 000,00 €** | | **120 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 609 695,57 € | montant TTC : | 2 870 665,11 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 109 538,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 30 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 2 470 157,57 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 2 609 695,57 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 013 666,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 893 666,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 120 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 24 PLUS - 143 Rue de la République - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-009 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Opération en cours d'étude

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>143 RUE DE LA REPUBLIQUE | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 24 logements<br><br>24 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (7 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 672 000,00 € | | 672 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **672 000,00 €** | | **672 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 694 432,91 € | montant TTC : | 4 063 876,20 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 148 838,40 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 48 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 3 497 594,51 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 3 694 432,91 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 268 968,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 596 968,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 672 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 10 PLUS - Place Carnot - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-010 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Opération en cours d'étude

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Place Carnot | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 10 logements<br><br>10 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 280 000,00 € | | 280 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **280 000,00 €** | | **280 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 548 131,52 € | montant TTC : | 1 702 944,67 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 62 016,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 20 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 1 466 115,52 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 548 131,52 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 984 277,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 704 277,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 280 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 26 PLUS - Kerautret, Rue du Camp - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-011 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Opération en cours d'étude

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>KERAUTRET - RUE DU CAMP | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 26 logements<br><br>26 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (7 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 728 000,00 € | | 728 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **728 000,00 €** | | **728 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 026 856,69 € | montant TTC : | 4 429 542,36 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 161 200,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 52 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 3 813 656,69 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 4 026 856,69 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 551 151,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 823 151,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 728 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 28 PLUS - 35 Rue de Beenfleet - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-012 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération du "35 Benfleet" se situe hors QPV et est composée de 28 logements.

Dans cette ensemble immobilier de 315 logements, Seine Saint Denis habitat est acquéreur en VEFA d'un immeuble de 28 logements.

Les logements sont desservis par un ascenseur et le bâtiment est alimenté en Eau Chaude Sanitaire et en Chauffage par une chaufferie collective.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>35 rue de Benfleet | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 28 logements<br><br>28 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | L'opération se situe à moins de 1000m de la future station de métro Serge gainsbourg |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | NF Habitat HQE | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 784 000,00 € | | 784 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **784 000,00 €** | | **784 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 047 138,70 € | montant TTC : | 4 451 852,57 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 173 600,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 56 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 3 817 538,70 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 4 047 138,70 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 968 186,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 184 186,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 784 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 121 PLUS, 29 PLAI - Tranche 2, Phase 1 - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-013 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition de 150 logements en VEFA sur site

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>TRANCHE 1 PHASE 2 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 150 logements<br><br>121 PLUS<br><br>29 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | Action Logement : 26 logements |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 968 000,00 € | | 968 000,00 € |
| PLAI : | 435 000,00 € | 348 000,00 € | 783 000,00 € |
| **Total :** | **1 403 000,00 €** | **348 000,00 €** | **1 751 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 23 260 664,09 € | montant TTC : | 25 586 730,50 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 893 520,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 300 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 21 719 144,09 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 348 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 23 260 664,09 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 14 995 210,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 13 592 210,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 403 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 27 PLUS - Friche Picot - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-014 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>TRANCHE 1 PHASE 2 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br><br>dont en PLUS :<br><br>dont en PLAI : | 27 logements<br><br>27 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (8 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 756 000,00 € | | 756 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **756 000,00 €** | | **756 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 211 454,55 € | montant TTC : | 4 632 600,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 167 443,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 54 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 3 990 011,55 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 4 211 454,55 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 681 157,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 925 157,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 756 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | CN - 10 PLUS - Cité des Mares - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6093027-31-0004-015 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| TRANCHE 1 PHASE 2 | |
| **Commune de réalisation** | |
| 93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués : | 10 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| dont en PLUS : | 10 PLUS | | |
| dont en PLAI : | | | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | logements non réservés de l'OPH : (2 PLUS) |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 280 000,00 € | | 280 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **280 000,00 €** | | **280 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 560 265,92 € | montant TTC : | 1 716 292,51 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 62 016,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 20 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 1 478 249,92 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 560 265,92 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 959 277,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 679 277,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 280 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 5 PLUS - 24_28 rue de la République - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-016 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition de 5 logements en VEFA hors site

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>TRANCHE 1 PHASE 2 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 5 logements<br>5 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 140 000,00 € | | 140 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **140 000,00 €** | | **140 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 722 665,00 € | montant TTC : | 794 931,50 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 31 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 10 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 681 665,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 722 665,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 428 932,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 288 932,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 140 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | **Intitulé de l'opération**<br>CN - 4 PLUS - Parking rue Husson - ROM |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>663-6093027-31-0004-017 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Opération en cours d'étude

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>rue Husson | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>93-Romainville | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>93063 Romainville 6093027 Gagarine | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 1 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 4 logements<br>4 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | sans objet |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document contractuel (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 18/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Majoration du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | |
| Majoration du montant forfaitaire de l'aide complémentaire en PLAI : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 112 000,00 € | | 112 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **112 000,00 €** | | **112 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 611 081,87 € | montant TTC : | 672 190,05 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 24 806,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 8 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | 578 275,87 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 611 081,87 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 359 619,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 247 619,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 112 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH MONTREUILLOIS | 1 ETP Chargé d'opération OPH montreuillois |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6999998-14-0002-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Dans le cadre de la stratégie patrimoniale de l'Office, le chargé d'opérations assure la conduite d'opérations d'investissement (constructions neuves, aménagement des espaces extérieurs, acquisition - amélioration, réhabilitation, VEFA ect) et ce plus particulièrement dans le cadre des projets NPRU.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Le plateau Malassis-La Noue-Bagnolet-Montreuil (93) | |
| **Commune de rattachement** | |
| Bagnolet, Montreuil | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 93006 Bagnolet, Montreuil 6093009 Le Plateau - Les Malassis - La Noue | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |
|---|---|
| | |

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|
| | | | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Nombre d'ETP moyen par an | 1,50 | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | Semestre | Année |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 03/05/2018 | |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Taux de subvention : | 95 000 € |
| Localisation : | QPV |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | 190 000,00 € | 50,00% | 95 000,00 € |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | | | |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | **190 000,00 €** | **50,00%** | **95 000,00 €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **95 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 190 000,00 € | montant TTC : | 190 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 95 000,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 95 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 190 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | Conduite de projet interne transversale et territorialisée (hors dev éco) 2018-2020 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| 536 6999999 14 0001 026 EE | 663-6999999-14-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération comprend l'ensemble des postes de direction de projet, de chef de projet/ chargés d'opérations, et de coordination internalisés, que ce soit sur des fonctions transversales ou territorialisées par quartier, sur les projets d'intérêt national.
Conformément au protocole, ces équipes comprennent :
- Direction de projet Bobigny : 1 poste directeur de projet,
- chef de projet Abreuvoir : 1 poste chargé d'opération,
- Direction de projet Montreuil Bagnolet : 1 poste directeur de projet
- 1 poste chef de projet Malassis,
- 1 poste chef de projet La Noue,
- Direction de projet Pantin-Le Pré : 1 poste directeur de projet,
- Direction de projet Romainville : 1 poste directrice de projet
- Direction de proejt de Noisy-le-sec: 1 poste directrice de projet
- Direction de projet de Bondy : 1 poste direction de projet
- un poste de chargé de mission habitat privé dédié à Bagnolet (en charge notamment des plans de sauvegarde de La Noue)
- un poste de chargé de mission habitat privé en charge à temps plein du quartier des Quatre Chemins

Concernant les fonctions transversales :
- Un poste de direction affecté à mi temps au RU
- Un poste de responsable de pôle renouvellement urbain à temps plein
- deux postes de coordination de la stratégie Habitat d'une part et relogement d'autre part affectés chacun à mi-temps au RU, soit un ETP en tout
- un poste de coordination de la démarche de GUSP territoriale et des dispositifs de concertation affecté à à temps plein au renouvellement urbain
- un poste de coordination financière à temps plein
- un poste de coordination des clause d'insertion affecté à mi-temps au suivi du renouvellement urbain

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| | |
| **Commune de rattachement** | |
| | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |
|---|---|
| | |

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|
| | | | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Nombre d'ETP moyen par an | 16,00 | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 03/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Taux de subvention : | 50% |
| Localisation : | tous les PRIN |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | 3 340 000,00 € | 50,00% | 1 670 000,00 € |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | | | |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | **3 340 000,00 €** | **50,00%** | **1 670 000,00 €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **1 670 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 340 000,00 € | montant TTC : | 3 340 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 1 670 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 1 670 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 340 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | AMO techniques mutualisées (juridiques et environnementales) |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6999999-14-0001-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Cette opération intègre les AMO techniques, en particulier AMO juridiques et environnementales, à mutualiser pour les différents projets. Le montant indiqué à ce stade porte sur les deux premieres années S2 2019-S2 2021 et couvrira principalement sur cette période les besoins liés au PRU Gagarine, mais ces AMO auront vocation à se poursuivre et à être mobilisées par la suite sur les autres quartiers.
Les expertises juridiques permettront de vérifier ou de préparer les conditions juridiques de mise en oeuvre des opérations.
Les AMO environnementales permettront d'expertiser et d'accompagner aux différentes étapes des projets la mise en oeuvre du référentiel aménagement durable, les presciptions environnementales spécifiques à chacun des quartiers, ou encore à accompagner certains PRU dans la démarche de labellisation écoquartier.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| | |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |
|---|---|
| | |

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|
| | | | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| Nombre d'ETP moyen par an | |
|---|---|
| | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | Semestre | Année |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| **PRESTATIONS EXTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 300 000,00 € | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **300 000,00 €** | **0,00%** | **- €** |

| **MOYENS INTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | | | |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | | | |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **- €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 300 000,00 € | montant TTC : | 360 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 150 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | 150 000,00 € | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 300 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | AMO externe conduite de projet (AMO Bondy) |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| 536 6999999 14 0001 036 EE | 663-6999999-14-0001-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Cette opération consiste en une mission d'AMO dédiée à l'ensemble des PRU de Bondy, dans le prolongement de celle engagée au démarrage du protocole de préfiguration.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Multisite | 3 PRU de BONDY (PRIN et PRIR Blanqui et Marnaudes-Fosses aux Bergers) |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |
|---|---|
| | |

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|
| | | | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| Nombre d'ETP moyen par an | |
|---|---|
| | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 17/06/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Taux de subvention : | 50% |
| Localisation : | Tous les PRIN |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| **PRESTATIONS EXTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 190 000,00 € | 50,00% | 95 000,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **190 000,00 €** | **50,00%** | **95 000,00 €** |

| **MOYENS INTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | | | |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | | | |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **95 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 190 000,00 € | montant TTC : | 228 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 95 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 95 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 190 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 1 ETP Chargé de renouvellement urbain Seine-Saint-Denis Habitat |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)** |
| | 663-6999999-14-0004-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation**<br>Sélectionner le territoire | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| | |
|---|---|
| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |

***- accompagnement des ménages***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Nombre d'ETP moyen par an | 2,25 | | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Calendrier contractuel

| | Semestre | Année |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| **PRESTATIONS EXTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |

| **MOYENS INTERNES** | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | **MONTANT DE SUBVENTION** |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | | | |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | | | |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | 190 000,00 € | 50,00% | **95 000,00 €** |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | **190 000,00 €** | **50,00%** | **95 000,00 €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **95 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 190 000,00 € | montant TTC : | 190 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 95 000,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 95 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 190 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du syst? me d'information le : 03/03/2020 ? 19:01)*

# PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

| *N° CONVENTION : 663* | *LOCALISATION* | | *CONTRIBUTIONS* | *PRETS* | *ECHEANCIER* |
|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE QPV | INSEE COMMUNE | | | |
| 66666/ /QPV national/QPV multisite (Intérêt national) | QP999999 | 66666 | | | |
| 93006/Bagnolet/QPV national/Le Plateau - Les Malassis - La Noue | QP093009 | 93006 | | | |
| 93008/Bobigny/QPV national/Quartier Salengro - Gaston Roulaud - Centre Ville | QP093011 | 93008 | | | |
| 93010/Bondy/QPV national/Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - | QP093014 | 93010 | | | |
| 93053/Noisy-le-Sec/QPV national/Le Londeau | QP093021 | 93053 | | | |
| 93055/Pantin/QPV national/Quatre Chemins | QP093024 | 93055 | | | |
| 93063/Romainville/QPV national/Gagarine | QP093027 | 93063 | | | |
| 66666/ /QPV régional/QPV multisite (Intérêt régional) | QP999998 | 66666 | | | |
| 93010/Bondy/QPV régional/Blanqui | QP093012 | 93010 | | | |
| 93048/Montreuil/QPV régional/Bel Air - Grands Pêchers - Ruffins - Le Morillon | QP093018 | 93048 | | | |
| 93053/Noisy-le-Sec/QPV régional/Bémisy | QP093020 | 93053 | | | |
| 93055/Pantin/QPV régional/Sept Arpents - Stalingrad | QP093023 | 93055 | | | |
| 93010/Bondy/QPV régional/Marnaudes - Fosse Aux Bergers - La Sablière | QP093013 | 93010 | | | |
| **PORTEUR DE PROJET** | | | | | |
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | | | | | |

N° de convention(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | COUT PAR | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAL | | CONSEIL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | | Durée en | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | OPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATION (N° de QPV ou commune | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | | Prêt CDC | Prêt Bonifié AL | Année | semestre | semestre | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6999999 14 0001 001 Conduite de projet interne transversale e | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | 3 340 000,00 | 0,00% | 3 340 000,00 | 3 340 000,00 | 0,00 | 0,00% | 1 670 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 670 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6999999 14 0001 002 AMO techniques mutualisées (juridiques et | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | 300 000,00 | 20,00% | 360 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00% | 150 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 10 | V |
| 663 6999999 14 0001 003 AMO externe conduite de projet (AMO Bon | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | 190 000,00 | 20,00% | 228 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 4 | V |
| 663 6999998 14 0002 001 1 ETP Chargé d'opération OPH montreuillo | NPR | QP999998 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH MONTREUILLOIS/488777 | 190 000,00 | 20,00% | 228 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 14 0003 001 Aménagement Espaces Publics Mobilités e | NPN | QP093027 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE ROMAINVILLE/2 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 4 | V |
| 663 6999999 14 0004 001 Ingénierie SSDH - 1ETP - 2018-2020 | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 190 000,00 | 20,00% | 228 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 14 0004 002 Diagnostic technique, thermique et struct | NPN | QP093027 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 154 800,00 | 20,00% | 185 760,00 | 154 800,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 77 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 77 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 2 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 4 364 800,00 | | 4 569 760,00 | 4 364 800,00 | 0,00 | 0,00% | 1 915 000,00 | 43,87% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 267 400,00 | 6,13% | 150 000,00 | 3,44% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 032 400,00 | 46,56% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **15 RELOGEMENT DES MéNAGES AVEC MINORATION DE LOYER** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6093027 15 0001 001 Minoration des loyers de 370 ménages | NPN | QP093027 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 2 864 000,00 | 20,00% | 3 436 800,00 | 2 864 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 864 000,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 20 | V |
| ***SOUS TOTAL 15 RELOGEMENT DES MéNAGES AVEC MINORATION DE LOYER*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 864 000,00 | | 3 436 800,00 | 2 864 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 864 000,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6093014 31 0001 001 CN - 6 PLUS, 9 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourc | NPN | QP093014 | | 1 | | 15 | 985,25 | 165 633,47 | 2 521,70 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 2 484 502,00 | 10,00% | 2 732 952,20 | 2 484 502,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 30 000,00 | 1,21% | 2 297 902,00 | 92,49% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 156 600,00 | 6,30% | 2 273 057,00 | 91,49% | 1 908 857,00 | 364 200,00 | 2018 | 2 | 5 | V |
| 663 6093014 31 0001 002 CN - 6 PLUS, 10 PLAI - VEFA ZAC de l'Ou | NPN | QP093014 | | 1 | | 16 | 969,77 | 153 887,50 | 2 538,95 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 2 462 200,00 | 10,00% | 2 708 420,00 | 2 462 200,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 32 000,00 | 1,30% | 2 256 200,00 | 91,63% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 174 000,00 | 7,07% | 2 231 578,00 | 90,63% | 1 845 578,00 | 386 000,00 | 2018 | 2 | 5 | V |
| 663 6093021 31 0001 003 CN - 3 PLAI, 3 PLUS - 117_119 Boulevard | NPR | QP093021 | | 1 | | 6 | 471,47 | 200 628,79 | 2 553,23 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 1 203 772,73 | 10,00% | 1 324 150,00 | 1 203 772,73 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 151 572,73 | 95,66% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 52 200,00 | 4,34% | 1 139 534,00 | 94,66% | 990 134,00 | 149 400,00 | 2018 | 2 | 6 | V |
| 663 6093023 31 0001 004 CN - 2 PLUS, 3 PLAI - 22 avenue de Belvé | NPR | QP093023 | | 1 | | 5 | 143,00 | 119 196,57 | 4 167,71 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 595 982,85 | 10,00% | 655 580,66 | 595 982,85 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 483 645,00 | 81,15% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 60 137,85 | 10,09% | 52 200,00 | 8,76% | 121 400,00 | 20,37% | 0,00 | 121 400,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093009 31 0001 005 CN- 4 PLAI - 208-210 rue de Rosny -MON | NPR | QP093009 | | 4 | | 4 | 350,93 | 295 379,00 | 3 366,81 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 1 181 516,00 | 10,00% | 1 299 668,00 | 1 181 516,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 8 000,00 | 0,68% | 1 103 916,00 | 93,43% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 69 600,00 | 5,89% | 1 046 701,00 | 88,59% | 959 501,00 | 87 200,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0001 006 CN- 4 PLAI - 129_137 Bd Roger Salengro - | NPR | QP093021 | | 1 | | 4 | 295,71 | 215 814,75 | 2 919,28 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 863 259,00 | 0,00% | 863 259,00 | 863 259,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 793 659,00 | 91,94% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 69 600,00 | 8,06% | 679 530,00 | 78,72% | 592 330,00 | 87 200,00 | 2019 | 2 | 9 | V |
| 663 6093009 31 0002 001 CN - 7 PLAI, 4 PLUS - 117-123 rue Sadi Ca | NPR | QP093009 | | 2 | | 11 | 701,83 | 198 436,18 | 3 110,15 | 93/OFFICE PUBLIC HABITAT BA | 2 182 798,00 | 10,00% | 2 401 077,80 | 2 182 798,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 22 000,00 | 1,01% | 2 038 998,00 | 93,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 121 800,00 | 5,58% | 1 714 061,00 | 78,53% | 1 449 461,00 | 264 600,00 | 2018 | 2 | 7 | V |
| 663 6093021 31 0003 001 CN - 4 PLUS - 4 bis rue de la Chasse VEFA | NPR | QP093021 | | 1 | | 4 | 236,50 | 202 617,25 | 3 426,93 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 810 469,00 | 5,50% | 855 045,00 | 810 469,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 810 469,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 769 540,00 | 94,95% | 657 540,00 | 112 000,00 | 2020 | 1 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 002 CN - 56 PLAI - 12 avenue Gallieni, VEFA - | NPN | QP093021 | | 2 | | 56 | 3 449,60 | 169 744,34 | 2 755,59 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 9 505 683,00 | 5,64% | 10 041 545,78 | 9 505 683,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 8 531 283,00 | 89,75% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 974 400,00 | 10,25% | 8 062 991,20 | 84,82% | 6 842 191,20 | 1 220 800,00 | 2023 | 1 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 003 AA - 1 PLAI - 30 bis rue de Merlan - NLS | NPN | QP093021 | | 1 | | 1 | 70,00 | 158 750,00 | 2 267,86 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 158 750,00 | 2,54% | 162 780,00 | 158 750,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 141 350,00 | 89,04% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 17 400,00 | 10,96% | 129 102,00 | 81,32% | 107 302,00 | 21 800,00 | 2020 | 1 | 3 | V |
| 663 6093021 31 0003 004 AA - 16 PLAI - 39 bd République - NLS | NPN | QP093021 | | 16 | | 16 | 1 127,50 | 119 941,31 | 1 702,05 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 1 919 061,00 | 20,00% | 2 302 873,00 | 1 919 061,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 640 661,00 | 85,49% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 278 400,00 | 14,51% | 1 208 965,00 | 63,00% | 860 165,00 | 348 800,00 | 2023 | 1 | 3 | V |
| 663 6093021 31 0003 005 CN - 28 PLUS - 41/43 rue Léo Lagrange, V | NPN | QP093021 | | 28 | | 28 | 1 668,70 | 163 918,14 | 2 750,47 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 4 589 707,88 | 20,00% | 5 507 650,00 | 4 589 707,88 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 4 589 707,88 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 4 388 053,00 | 95,61% | 3 604 053,00 | 784 000,00 | 2020 | 1 | 5 | V |
| 663 6093021 31 0003 006 CN - 14 PLUS - 15,21 rue des carrouges - | NPN | QP093021 | | 2 | | 14 | 766,22 | 198 569,86 | 3 628,17 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 2 779 978,00 | 6,85% | 2 970 279,00 | 2 779 978,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 779 978,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 392 000,00 | 14,10% | 0,00 | 392 000,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 007 AA - 1 PLAI - 2 allée du Canada, 5 bis av | NPN | QP093021 | | 1 | | 1 | 105,00 | 213 943,00 | 2 037,55 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 213 943,00 | 20,00% | 256 732,00 | 213 943,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 196 543,00 | 91,87% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 17 400,00 | 8,13% | 189 085,00 | 88,38% | 167 285,00 | 21 800,00 | 2021 | 1 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 008 CN - 2 PLUS - 2 allée du Canada, 5 bis av | NPN | QP093021 | | 2 | | 2 | 141,00 | 184 752,50 | 2 620,60 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 369 505,00 | 20,00% | 443 406,00 | 369 505,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 369 505,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 367 713,00 | 99,52% | 311 713,00 | 56 000,00 | 2021 | 1 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 009 CN - 10 PLUS - 203_205 rue de la Chasse | NPN | QP093021 | | 1 | | 10 | 481,01 | 143 942,00 | 2 992,49 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 1 439 420,00 | 20,00% | 1 727 304,00 | 1 439 420,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 439 420,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 423 921,51 | 98,92% | 1 143 921,51 | 280 000,00 | 2020 | 2 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 010 CN - 18 PLUS - 10 rue de Neuilly - NLS | NPN | QP093021 | | 1 | | 18 | 963,40 | 174 943,33 | 3 268,61 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 3 148 980,00 | 20,00% | 3 778 776,00 | 3 148 980,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 148 980,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 106 558,00 | 98,65% | 2 602 558,00 | 504 000,00 | 2020 | 2 | 4 | V |
| 663 6093021 31 0003 011 CN - 16 PLAI - 60 rue de la Dhuys - NLS | NPN | QP093021 | | 2 | | 16 | 942,60 | 159 221,63 | 2 702,68 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 2 547 546,00 | 20,00% | 3 057 055,00 | 2 547 546,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 269 146,00 | 89,07% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 278 400,00 | 10,93% | 2 209 180,00 | 86,72% | 1 860 380,00 | 348 800,00 | 2020 | 1 | 3 | V |
| 663 6093027 31 0004 001 CN - 22 PLUS, 33 PLAI - Rue de Vassou - | NPN | QP093027 | | 3 | | 55 | 4 365,80 | 180 612,25 | 2 275,34 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 9 933 673,81 | 10,00% | 10 927 041,19 | 9 933 673,81 | 520 563,00 | 5,24% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 8 838 910,81 | 88,98% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 574 200,00 | 5,78% | 6 700 204,00 | 67,45% | 5 364 804,00 | 1 335 400,00 | 2017 | 2 | 5 | V |
| 663 6093027 31 0004 002 Construction neuve de 4 logements dont 1 | NPN | QP093027 | | 0 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 31 0004 003 CN - 5 PLUS, 7 PLAI - Normandie_Niemen | NPN | QP093027 | | 1 | | 12 | 639,82 | 121 772,31 | 2 283,87 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 1 461 267,74 | 10,00% | 1 607 394,50 | 1 461 267,74 | 75 600,00 | 5,17% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 24 000,00 | 1,64% | 1 239 867,74 | 84,85% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 121 800,00 | 8,34% | 1 081 626,00 | 74,02% | 789 026,00 | 292 600,00 | 2019 | 1 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 004 CN - 1 PLUS, 2 PLAI - Floréal - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 3 | 0,00 | 103 163,87 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 309 491,60 | 10,00% | 340 440,75 | 309 491,60 | 18 900,00 | 6,11% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 6 000,00 | 1,94% | 249 791,60 | 80,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 34 800,00 | 11,24% | 166 491,00 | 53,79% | 94 891,00 | 71 600,00 | 2019 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 31 0004 005 CN - 2 PLUS, 3 PLAI - Wilson - ROM | NPN | QP093027 | | 4 | | 5 | 298,32 | 141 683,38 | 2 374,69 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 708 416,88 | 10,00% | 779 258,57 | 708 416,88 | 31 500,00 | 4,45% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 1,41% | 614 716,88 | 86,77% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 52 200,00 | 7,37% | 407 761,00 | 57,56% | 286 361,00 | 121 400,00 | 2017 | 1 | 5 | V |
| 663 6093027 31 0004 006 CN - 10 PLUS - 131_141 Rue de la Républi | NPN | QP093027 | | 1 | | 10 | 554,05 | 128 574,23 | 2 320,62 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 1 285 742,27 | 10,00% | 1 414 316,48 | 1 285 742,27 | 62 000,00 | 4,82% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 1,56% | 1 203 742,27 | 93,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 898 690,00 | 69,90% | 618 690,00 | 280 000,00 | 2018 | 2 | 5 | V |
| 663 6093027 31 0004 007 CN - 79 PLUS - Tranche 1 Phase 2 - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 79 | 0,00 | 154 495,51 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 12 205 145,45 | 10,00% | 13 425 660,00 | 12 205 145,45 | 483 480,00 | 3,96% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 158 000,00 | 1,29% | 11 563 665,45 | 94,74% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 974 181,00 | 65,33% | 7 342 181,00 | 632 000,00 | 2020 | 2 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 008 CN - 15 PLUS - Tranche 1, Phase 1, Lot 3 | NPN | QP093027 | | 0 | | 15 | 0,00 | 173 979,70 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 2 609 695,57 | 10,00% | 2 870 665,11 | 2 609 695,57 | 109 538,00 | 4,20% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 30 000,00 | 1,15% | 2 470 157,57 | 94,65% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 013 666,00 | 77,16% | 1 893 666,00 | 120 000,00 | 2018 | 2 | 5 | V |
| 663 6093027 31 0004 009 CN - 24 PLUS - 143 Rue de la République | NPN | QP093027 | | 0 | | 24 | 0,00 | 153 934,70 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 3 694 432,91 | 10,00% | 4 063 876,20 | 3 694 432,91 | 148 838,40 | 4,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 48 000,00 | 1,30% | 3 497 594,51 | 94,67% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 268 968,00 | 61,42% | 1 596 968,00 | 672 000,00 | 2021 | 2 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 010 CN - 10 PLUS - Place Carnot - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 10 | 0,00 | 154 813,15 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 1 548 131,52 | 10,00% | 1 702 944,67 | 1 548 131,52 | 62 016,00 | 4,01% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 1,29% | 1 466 115,52 | 94,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 984 277,00 | 63,58% | 704 277,00 | 280 000,00 | 2023 | 2 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 011 CN - 26 PLUS - Kerautret, Rue du Camp - | NPN | QP093027 | | 0 | | 26 | 0,00 | 154 879,10 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 4 026 856,69 | 10,00% | 4 429 542,36 | 4 026 856,69 | 161 200,00 | 4,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 52 000,00 | 1,29% | 3 813 656,69 | 94,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 551 151,00 | 63,35% | 1 823 151,00 | 728 000,00 | 2019 | 1 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 012 CN - 28 PLUS - 35 Rue de Beenfleet - RON | NPN | QP093027 | | 0 | | 28 | 0,00 | 144 540,67 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 4 047 138,70 | 10,00% | 4 451 852,57 | 4 047 138,70 | 173 600,00 | 4,29% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 56 000,00 | 1,38% | 3 817 538,70 | 94,33% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 968 186,00 | 73,34% | 2 184 186,00 | 784 000,00 | 2018 | 1 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 013 CN - 121 PLUS, 29 PLAI - Tranche 2, Phas | NPN | QP093027 | | 0 | | 150 | 0,00 | 155 071,09 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 23 260 664,09 | 10,00% | 25 586 730,50 | 23 260 664,09 | 893 520,00 | 3,84% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 300 000,00 | 1,29% | 21 719 144,09 | 93,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 348 000,00 | 1,50% | 14 995 210,00 | 64,47% | 13 592 210,00 | 1 403 000,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 014 CN - 27 PLUS - Friche Picot - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 27 | 1 821,00 | 155 979,80 | 2 312,72 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 4 211 454,55 | 20,00% | 5 053 745,00 | 4 211 454,55 | 167 443,00 | 3,98% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 54 000,00 | 1,28% | 3 990 011,55 | 94,74% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 681 157,00 | 63,66% | 1 925 157,00 | 756 000,00 | 2022 | 1 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 015 CN - 10 PLUS - Cité des Mares - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 10 | 673,00 | 156 026,59 | 2 318,37 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 1 560 265,92 | 20,00% | 1 872 319,00 | 1 560 265,92 | 62 016,00 | 3,97% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 1,28% | 1 478 249,92 | 94,74% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 959 277,00 | 61,48% | 679 277,00 | 280 000,00 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 663 6093027 31 0004 016 CN - 5 PLUS - 24_28 rue de la République | NPN | QP093027 | | 0 | | 5 | 311,00 | 144 533,00 | 2 323,68 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 722 665,00 | 20,00% | 867 198,00 | 722 665,00 | 31 000,00 | 4,29% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 1,38% | 681 665,00 | 94,33% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 428 932,00 | 59,35% | 288 932,00 | 140 000,00 | 2021 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 31 0004 017 CN - 4 PLUS - Parking rue Husson - ROM | NPN | QP093027 | | 0 | | 4 | 264,00 | 152 770,47 | 2 314,70 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 611 081,87 | 10,00% | 672 190,05 | 611 081,87 | 24 806,00 | 4,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du syst?me d'information le 03/03/2020 ? 19:01)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

| *N° CONVENTION : 663* | *LOCALISATION* | | *CONTRIBUTIONS* | *PRETS* | *ECHEANCIER* |
|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE QPV | INSEE COMMUNE | | | |
| 66666/ /QPV national/QPV multisite (Intérêt national) | QP999999 | 66666 | | | |
| 93006/Bagnolet/QPV national/Le Plateau - Les Malassis - La Noue | QP093009 | 93006 | | | |
| 93008/Bobigny/QPV national/Quartier Salengro - Gaston Roulaud - Centre Ville | QP093011 | 93008 | | | |
| 93010/Bondy/QPV national/Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - | QP093014 | 93010 | | | |
| 93053/Noisy-le-Sec/QPV national/Le Londeau | QP093021 | 93053 | | | |
| 93055/Pantin/QPV national/Quatre Chemins | QP093024 | 93055 | | | |
| 93063/Romainville/QPV national/Gagarine | QP093027 | 93063 | | | |
| 66666/ /QPV régional/QPV multisite (Intérêt régional) | QP999998 | 66666 | | | |
| 93010/Bondy/QPV régional/Blanqui | QP093012 | 93010 | | | |
| 93048/Montreuil/QPV régional/Bel Air - Grands Pêchers - Ruffins - Le Morillon | QP093018 | 93048 | | | |
| 93053/Noisy-le-Sec/QPV régional/Bémisy | QP093020 | 93053 | | | |
| 93055/Pantin/QPV régional/Sept Arpents - Stalingrad | QP093023 | 93055 | | | |
| 93010/Bondy/QPV régional/Marnaudes - Fosse Aux Bergers - La Sablière | QP093013 | 93010 | | | |
| PORTEUR DE PROJET | | | | | |
| EPT 08 - EST ENSEMBLE | | | | | |

N° de convention(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | COUT PAR | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAL | | CONSEIL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | OPV DE RATTACHEMENT(dé assimilé) | LIEU DE REALISATION N° de QPV ou commune | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | | Prêt CDC | Prêt Bonifié AL | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6999999 14 0001 Conduite de projet interne transversale et t | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | 3 830 000,00 | 2,56% | 3 928 000,00 | 3 830 000,00 | 0,00 | 0,00% | 1 915 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 000,00 | 3,92% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 765 000,00 | 46,08% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 14 | V |
| 663 6999998 14 0002 1 ETP Chargé d'opération OPH montreuillois 2 | NPR | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH MONTREUILLOIS/488777 | 190 000,00 | 20,00% | 228 000,00 | 190 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 95 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 663 6093027 14 0003 Aménagement Espaces Publics Mobilités et Ge | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE ROMAINVILLE/2 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 4 | V |
| 663 6999999, 6093027 14 0004 Ingénierie SSDH - 1ETP - 2018-2020 | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 344 800,00 | 20,00% | 413 760,00 | 344 800,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 172 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 172 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 4 364 800,00 | | 4 569 760,00 | 4 364 800,00 | 0,00 | 0,00% | 1 915 000,00 | 43,87% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 267 400,00 | 6,13% | 150 000,00 | 3,44% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 032 400,00 | 46,56% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **15 RELOGEMENT DES MéNAGES AVEC MINORATION DE LOYER** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6093027 15 0001 Minoration des loyers de 370 ménages | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 2 864 000,00 | 20,00% | 3 436 800,00 | 2 864 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 864 000,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 20 | V |
| ***SOUS TOTAL 15 RELOGEMENT DES MéNAGES AVEC MINORATION DE LOYER*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 2 864 000,00 | | 3 436 800,00 | 2 864 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 864 000,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 663 6093014, 6093021, 6093023, 6093009 31 0001 CN - 6 PLUS, 9 P | NPN, NPR | | | 9 | | 50 | 3 216,13 | 175 824,65 | 2 733,48 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | 8 791 232,58 | 9,02% | 9 584 029,86 | 8 791 232,58 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 70 000,00 | 0,80% | 8 086 894,73 | 91,99% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 60 137,85 | 0,68% | 574 200,00 | 6,53% | 7 491 800,00 | 85,22% | 6 296 400,00 | 1 195 400,00 | 2018 | 2 | 11 | V |
| 663 6093009 31 0002 CN - 7 PLAI, 4 PLUS - 117-123 rue Sadi Carno | NPN | | | 2 | | 11 | 701,83 | 198 436,18 | 3 110,15 | 93/OFFICE PUBLIC HABITAT BA | 2 182 798,00 | 10,00% | 2 401 077,80 | 2 182 798,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 22 000,00 | 1,01% | 2 038 998,00 | 93,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 121 800,00 | 5,58% | 1 714 061,00 | 78,53% | 1 449 461,00 | 264 600,00 | 2018 | 2 | 7 | V |
| 663 6093021 31 0003 CN - 4 PLUS - 4 bis rue de la Chasse VEFA - | NPN | | | 57 | | 166 | 9 951,53 | 165 560,50 | 2 761,69 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | 27 483 042,88 | 13,17% | 31 103 445,78 | 27 483 042,88 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 917 042,88 | 94,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 566 000,00 | 5,70% | 22 247 108,71 | 80,95% | 18 157 108,71 | 4 090 000,00 | 2018 | 1 | 14 | V |
| 663 6093027 31 0004 CN - 22 PLUS, 33 PLAI - Rue de Vassou - ROM | NPN | | | 9 | | 463 | 8 926,99 | 155 931,15 | 8 087,40 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | 72 196 124,57 | 10,90% | 80 065 174,95 | 72 196 124,57 | 3 026 020,40 | 4,19% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 816 000,00 | 1,13% | 57 223 104,17 | 93,11% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 131 000,00 | 1,57% | 47 439 396,00 | 65,71% | 39 431 396,00 | 8 008 000,00 | 2017 | 1 | 19 | V |
| 663 6093021 31 0005 CN - 19 PLUS, 19 PLAI - 64 rue de la Dhuys - | NPN | | | 1 | | 38 | 2 422,00 | 181 413,61 | 2 846,29 | 92/LOGEMENT GEST IMMOBILIER | 6 893 717,00 | 10,00% | 7 583 088,70 | 6 893 717,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 76 000,00 | 1,10% | 6 487 117,00 | 94,10% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 330 600,00 | 4,80% | 5 887 362,79 | 85,40% | 4 941 162,79 | 946 200,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093014, 6093012 31 0006 CN - 37 PLUS, 22 PLAI - Ilot des sa | NPN, NPR | | | 7 | | 143 | 8 833,00 | 157 177,09 | 2 544,59 | 93/BONDY HABITAT, OFFICE PU | 22 476 323,20 | 8,82% | 24 458 005,96 | 22 476 323,20 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 286 000,00 | 1,27% | 20 919 523,20 | 93,07% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 18 000,00 | 0,08% | 1 252 800,00 | 5,57% | 19 301 123,20 | 85,87% | 15 743 523,20 | 3 557 600,00 | 2019 | 2 | 6 | V |
| 663 6093024 31 0007 CN - 3 PLAI - 59 rue Jules Auffret - PAN | NPN | | | 1 | | 3 | 154,46 | 173 290,33 | 3 365,73 | 92/SEQENS SOCIETE ANONYME D | 519 871,00 | 9,86% | 571 111,00 | 519 871,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 407 671,00 | 78,42% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 60 000,00 | 11,54% | 52 200,00 | 10,04% | 407 671,00 | 78,42% | 342 271,00 | 65 400,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093020 31 0008 AA - 2 PLAI - 44 Avenue d'Alsace - NLS | NPR | | | 1 | | 2 | 161,05 | 147 463,23 | 1 831,27 | 75/ICF LA SABLIERE SA D'HLM | 294 926,46 | 2,66% | 302 764,00 | 294 926,46 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 225 326,46 | 76,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 69 600,00 | 23,60% | 202 888,00 | 68,79% | 115 688,00 | 87 200,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093009 31 0009 CN - 2 PLAI - 25 rue Parmentier - MON, CN- 6 | NPN | | | 2 | | 8 | 466,00 | 166 590,23 | 2 859,92 | 93/OPH MONTREUILLOIS/488777 | 1 332 721,84 | 5,03% | 1 399 791,18 | 1 332 721,84 | 104 000,00 | 7,80% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 16 000,00 | 1,20% | 1 073 521,84 | 80,55% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 139 200,00 | 10,44% | 1 073 521,84 | 80,55% | 899 121,84 | 174 400,00 | 2019 | 2 | 5 | V |
| 663 6093009 31 0010 CN - 2 PLAI - 6/8 avenue Faidherbe - MONTRE | NPN | | | 1 | | 2 | 89,30 | 147 069,17 | 3 293,82 | 92/1001 VIES HABITAT/572015 | 294 138,35 | 9,91% | 323 277,49 | 294 138,35 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 259 338,35 | 88,17% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 34 800,00 | 11,83% | 218 477,49 | 74,28% | 174 877,49 | 43 600,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 663 6093009, 6093021 31 0011 CN - 5 PLAI - 61 Rue Rapatel - MON | NPN | | | 2 | | 16 | 819,00 | 153 925,19 | 3 007,09 | 75/CDC HABITAT SOCIAL SOCIE | 2 462 803,00 | 10,04% | 2 710 125,80 | 2 462 803,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 184 403,00 | 88,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 278 400,00 | 11,30% | 1 791 645,56 | 72,75% | 1 442 845,56 | 348 800,00 | 2019 | 2 | 9 | V |
| ***SOUS TOTAL 31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SO*** | | | | 92 | | 902 | 35 741,29 | 160 673,72 | 4 054,91 | | 144 927 698,88 | | 160 501 892,52 | 144 927 698,88 | 3 130 020,40 | 2,16% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 286 000,00 | 0,89% | 134 822 940,63 | 93,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 138 137,85 | 0,10% | 5 550 600,00 | 3,83% | 107 775 055,59 | 74,36% | 88 993 855,59 | 18 781 200,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | 92 | | 902 | 35 741,29 | | | | 152 156 498,88 | | 168 508 452,52 | 152 156 498,88 | 3 130 020,40 | 2,06% | 1 915 000,00 | 1,26% | 0,00 | 0,00% | 1 286 000,00 | 0,85% | 135 090 340,63 | 88,78% | 150 000,00 | 0,10% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 138 137,85 | 0,09% | 10 447 000,00 | 6,87% | 107 775 055,59 | 70,83% | 88 993 855,59 | 18 781 200,00 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## C5 - Convention de programme signé avec l'Anah et échéancier financier et convention d'OPAH/de plan de sauvegarde/d'ORCOD le cas échéant

Les conventions de programme signées avec l'Anah/OPAH/plan de sauvegarde/ORCOD pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# C6 - Tableau des aides de la Caisse des Dépôts

Le tableau des aides de la Caisse des Dépôts pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

## Au titre des prêts

| Libellé précis (adresse...) | IDTOP | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nbre LOGT | Prêts CDC |
|---|---|---|---|---|
| CN - 6 PLUS, 9 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Pichet - BON | 663-6093014-31-0001-001 | IMMOBILIERE 3F | 15 | 1 908 857 |
| CN - 6 PLUS, 10 PLAI - VEFA ZAC de l'Ourcq Bouygues - BON | 663-6093014-31-0001-002 | IMMOBILIERE 3F | 16 | 1 845 578 |
| CN - 3 PLAI, 3 PLUS - 117_119 Boulevard Roger Salengro - NLS | 663-6093021-31-0001-003 | IMMOBILIERE 3F | 6 | 990 134 |
| Construction neuve de 5 logements dont 2 PLUS et 3 PLAI - 22 Avenue du Bellevedere - Pré-Saint-Gervais | 663-6093023-31-0001-004 | IMMOBILIERE 3F | 5 | - |
| CN- 4 PLAI - 208-210 rue de Rosny -Montreuil | 663-6093009-31-0001-005 | IMMOBILIERE 3F | 4 | 959 501 |
| CN- 4 PLAI - 129_137 Bd Roger Salengro - NLS | 663-6093021-31-0001-006 | IMMOBILIERE 3F | 4 | 592 330 |
| CN - 7 PLAI, 4 PLUS - 117-123 rue Sadi Carnot et 46 rue Ferrer VEFA - BAG | 663-6093009-31-0002-001 | OFFICE PUBLIC HABITAT BAGNOLET | 11 | 1 449 461 |
| CN - 4 PLUS - 4 bis rue de la Chasse VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-001 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 4 | 657 540 |
| CN - 56 PLAI - 12 avenue Gallieni, VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-002 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 56 | 6 842 191 |
| AA - 1 PLAI - 30 bis rue de Merlan - NLS | 663-6093021-31-0003-003 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 1 | 107 302 |
| AA - 16 PLAI - 39 bd République - NLS | 663-6093021-31-0003-004 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 16 | 860 165 |
| CN - 28 PLUS - 41/43 rue Léo Lagrange, VEFA - NLS | 663-6093021-31-0003-005 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 28 | 3 604 053 |
| CN - 14 PLUS - 15_21 rue des carrouges - NLS | 663-6093021-31-0003-006 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 14 | - |
| AA - 1 PLAI - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS | 663-6093021-31-0003-007 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 1 | 167 285 |
| CN - 2 PLUS - 2 allée du Canada, 5 bis avenue du Gl de Gaulle - NLS | 663-6093021-31-0003-008 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 2 | 311 713 |
| CN - 10 PLUS - 203_205 rue de la Chasse - NLS | 663-6093021-31-0003-009 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 10 | 1 143 922 |
| CN - 18 PLUS - 10 rue de Neuilly - NLS | 663-6093021-31-0003-010 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 18 | 2 602 558 |
| CN - 16 PLAI - 60 rue de la Dhuys - NLS | 663-6093021-31-0003-011 | SAEM NOISY LE SEC HABITAT | 16 | 1 860 380 |
| CN - 22 PLUS, 33 PLAI - Rue de Vassou - ROM | 663-6093027-31-0004-001 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 55 | 5 364 804 |
| CN - 5 PLUS, 7 PLAI - Normandie_Niemen - ROM | 663-6093027-31-0004-003 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 12 | 789 026 |
| CN - 1 PLUS, 2 PLAI - Floréal - ROM | 663-6093027-31-0004-004 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 3 | 94 891 |
| CN - 2 PLUS, 3 PLAI - Wilson - ROM | 663-6093027-31-0004-005 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 5 | 286 361 |
| CN - 10 PLUS - 131_141 Rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-006 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 10 | 618 690 |
| CN - 79 PLUS - Tranche 1 Phase 2 - ROM | 663-6093027-31-0004-007 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 79 | 7 342 181 |
| CN - 15 PLUS - Tranche 1, Phase 1, Lot 3 - ROM | 663-6093027-31-0004-008 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 15 | 1 893 666 |
| CN - 24 PLUS - 143 Rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-009 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 24 | 1 596 968 |
| CN - 10 PLUS - Place Carnot - ROM | 663-6093027-31-0004-010 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 10 | 704 277 |
| CN - 26 PLUS - Kerautret, Rue du Camp - ROM | 663-6093027-31-0004-011 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 26 | 1 823 151 |
| CN - 28 PLUS - 35 Rue de Beenfleet - ROM | 663-6093027-31-0004-012 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 28 | 2 184 186 |
| CN - 121 PLUS, 29 PLAI - Tranche 2, Phase 1 - ROM | 663-6093027-31-0004-013 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 150 | 13 592 210 |
| CN - 27 PLUS - Friche Picot - ROM | 663-6093027-31-0004-014 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 27 | 1 925 157 |
| CN - 10 PLUS - Cité des Mares - ROM | 663-6093027-31-0004-015 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 10 | 679 277 |
| CN - 5 PLUS - 24_28 rue de la République - ROM | 663-6093027-31-0004-016 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 5 | 288 932 |
| CN - 4 PLUS - Parking rue Husson - ROM | 663-6093027-31-0004-017 | SEINE-SAINT-DENIS HABITAT | 4 | 247 619 |
| CN - 19 PLUS, 19 PLAI - 64 rue de la Dhuys - NLS | 663-6093021-31-0005-001 | LOGIREP | 38 | 4 941 163 |
| CN - 37 PLUS, 22 PLAI - Ilot des salins, ZAC du canal de l'Ourcq - BON | 663-6093014-31-0006-001 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | 59 | 8 235 311 |
| CN - 26 PLUS, 38 PLAI - Allee des Primeveres - BON | 663-6093012-31-0006-002 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | 64 | 5 049 674 |
| CN - 8 PLUS, 12 PLAI, Avenue de Verdun/place Neuberger - BON | 663-6093012-31-0006-003 | OPH DE LA VILLE DE BONDY | 20 | 2 458 538 |
| CN - 3 PLAI - 59 rue Jules Auffret - PAN | 663-6093024-31-0007-001 | HLM FRANCE HABITATION | 3 | 342 271 |
| AA - 2 PLAI - 44 Avenue d'Alsace - NLS | 663-6093020-31-0008-001 | ICF LA SABLIERE SA D'HLM | 2 | 115 688 |
| CN - 2 PLAI - 25 rue Parmentier - MON | 663-6093009-31-0009-001 | OPH MONTREUILLOIS | 2 | 219 436 |
| CN- 6 PLAI- 17/19 rue Edouard Vaillant -Montreuil | 663-6093009-31-0009-002 | OPH MONTREUILLOIS | 6 | 679 686 |
| CN - 2 PLAI - 6_8 Avenue Faidherbe - MON | 663-6093009-31-0010-001 | 1001 VIES HABITAT | 2 | 174 877 |
| CN - 5 PLAI - 61 Rue Rapatel - Montreuil | 663-6093009-31-0011-001 | CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANOI | 5 | 435 957 |
| CN - 11 PLAI - 104 rue du Parc/55 rue Léo Lagrange - NLS | 663-6093021-31-0011-002 | CDC HABITAT SOCIAL SOCIETE ANOI | 11 | 1 006 889 |
| Total des prêts | | | 902 | 88 993 856 |

## Au titre des subventions

| Libellé précis (adresse...) | IDTOP | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | | Subvention CDC |
|---|---|---|---|---|
| AMO techniques mutualisées (juridiques et environnementales) | 663-6999999-14-0001-002 | EPT 08 - EST ENSEMBLE | | 150 000 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Programme d'investissements d'avenir «Villes et territoires durables » (Programme 414)

Action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain »

Axe 1 « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain »

Appel à manifestations d'intérêt « ANRU + »

Volet 1 « Innover dans les quartiers »

# Convention attributive de subvention de la phase de maturation du projet d'innovation d'Est Ensemble

## N° VD - A+ - 092 - 19 - 402 - ESTENS - 0

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

SOMMAIRE

Article 1. OBJET ..... 4

Article 2. DÉFINITIONS ET ACRONYMES ..... 4

Article 3. ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET FIN ..... 7

Article 4. CONTENU DES ACTIONS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS DES SIGNATAIRES ..... 7

Article 5. PAIEMENTS ..... 9

Article 6. PROCESSUS DE SUIVI DE L'EXÉCUTION DES ACTIONS CONCOURANT A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'INNOVATION ET MODALITÉS DE COMPTE RENDU ..... 12

Article 7. MODALITÉS DES MISSIONS D'AUDIT ..... 12

Article 8. AVENANT ..... 13

Article 9. CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS ..... 13

Article 10. REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION ..... 14

Article 11. RÉSILIATION ..... 14

Article 12. CONFIDENTIALITE ..... 14

Article 13. COMMUNICATION ET RETOUR D'EXPÉRIENCES ..... 15

Article 14. PROPRIETE DES DOCUMENTS ..... 15

Article 15. DROIT APPLICABLE ET TRAITEMENT DES LITIGES ..... 16

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# CONVENTION ATTRIBUTIVE DE SUBVENTION DE LA PHASE DE MATURATION DU PROJET D'INNOVATION D'EST ENSEMBLE

---

*Vu la convention du 12 décembre 2014 entre l'Etat et l'Agence relative au programme d'investissements d'avenir (Action : « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain) modifiée par l'avenant du 15 septembre 2017.*

*Vu la convention du 10 mai 2017 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (Action : « Territoires d'innovation de grande ambition ») en vigueur.*

*Vu le cahier des charges de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) ANRU+ approuvé par le Premier ministre par l'arrêté du 22 mars 2017.*

*Vu le règlement général et financier en vigueur relatif au Programme d'Investissements d'avenir « Ville et territoires durables » (Programme 414) - Action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » - Axe 1 « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » pour la phase de maturation des projets lauréats du volet « innover dans les quartiers » de l'AMI « ANRU+ », en vigueur.*

*Vu le Règlement Général de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur, qui a fait l'objet d'un arrêté ministériel le 4 juillet 2018, publié au JO le 7 juillet 2018.*

*Vu le régime d'aide exempté N° SA 42 457 relatif aux programme « ville durable » pris sur la base du régime général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la commission européenne du 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014.*

*Vu la décision N°2017-VDS-18 du Premier Ministre en date du 2 août 2017 autorisant l'ANRU à contractualiser avec les lauréats du volet « innover dans les quartiers » de l'AMI « ANRU+ ».*

*Vu le courrier du Directeur Général de l'ANRU en date du 28 décembre 2017 notifiant au porteur de projet la validation du programme d'études et d'ingénierie et autorisant son démarrage anticipé dans l'attente de la contractualisation.*

*Vu la décision N°2018-VDS-06 du Premier Ministre en date du 18 septembre 2018 remplaçant l'article 3 de la décision du Premier ministre n°2017-VDS-18 du 2 août 2017.*

**ENTRE**

L'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, ci-après dénommée l'ANRU, opérateur agissant au nom et pour le compte de l'Etat, représentée par son Directeur général,

**ET**

Est Ensemble, ci-après dénommé le maître d'ouvrage,

- Dénomination sociale : Est Ensemble
- Forme juridique : Etablissement Public Territorial

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Adresse : 100 avenue Gaston Roussel, 93230 Romainville
- Numéro de SIRET : 200 057 875 00011
- Représenté par, Gérard Cosme, Président, dûment habilité à cet effet.

Ensemble dénommé les « Parties », individuellement une « Partie ».

## Article 1. OBJET

La présente convention attributive de subvention (dite « La Convention ») a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles l'Agence participe au financement des études et des missions d'ingénierie, dans le cadre du projet d'innovation d'Est Ensemble pour les quartiers de :

- La Noue-Malassis à Montreuil et Bagnolet : -QP093009
- La Noue Caillet-Terre Saint Blaise-Merisiers-Le Potager au Nord de Bondy et l'Abreuvoir-Edouard Vaillant à Bobigny : -QP093014
- Le Centre-ville - Karl Marx, Paul Eluard et Salvador Allende à Bobigny : -QP093011
- Paul Eluard au Centre-Ville de Bobigny : -QP093011
- Youri Gagarine à Romainville : -QP093027
- Le Londeau à Noisy-le-Sec : -QP093021
- Les Quatre Chemins à Pantin/Aubervilliers : -QP093024

Elle fixe les montants prévisionnels et le cadre précis du financement des études et missions d'ingénierie conduites par le maître d'ouvrage.

Les études et missions d'ingénierie sur le fondement desquels ont été déterminées les conditions de participation financière de l'Agence, sont définies en annexe n°3.

## Article 2. DÉFINITIONS ET ACRONYMES

Dans la suite de la présente convention, les définitions et acronymes suivants sont employés :

- Le terme « **Agence** » désigne l'ANRU.
- L'expression « **porteur de projet** » désigne l'EPCI et/ou la commune compétents en matière d'urbanisme et d'aménagement, porteur du projet d'innovation mis en œuvre dans le cadre du PIA. Il s'agit, de manière privilégiée, du porteur de projet du PRU faisant l'objet de financements de l'Agence dans le cadre du NPNRU.

  Dans le cadre du PIA, le porteur de projet lauréat du volet « innover dans les quartier » de l'AMI « ANRU+ », signe le protocole de préfiguration du projet de renouvellement urbain ou la convention pluriannuelle de renouvellement urbain ou leurs avenants dans le cadre du NPNRU, afin de fixer le cadre de la définition, de la maturation et de la mise en œuvre du projet d'innovation et son articulation avec le projet de renouvellement urbain (objectifs stratégiques ; actions d'innovation envisagées ; gouvernance, pilotage et maîtrises d'ouvrage, calendrier opérationnel, plans de financement...).

  Il signe également une (ou des) convention(s) attributive(s) de subvention pour la phase de maturation avec le Directeur général de l'ANRU, s'il est maître d'ouvrage de tout ou partie du programme d'études et d'ingénierie.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

En phase de maturation du projet, il est responsable de l'exécution du programme d'études et d'ingénierie (mise en place et formalisation de la collaboration entre les partenaires du projet, coordination et suivi du programme, tenue des comités de pilotage, production des livrables du projet et communication des résultats) et justifie de son avancement.

- L'expression **« maître d'ouvrage »** et le terme « **bénéficiaire** » désignent une entité dotée de la personnalité morale chargée de la réalisation d'une ou des action(s) participant à la maturation du projet d'innovation et percevant pour ce faire une subvention dans le cadre du PIA.
- L'expression **« ordonnateur principal »** désigne le Directeur Général de l'ANRU, ordonnateur, pour la phase de de maturation en application notamment des articles 10, 11 et 12 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.
- L'expression « **informations confidentielles** » désigne toutes les informations et documents, quelle qu'en soit la nature et, notamment, techniques, commerciaux, stratégiques ou financiers, et quel qu'en soit le support, écrits ou imprimés logiciels, produits, rapports, descriptifs, états financiers, prévisions, études de marchés et autres, présentés comme confidentiels par l'une des Parties et transmis à l'autre par écrit dans le strict cadre de la présente convention attributive de subvention au titre de la mise en œuvre des études et/ou missions d'ingénierie défini à l'article 1 de la présente convention.

Expressions et termes spécifiquement liés au PIA :

- L'acronyme **« AMI ANRU+ »** ou **« AMI »**, désigne le volet « Innover dans les quartiers » (dit « volet 1 ») de l'appel à manifestations d'intérêt (AMI) lancé le 14 mars 2017 et clôturé le 12 mai 2017, dans le cadre duquel ont été sélectionnés les porteurs de projet bénéficiant de l'accompagnement du PIA.
- L'acronyme « **PIA** » désigne l'axe 1 de l'action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » du programme 414 des investissements d'avenir (« Villes et territoires durables »), intitulé « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain ».
- L'expression « **projet d'innovation** » désigne la composante innovation du PRU. Le projet d'innovation comporte deux phases successives : la phase de maturation et la phase de mise en œuvre. Chacune de ces phases se compose d'« **actions** » et « **opérations** » concourant à la réalisation du projet d'innovation.
- L'expression « **programme d'études et d'ingénierie »** et le terme « **programme** » désignent l'ensemble des prestations intellectuelles réalisées durant la phase de maturation du projet accompagnée par l'Agence afin de définir le projet d'innovation. Ce programme, pouvant mobiliser des maîtres d'ouvrage différents, est coordonné par le porteur de projet, responsable de sa réalisation.
- Les termes **« action »** et **« opération »** désignent une action physique ou prestation intellectuelle concourant à la définition et à la réalisation du projet d'innovation, d'une nature donnée, avec un objet identifié, réalisée par un même maître d'ouvrage, dotée d'un calendrier de mise en œuvre qui en précise le commencement, la fin et l'éventuel phasage. Pour la phase de maturation du projet d'innovation, l'« action » ou l'« opération » ne peut

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

être qu'une prestation intellectuelle. Cette « action » ou « opération » peut être tout ou partie d'une opération financée par l'ANRU au titre du NPNRU.

- L'expression « **convention attributive de subvention de la phase de maturation des projets** » désigne l'engagement juridique signé entre l'Agence et un maître d'ouvrage pour la réalisation de tout ou partie du programme d'études et d'ingénierie dont il est responsable.
- L'expression « **subvention PIA** » désigne l'aide financière allouée par l'Agence aux maîtres d'ouvrage pour la mise en œuvre de l'axe 1 de l'action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain », du programme 414 des investissements d'avenir «(« Ville et territoires durables ») intitulé « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain »..
- L'expression « **comité de pilotage** » désigne le comité de pilotage et de sélection du volet 1 de l'AMI « ANRU+ ». Il est composé des membres du Comité d'Engagement de l'Agence pour le NPNRU et élargi à d'autres membres[1] . Ainsi, y siègent notamment des représentants de :
    - Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) qui représente le ministère en charge de la politique de la ville ;
    - Action Logement ;
    - l'ANRU ;
    - le SGPI ;
    - l'Union sociale pour l'habitat ;
    - la Caisse des dépôts et consignations, également représentée en tant qu'opérateur du volet « Territoires d'innovation de grande ambition » (TIGA) de l'action « Démonstrateurs et territoires de grande ambition » du PIA ;
    - le ministère en charge du logement ;
    - le ministère en charge de l'écologie, du développement durable et de l'énergie ;
    - le ministère en charge des Outre-Mer,
    - l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ;
    - l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) ;

  Et de personnalités qualifiées.

Expressions et termes spécifiquement liés au NPNRU :

- L'expression **« projet de renouvellement urbain » (« PRU »)** désigne le projet faisant l'objet d'une convention pluriannuelle signée avec l'ANRU au titre de la mise en œuvre du NPNRU, et intégrant une composante innovation au titre de la mise en œuvre du PIA.
- L'expression **« quartier d'intérêt national »** et le terme **« quartier »** désignent un quartier prioritaire de la politique de la ville **(« QPV »)** inscrit dans l'arrêté du 29 avril 2015 paru au Journal officiel du 7 mai 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le NPNRU.
- L'expression **« protocole de préfiguration »** désigne le document contractuel conclu dans le cadre du NPNRU qui précise les objectifs poursuivis dans le cadre du pilier « cadre de vie et

[1] Arrêté du 8 avril 2015 relatif aux comités d'engagement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

renouvellement urbain » du contrat de ville, pour les quartiers identifiés comme pouvant faire l'objet d'un projet de renouvellement urbain cofinancé par l'Agence. Il porte sur l'ensemble des quartiers concernés localisés au sein d'un même EPCI. Le protocole arrête le programme de travail détaillé nécessaire pour aboutir à un (ou des) projet(s) de renouvellement urbain opérationnel(s) et peut notamment prévoir le subventionnement par l'Agence des opérations d'ingénierie inscrites dans ce programme de travail. De façon exceptionnelle, il peut également prévoir des opérations d'investissement. La durée du protocole est fixée en fonction des besoins liés au programme de travail et le document est conforme à un modèle type adopté par le conseil d'administration de l'Agence.

Le protocole ou son avenant référencent le projet d'innovation accompagné par le PIA, et explicite les composantes de sa phase de maturation, notamment le montant et le taux de la subvention attribuée au titre du PIA, en application du présent RGF, de façon à garantir l'articulation avec le PRU dont il constitue le volet innovation.

- L'expression **« convention pluriannuelle de renouvellement urbain »** désigne le document contractuel conclu dans le cadre du NPNRU qui fixe les objectifs contractuels des projets opérationnels de renouvellement urbain et prévoit le financement des investissements et de l'ingénierie concourant à la réalisation de ces projets.
- La convention ou son avenant référence le projet d'innovation accompagné par le PIA, et explicite les composantes de sa phase de maturation, notamment le montant et le taux de la subvention attribuée au titre du PIA, en application du présent RGF, de façon à garantir l'articulation avec le PRU dont il constitue le volet innovation.

## Article 3. ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE ET FIN

La Convention entre en vigueur le jour de sa signature par les Parties. La date de fin de validité de la Convention est le 30 novembre 2020.

La Convention prend fin à la date de paiement du solde, si cette date est antérieure à la date de fin de validité de la convention.

## Article 4. CONTENU DES ACTIONS ET ENGAGEMENTS FINANCIERS DES SIGNATAIRES

Le maître d'ouvrage s'engage à réaliser certaines études ou missions d'ingénierie dans le respect du programme d'études et d'ingénierie et des objectifs tels que décrits en annexe n°3, coordonné par Est Ensemble, porteur du projet.

Les parties signataires de la présente convention se sont accordées sur les ajustements des deux études relatives à l'urbanisme temporaire (action 3 indiquées à l'annexe 3), qui demeurent conformes dans leur objectif au courrier du directeur général de l'Anru en date du 28 décembre 2017 notifiant au porteur de projet la validation du programme d'études et d'ingénierie et autorisant son démarrage anticipé dans l'attente de la contractualisation (cf. annexe 2 de la présente convention).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Intitulé de l'étude ou mission d'ingénierie | Date de démarrage de l'étude ou mission d'ingénierie (autorisation formelle de l'ANRU)[2] | Date de fin d'exécution de l'étude ou mission d'ingénierie | Montant total HT prévisionnel de l'étude ou mission d'ingénierie (assiette de subvention PIA) | Taux de subvention PIA | Montant maximum de la subvention PIA | Autres financements |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Diagnostic des démolitions et aménagements réalisables sur les quartiers du NPNRU du territoire d'Est Ensemble en termes de réemplois des matériaux | **28/12/2017** | 31/12/2019 | 45 600 € | 67% | 30 400 € | 15 200 € (fonds propres - Est Ensemble) |
| Étude de cadrage relative à la mise en place dispositifs d'échanges numériques innovants entre les habitants pour favoriser l'émergence de projet d'initiatives citoyennes | **28/12/2017** | 31/12/2019 | 12 000 € | 75% | 9 000 € | 3 000 € (fonds propres - Est Ensemble) |
| Étude de spécifications fonctionnelles et techniques générale en vue de la construction d'une plateforme collaborative numérique | **28/12/2017** | 31/12/2019 | 20 000 € | 75% | 15 000€ | 5 000 € (fonds propres - Est Ensemble) |
| Étude de définition d'un préprogramme d'occupation temporaire sur deux sites expérimentaux *(intitulée dans le courrier du 28 décembre 2017 : Étude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre du projet AFPA (mobilisation des acteurs, définition du programme d'occupation temporaire et de travaux pour la mise à disposition du lieu, définition du modèle économique)* | **28/12/2017** | 31/12/2019 | 10 000 € | 60% | 6 000 € | 4 000 € (fonds propres - Est Ensemble) |
| Étude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme transitoire | **28/12/2017** | 31/12/2019 | 36 000 € | 60% | 21 600 € | 14 400 € (fonds propres - Est Ensemble) |

[2] Date de référence pour l'éligibilité des dépenses engagées dans l'assiette de subvention

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Intitulé de l'étude ou mission d'ingénierie | Date de démarrage de l'étude ou mission d'ingénierie (autorisation formelle de l'ANRU)[2] | Date de fin d'exécution de l'étude ou mission d'ingénierie | Montant total HT prévisionnel de l'étude ou mission d'ingénierie (assiette de subvention PIA) | Taux de subvention PIA | Montant maximum de la subvention PIA | Autres financements |
|---|---|---|---|---|---|---|
| spécifique aux quartiers en renouvellement urbain NPNRU *(intitulée dans le courrier du 28 décembre 2017 : Étude de cadrage pour la définition d'une politique d'urbanisme temporaire sur les quartiers d'intérêt national du NPNRU du territoire d'Est Ensemble)* | | | | | | |
| **TOTAL** | | | **123 600 €** | | **82 000 €** | 41 600 € (fonds propres - Est Ensemble) |

Le maître d'ouvrage s'engage sur cet échéancier et sur la fourniture des livrables avant la date de fin d'exécution de l'action.

L'engagement financier de l'Agence, au titre du programme d'investissement d'avenir, qui s'entend comme un montant global maximal non actualisable et ne vaut que dans la limite de la réalité des coûts des actions, est de 82 000 €.

En application de l'article IV.2. du Règlement Général et Financier (RGF) relatif au PIA, l'assiette de la subvention est constituée uniquement par des études et missions d'ingénierie qui concourent à la définition des actions opérationnelles constitutives du volet « Innovation » du projet de renouvellement urbain éligible au financement PIA.

L'obtention des financements autres que la subvention PIA prévue à la présente Convention relève de la seule responsabilité du maître d'ouvrage concerné par les actions financées au titre du PIA.

En cas de dépassement du coût prévisionnel HT, le maître d'ouvrage s'engage à prendre à sa charge les montants complémentaires.

## Article 5. PAIEMENTS

L'ordonnateur principal est le Directeur général de l'ANRU.

Le comptable assignataire est l'Administrateur général des Finances Publiques, Agent Comptable de l'ANRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

L'ordonnateur engage, liquide et ordonnance les dépenses. A ce titre :

- l'engagement juridique est matérialisé par la signature de la présente Convention.
- la liquidation consiste à arrêter le montant à payer (acompte ou solde) au vu de la demande du maître d'ouvrage et des pièces justificatives jointes au dossier.
- l'ordonnancement comprend deux phases :
  1) l'émission de la demande de paiement et du bordereau récapitulatif, qui doivent être émis et signés par l'ordonnateur principal pour attester la conformité de la dépense. L'ordonnateur principal saisit le montant de la dépense dans le système informatique.
  2) la transmission à l'Agent comptable de l'Agence d'un fichier informatique de demande de paiement et d'un dossier papier comportant la demande de paiement, le bordereau récapitulatif, la fiche de demande de paiement et les pièces justificatives.

Le maître d'ouvrage demande l'acompte et le solde de la subvention dans le cadre d'un formulaire préétabli dénommé « fiche de demande de paiement », accompagné des pièces justificatives.

Le versement de la subvention PIA est effectué, sur justification de la réalisation des actions opérationnelles, et/ou études ou missions d'ingénierie et/ou dépenses de personnel et de la conformité de leurs caractéristiques avec celles visées par la présente convention.

Le compte à créditer pour les règlements afférents à la présente convention est le suivant :

- Titulaire du compte : EST ENSEMBLE
- BIC : BDFEFRPPCCT
- IBAN : FR45 3000 1009 34C9 3200 0000 063

Le relevé d'identité bancaire est joint en annexe n°4.

Tout changement de domiciliation nécessite une demande expresse du maître d'ouvrage adressée au Directeur général de l'ANRU.

### *5.1 Modalités de paiement de l'acompte*

Le maître d'ouvrage a la possibilité de demander un acompte, sur justification de l'avancement financier des actions du plan d'actions.

Un acompte est payable jusqu'à hauteur de 60% maximum de la subvention de l'ANRU.

La demande d'acompte respecte le taux de subvention PIA fixé à l'article 4 de la présente Convention.

Chaque demande de paiement du maître d'ouvrage est obligatoirement accompagnée de :

- La fiche de demande de paiement ;
- Un état de coûts ou d'une liste de factures détaillées permettant de justifier, la nature des dépenses et la période de prise en charge de ces dépenses. Ce document est signé par le représentant du maître d'ouvrage, ou par une personne dûment habilitée, qui atteste que l'état comporte exclusivement des dépenses éligibles correspondant à l'objet de la convention attributive de subvention ;
- Un relevé d'identité bancaire en vue du paiement du premier acompte.

L'ordonnateur, après avoir vérifié la recevabilité de la demande et certifié le service fait, en faisant si nécessaire procéder à toutes opérations de vérification qu'il estime utiles, ordonnance la dépense et

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

transmet à l'Agent comptable de l'Agence la fiche de demande de paiement et les pièces justificatives afférentes qu'il a préalablement visées.

### *5.2 Modalités de paiement du solde*

A l'achèvement des actions telles que définies en annexe n°1, le maître d'ouvrage transmet la demande de solde correspondante, accompagnée de l'état récapitulatif des dépenses.

La demande de paiement du maître d'ouvrage est obligatoirement accompagnée d'un document reprenant les éléments suivants :

- Fiche de demande de paiement ;
- Procès-verbal d'admission des prestations émis par le maître d'ouvrage ;
- Etat de coûts ou liste de factures détaillées permettant de justifier la nature des dépenses, et la période de prise en charge de ces dépenses. Ce document est signé par le représentant du maître d'ouvrage, ou par une personne dûment habilitée, qui atteste que l'état comporte exclusivement des dépenses éligibles correspondant au projet objet de la convention attributive de subvention.
- Fiche de calcul de la subvention justifiée au solde, sur la base des dépenses éligibles réellement effectuées.

Le montant à payer au solde, reporté dans la fiche de demande de paiement, est égal à la différence entre le montant de la subvention justifié à la fin des actions et le montant de l'acompte versé.

L'ordonnateur principal s'assure de la recevabilité de la demande, en faisant si nécessaire vérifier l'achèvement et la conformité des actions et livrables, et contrôle l'exactitude des calculs de liquidation qui lui sont présentés.

L'ordonnateur principal, lorsqu'il estime que les actions n'ont pas été conduites à leur terme peut décider de ne pas mandater le solde de la subvention. Le maître d'ouvrage transmet une nouvelle demande de paiement dès qu'il est en mesure de justifier l'achèvement de ses actions.

Il signe pour validation la fiche de demande de paiement et la fiche de calcul de la subvention justifiée au solde. Il certifie le service fait, ordonnance la dépense et transmet à l'Agent comptable de l'Agence la demande de paiement du solde, la fiche de demande de paiement et les pièces justificatives qu'il a préalablement visées.

Dans le cas où le montant de la subvention justifié à la fin des actions serait inférieur au montant des sommes déjà payées, l'ordonnateur principal adresse à l'Agent comptable de l'ANRU un titre de recette afin de procéder au recouvrement du trop-perçu.

Le montant de l'engagement juridique qui n'aurait pas été utilisé après le versement du solde de la subvention, est automatiquement dégagé.

### *5.3 Contrôles postérieurs au paiement*

L'ANRU peut programmer des contrôles, auprès du maître d'ouvrage. Ces contrôles peuvent porter sur des vérifications physiques et administratives exhaustives, ou sur un échantillon d'actions ou livrables des actions.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Article 6. PROCESSUS DE SUIVI DE L'EXÉCUTION DES ACTIONS CONCOURANT A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET D'INNOVATION ET MODALITÉS DE COMPTE RENDU

Les Parties, soucieuses d'une réalisation complète des actions concourant à la mise en œuvre du projet d'innovation dans les délais impartis, s'engagent à la maîtrise de l'évolution de la mise en œuvre des actions du projet qui y contribuent.

Le maître d'ouvrage informe le Directeur général de l'ANRU sans délai de toute difficulté de mise en œuvre de la partie du projet d'innovation dont il est maître d'ouvrage et propose des mesures pour y remédier.

En fin de réalisation des actions, le maître d'ouvrage doit dresser le bilan de leur mise en œuvre, d'un double point de vue physique et financier :

- d'un point de vue physique, par la production des livrables encadrés contractuellement ;
- d'un point de vue financier : l'état récapitulatif des dépenses rattachées à chaque action.

L'ANRU pourra se faire assister pour le suivi de la Convention. Le maître d'ouvrage devra, à la demande de l'ANRU, participer aussi souvent que nécessaire à une revue du Projet qui doit permettre d'anticiper les difficultés éventuelles de mise en œuvre des actions et de mettre en place toute mesure susceptible d'y répondre.

La finalité principale de ces rapports est d'alerter l'Agence de toute difficulté rencontrée ou anticipée, susceptible d'entraver la mise en œuvre du programme d'études et d'ingénierie.

## Article 7. MODALITÉS DES MISSIONS D'AUDIT

Le Directeur général de l'ANRU peut à tout moment faire procéder à des missions d'audit, de sa propre initiative, à la demande d'une Partie ou du comité de pilotage. Le résultat de ces audits sera porté à la connaissance des Parties.

Pour ce faire, il peut faire appel aux agents de l'ANRU, à des services de l'Etat et de ses établissements publics, à des cabinets externes, ainsi qu'à toute inspection et agents désignés pour effectuer le contrôle de l'administration, dont notamment des inspecteurs généraux. Sur demande de l'ANRU, le maître d'ouvrage facilitera, à tout moment, le contrôle par l'ANRU de l'utilisation des subventions reçues, de la réalisation des engagements et objectifs de la Convention.

Pour l'accomplissement des contrôles, l'ANRU et les agents désignés obtiennent, sur simple demande, communication de tous les documents et informations dont ils jugeraient la production nécessaire. Ces documents sont communiqués sans délai par le maître d'ouvrage à l'ANRU et aux agents habilités.

Le maître d'ouvrage s'engage également à autoriser les agents de l'ANRU et les agents désignés à assister, sur demande de leur part, à toute réunion permettant d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières des actions dont il est maître d'ouvrage.

Ce dernier facilitera également le contrôle sur place, dans ses locaux pour les besoins des vérifications précitées. En ce cas, les contrôles sont exercés par des agents désignés par le Directeur Général de l'ANRU ou par les agents des corps de contrôle de l'administration, dont notamment les

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

inspecteurs généraux. Le maître d'ouvrage est averti au préalable et peut se faire assister d'un conseil. Il est chargé de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Les frais relatifs aux contrôles sont à la charge de l'ANRU, étant entendu que les frais liés à la facilitation de ces études (mise à disposition de documents, reprographie, mobilisation des équipes) seront à la charge du maître d'ouvrage.

## Article 8. AVENANT

Dans le cas où le maître d'ouvrage estimerait nécessaire d'apporter des modifications à tout ou partie des actions qu'il met en œuvre telles que définies dans la Convention, un avenant à la Convention devra être conclu avant qu'il puisse mettre en œuvre ces modifications.

Les conditions de modifications des conventions sont prévues à l'article VI.1 du règlement général et financier relatif au Programme d'Investissements d'avenir « Ville et territoires durables » (Programme 414) – Action « Ville durable et solidaire, excellence environnementale du renouvellement urbain » - Axe 1 « viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » pour la phase de maturation des projets lauréats du volet « innover dans les quartiers » de l'AMI « ANRU+ », en vigueur.

Ces avenants formalisent 2 types de modification :

- les modifications mineures qui ne touchent pas à l'économie générale du plan d'actions validé par l'ANRU avec information du comité de pilotage et de sélection ;
- les modifications substantielles (modification de calendrier, de budget, de performances attendues du plan d'actions et de partenariat) soumises à une validation du comité de pilotage et de sélection, avec le cas échéant décision du Premier ministre.

## Article 9. CONSÉQUENCES DU NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS

Les manquements constatés aux engagements contractualisés par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage à travers la ou les convention(s) attributive(s) de subvention, ou au RGF en vigueur font l'objet d'une analyse de leurs causes et conséquences diligentée par le Directeur général de l'Agence. Le Directeur général de l'Agence prend éventuellement l'avis du comité de pilotage ou statue directement.

Le Directeur général peut alors décider :

- le rappel solennel au porteur de projet et aux maîtres d'ouvrage de leurs engagements contractuels ;
- la suspension des paiements pour un ou plusieurs maîtres d'ouvrage ;
- le réexamen de la convention attributive de subvention de la phase de maturation du projet et la signature éventuelle d'un avenant ;
- la réduction du taux de subvention ou du montant plafond des subventions prévues dans la décision d'octroi ou dans le contrat qui peut impliquer le remboursement partiel ou total des subventions de l'Agence ;
- la suspension, voire la résiliation de la convention attributive de subvention.

L'Agence peut prononcer la résiliation pour faute de la ou les convention(s) attributive(s) de subvention. Elle peut ordonner le reversement total ou partiel de la subvention en cas de

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

manquement grave et répété d'un bénéficiaire de la subvention, notamment s'il est constaté que l'objet de la subvention ou l'affectation de l'investissement subventionné ont été modifiés sans autorisation.

En cas d'abandon d'une ou de plusieurs actions liées à la mise en œuvre du programme d'études et d'ingénierie l'ensemble des sommes versées par l'Agence au titre dudit programme lui sont reversées.

**Article 10. REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION**

Sans préjudice des autres droits de l'ANRU, notamment ceux prévus à l'article 7 de la présente Convention, l'ANRU peut prononcer la résiliation pour faute de la Convention et ordonner le reversement total ou partiel de la Subvention PIA en cas de manquement grave et répété du bénéficiaire de la Subvention et notamment s'il est constaté que l'objet de la Subvention a été modifié sans autorisation.

En cas d'abandon du ou des actions, l'ensemble des sommes versées par l'ANRU au titre de celles-ci (objet de la présente Convention) lui sont reversées.

**Article 11. RÉSILIATION**

L'ANRU pourra résilier la Convention dans l'hypothèse où il est mis fin par l'Etat au financement du programme 414 des investissements d'avenir. L'ANRU en informe le maître d'ouvrage afin qu'il soit procédé à la résiliation de la convention. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation à quelque titre que ce soit du bénéficiaire de la Subvention.

Si le maître d'ouvrage souhaite abandonner la mise en œuvre du plan d'actions, il en informe l'ANRU qui ordonne le reversement total ou partiel de la subvention.

**Article 12. CONFIDENTIALITE**

Chaque partie s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports (les « Informations Confidentielles »), qui lui auraient été communiqués ou dont elle aurait eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention.

Chaque partie s'engage donc à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments et mentionnés ou signalés comme présentant un caractère confidentiel ne soient divulgués à un tiers qui n'aurait pas à en connaitre. A cet égard, chaque partie prend acte des obligations de communication d'information mises à la charge de l'ANRU agissant pour le compte de l'Etat et, notamment, à l'égard de toute commission parlementaire.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ou celles qui deviendraient publiques postérieurement autrement que par une violation d'engagement de confidentialité,

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- les informations que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité s'appliquera pendant toute la durée de validité de la Convention et demeurera en vigueur pendant une durée de deux (2) ans à compter de l'échéance de la Convention pour quelque cause que ce soit.

## Article 13. COMMUNICATION ET RETOUR D'EXPÉRIENCES

Le maître d'ouvrage s'engage à préciser que la ou les action(s) est (sont) financée(s) au titre du programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat, sur tous les livrables ou productions, les panneaux, les supports électroniques, le site Internet et les documents relatifs au plan financé dans le cadre de la Convention, en y faisant notamment figurer le logotype du PIA transmis par l'ANRU.

L'Etat et l'ANRU, en collaboration étroite avec le maître d'ouvrage, s'attachent à mettre en valeur les productions réalisées dans le cadre du plan d'actions et/ou le programme d'études et d'ingénierie complémentaire conduit afin d'enrichir les connaissances, en capitalisant les connaissances, en tenant compte des réussites ou des échecs.

Ces documents pourront notamment être utilisés comme support de compte rendu public d'activités de l'ANRU et de l'Etat et de toute démarche de mise en valeur du programme d'investissements d'avenir « Ville et territoires durables » (Programme 414).

## Article 14. PROPRIETE DES DOCUMENTS

Dans le respect des obligations de confidentialité définies à l'article 13 de la présente convention, chaque maître d'ouvrage s'engage à fournir ou à ce que soit fourni à l'opérateur et à l'Etat l'ensemble des « productions », quels que soient la forme, la nature et le support résultant de la réalisation des actions de la présente convention tels que les études, rapports, ou documents de suivi.

Ces « productions » doivent être fournies à l'opérateur sur support numérisé.

Chaque maître d'ouvrage autorise expressément l'opérateur et l'Etat à les utiliser, les reproduire, les représenter, les adapter, et les diffuser aux personnes ayant vocation à en connaître pour la mise en œuvre, l'évaluation et le contrôle du Programme d'investissements d'avenir « Ville et territoires durables » (Programme 414) ainsi que pour des démarches de capitalisation, de connaissance et de mise en valeur du programme.

Les objectifs et modalités des démarches de capitalisation, de connaissance et de mise en valeur du programme seront définis, en concertation, par l'État, l'opérateur et chaque maître d'ouvrage, dans le respect des jalons clés des actions considérées.

Chaque maître d'ouvrage concède donc à titre non exclusif à l'opérateur et à l'État l'ensemble des droits de propriété intellectuelle précités et ce à titre gratuit, au fur et à mesure de leur réalisation, et pour une exploitation à titre gratuit, sur tout support et par tout moyen connus et inconnus au jour de la signature de la Convention, pour la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle y afférents et pour le monde entier.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Ces droits de propriété intellectuelle désignent les droits de propriété industrielle et les droits de propriété littéraire et artistique dans le respect du code de propriété intellectuelle et, plus particulièrement, son article L 131-3.

L'opérateur et l'État s'engagent à respecter le droit moral des auteurs et la titularité des droits des résultats transmis.

Chaque Maître d'Ouvrage déclare être titulaire ou qu'il sera titulaire à bonne date des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la présente autorisation et, garantit obtenir l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires aux fins d'exécution de cet article.

Il est entendu entre les Parties que le Maître d'Ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle afférents aux productions des Actions objet de la présente convention et que dans le cas où l'opérateur et/ou l'État souhaiteraient pouvoir effectuer une exploitation des productions des Actions, autres que celle susvisée, ledit Maître d'Ouvrage et l'opérateur et/ou l'État se rapprocheront pour conclure un accord spécifique en ce sens.

**Article 15. DROIT APPLICABLE ET TRAITEMENT DES LITIGES**

La présente convention est régie par le droit français.

Les litiges survenant à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution des dispositions de la convention seront portés devant la juridiction compétente dont dépend le siège de l'ANRU.

Fait à Paris en deux (2) exemplaires, le 18 MARS 2019

| | |
|---|---|
| Pour l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, opérateur agissant au nom et pour le compte de l'Etat | Pour Est Ensemble, |
| | Le maître d'ouvrage |
| Nicolas GRIVEL | Gérard COSME |
| Directeur Général | Président |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Annexes**

1. Décision n°2017-VDS-18 du Premier Ministre en date du 2 août 2017 autorisant l'ANRU à contractualiser avec les lauréats de l'AMI.
2. Courrier du Directeur Général de l'ANRU en date du 28 décembre 2017 notifiant au porteur de projet la validation du programme d'études et d'ingénierie et autorisant son démarrage anticipé dans l'attente de la contractualisation.
3. Description des études et/ou missions d'ingénierie réalisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la phase de maturation du projet
4. RIB du maître d'ouvrage
5. Décision n°2018-VDS-06 du Premier ministre en date du 18 septembre 2018 remplaçant l'article 3 de la décision du Premier ministre n°2017-VDS-18 du 2 août 2017

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Annexe n°1 :** Décision n°2017-VDS-18 du Premier Ministre en date du 2 août 2017 autorisant l'ANRU à contractualiser avec les lauréats de l'AMI

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

**Décision n° 2017- VDS- 18**

**Le Premier ministre,**

Vu la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative, notamment son article 8, tel que modifié par l'article 59 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014,
Vu la convention du 12 septembre 2014 entre l'Etat et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine relative à l'axe 1 de l'action « Ville durable et solidaire »,
Vu l'arrêté du 22 mars 2017 relatif à l'approbation des cahiers des charges des appels à manifestation d'intérêt « ANRU + » et « Territoires d'innovation de grande ambition »,
Vu le décret du 10 juillet 2017, portant délégation de signature,
Vu l'appel à manifestation d'intérêt « ANRU+ », publié par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine le 14 mars 2017,
Vu les dossiers de candidature, reçus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, le 12 mai 2017,
Vu l'avis favorable du comité de pilotage Investissements d'avenir « ANRU+ » du 28 juin 2017,

**Décide :**

**Article 1**

L'Agence nationale de la rénovation urbaine (l'ANRU) est autorisée à notifier aux bénéficiaires, indiqués dans le tableau suivant, une subvention plafonnée à 100 000 € par projet, dans la limite d'une participation des Investissements d'avenir sur l'action « Ville durable et solidaire » à hauteur de 1 500 000 € au total.

| Projets lauréats : Commune concernée par le ou les quartiers retenus | Porteur de projet : Commune ou EPCI** | Montant de subvention d'ingénierie (€) |
|---|---|---|
| Besançon (25) | Communauté d'agglomération du Grand Besançon | 100 000 |
| Valence (26) | Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo | 100 000 |
| Val-de-Reuil (27) | Ville de Val-de-Reuil | 100 000 |
| Nantes / Saint Herbelain (44) | Nantes Métropole | 100 000 |
| Lorient (56) | Communauté d'agglomération Lorient Agglomération | 100 000 |
| Boulogne-sur-Mer (62) | Communauté d'agglomération du Boulonnais | 100 000 |
| Mulhouse (68) | Ville de Mulhouse | 100 000 |
| Trappes (78) | Communauté d'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines | 100 000 |
| Sartrouville (78) | Ville de Sartrouville | 100 000 |
| Est Ensemble (93) | Etablissement public territorial Est Ensemble | 100 000 |
| Plaine Commune (93) | Etablissement public territorial Plaine Commune | 100 000 |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | |
|---|---|---|
| Orly / Choisy (94) | Etablissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre | 100 000 |
| Roissy Pays-de-France (95) | Communauté d'agglomération Roissy Pays de France | 100 000 |
| Le Port (974) | Ville du Port | 100 000 |
| Mamoudzou (976) | Ville de Mamoudzou | 100 000 |
| **Montant Total (€)** | | **1 500 000** |

*Nb : si l'EPCI et la Ville ont conjointement porté le dossier, seul l'EPCI est ici mentionné.*

**Article 2**

Dans un délai de 5 mois à compter de cette décision, l'Agence nationale de la rénovation urbaine devra confirmer aux bénéficiaires le programme d'études et d'ingénierie faisant l'objet de la subvention, pour démarrage anticipé des actions dans l'attente de la contractualisation.

**Article 3**

Les contractualisations, intégrées aux contrats NPNRU (conventions pluriannuelles de renouvellement urbain, protocoles de préfiguration ou leurs avenants) selon le degré de maturité des projets, devront intervenir au plus tard au 30 septembre 2018 et inclure un engagement du maître d'ouvrage sur un démarrage effectif des actions contractualisées, dans les 9 mois à compter de la signature du contrat considéré. A défaut, la présente décision devient caduque.

Fait à Paris, le 02 AOUT 2017

Pour le Premier ministre et par délégation,
le Commissaire général adjoint à l'investissement

Thierry FRANCQ

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Annexe n°2 :** Courrier du Directeur Général de l'ANRU en date du 28 décembre 2017 notifiant au porteur de projet la validation du programme d'études et d'ingénierie et autorisant son démarrage anticipé dans l'attente de la contractualisation.

Agence Nationale
pour la Rénovation
Urbaine

Le Directeur Général

Paris, le 28 DEC. 2017

**Monsieur Gérard COSME**
Président de l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble, Maire du Pré-Saint-Gervais
Etablissement Public Territorial Est Ensemble
100 avenue Gaston-Roussel
93232 Romainville

N/Réf : ANRU/DS2A/PIA/D-17-0477
Affaire suivie par : Kim CHIUSANO
Tél : 06.15.24.82.81 – courriel : kchiusano@anru.fr

Objet : Notification de validation du programme d'études et d'ingénierie pour la phase de maturation du projet d'innovation portant sur les quartiers d'intérêt national du NPNRU d'Est Ensemble, et autorisation conditionnelle de démarrage dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir

Monsieur le Président,

Le projet d'innovation proposé par l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble pour les quartiers d'intérêt national du NPNRU a été retenu dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt « ANRU+ », au titre du volet « Innover dans les quartiers », suite à la décision n°2017-VDS-18 du Premier ministre en date du 2 août 2017. A ce titre, une enveloppe de 100 000 € de subvention a été réservée pour la mise en œuvre de la phase de maturation de ce projet portant sur les sept quartiers d'intérêt national du NPNRU dans le cadre de l'axe 1 « Viser la très haute performance et l'innovation environnementale pour le renouvellement urbain » de l'action « Ville durable et solidaire » du Programme d'investissements d'avenir.

Depuis cette décision, vos services travaillent en étroite collaboration avec les miens à la stabilisation d'un programme d'études et de missions d'ingénierie dédiées à l'innovation, en complément du protocole de préfiguration de votre projet de renouvellement urbain. Aussi, je vous notifie par la présente la validation du programme d'études et d'ingénierie ci-après pour la phase de maturation, et vous informe que j'autorise le démarrage de sa mise en œuvre :

69 bis, rue de Vaugirard
F-75006 Paris
tél. : 01 53 63 55 00
fax : 01 45 49 12 68
www.anru.fr
Siret 45367825200017
APE 8413Z

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

| Intitulé de l'étude ou mission d'expertise | Maître d'ouvrage | Coût total HT de l'étude ou mission d'ingénierie *(dépenses éligibles au titre du PIA)* | Montant de la subvention PIA | Taux de subvention PIA (arrondi à l'unité) | Calendrier prévisionnel de mise en œuvre |
|---|---|---|---|---|---|
| Diagnostic des démolitions et aménagements réalisables sur les quartiers du NPNRU du territoire d'Est Ensemble en termes de réemploi des matériaux | Etablissement public territorial Est Ensemble | 45 600 € | 30 400 € | 67 % | Lancement : janvier 2018<br>Durée d'exécution : 12 mois (achèvement prévisionnel : décembre 2018) |
| Etude de cadrage relative à la mise en place de dispositifs d'échanges numériques innovants entre les habitants pour favoriser l'émergence de projets d'initiatives citoyennes | Etablissement public territorial Est Ensemble | 12 000 € | 9 000 € | 75 % | Lancement : janvier 2018<br>Durée d'exécution : 6 mois (achèvement prévisionnel : juin 2018) |
| Etude de spécifications fonctionnelles et techniques générales en vue de la construction d'une plateforme collaborative numérique | Etablissement public territorial Est Ensemble | 20 000 € | 15 000 € | 75 % | Lancement : juin 2018<br>Durée d'exécution : 6 mois (achèvement prévisionnel : décembre 2018) |
| Etude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre du projet AFPA (mobilisation des acteurs, définition du programme d'occupation temporaire et de travaux pour la mise à disposition du lieu, définition du modèle économique) | Etablissement public territorial Est Ensemble | 36 000 € | 21 600 € | 60 % | Lancement : janvier 2018<br>Durée d'exécution : 9 mois (achèvement prévisionnel : septembre 2018) |
| Etude de cadrage pour la définition d'une politique d'urbanisme temporaire sur les quartiers d'intérêt national du NPNRU du territoire d'Est Ensemble | Etablissement public territorial Est Ensemble | 10 000 € | 6 000 € | 60 % | Lancement : juin 2018<br>Durée d'exécution : 6 mois (achèvement prévisionnel : décembre 2018) |
| Etude de programmation des travaux de rénovation/aménagement de certains bâtiments du LABco en vue du développement d'une ferme urbaine et un lieu d'expérimentation autour de l'alimentation | Institut de recherche et de développement | 22 500 € | 18 000 € | 80 % | Lancement : janvier 2018<br>Durée d'exécution : 6 mois (achèvement prévisionnel : juin 2018) |
| | | Total : 146 100 € | Total : 100 000 € | | |

Cette autorisation est conditionnelle et ne préjuge pas de l'attribution définitive des financements du PIA, qui ne pourra advenir qu'après signature des conventions attributives de subvention avec chacun des maîtres d'ouvrage pour les études et missions d'ingénierie dont ils sont responsables. Toutefois, les dépenses engagées à compter de ce jour sont considérées comme éligibles et pourront donc être prises en compte pour le calcul de la subvention et le versement de la participation financière du programme.

Les cinq axes d'innovation proposés pour les quartiers d'intérêt national du NPNRU du territoire d'Est Ensemble, que sont l'urbanisme transitoire, le numérique, l'agriculture urbaine, l'économie circulaire et la santé, donnent à voir une stratégie globale qui place l'innovation au service du renforcement de la qualité de vie et de l'attractivité du territoire. L'excellence environnementale support d'un développement économique endogène, le développement de nouveaux usages et services aux habitants, mais aussi l'ouverture d'un campus universitaire sur les quartiers, avec la création de synergies inédites entre la société civile et le monde scientifique, constituent autant de leviers qui viennent enrichir le volet social des projets de renouvellement urbain. La démarche d'innovation envisagée est en effet bien intégrée et articulée au NPNRU.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Le comité de pilotage a ainsi salué un projet riche, adossé à un plan d'actions précis et une analyse éclairée du contexte local, ainsi qu'un partenariat d'ores et déjà large et solide. La mobilisation d'associations locales, d'acteurs académiques, de structures de l'innovation et de l'économie sociale et solidaire est le gage d'une dynamique multi-acteurs qui contribuera durant la phase de maturation à l'émergence de nouvelles actions innovantes, et à la confirmation d'un haut niveau d'ambition du projet.

L'urbanisme transitoire préfigurateur des usages de demain apparaît comme une piste d'innovation véritable pour les quartiers. L'occupation éphémère répond d'une part aux enjeux de la gestion d'attente posés par le NPNRU, mais aussi à la nécessité d'expérimenter les fonctionnalités urbaines avant de les pérenniser. De même, la démarche portée par l'IRD sur le campus de Bondy pour mettre en relation la sphère de la recherche avec les quartiers prioritaires de la politique de la ville est tout à fait inédite. Les projets de recherche appliquée proposés, touchant notamment à la question de l'alimentation et de la santé, permettront à la fois de faire progresser les savoirs et de répondre aux besoins et usages réels des habitants.

Si votre candidature à l'appel à manifestations d'intérêt « ANRU+ » présente un véritable potentiel et a recueilli un avis extrêmement favorable, il conviendra de veiller durant la phase de maturation à conforter la mise en synergie des quatre axes du projet (filière de réemploi, plateforme numérique, urbanisme transitoire et laboratoire de co-création). La réflexion sur l'établissement de passerelles entre les différents piliers de la démarche, et la stabilisation du pilotage qu'il requiert, ont d'ores et déjà été initiés dans le cadre des échanges entre vos équipes et celles de l'ANRU au cours des derniers mois.

La phase de maturation, articulée à la préfiguration des projets de renouvellement urbain, devra également conforter le caractère innovant de chacune des actions, afin de confirmer l'ambition de la démarche au-delà de la seule stratégie d'ensemble.

Je vous remercie de votre mobilisation en faveur de l'innovation dans le renouvellement urbain. Nous relèverons le défi d'une plus grande qualité de vie dans nos quartiers et d'une attractivité renforcée si nous parvenons collectivement à encourager les initiatives les plus ambitieuses. L'innovation est un véritable levier pour tester des solutions nouvelles et des partenariats inédits pour enrichir nos projets de renouvellement urbain.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma meilleure considération.

Nicolas GRIVEL

Copies : - M. Pierre-André DURAND, Préfet de la Seine-Saint-Denis, Délégué Territorial de l'ANRU
- Mme Fadela BENRABIA, Préfète déléguée pour l'égalité des chances, Déléguée Territoriale Adjoint de l'ANRU
- Mme Elli NEBOUT-JAVAL, adjointe au chef du service habitat et renouvellement urbain, UT-DRIHL 93, Déléguée Territoriale Adjointe de l'ANRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Annexe n°3 :** Description des études et/ou missions d'ingénierie réalisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de la phase de maturation du projet

## Action 1 :

Diagnostic des démolitions et aménagements réalisables sur les quartiers du NPNRU du territoire d'Est Ensemble en termes de réemploi des matériaux

Cette étude se décompose en deux thématiques et plusieurs sous études :

1. Réalisation d'une étude de diagnostic des démolitions et aménagements réalisables sur le territoire d'Est Ensemble (Analyse de données, visites de diagnostic, Identification des espaces de projets)

Consolidation des données sur l'ensemble des NPRU concernant les démolitions prévues et les aménagements et constructions envisagées et leur phasage.
Ce travail permettra de donner de la lisibilité sur les potentiels à venir, de prioriser et de phaser les projets et les potentiels de réemploi, et d'identifier les PRU à cibler en phase d'expérimentation

Réalisation des visites de diagnostic des bâtiments voués à la démolition pour identifier et quantifier les matériaux de réemploi (réalisation de fiches techniques précises sur les matériaux : catégorie, aspect, quantités, état, préconisations de dépose et de stockage en vue d'un réemploi, etc.)

Identification en lien avec le projet d'aménagement des débouchés potentiels des matériaux (en lien avec la création du catalogue de solutions en réemploi et les propositions de scénarios opérationnels) : identification des espaces de projet / types de programmation qui pourraient faire l'objet de projets participatifs au sein des quartiers

*Livrables*

- Un rapport de synthèse incluant :
    - Une estimation des potentiels de réemploi par matériau
    - Un phasage de ces potentiels, selon l'avancée des projets
    - Des préconisations en matière de dispositifs opérationnels de réemploi de ces matériaux (espaces de stockages, programmation...)

2. Réalisation d'études techniques complémentaires pour le réemploi des matériaux sur des sites pilotes dont le site de Gagarine

- En lien avec le projet de développement de l'agriculture urbaine dans le quartier de Youri Gagarine, étude des capacités de réemploi des menuiseries pour la réalisation de serres agricoles.
- Compléments au diagnostic ressource réalisé en lien avec les habitants pour permettre d'identifier des matériaux qui font mémoire pour les habitants : temps de réunions, d'ateliers et de restitution.
- PRO / DCE "démolition en vue du réemploi" : développement de solutions pour le stockage, pièces graphiques et écrites CCTP complémentaire sur les lots réemploi pour le marché de démolition
- Assistance à la passation de contrat de travaux sur les lots réemploi.
- Accompagnement sur l'intégration du réemploi dans les fiches de lot et espace public (en lien avec MOE).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*Livrables*

- Un rapport de synthèse sur le site de Youri Gagarine, incluant :
    - Etude de capacité liée au réemploi dans la filière menuiserie
    - Caractérisation des matériaux disponibles dans le quartier
    - Estimation des coûts de collecte, préparation, conditionnement et mise en œuvre des matériaux notamment dans le cadre d'utilisation liée à l'agriculture urbaine développée dans le quartier
- Un rapport de synthèse pour cibler des quantités et techniques liées au réemploi par bâtiment démoli (en fonction des bons de commandes lancés)
- Les supports d'animation et de restitution des temps de diagnostics avec les habitants
- Des supports types d'intégration du réemploi lors des phases opérationnelles des projets

**Action 2 :**

Etude de cadrage relative à la mise en place de dispositifs d'échanges numériques innovants entre les habitants pour favoriser l'émergence de projets d'initiatives citoyennes

- Formalisation des attentes et des besoins pour définir les solutions de plateforme collaboratives appropriées permettant un pré-maquettage de la plateforme.
- L'objectif sera de préciser les modalités de fonctionnement de la plateforme (ergonomie, prise en main, données d'entrée) pour rendre l'outil efficace et accessible à tous les utilisateurs.
- Cette étude questionnera aussi les moyens de diffusion les plus pertinents (site internet, API web, déploiement dans les quartiers)
- Cette étude permettra aussi d'identifier les solutions déjà existantes éventuelles, et de définir si une mutualisation du projet est envisageable avec d'autres territoires

*Livrables* :

- Un rapport de synthèse incluant
    - La cartographie et l'analyse critique de l'écosystème digital actuel incluant la synthèse des ateliers et entretiens réalisés avec les partenaires et habitants du territoire.
    - Un dossier d'analyse comparative des solutions existantes benchmarkées, en mettant en avant avantages / inconvénients de chaque plateforme étudiée
    - Des scénarios d'évolution étayés (incluant une évaluation de la charge financière et RH en fonctionnement en année pleine), décrivant la liste des fonctionnalités attendues pour la plateforme.
    - Un calendrier prévisionnel de mise en œuvre.
- La formalisation des exigences fonctionnelles et techniques auxquelles la plateforme devra répondre (plage de disponibilité attendue, présence d'une assistance hotline associée à l'utilisation du système, ...)
- Les supports de présentation préparés pour les réunions et compte rendus / relevés de conclusion

Etude de spécifications fonctionnelles et techniques générales en vue de la construction d'une plateforme collaborative numérique

- Description détaillée de la maquette fonctionnelle.
- Définition des priorités de développement pour établir le plan de développement associé
- Dossier de spécification de la solution envisagée : solutions logicielles existante, développements spécifiques, interfaces entre Systèmes, ....

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

- Définition méthodologique du projet de réalisation (Méthode Agile, description méthodologique)
- Identification et vérification de la concordance des sources de données nécessaires, leurs disponibilités et interopérabilités.
- Sélection des briques technologiques pertinentes pour la mise en œuvre de la solution en lien avec les résultats des études des besoins et de la concertation.
- Réalisation d'un benchmark pour étudier les solutions existantes en vue d'enrichir la plateforme PdF et étudier leurs composantes techniques
- Estimation cout et planning du projet de réalisation. Définition des lots des différentes versions envisagées
- Préparation du document d'Appel d'Offres

*Livrables*

- Un rapport de synthèse incluant
    - Le dossier de spécifications fonctionnelles et techniques de la solution envisagée
    - La liste des exigences fonctionnelles et techniques attendues pour la plateforme numérique
    - La méthodologie proposée et la composition de l'équipe de développement
    - La liste des données nécessaires et disponibles
    - La liste de l'ensemble des services envisagés qui traiteront de la données Personnelle des habitants ou autres bénéficiaires des systèmes d'information, ainsi que la formalisation des procédures à mettre en place dans le cadre de la réglementation Européenne RGPD.
    - un chiffrage en investissement initial et en fonctionnement
    - un calendrier de mise en œuvre.
- Une proposition de formalisation d'un CCTP à intégrer à l'appel d'offres de réalisation de la plateforme numérique
- Les supports de présentation préparés pour les réunions

**Action 3 :**

<u>Etude de définition d'un pré-programme d'occupation temporaire sur deux sites expérimentaux</u>

Un site bâti à La Noue Montreuil/Bagnolet (AFPA ou autre bâti libéré) et une friche à Romainville permettant d'accueillir une plateforme de réemploi dans le quartier Youri Gagarine, sont pressentis comme sites expérimentaux pour cette étude.

- Usages possibles, modèle économique, définition de scénario programmatiques, phasage

Cette étude de définition devra permettre de proposer à l'Anru un plan d'actions opérationnel avant la fin de l'année 2019

*Livrables*

- Un rapport de synthèse pour chacun des sites incluant :
    - Une pré-programmation d'occupation temporaire phasée
    - Un ou des modèles économiques et d'usage
    - Un diagnostic des travaux du bâtiment ou terrain
- Les supports d'animation des ateliers et comptes rendus

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Etude pré-opérationnelle pour la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme transitoire spécifique aux quartiers en renouvellement urbain NPNRU

- Aide à la définition de la stratégie globale d'intervention
- Identification des espaces pouvant accueillir des occupations temporaires à l'échelle des 12 PRU qui pourront être de nature diverse
- réalisation d'une synthèse permettant de dégager une stratégie globale d'occupation temporaire à l'échelle des différents PRU et s'inscrivant dans la durée du NPNRU
- Phasage des disponibilités des sites pré-retenus ou à potentiel.
- Aide au calibrage du dispositif : estimation des moyens, estimation financière
- Formalisation et préparation de la phase opérationnelle : création d'argumentaire pour convaincre les villes et bailleurs, rédaction du dossier ANRU sur la base de la stratégie et du calibrage
- Création d'outils : convention type avec un porteur de projet et un financeur, convention type de mise à disposition d'espace, fiche de synthèse de type check-list pour le projet, modèle de présentation d'un budget

*Livrables*

- Répertoire de site et phasage de leurs disponibilités
- Liste d'acteurs pré-identifiés
- Typologie d'OT
- Outil simple de projection à dix ans des sites possibles
- Note de synthèse présentant une stratégie globale (faisant écho aux 3 précédents livrables)
- Plan guide traduisant graphiquement la stratégie et les données des précédents livrables
- Note présentant l'estimation des moyens humains et financiers pour le déploiement de la stratégie retenue en volet 1 (note détaillée comprenant en particulier un budget étayé)
- Rédaction d'une (ou plusieurs) fiche de poste nécessaires à la mise en œuvre du projet
- Argumentaire et dossier ANRU rédigés
- L'ensemble des documents et outils créés dans le cadre de l'étude (questionnaire, tableau de données, compte rendu d'entretiens, ...).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe n°4 : RIB du maître d'ouvrage

Banque de France
1, Rue la Vrillière
75001 PARIS

TRESORERIE
DE PANTIN MUNICIPALE
41 RUE DELIZY
93500 PANTIN

**Relevé d'Identité Bancaire (RIB) 053**

**RIB :** 30001 00934 C9320000000 63
**IBAN :** FR45 3000 1009 34C9 3200 0000 063
**BIC :** BDFEFRPPCCT

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
PANTIN MUNICIPALE
41, rue Delizy
93692 PANTIN CEDEX
Tél. 01 48 44 45 79

Alice AUBRY
Inspectrice
des Finances publiques

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Annexe n°5 : Décision n°2018-VDS-06 du Premier ministre en date du 18 septembre 2018 remplaçant l'article 3 de la décision du Premier ministre 2017-VDS-18 du 2 août 2017.**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE

## Décision n° 2018 - VDS- 06

**Le Premier ministre,**

Vu la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative, notamment son article 8, tel que modifié par l'article 59 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 et par l'article 134 de la loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017,

Vu la convention du 12 décembre 2014 signée entre l'Etat et l'Agence nationale de la rénovation urbaine relative à l'axe 1 de l'action « Ville durable et solidaire »,

Vu l'arrêté du 22 mars 2017, relatif à l'approbation des cahiers des charges des appels à manifestation d'intérêt « ANRU+ » et « Territoire d'innovation de grande ambition »,

Vu le décret du 5 janvier 2018 portant délégation de signature,

Vu les dossiers de candidature, reçus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, le 12 mai 2017,

Vu l'avis favorable du comité de pilotage Investissement d'avenir « ANRU+ » du 28 juin 2017.

Vu la décision Premier Ministre 2017-VDS-18 du 2 août 2017,

**Décide :**

**Article 1**

L'article 3 de la décision Premier ministre 2017-VDS-18 du 2 août 2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les conventions attributives de subvention devront être signées avec les maîtres d'ouvrage concernés avant le 31 mars 2019. Ces conventions devront, par ailleurs, inclure un engagement de démarrage effectif des actions au plus tard le 31 mars 2019. À défaut, la présente décision devient caduque. »

Fait à Paris, le 18 SEP. 2018

Pour le Premier ministre et par délégation,
le Secrétaire général pour l'investissement

Guillaume BOUDY

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du système d'information le : 19/02/2020 à 14:59)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT décisionnelle

**N° PROJET : 536** — **LOCALISATION** — **CONTRIBUTIONS** — **PRETS** — **ECHEANCIER**

ZONE INTERVENTION — INSEE ZONE — INSEE COMMUNE

95666/QPV national/QPV Illustrée (Interpt National) 9999999 95666
93006/Bagnolet/QPV national/Le Plateau - Les Malassis - La Noue 6093009 93006
93010/Bondy/QPV national/Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - 6093014 93010
93053/Noisy-le-Sec/QPV national/Le Londeau 6093021 93053
93055/Pantin/QPV national/Quatre Chemins 6093023 93055
93063/Romainville/QPV national/Gagarine 6093027 93063
93010/Bondy/QPV régional/Blanqui 6093012 93010

N° de projet(3 caractères) ou de convention
+ N°INSEE(ZUS ou zone article 6 sur 7c
+N° de famille d'opération
+N° chrono=identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitrs d'ouvrage et une unité de temps)
N° chrono=opérations physiques ou élementaires(objet d'une attribution de subvention)

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | COUT PAR | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAL | | CONSEL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | OPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATION (N° ZUS ou commune | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | Prêt PRU ou pas | Prêt CIL ou pas | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 536 6093020 14 0001 001 NLS-CVB Diagnostic urbain, faisabilité et | NPR | 6093020 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 120 225,00 | 20,00% | 144 270,00 | 120 225,00 | 0,00 | 0,00% | 36 067,50 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 24 157,50 | 20,09% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 60 000,00 | 49,91% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 3 | V |
| 536 6093020 14 0001 002 NLS-CVB Etude de faisabilité sur les copr | NPR | 6093020 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093020 14 0001 003 NLS-CVB Etude sur l'habitat privé ancien | NPR | 6093020 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093011 14 0001 004 BOBCV Etude Insertion urbaine Quartier Pa | NPN | 6093011 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 130 000,00 | 20,00% | 156 000,00 | 130 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 65 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 65 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093011 14 0001 005 BOBCV Etude de mise en cohérence ensei | NPN | 6093011 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 88 000,00 | 20,00% | 105 600,00 | 88 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 44 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 44 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0001 006 BOBAB Etude projet urbain | NPN | 6093014 | 93010 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 136 418,75 | 20,00% | 163 702,50 | 136 418,75 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 68 209,37 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 68 209,38 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0001 007 BOBAB Mission identification valeur patri | NPN | 6093014 | 93010 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 22 100,00 | 20,00% | 26 520,00 | 22 100,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 11 100,00 | 50,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 11 000,00 | 49,77% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0001 008 BOBAB Etude sur Habitat pavillonnaire Hat | NPN | 6093014 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093011 14 0001 009 BOBCV Etude 22 rue de l'Union, 22 et 26 r | NPN | 6093011 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093011 14 0001 010 BOBCV Accompagnement des copropriété | NPN | 6093011 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093011 14 0001 011 BOBCV Etude diagnostic copropriétés 24 e | NPN | 6093011 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093018 14 0001 012 MON-MO ETUDE DE STRATEGIE URBAIN | NPN | 6093018 | 93048 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 98 000,00 | 20,00% | 117 600,00 | 98 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 68 600,00 | 70,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 29 400,00 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 3 | V |
| 536 6093018 14 0001 013 MON-MO Etude collecte des déchets | NPR | 6093018 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093018 14 0001 014 MON-MO Etude Assainissement | NPR | 6093018 | 93048 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 50 000,00 | 20,00% | 60 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 2 | V |
| 536 6093014 14 0001 015 BON-NORD-BL Etudes préalables Ville (pr | NPN | 6093014 | 93010 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 177 625,00 | 20,00% | 213 150,00 | 177 625,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 88 812,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 88 812,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 2 | V |
| 536 6093027 14 0001 016 ROM-Etude d'évaluation des modalités de | NPN | 6093027 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093009 14 0001 017 MONBAG-LNMA Etude urbaine stratégique | NPN | 6093009 | 93006 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 426 000,00 | 20,00% | 511 200,00 | 426 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 213 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 213 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093009 14 0001 018 MONBAG-LNMA Etude collecte déchets | NPN | 6093009 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093009 14 0001 019 MONBAG-LNMA Etude de programmation | NPN | 6093009 | 93006 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 40 000,00 | 20,00% | 48 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 4 | V |
| 536 6093009 14 0001 020 MONBAG-LNMA Faisabilité relocalisation p | NPN | 6093009 | 93006 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 50 000,00 | 20,00% | 60 000,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 4 | V |
| 536 6093009 14 0001 021 MONBAG-LNMA Etude pré-opérationnelle | NPN | 6093009 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093009 14 0001 022 MONBAG-LNMA Concertation-communicat | NPN | 6093009 | 93006 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 100 000,00 | 20,00% | 120 000,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 70 000,00 | 70,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 30 000,00 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 1 | V |
| 536 6093023 14 0001 023 PAPSG_SAS_01_02_Etude parcellaire et H | NPR | 6093023 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093021 14 0001 024 NLS-LON Diagnostic urbain, faisabilité et | NPN | 6093021 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 189 700,00 | 20,00% | 227 640,00 | 189 700,00 | 0,00 | 0,00% | 37 940,00 | 20,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 56 910,00 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 94 850,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 3 | V |
| 536 6093024 14 0001 025 PAN-GQC Réseau de chaleur | NPN | 6093024 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6999999 14 0001 026 EE-Conduite de projet interne transversal | NPN | 6999999 | 66666 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 1 459 375,00 | 0,00% | 1 459 375,00 | 1 459 375,00 | 0,00 | 0,00% | 729 687,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 729 687,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 4 | V |
| 536 6093024 14 0001 027 PAN-GQC Etude pré opérationnelle habitat | NPN | 6093024 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6999999 14 0001 028 EE-Etude de marché, programmation de l'h | NPN | 6999999 | 66666 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 160 000,00 | 20,00% | 192 000,00 | 160 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 80 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 80 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6999999 14 0001 029 EE-Convention d'équilibre territorial et | NPN | 6999999 | 66666 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 75 000,00 | 18,48% | 88 860,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 52 500,00 | 70,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 22 500,00 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0001 030 EE-Etude de stratégie urbaine du secteur | NPN | 6093014 | 93010 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 96 000,00 | 20,00% | 115 200,00 | 96 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 41,67% | 8 000,00 | 8,33% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 48 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 536 6093027 14 0001 031 ROM-Etude d'aménagement | NPN | 6093027 | 93063 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 84 000,00 | 20,00% | 100 800,00 | 84 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 42 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 42 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 2 | V |
| 536 6999999 14 0001 032 EE-Etude de stratégie urbaine du secteur | NPN | 6999999 | 93006 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 40 000,00 | 20,00% | 48 000,00 | 40 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6999999 14 0001 033 EE-Etude de potentiel de développement é | NPN | 6999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6999999 14 0001 034 EE-Etude de potentiel de développement d | NPN | 6999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6999999 14 0001 035 EE-Stratégie communautaire d'application | NPN | 6999999 | 66666 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 48 000,00 | 20,00% | 57 600,00 | 48 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 600,00 | 53,33% | 8 000,00 | 16,67% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 14 400,00 | 30,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 2 | V |
| 536 6999999 14 0001 036 EE-AMO-OPCU Conduite de projet | NPN | 6999999 | 66666 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 480 000,00 | 20,00% | 576 000,00 | 480 000,00 | 0,00 | 0,00% | 240 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 240 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 6 | V |
| 536 6999999 14 0001 037 EE-Ingénierie développement et programm | NPN | 6999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093014 14 0001 038 BON-NC Etude préalable habitat privé Bon | NPN | 6093014 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093014 14 0001 039 BON-PB Etude stratégique et de faisabilit | NPN | 6093014 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093027 14 0001 040 ROM-Etude de faisabilité d'un centre d'af | NPN | 6093027 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093023 14 0001 041 PAPSG_SAS_Chef de projet Sept Arpents | NPR | 6093023 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093020 14 0002 001 NLS-CVB Etude stratégique du patrimoine | NPR | 6093020 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 74 700,00 | 20,00% | 89 640,00 | 74 700,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 37 350,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 37 350,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093020 14 0002 002 NLS-CVB Etude du patrimoine bâti | NPR | 6093020 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 50 550,00 | 20,00% | 60 660,00 | 50 550,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 27 550,00 | 54,50% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 23 000,00 | 45,50% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 2 | V |
| 536 6093021 14 0002 003 NLS-LON Etude stratégique du patrimoine | NPR | 6093021 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 86 500,00 | 20,00% | 103 800,00 | 86 500,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 46 500,00 | 53,76% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 46,24% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 2 | 2 | V |
| 536 6093021 14 0002 004 NLS-LON Etude du patrimoine bâti | NPR | 6093021 | 93053 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 28 400,00 | 20,00% | 34 080,00 | 28 400,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 14 200,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 14 200,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 2 | V |
| 536 6093011 14 0003 001 BOBCV AMO évolution de la structure fonc | NPN | 6093011 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093011 14 0003 002 BOBCV AMO optimisation de l'action sur le | NPN | 6093011 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 42 800,00 | 20,00% | 51 360,00 | 42 800,00 | 21 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 21 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 4 | V |
| 536 6093011 14 0003 003 BOBCV Forfait études pré opérationnelles | NPN | 6093011 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 66 011,00 | 20,00% | 79 213,20 | 66 011,00 | 33 005,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 33 005,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 3 | V |
| 536 6093011 14 0003 004 BOBCV AMO démarches de concertation | NPN | 6093011 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 14 800,00 | 20,00% | 17 760,00 | 14 800,00 | 7 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0003 005 BOBAB AMO démarches de concertation | NPN | 6093014 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 14 800,00 | 20,00% | 17 760,00 | 14 800,00 | 7 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 400,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0003 006 BOBAB Forfait études pré opérationnelles | NPN | 6093014 | 93010 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093014 14 0003 007 BOBAB Quatre études de programmation | NPN | 6093014 | 93008 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 149 438,00 | 20,00% | 179 325,60 | 149 438,00 | 77 350,50 | 51,76% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 087,50 | 4,74% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 65 000,00 | 43,50% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 4 | V |
| 536 6093014 14 0004 001 BOBAB Etude sociale Diagnostic d'occupat | NPN | 6093014 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,

| | | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du système d'information le 19/02/2020 à 14:59)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT décisionnelle

| N° PROJET : 536 | LOCALISATION | | | | | | | | | | | | CONTRIBUTIONS | | | | | | | | | | | | | | | | | | PRETS | | | | ECHEANCIER | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE ZONE | INSEE COMMUNE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 95500/QPV national/QPV illustrisite (interpt national) | 99999999 | 95500 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93006/Bagnolet/QPV national/Le Plateau - Les Malassis - La Noue | 99999999 | 93006 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93010/Bondy/QPV national/Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - | 99999999 | 93010 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93053/Noisy-le-Sec/QPV national/Le Londeau | 99999999 | 93053 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93055/Pantin/QPV national/Quatre Chemins | 99999999 | 93055 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93053/Romainville/QPV national/Gagarine | 99999999 | 93053 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 93010/Bondy/QPV régional/Blanqui | 6093012 | 93010 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° de projet(3 caractères) ou de convention | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| + N°INSEE(ZUS ou zone article 6 sur 7c | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| +N° de famille d'opérations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| +N° chrono-identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitrs d'ouvrage et une unité de temps) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° chrono-opérations physiques ou élementaires(objet d'une attribution de subvention) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | COUT PAR | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAI | | CONSEL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | OPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATION(N° ZUS commune) | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | Prêt PRU ou pas | Prêt CIL ou pas | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 536 6093020, 6093011, 6093014, 6093018,6093022,6093010,6093034, NPR, NPN | | NPR, NPN | 6093027, 6093 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/EPT 08 - EST ENSEMBLE/20 | | 4 070 443,75 | 12,80% | 4 591 517,50 | 4 070 443,75 | 0,00 | 0,00% | 1 043 695,00 | 25,64% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 0,98% | 1 007 889,37 | 24,76% | 8 000,00 | 0,20% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 970 859,38 | 48,42% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093020, 6093021 14 0002 NLS-CVB Etude stratégique du patri | | NPR, NPN | 6093020, 6093 | 93053 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 240 150,00 | 20,00% | 288 180,00 | 240 150,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 125 600,00 | 52,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 114 550,00 | 47,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093011, 6093014 14 0003 BOBCV AMO évolution de la structur | | NPN | 6093011, 6093 | 93008 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BOBIGNY/21930 | | 287 849,00 | 20,00% | 345 418,80 | 287 849,00 | 146 556,00 | 50,91% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 087,50 | 2,46% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 134 205,50 | 46,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | 4 | V |
| 536 6093014, 6093011, 6093027 14 0004 BOBAB Etude sociale Diag | | NPR, NPN | 6093014, 6093011, | 93063 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | | 836 968,70 | 12,65% | 942 810,44 | 836 968,70 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 418 484,35 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 418 484,35 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093018, 6093009 14 0005 MON-MO ETUDE AMENAGEMENT | | NPR, NPN | 6093018, 6093 | 93048 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE MONTREUIL/219 | | 199 900,00 | 16,50% | 232 880,00 | 199 900,00 | 102 450,00 | 51,25% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 97 450,00 | 48,75% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | 2 | V |
| 536 6093011, 6093021 14 0006 BOBCV Etudes pré-opérationnelles | | NPN | 6093011, 6093 | 93053 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 92/LOGEMENT GEST IMMOBILIER | | 149 885,00 | 20,00% | 179 862,00 | 149 885,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 79 960,00 | 53,35% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 69 925,00 | 46,65% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 6 | V |
| 536 6093018, 6093009 14 0007 MON - MO Etude d'aide à la décision | | NPR, NPN | 6093018, 6093 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH MONTREUILLOIS/488777 | | 226 335,00 | 3,21% | 233 602,00 | 226 335,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 113 935,00 | 50,34% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 112 400,00 | 49,66% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093014, 6093012, 6093013 14 0008 BON-NORD Prestation cor | | NPN,6093 | 6093014, 6093012, | 93010 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BONDY/2193001 | | 56 756,33 | 15,13% | 65 341,60 | 56 756,33 | -14 027,00 | -24,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 70 783,33 | 124,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | 2 | V |
| 536 6093014, 6093012 14 0009 BON-NC Etude d'impact sur la revalo | | NPN, NPR | 6093014, 6093 | 93010 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/BONDY HABITAT, OFFICE PU | | 443 000,00 | 20,00% | 531 600,00 | 443 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 292 900,00 | 66,12% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 100,00 | 33,88% | 365 333,33 | 82,47% | 176 666,67 | 0,00 | | | 3 | V |
| 536 6093027 14 0010 ROM-Conception Stratégie et mise en oeuvre d | | NPN | 6093027 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE ROMAINVILLE/2 | | 229 889,00 | 20,00% | 275 866,80 | 229 889,00 | 137 211,00 | 59,69% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 7 000,00 | 3,04% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 85 678,00 | 37,27% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093027 14 0011 ROM-Etude développement commercial | | NPN | 6093027 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59/ETS PUB AMENAG RESTRUCTU | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093013 14 0012 BON-VI Etude sociale et chiffrage des évicti | | NPR | 6093013 | 93010 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75/ICF LA SABLIERE SA D'HLM | | 234 000,00 | 19,74% | 280 190,04 | 234 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 144 180,00 | 61,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 89 820,00 | 38,38% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 2 | V |
| 536 6093027 14 0013 ROM-Diagnostic amiante des bâtiments à dém | | NPN | 6093027 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH ROMAINVILLE HABITAT/ | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093023, 6093024 14 0014 PAPSG_SAS_04_études techniques | | NPR, NPN | 6093023, 6093 | 93055 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE PANTIN/219300 | | 300 132,75 | 20,00% | 360 159,30 | 300 132,75 | 150 066,37 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 066,38 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | 5 | V |
| 536 6093014 14 0015 BON-NC Etude réseau de chaleur - approche g | | NPN | 6093014 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75/IMMOBILIERE 3F/552141533 | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093023 14 0016 PAPSG_SAS_05_études préopérationnelles PI | | NPR | 6093023 | 93055 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH DE LA VILLE DE PANTI | | 62 500,00 | 20,00% | 75 000,00 | 62 500,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 31 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 31 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 1 | V |
| 536 6093009 14 0017 MONBAG-LNMA Enquêtes sociales OPHB | | NPN | 6093009 | 93006 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OFFICE PUBLIC HABITAT BA | | 51 350,00 | 20,00% | 61 620,00 | 51 350,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 675,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 25 675,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 4 | V |
| 536 6093021 14 0018 NLS-LON Programmation groupe scolaire , NL | | NPN | 6093021 | 93053 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE NOISY LE SEC/ | | 101 375,00 | 20,00% | 121 650,00 | 101 375,00 | 50 687,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 17 500,00 | 17,26% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 33 187,50 | 32,74% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 536 6093009 14 0019 MONBAG-LNMA Diagnostic des équipements p | | NPN | 6093009 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE BAGNOLET/2193 | | 40 000,00 | 20,00% | 48 000,00 | 40 000,00 | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093023 14 0020 PAPSG_SAS_03_PREOP-Offre commerciale | | NPR | 6093023 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE PRE SAINT GER | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093013 14 0021 BON-VI étude de projet urbain global quartie | | NPR | 6093013 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE VILLEMOMBLE/2 | | 75 000,00 | 20,00% | 90 000,00 | 75 000,00 | 11 995,00 | 15,99% | 14 475,00 | 19,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 22 730,00 | 30,31% | 15 000,00 | 20,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 800,00 | 14,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093013 14 0022 BON-VI études sociales et chiffrage des évic | | NPR | 6093013 | 93077 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH DE VILLEMOMBLE GD PA | | 104 600,00 | 20,00% | 125 520,00 | 104 600,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 83 680,00 | 80,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 920,00 | 20,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 4 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | | | | | | | | | 7 710 134,53 | | 8 849 218,48 | 7 710 134,53 | 604 938,87 | 7,85% | 1 058 170,00 | 13,72% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 0,52% | 2 346 283,72 | 30,43% | 54 587,50 | 0,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 606 154,44 | 46,77% | 365 333,33 | 4,74% | 176 666,67 | 0,00 | | | | |
| **21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 536 6093021 21 0001 Démolition de la tour 19 Paul Verlaine | | NPN | 6093021 | 93053 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 9 022 515,08 | 12,50% | 10 150 390,00 | 9 022 515,08 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | -471 925,45 | -5,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 061 200,00 | 0,00% | 8 433 240,53 | 93,47% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 8 | V |
| ***SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | | | | | | | | | 9 022 515,08 | | 10 150 390,00 | 9 022 515,08 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | -471 925,45 | -5,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 061 200,00 | 0,00% | 8 433 240,53 | 93,47% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 536 6093027 31 0001 Reconstitution de 55 logements sociaux 33 PL | | NPN | 6093027 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/OPH ROMAINVILLE HABITAT/ | | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | V |
| 536 6093021 31 0002 Reconstitution allée du Canada, Reconstituti | | NPN | 6093021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SAEM NOISY LE SEC HABITA | | 2 779 978,00 | 6,85% | 2 970 279,00 | 2 779 978,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 779 978,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 673 251,00 | 96,16% | 2 281 251,00 | 392 000,00 | | | | V |
| 536 6093027 31 0003 Reconstitution de 55 logements sociaux 33 PL | | NPN | 6093027 | 93063 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/SEINE-SAINT-DENIS HABITA | | 10 642 090,69 | 10,00% | 11 706 299,76 | 10 642 090,69 | 552 063,00 | 5,19% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 0,09% | 9 453 627,69 | 88,83% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 626 400,00 | 5,89% | 7 217 837,00 | 67,82% | 5 761 037,00 | 1 456 800,00 | | | 5 | V |
| ***SOUS TOTAL 31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | | | | | | | | | 13 422 068,69 | | 14 676 578,76 | 13 422 068,69 | 552 063,00 | 4,11% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 0,07% | 12 233 605,69 | 91,15% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 626 400,00 | 4,67% | 9 891 088,00 | 73,69% | 8 042 288,00 | 1 848 800,00 | | | | |
| **37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 536 6093027 37 0001 ROM-GS GAGARINE | | NPN | 6093027 | 93063 | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 93/COMMUNE DE ROMAINVILLE/2 | | 12 672 617,63 | 18,58% | 15 027 667,49 | 12 672 617,63 | 8 049 079,68 | 63,52% | 0,00 | 0,00% | 1 700 000,00 | 13,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 75 000,00 | 0,59% | 2 848 537,95 | 22,48% | 75 000,00 | 0,59% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 2 | V |
| ***SOUS TOTAL 37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé*** | | | | | | | | | | | | 12 672 617,63 | | 15 027 667,49 | 12 672 617,63 | 8 049 079,68 | 63,52% | 0,00 | 0,00% | 1 700 000,00 | 13,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 75 000,00 | 0,59% | 2 848 537,95 | 22,48% | 75 000,00 | 0,59% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | | | | | | | | | 42 827 335,93 | | 48 703 854,73 | 42 827 335,93 | 9 206 081,55 | 21,50% | 1 058 170,00 | 2,47% | 1 700 000,00 | 3,97% | 50 000,00 | 0,12% | 14 107 963,96 | 32,94% | 54 587,50 | 0,13% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 136 200,00 | 0,18% | 15 514 332,92 | 36,23% | 10 331 421,33 | 24,12% | 8 218 954,67 | 1 848 800,00 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA
SEINE-SAINT-DENIS

Est Ensemble Grand Paris



# DOCUMENT-CADRE D'ORIENTATIONS STRATEGIQUES

## CONFERENCE INTERCOMMUNALE DU LOGEMENT D'EST ENSEMBLE

MAIRIE DE BAGNOLET · Bobigny GRAND PARIS · BONDY SEINE-SAINT-DENIS · Ville du Pré Saint-Gervais · ville des Lilas · Montreuil.fr · Noisy-le-Sec · ville de Pantin · Ville de Romainville

AORIF · ActionLogement

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**SOMMAIRE**

Introduction ..... 4

Préambule : une ambition majeure, concilier droit au logement et mixité sociale dans le contexte métropolitain ..... 6

Première Partie : Répondre aux objectifs de la Loi Egalité et Citoyenneté en prenant en compte les spécificités du territoire ..... 8

1 - Orientation stratégique 1 : Reloger les publics prioritaires ..... 8

2 - Orientation stratégique 2 : Adapter la politique d'attribution aux spécificités des QPV et aux résidences fragiles du Territoire ..... 10

3 - Orientation stratégique 3 : Favoriser la prise en charge équitable des publics prioritaires et modestes par les organismes de logement social ..... 13

4 - Orientation stratégique 4 : Mettre en place un observatoire de l'occupation du parc social, de l'offre et de la demande ..... 14

5 - Orientation stratégique 5 : Développer les outils d'information et de communication pour les demandeurs de logement social ..... 15

Deuxième Partie : Améliorer les parcours résidentiels des ménages d'Est Ensemble ..... 16

6 - Orientation stratégique 6 : Favoriser les mutations et les échanges de logements ..... 16

7 - Orientation stratégique 7 : Développer une politique d'attribution spécifique sur les logements en PLS pour en faire un levier de la mixité sociale ..... 18

8 - Orientation stratégique 8 : Offrir un parcours résidentiel ascendant aux ménages relogés dans les projets de renouvellement urbain ..... 19

9 - Orientation stratégique 9 : Permettre le relogement des ménages dans le cadre d'opération de résorption de l'habitat indigne ..... 20

Troisième Partie : Mieux accompagner les publics vulnérables dans l'accès et le maintien dans le logement ..... 21

10 - Orientation stratégique 10 : Prévenir les impayés de loyer et les expulsions locatives par une coordination partenariale accrue ..... 21

11 - Orientation stratégique 11 : Favoriser le maintien à domicile des ménages en situation de perte d'autonomie ..... 22

12 - Orientation stratégique 12 : Favoriser l'accès des jeunes ménages au parc social ..... 23

13 - Orientation stratégique 13 : Favoriser l'accès et le maintien dans le parc des personnes souffrant de troubles psychiques ..... 24

14 - Orientation stratégique 14 : Faciliter et accompagner l'accès au logement social des ménages sortant des structures d'hébergement ..... 24

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Introduction

Depuis 2016, Est Ensemble s'est engagé dans l'animation de la conférence intercommunale du logement (CIL), en application des différentes lois encadrant ce dispositif, qui confère un rôle nouveau à l'échelon territorial en matière de politique d'attribution du logement social.

Instaurée par la loi ALUR du 24 mars 2014, la CIL, nouvelle instance de gouvernance, doit définir le cadre général de la politique intercommunale d'attribution des logements, en fixant les objectifs de mixité sociale et d'équilibre à l'échelle du Territoire, les modalités d'attribution des logements et les principes de coopération entre acteurs, en recherchant la simplification des dispositifs existants et une meilleure lisibilité pour les demandeurs. Co-pilotée par l'Etablissement Public Territorial, en appui aux neuf villes du Territoire, et par l'Etat, elle réunit l'ensemble des acteurs du logement social, bailleurs, réservataires, associations d'accompagnement des locataires et de défense du droit au logement.

Cette instance doit élaborer et valider le document-cadre d'orientations stratégiques et donner un avis sur :
- la convention intercommunale d'attribution, qui décline les orientations en engagements quantitatifs pour les bailleurs et les réservataires ;
- le plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur, qui définit les processus nécessaires à leur réalisation.

La loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017 a précisé les attentes réglementaires en matière de politique d'attribution, visant à améliorer l'accès au logement social et à développer la mixité sociale. Elle définit des objectifs quantifiés d'attribution, renforçant la mise en œuvre du droit au logement pour les publics prioritaires, identifiés dans le cadre de l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitat, et la lutte contre la spécialisation sociale du parc de logements sociaux situé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Enfin, la loi ELAN du 23 novembre 2018 introduit des modifications importantes dans le processus d'attribution, telles que l'examen régulier par le bailleur de la situation des occupants de logements sociaux afin de lutter contre la sous-occupation et la sur-occupation, le fonctionnement des attributions en flux et non en stock pour chacun des réservataires et la mise en place obligatoire de la cotation de la demande de logement social.

Après une première réunion de préfiguration en décembre 2016, la CIL d'Est Ensemble a été installée officiellement le 20 juin 2017, séance au cours de laquelle elle a adopté son règlement intérieur.

Est Ensemble a mené depuis une démarche partenariale afin de définir collectivement des orientations stratégiques pour répondre aux enjeux du territoire sur la base du diagnostic partagé de l'offre et de la demande, validé lors de la séance plénière du 19 janvier 2018.

Les orientations stratégiques du document-cadre s'inscrivent dans la continuité de l'ensemble des actions menées par les acteurs sur le Territoire et visent à améliorer durablement la réponse apportée aux ménages résidant dans le Territoire, dans un contexte métropolitain de tension accrue de la demande en logement social et de concurrence entre les publics demandeurs.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Dans un contexte de restructuration du tissu des organismes de logements sociaux, la politique territoriale d'attribution d'Est Ensemble, partagée par les villes, l'Etat et l'ensemble des acteurs du logement social doit relever trois principaux défis :

- Améliorer les réponses aux demandes de logement social, notamment pour les ménages les plus modestes, et contribuer à améliorer le rapprochement de l'offre et de la demande en logement social sur le Territoire ;
- Permettre aux ménages du territoire de s'inscrire dans des parcours résidentiels positifs ;
- Limiter la spécialisation sociale dans les QPV en y adaptant les politiques d'attribution.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Préambule :

## UNE AMBITION MAJEURE : CONCILIER DROIT AU LOGEMENT ET MIXITE SOCIALE DANS LE CONTEXTE METROPOLITAIN

Est Ensemble, territoire de près de 418 000 habitants, occupe une place centrale dans les dynamiques métropolitaines, à la fois par son positionnement au cœur d'importants projets de développement urbain, comme celui de la Plaine de l'Ourcq, bénéficiant globalement d'un potentiel d'intensification et de régénération urbaine d'ampleur, mais également au cœur des logiques métropolitaines de durcissement des inégalités territoriales et des risques de spécialisation sociale.

Ainsi 29% des ménages du Territoire vivent toujours en dessous du seuil de pauvreté, quand ils sont 18% sur l'ensemble de la Métropole et moins de 10% dans certains territoires de l'ouest parisien. Très marquées, les différences de revenus ont également tendance à se renforcer.

La politique territoriale d'attribution s'examine donc à l'aune de dynamiques qui dépassent le cadre d'Est Ensemble et doit s'inscrire dans un objectif de rééquilibrage plus large, au moins à l'échelle métropolitaine, par une solidarité dans l'accueil des ménages les plus modestes et par le développement d'une offre sociale et très sociale dans les territoires aujourd'hui les moins pourvus.

### EST ENSEMBLE, PRINCIPAL TERRITOIRE D'ACCUEIL DES MENAGES MODESTES

Est Ensemble constitue un territoire privilégié d'accueil des ménages modestes au sein de la Métropole du Grand Paris, par l'importance de son parc social, constitué de plus de 70 000 logements en 2017, soit 42% des résidences principales. Au sein de la Métropole, le parc social d'Est Ensemble représente plus de 8% du parc, quand sa population ne représente que 5% des habitants de la MGP. A noter que l'ensemble des Villes du territoire respecte la loi SRU.

Le parc à bas loyer est important : 43% des logements sociaux du Territoire ont un loyer inférieur à 6,17€/m² alors que ce taux n'est que de 35% dans l'ensemble de la Métropole. Il est principalement géré par les OPH, leur parc ayant un loyer moyen de 5,95 €/m² contre 6,8 €/m² pour les logements gérés par les ESH. Ce sont les OPH qui accueillent de manière significative les ménages les plus modestes. Ils gèrent également 70% du parc social situé dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). La majeure partie du parc social d'Est Ensemble a été construite après-guerre, essentiellement durant les années 60 et 70 sur le modèle des grands ensembles, ce qui le rend souvent moins attractif. Ce phénomène a tendance à se renforcer lorsque le logement est situé dans un QPV. 66% des logements à bas loyers sont situés dans les 19 QPV. Ces quartiers concentrent également 55% de l'offre en logements sociaux. De ce fait, les quartiers en politique de la ville sont les premiers territoires d'accueil des ménages très modestes, contribuant fortement à la spécialisation des QPV : 72% des ménages entrés récemment dans un logement social en QPV ont des ressources inférieures au plafond PLAI.

Près d'un tiers du parc social est concerné par un projet de renouvellement urbain, le Territoire comptant 5 projets de renouvellement urbain reconnus d'intérêt national et 7 projets reconnus d'intérêt régional. Les projets en cours d'élaboration pour le NPNRU

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

conduiront à la démolition de près de 2600 logements et à environ 200 restructurations, nécessitant le relogement des locataires.

Par ailleurs, la spécialisation d'Est Ensemble dans l'accueil des ménages les plus modestes est renforcée par la présence particulièrement importante de structures d'accueil et d'hébergement sur le territoire. En effet, le nombre de places pour 1000 habitants est respectivement de 6.67 et de 11.58, bien supérieur à la moyenne métropolitaine de 3.54 et 8.33. Est Ensemble est le second Territoire de la Métropole du Grand Paris en termes d'accueil de nuitées hôtelières et de logements adaptés.

## CONFRONTE A UNE PRESSION CONTINUE DE LA DEMANDE DES MENAGES

Malgré l'importance de l'offre de logement social sur le Territoire, la pression de la demande ne cesse de croître. Le nombre de demandeurs de logements sociaux augmente chaque année : entre 2015 et 2017, les demandes ont progressé de 11% sur le Territoire, passant de 32 450 à 36 000. Parallèlement, le nombre d'attributions de logements sociaux diminue avec 3 773 attributions en 2017, en baisse de 15% par rapport à 2015. Le taux de rotation du parc est particulièrement faible et en baisse (6% en 2015, 5,5% en 2017), notamment pour les logements à bas loyers (moins de 3.8%).

En 2017, même si l'ancienneté moyenne de la demande à Est Ensemble est de 32 mois, inférieure à celle de la MGP, de 35 mois, le délai moyen de satisfaction de la demande reste plus long que celui de la Métropole (39 contre 36 mois).

La demande exprimée sur le Territoire se caractérise également par une précarité plus forte des ménages qu'à l'échelle métropolitaine. Ainsi, le revenu moyen des demandeurs de logement social en 2017, est de 1 080 € par mois par unité de consommation contre 1 260 € à l'échelle de la Métropole du Grand Paris. Il continue de baisser sur le Territoire d'Est Ensemble, quand il reste stable pour la Métropole. Les ménages en dessous du plafond PLAI représentent 78% des demandeurs d'Est Ensemble (contre 69% à l'échelle de la Métropole)

Cette précarité est particulièrement prise en compte par les acteurs du territoire qui accordent une place plus importante aux ménages modestes dans les attributions : le revenu moyen des ménages attributaires est de 1 360 € à l'échelle d'Est Ensemble, contre 1 460 € à l'échelle de la Métropole. 73% des attributions du Territoire ont concerné des ménages en dessous du plafond PLAI, contre une moyenne de 66% pour la Métropole

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Première Partie : Répondre aux objectifs de la Loi Egalité et Citoyenneté en prenant en compte les spécificités du territoire

L'engagement de l'ensemble des acteurs du logement opérant sur Est Ensemble à respecter les objectifs de la Loi Egalité et Citoyenneté, à l'échelle du territoire, doit faire l'objet d'orientations stratégiques visant à en assurer l'effectivité et l'opérationnalité.

Ces engagements s'inscrivent dans la nécessité de trouver des réponses adaptées aux enjeux territoriaux, visant globalement à améliorer la réponse à la demande des ménages du Territoire, en luttant contre la paupérisation de certains secteurs du parc social.

## A - DES OBJECTIFS REGLEMENTAIRES QUASIMENT ATTEINTS MAIS DES PROCESSUS OPERATIONNELS A ADAPTER ET AMELIORER

L'accueil des publics prioritaires et des publics très modestes est important et constant sur le Territoire d'Est Ensemble, à la fois dans le cadre de l'accès au parc social, et du parcours résidentiel en son sein. La réponse aux objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté doit se faire dans la continuité de la réponse d'ores et déjà apportée à ces publics sur le Territoire, en veillant à des politiques d'attribution différenciées sur certains secteurs particulièrement paupérisés.

Les objectifs d'attribution aux publics prioritaires, précisés dans la loi Egalité et Citoyenneté, semblent atteints à l'échelle du territoire, dans des modalités qui restent cependant à améliorer pour favoriser durablement l'insertion locale de ces ménages.

Concernant l'accueil des ménages du 1er quartile hors QPV, l'atteinte des objectifs de la loi pourra se faire par la nécessaire mobilisation autour des relogements des ménages des opérations de démolition des projets de renouvellement urbain du Territoire.

Le respect de ces engagements devra s'accompagner d'une amélioration des outils de suivi afin de permettre à chacun de disposer des données nécessaires à l'évaluation des orientations et des objectifs de la politique territoriale d'attribution.

### 1 - Orientation stratégique 1 : Reloger les publics prioritaires

Les attributions au profit des ménages relevant des publics prioritaires, tels que définis par l'article L.441-1 du code de la construction et de l'habitation sont importantes dans le Territoire.

En comptabilisant l'ensemble des publics relevant des priorités définies par la loi, qu'ils soient labellisés par l'Etat ou non, le Territoire dépasse les objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté : 48% des ménages ayant bénéficié d'une attribution en 2017 semblent répondre aux critères des publics prioritaires, dont 18% de ménages encore non labellisés par les services de l'Etat.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Attendus de la loi Egalité et Citoyenneté | Taux constaté en 2017 | Estimation de la répartition des attributions en 2017*par contingents |
|---|---|---|
| **42,5% des attributions au profit des ménages prioritaires DALO ou, à défaut, aux demandeurs prioritaires.**<br>(100% du contingent préfectoral hors les 5% pour les fonctionnaires + 25% des autres contingents) | **48% de publics prioritaires relogés :**<br>Dont publics prioritaires labellisés (DALO, CCH, PDALHPD, ACD) : **30%** *<br>Dont publics prioritaires au titre du CCH (estimation) non labellisés : **18%** supplémentaires** | - 100% du contingent préfectoral « mal logés » (619)<br>- 23% des attributions d'Action Logement (160)<br>- 20% des attributions des collectivités territoriales (189)<br>- 11% des autres attributions (167) |

**Source : DRIHL, 2017*
*** Source : Espacité, 2017*

Cependant, le processus de labellisation des ménages résidant sur le Territoire répondant aux caractéristiques des ménages prioritaires nécessite une montée en puissance dans un objectif d'équité territoriale et d'égalité d'accès aux droits de l'ensemble des ménages. En effet, en 2017, seulement 7% des demandeurs sont labellisés « publics prioritaires » par l'Etat, alors que déjà 43% mentionnent être hébergés et dépourvus de logements dans leur demande, ce qui constitue un des critères pour être reconnu prioritaire.

Par ailleurs, Est Ensemble est le territoire de la Métropole qui répond le plus à l'objectif d'accès au logement des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO, y consacrant 26% du total des attributions en 2017 ; 11% des attributions aux demandeurs DALO de la Métropole se font sur Est Ensemble, qui représente 5% de la population de la MGP.

Le profil des ménages demandeurs DALO et des publics prioritaires ayant bénéficié d'une attribution sur Est Ensemble[1], est particulièrement modeste et précaire. En 2017, 93% des ménages demandeurs au titre du DALO et souhaitant être relogés sur Est Ensemble avaient des ressources inférieures au PLAI, et 19% étaient au chômage.

La majeure partie des ménages ayant bénéficié d'une attribution au titre du DALO (55%) étaient précédemment logés en dehors de la commune de relogement.

Au-delà de l'enjeu de réponse aux objectifs quantitatifs fixés par la loi Egalité et Citoyenneté, les acteurs du logement social d'Est Ensemble demandent à ce que soit développée une approche plus qualitative des attributions, privilégiant la prise en compte du parcours résidentiel des demandeurs.

En ce sens, les habitants et usagers du territoire reconnus prioritaires, doivent pouvoir y rester s'ils le souhaitent et voir traiter leur demande en prenant en compte leur lien local.

A noter que pour le Territoire, les demandeurs de logement social sortant de structure d'hébergement sont considérés comme prioritaires au même titre que les ménages reconnus prioritaires au titre du DALO.

Au vu de ces éléments, il est proposé que l'ensemble des acteurs du logement intervenant sur le territoire d'Est Ensemble s'engage à étudier les demandes locales des ménages DALO et des ménages prioritaires au titre de l'article L.441-1 du CCH en prenant en compte l'ancrage

[1] Le profil des ménages demandeurs de logement et ayant bénéficié d'une attribution sur le territoire d'Est Ensemble en 2016 est présenté en annexe 7.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

social et territorial des ménages et en particulier leurs liens familiaux, professionnels et médicaux sur les communes d'Est Ensemble.

Aussi, afin de favoriser la réponse aux ménages prioritaires disposant d'un ancrage territorial, l'ensemble des acteurs du logement opérant sur Est Ensemble s'engage à :

- Mobiliser, à l'échelle du Territoire, 25% des attributions de leur contingent pour les ménages DALO, les ménages sortant des structures d'hébergement ou à défaut les publics prioritaires au titre de l'article L.441-1 du CCH ;
- Examiner avec une attention particulière la réponse aux demandes locales, à dossier équivalent, des ménages DALO et des ménages prioritaires, résidant sur le territoire ou y ayant un lien particulier (professionnel, familial, médical) afin de conforter leur ancrage territorial.

Afin de pérenniser ces engagements, le PPGID précisera les modalités opérationnelles de mise en œuvre et de suivi, notamment par la définition :

- des modalités d'identification des ménages prioritaires au titre du L.441-1 du CCH autres que les ménages DALO, en prenant en compte les évolutions du Système National d'Enregistrement (SNE) ;
- du processus d'accompagnement et d'orientation des ménages prioritaires DALO, des sortants de structures d'hébergement et des autres ménages prioritaires.
- d'indicateurs sur le profil des ménages prioritaires au titre du DALO, qu'ils soient bénéficiaires d'une attribution au sein du Territoire ou relogés en dehors.

Afin d'affiner le suivi de ces ménages, les bailleurs sociaux apporteront une attention particulière à l'identification des attributions réalisées au bénéfice des ménages prioritaires dans le SNE et, lors de la radiation, à qualifier aussi précisément que possible le profil du ménage et les caractéristiques du logement attribué. Une attention particulière sera apportée au suivi des ménages prioritaires DALO, ayant bénéficié d'une attribution, qu'elle soit sur le Territoire ou non.

Enfin , afin d'améliorer l'égalité d'accès aux droits de l'ensemble des ménages demandeurs du Territoire, l'Etat veillera à clarifier la procédure de labellisation des ménages répondant aux critères définis dans l'article L441-1 du CCH, auprès de l'ensemble des acteurs du logement d'Est Ensemble, afin de permettre la reconnaissance de l'ensemble des ménages pouvant y prétendre.

## 2 - Orientation stratégique 2 : Adapter la politique d'attribution aux spécificités des QPV et aux résidences fragiles du Territoire

### 2.1- Les attributions de logements pour les ménages du 1er quartile

Les ménages demandeurs de logements du 1er quartile de revenus[2] sont surreprésentés à Est Ensemble avec 31% des demandeurs, contre 21% à l'échelle de la Métropole. 19% des attributions ont été réalisées au profit de demandeurs du 1er quartile en 2017.

Plus de 16% des attributions en dehors des QPV ont bénéficié à des ménages du 1er quartile, ce taux étant certainement en-deçà de la réalité, en raison de statistiques incomplètes sur le

[2] Seuil de 9 126 € par unité de consommation en 2017.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

critère « localisation du logement attribué ». Bien qu'en dessous des attendus de la loi, ce taux reste néanmoins le plus élevé de la Métropole, dont la moyenne des attributions aux ménages du 1er quartile est de 11% en dehors des QPV (les territoires ayant le plus d'attribution en dehors des QPV ayant les taux les plus faibles de relogement des ménages du 1er quartile).

| Attendus de la loi Egalité et Citoyenneté | Taux constaté en 2017 à Est Ensemble |
|---|---|
| **25% des attributions suivies de baux signés réalisées en dehors des QPV au profit des ménages du 1er quartile et pour les ménages relogés dans le cadre du NPNRU** | **16% d'attribution au profit des ménages du 1er quartile en dehors des QPV (source DHUP, 2017)**<br>**Aucun ménage relogé dans le cadre du NPNRU** |

## 2.2– Les attributions de logements pour les ménages à reloger dans le cadre des Projets de Renouvellement Urbain

Les 12 projets de renouvellement urbain prévus sur le Territoire vont générer un important nombre de relogements, échelonnés sur plusieurs années en fonction des démolitions prévues sur le parc social et privé. Au 31 mars 2019, ces relogements concernent les occupants d'environ 2 600 logements sociaux inclus dans des opérations de démolition, auxquelles s'ajoutent environ 200 logements sociaux soumis à des opérations lourdes de restructuration et 200 logements privés indignes. Les diagnostics préalables aux relogements diligentés par les bailleurs sociaux et les opérateurs permettront d'identifier le nombre de ménages souhaitant être relogés en dehors d'un QPV.

Les opérations de relogement dans les PRU sont encadrées par la charte territoriale de relogement d'Est Ensemble adoptée en mai 2018. La charte décrit d'une part, l'engagement des réservataires sur la répartition globale des efforts de relogement et sur la mobilisation annuelle des attributions, et d'autre part, les modalités de déclinaison en chartes locales de relogement, pour prendre en compte les spécificités des projets.

Afin de maintenir un volume d'attributions permettant de répondre aux demandes en logements de droit commun et d'absorber le volume de relogements des ménages, l'ensemble des acteurs du logement social s'engage, dans le cadre de la stratégie habitat liée au renouvellement urbain et de la charte partenariale du suivi de la programmation de logement social, à maintenir le volume actuel de logement social et à produire, dans la mesure du possible, une offre nouvelle suffisante, en amont des démolitions.

Le processus de relogement devra veiller à ne pas mettre en concurrence les différents publics, tout en permettant une fluidité des attributions pour les ménages à reloger. La charte territoriale de relogement prévoit un engagement des réservataires à la fois sur la répartition des efforts de relogement global et sur la mobilisation annuelle des attributions.

Du fait de l'importance des opérations de relogements prévus dans le cadre des PRU du Territoire, maintenir la tendance actuelle de relogement des ménages du 1er quartile hors QPV sera suffisant pour atteindre l'objectif d'attribution hors QPV de la loi Egalité et Citoyenneté d'ici la fin du contrat de ville, en 2022.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

### 2.3 - Les attributions de logements pour les ménages des 2e, 3e et 4e quartiles

Le taux de ménages des 2e, 3e et 4e quartiles attributaires d'un logement en QPV, est de 74%, taux bien au-dessus de l'objectif réglementaire de 50%.

Mais il est probable que ce taux élevé ne corresponde pas réellement au développement de la mixité sociale dans ces quartiers, le taux d'attribution aux ménages du 2ème quartile étant vraisemblablement élevé. Ces dynamiques devront faire l'objet d'un suivi plus approfondi, une fois les données rendues disponibles. Dans cette attente, pour les logements situés en QPV, le relogement des ménages des 3e et 4e quartiles sera privilégié.

| Attendus de la loi Egalité et Citoyenneté | Taux constaté en 2017 à Est Ensemble |
|---|---|
| **Au moins 50% des attributions réalisées en QPV au profit de ménages autres que ceux du 1er quartile** | **74 %** |

Par ailleurs, les QPV du Territoire sont très divers et confrontés à des dynamiques différentes. Ils comprennent 12 projets de renouvellement urbain et certains ont déjà fait l'objet d'une intervention publique forte au cours du PNRU.

Le levier des attributions, à lui seul, ne pourra transformer le fonctionnement résidentiel et social de ces quartiers. La politique spécifique d'attribution ciblée sur les QPV par la loi Egalité et Citoyenneté doit être liée à l'ensemble des actions prévues dans le cadre du Contrat de Ville, intégrant les volets liés aux politiques éducatives et scolaires, à l'amélioration du cadre de vie, ou encore à l'offre socio-culturelle et de loisirs.

Face au risque de spécialisation sociale du territoire, et afin de mieux comprendre les dynamiques propres à chaque QPV sur le Territoire, un référentiel a été élaboré avec l'ensemble des partenaires, recensant la structure du parc de logement, les dynamiques immobilières et les dysfonctionnements sociaux et urbains. Outil de suivi partagé, destiné à l'ensemble des acteurs du logement social, il sera régulièrement mis à jour afin de retranscrire la réalité et les évolutions de chacun de ces quartiers. Il est annexé au présent document.

Sur certains QPV ou résidences particulièrement fragiles, le référentiel préconise des modalités spécifiques d'attribution permettant de développer la mixité sociale. Il précise également les demandes de mise en place de dispositifs spécifiques d'attribution des logements dans les QPV, tels que les commissions de désignation[3]. Prévues par la loi Egalité et Citoyenneté, elles seront mises en place sur demande du Maire, de manière expérimentale, sur quelques QPV, et seront chargées de désigner, d'un commun accord, les candidats pour l'attribution des logements disponibles.

Enfin, afin de diminuer le taux de vacance de certains logements situés en QPV, des dispositifs particuliers de mise en location, à l'instar de la location choisie, seront expérimentés. En partenariat étroit avec les bailleurs sociaux, le recours à des dispositifs de valorisation de ces logements sera recherché (politique de sur-entretien, politique d'attribution d'une pièce supplémentaire, …), notamment quand le taux de refus sera particulièrement élevé.

[3] La Commission de désignation et sa gouvernance sont définies en annexe 10.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Afin de favoriser la mixité sociale dans les QPV, dans le cadre des objectifs réglementaires introduits par la loi Egalité et Citoyenneté, l'ensemble des acteurs du logement social d'Est Ensemble s'engage à :

- Attribuer, à l'échelle du Territoire, 25% des logements hors QPV à des ménages du 1er quartile ou à des ménages à reloger dans le cadre des projets de renouvellement urbain d'Est Ensemble ;
- Favoriser la proposition des logements en QPV pour les ménages des 3e et 4e quartiles, en veillant à maintenir un taux d'attribution pour les ménages autres que ceux du 1er quartile proche de 74% ;
- Favoriser la mobilité résidentielle des ménages en QPV en étudiant prioritairement les demandes de mutations des ménages du 1er quartile souhaitant quitter le quartier, ou des ménages du 3e et 4e quartiles souhaitant y demeurer ;
- Participer aux commissions de désignation qui seront mises en place pour les QPV situés sur les communes pour lesquelles le Maire souhaite expérimenter ce dispositif.

Afin de pérenniser ces engagements, le PPGID précisera les modalités opérationnelles de mise en œuvre et de suivi, notamment par :

- La mise en place de dispositifs de communication et de suivi des commercialisations et des attributions dans les QPV ;
- La définition de dispositifs alternatifs de mise en location des logements en QPV, en cas de taux de refus important.

Par ailleurs, l'ensemble des acteurs du logement intervenant sur le territoire d'Est Ensemble demande à l'Etat d'avoir accès à un état des lieux annuel des attributions sur le Territoire et la Métropole, détaillé pour chaque quartile, permettant de préciser les profils des ménages concernés et leurs parcours résidentiels, par villes.

## 3 - Orientation stratégique 3 : Favoriser la prise en charge équitable des publics prioritaires et modestes par les organismes de logement social

Si Action Logement et les collectivités locales sont proches de l'objectif d'attribution dédié aux publics prioritaires, les bailleurs en sont aujourd'hui plus éloignés avec, en 2017, une estimation de 11% des attributions en moyenne réalisées au profit des publics prioritaires.

Dans le cadre de la Convention Intercommunale d'Attribution, les objectifs d'attribution aux publics prioritaires et aux ménages très modestes seront déclinés en tenant compte de l'état de l'occupation très sociale du parc de chaque bailleur, de son évolution, de la localisation de leur parc et des engagements pris par rapport au relogement dans le cadre des projets de renouvellement urbain et des mutations internes au parc social.

L'élaboration de ces objectifs sera réalisée à partir des données des enquêtes OPS transmises par les bailleurs du Territoire, accessibles prochainement via le portail du GIP-SNE auquel Est Ensemble et les villes auront accès. En l'absence de données, l'objectif de la loi sera appliqué par défaut. Un suivi des objectifs sera réalisé et présenté en CIL chaque année, en lien avec l'état des lieux de l'occupation du parc social.

L'ensemble des acteurs du logement social s'engage à :

- Moduler les objectifs d'attribution en QPV ou dans les résidences fragiles, sur la base d'indicateurs liés à l'occupation très sociale et à son évolution.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## B – UN RENFORCEMENT NECESSAIRE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION

Le diagnostic réalisé en 2017 a mis en évidence les difficultés à recueillir des données sur l'occupation du parc social, son évolution et de mettre en contexte le rapprochement de l'offre et de la demande.

La réalisation d'un diagnostic partagé approfondi et son actualisation régulière sont des prérequis nécessaires pour l'animation de la politique territoriale du logement et pour la définition d'objectifs adaptés au Territoire, progressifs et évolutifs.

### 4 - Orientation stratégique 4 : Mettre en place un observatoire de l'occupation du parc social, de l'offre et de la demande

Les enjeux d'approfondissement du diagnostic sont nombreux, concernant à la fois le profil des demandeurs (notamment pour la différenciation par quartile), la caractérisation de leurs parcours résidentiels, les désignations de candidats qui ne font aujourd'hui l'objet d'aucune analyse consolidée à l'échelle du Territoire, les attributions (avec la distinction QPV/hors QPV, la qualification potentielle de résidences fragiles hors QPV), les refus qui ne peuvent aujourd'hui être analysés, …

Sur la base des données disponibles, en anticipation sur l'évolution des outils actuels (SNE, Portail GIP SNE notamment) et sur la base des outils propres au Territoire (référentiel QPV), un observatoire de l'occupation du parc social, de la demande et des attributions sera mis en place par Est Ensemble, dans le cadre de l'animation de la CIL.

Il évaluera la réalisation des objectifs de la Convention Intercommunale d'Attribution et du Plan Partenarial de la Gestion et de l'Information des Demandeurs, et en tant que de besoin, proposera les pistes d'évolution et d'adaptation dans le cadre de la présentation du bilan annuel à la CIL.

Afin de disposer des outils de suivi nécessaires, l'ensemble des acteurs du logement d'Est Ensemble s'engage à renseigner et transmettre les données et indicateurs nécessaires au suivi des engagements et orientations du présent document.

Les bailleurs sociaux s'engagent à :

- Transmettre régulièrement des données OPS fiabilisées et complètes (dans le cadre du portail GIP-SNE) ;
- Alimenter le Référentiel QPV et en tant que de besoin, à identifier les résidences fragiles hors QPV ;
- Améliorer l'alimentation du SNE sur les données relatives aux attributions, notamment concernant le profil des ménages et la localisation des logements ;
- Assurer un suivi spécifique des attributions sur les logements en PLS et identifier le niveau de ressources des ménages attributaires.

Les réservataires s'engagent à :

- Fournir des données consolidées sur les refus de proposition, en QPV et pour les logements en PLS ;
- Alimenter le Référentiel QPV et en tant que de besoin, à identifier les résidences fragiles hors QPV.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

L'Etat s'engage à :

- Transmettre régulièrement les données sur les demandes et les attributions réalisées pour les ménages prioritaires et les ménages en fonction des quartiles de revenus ;
- Affiner les données disponibles sur le profil des ménages demandeurs et attributaires, pour les catégories de ménages DALO et autres prioritaires et pour la répartition en quartile.

## 5 - Orientation stratégique 5 : Développer les outils d'information et de communication pour les demandeurs de logement social

Au regard du contexte de très forte tension existant sur la demande de logement social, de la complexité persistante du système d'attribution et de la profondeur des évolutions en cours et à venir, la mise en place d'une information claire et lisible pour l'ensemble des demandeurs du Territoire est également une des conditions de la mise en œuvre d'une politique territoriale d'attribution.

En application des attendus de la loi ALUR, le Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur (PPGID) définira le cadre partagé de la gestion de la demande et des attributions, permettant d'améliorer la communication et l'information des demandeurs du Territoire, et de rendre plus lisibles les orientations de la politique d'attribution et les contributions des différents acteurs.

Dans ce cadre, un guide territorial pour les demandeurs de logement social et une communication uniformisée seront élaborés. La création d'un lieu ressources, de type « maison de l'habitat social » sera également expertisée.

Pour garantir l'accès à l'information des ménages du Territoire, Est Ensemble s'engage à :

- Initier la démarche d'élaboration du Plan Partenarial de Gestion et d'Information du Demandeur (PPGID).
- Editer un guide du logement social à destination des demandeurs

Les bailleurs sociaux opérant sur le territoire, s'engagent à :

- Travailler à harmoniser les pratiques d'attribution en Commission d'attribution logement (critères communs sur le taux d'effort et le reste à vivre).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Deuxième Partie : Améliorer les parcours résidentiels des ménages d'Est Ensemble

En complément de la mise en œuvre des objectifs réglementaires de la loi Egalité et Citoyenneté, la politique territoriale d'attribution doit permettre de développer les leviers existants, mis en place par les villes, les bailleurs et les réservataires, à travers l'intensification des pratiques actuelles et/ou à travers la promotion de nouveaux outils, au service de l'amélioration de la réponse aux demandeurs du Territoire.

## 6 - Orientation stratégique 6 : Favoriser les mutations et les échanges de logements

Près d'un tiers de la demande exprimée sur le Territoire provient de ménages déjà locataires du parc social. Le poids des demandeurs de mutation dans les attributions est relativement similaire même si les pratiques actuelles sont très diversifiées (taux de satisfaction des demandes de mutation très différent, selon les villes, selon les bailleurs et selon les réservataires).

Or, le faible taux de rotation et la complexité du système de réservation bloquent souvent les possibilités de parcours résidentiels au sein du parc social, renforçant le sentiment « d'assignation à résidence » de certains locataires.

Développer les mutations permet par ailleurs d'entrer dans un cycle vertueux d'attribution : les demandes de mutation portent principalement sur de plus grands logements (40% des demandes, 43% des attributions) quand les demandes d'accès au parc social portent principalement sur de petits logements (48% de la demande porte sur des T1/T2, pour 39% des attributions) et la satisfaction d'une mutation pour un logement plus grand permet de libérer un logement permettant une nouvelle entrée dans le parc social, une libération de logement permet donc de satisfaire deux demandes différentes.

L'ensemble des acteurs du logement social d'Est Ensemble s'engagent donc à développer les mutations au sein du parc social, afin d'améliorer globalement le parcours résidentiel de l'ensemble des ménages du Territoire.

### 6.1 - Fluidifier la mobilité résidentielle

Face au risque d'augmentation de la pression entre offre et demande pour les locataires du parc social souhaitant changer de logement, afin de lutter contre la diminution continue du taux de rotation et de maintenir les capacités d'attribution, l'ensemble des acteurs du logement social d'Est Ensemble s'engage à augmenter le niveau de réponse aux demandeurs de mutation.

Pour améliorer le parcours résidentiel des ménages, Est Ensemble propose, dans le cadre de la CIA de :

- Fixer des objectifs par bailleur et par réservataire permettant de maintenir à minima le taux actuel de satisfaction des demandes de mutation, à l'échelle du Territoire ;
- Fixer des objectifs annuels de progression dans la réponse aux demandes de mutation par bailleur.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les bailleurs sociaux opérant sur le territoire s'engagent à :

- Définir un dispositif d'accompagnement des ménages en sous-occupation, notamment par le maintien du prix au mètre-carré.

Un dispositif de suivi et d'évaluation des mutations sera mis en place au niveau du Territoire et présenté annuellement en CIL.

### 6.2 - Intégrer les dispositifs existants visant à favoriser les mutations et les échanges

En complément du développement des mutations par les bailleurs et les réservataires, les bourses d'échange, en mettant le demandeur au centre de la démarche, sont également un levier favorisant les parcours résidentiels choisis.

L'AORIF, l'Etat et Action Logement mettent en place en Ile-de-France, le « Pack Mobilité », composé de deux dispositifs expérimentaux sur une durée de 2 ans : « le Protocole Mutations » et la bourse « Echanger-Habiter ».

Le « Protocole Mutations » vise à favoriser les mutations des demandeurs répondant à un des critères suivants : situation de handicap ou de perte d'autonomie, mobilité professionnelle, problème adéquation loyer-ressources, besoin d'adaptation de la taille du logement à la composition du ménage (sous et sur-occupation), quartile de revenus au regard des objectifs d'attribution en et hors QPV.
Il permet au bailleur de mobiliser l'ensemble des libérations de logement sur son patrimoine, pour satisfaire les demandes de mutations qu'il a identifiées, avec un système de compensation automatique et immédiat pour les réservataires concernés.

La bourse d'échange « Echanger Habiter », en cours d'expérimentation sur Paris, sera élargie à l'Ile-de-France au mois de juillet 2019. Dans ce cadre, les locataires, dont le bailleur et le réservataire participent à l'expérimentation, pourront prendre part à une « permutation » de logements, de leur propre initiative.

Afin de faciliter la réalisation des objectifs de mutation sur le territoire d'Est Ensemble, il est proposé aux villes et bailleurs volontaires de :

- Adhérer au « Pack Mobilité » porté par l'AORIF, l'Etat et Action Logement.

Il est proposé aux Villes volontaires de :

- Mettre leur contingent communal à la disposition des bailleurs expérimentant le « Protocole Mutations », de positionner des ménages sur les logements compensés et de suivre les logements via l'outil de suivi de l'AORIF.
- Mettre en place un fichier partagé de demandeurs de mutation dans l'attente d'une évolution des systèmes d'information permettant l'identification des ménages du parc social demandeurs de mutation.

Est Ensemble s'engage à :

- Suivre l'expérimentation du « Pack Mobilité » et en évaluer les effets.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 7 - Orientation stratégique 7 : Développer une politique d'attribution spécifique sur les logements en PLS pour en faire un levier de la mixité sociale

Le Programme Local de l'Habitat d'Est Ensemble, qui continue de s'appliquer dans l'attente de l'approbation du Programme Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement (PMHH), prévoit une diversification de l'offre sociale, en favorisant la production de 20% de logements sociaux en PLS.

Cette offre s'est développée sur le Territoire : entre 2010 et 2015, 1 900 logements PLS ont été livrés, soit 54% de l'offre nouvelle en logement social. Toutefois, le taux de rotation sur ces logements est plus fort que sur le reste du parc social (près du double, par rapport au PLAI) et ces logements sont donc surreprésentés dans les attributions. En 2016, les attributions de logements en PLS représentaient 15% des attributions de logements sociaux (899 logements pour l'année 2016), alors que les demandeurs pouvant y accéder représentent moins de 4% de la demande (1123 demandeurs en 2016).

Le volume important d'attribution pour ces logements nécessite l'élargissement du fichier actuel des demandeurs et une identification spécifique de ce public, qui n'est pas toujours demandeur de logement social. La mise en location de ces logements appelle à la mise en place de dispositifs spécifiques.

A noter que, si elle diversifie l'offre et contribue au développement de la mixité sociale dans le Territoire, ce type de logements n'est pas approprié par nature pour une attribution de logement aux ménages du 1er quartile de revenus. Il est donc proposé de mettre en place un dispositif de suivi spécifique des attributions réalisées sur les logements en PLS et d'évaluer leur impact sur la réalisation des objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté.

Afin d'améliorer la mise en location des PLS du territoire, les bailleurs sociaux opérant sur le territoire s'engagent à :

- Avoir recours à la plateforme Bienvéo de l'USH et développer des circuits alternatifs de mise en location pour attribuer les logements PLS ;
- Assurer un suivi spécifique du profil des ménages relogés sur les logements en PLS, en identifiant plus précisément les ménages des 3e et 4e quartiles de revenus ;
- Favoriser des mises en location spécifiques permettant de capter des demandeurs globalement moins captifs (pièce en plus, politique de remise en état des logements) ;
- Transmettre les informations relatives aux attributions sur des logements PLS avec des minorations de loyer.

Les Villes et les réservataires s'engagent aussi à :

- Améliorer l'identification des candidats potentiels en mettant en place un circuit d'attribution spécifique.

Est Ensemble s'engage à :

- Favoriser le développement de circuits de mise en location différenciés, notamment par la mobilisation des acteurs économiques du territoire.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 8 - Orientation stratégique 8 : Offrir un parcours résidentiel ascendant aux ménages relogés dans les projets de renouvellement urbain

Afin d'encadrer le processus de relogement des nombreux ménages concernés par un relogement dans le cadre des opérations de démolition des projets de renouvellement urbain, une charte territoriale de relogement a été adoptée le 29 mai 2018 par l'ensemble des acteurs du logement opérant sur le territoire d'Est Ensemble.

Cette charte détermine le cadre territorial dans lequel les opérations de relogement seront mises en œuvre, les outils communs qui en permettront le suivi et l'évaluation, ainsi que les principes d'engagement et de coopération des différents partenaires, réservataires et bailleurs. Elle définit les modalités de relogement et d'accompagnement social des ménages dans le cadre des projets de renouvellement urbain et en vue d'assurer leur relogement.

Le relogement devra permettre aux ménages concernés par un projet de renouvellement urbain de bénéficier d'un parcours résidentiel positif respectant leurs besoins et leurs souhaits de localisation. Dans le cadre de ces relogements, les bailleurs s'engagent à respecter des objectifs de maitrise du reste pour vivre des ménages et pourront solliciter les aides à la minoration de loyer de l'ANRU.

Est Ensemble s'engage à faciliter la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble des relogements effectués dans le cadre des opérations de renouvellement urbain du Territoire. Dans ce cadre, plusieurs outils opérationnels de suivi des relogements ont été élaborés et transmis aux équipes en charge de ces opérations.

Les instances territoriales du relogement s'assureront du bon déroulé des opérations de relogement: Le Comité Technique Territorial du Relogement, les Cellules Territoriales de Relogement ainsi que le Comité de Pilotage de Relogement constitué de la CIL et du Comité de Pilotage du renouvellement urbain.
Le Comité Technique Territorial de Relogement se réunira plusieurs fois par an afin d'examiner les bilans consolidés des relogements et des demandes de mobilité résidentielle, de vérifier le respect des engagements de chacun et d'élaborer le bilan annuel des relogements présenté en CIL.
La Cellule Territoriale de Relogement se réunira sur saisine des Villes pour examiner les demandes de mobilité résidentielle extra-communales pour lesquelles une réponse n'a pas pu être apportée dans le cadre local. Cette cellule travaillera dans un cadre partenarial inter-bailleur et inter-réservataire pour contribuer au relogement effectif des ménages.

Afin d'offrir des parcours résidentiels positifs et de garantir le traitement équitable de l'ensemble des ménages concernés par une opération de renouvellement urbain, l'ensemble des acteurs du logement opérant sur Est Ensemble s'engage à :

- Respecter et mettre en œuvre les engagements pris dans la charte territoriale du relogement et les chartes locales de relogement pour les opérations qui les concernent.

Dans ce cadre, les bailleurs s'engagent à :

- Favoriser les livraisons de logement en amont des démolitions

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les villes s'engagent à :

- Mettre en place des Chartes Locales de Relogement et organiser des Cellules locales de Relogement.

Est Ensemble s'engage à :

- Mettre en place le cadre territorial du relogement et veiller au suivi des relogements.

## 9 - Orientation stratégique 9 : Permettre le relogement des ménages dans le cadre d'opération de résorption de l'habitat indigne

Près du quart des demandeurs de logement social d'Est Ensemble est logé dans le parc privé. Or, en 2011, le parc privé potentiellement indigne représentait 9% des résidences principales, soit 8 960 logements, contre 4% à l'échelle de l'Ile-de-France[4].

Est Ensemble assure le pilotage et la conduite de plusieurs dispositifs d'intervention relatifs à l'habitat ancien dégradé et aux copropriétés en difficulté afin d'améliorer l'habitat privé sur le territoire : des opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI), des Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) et un programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD).
Le processus de relogement de ces ménages est encadré par deux documents : la Charte territoriale de Relogement lorsque l'opération est conventionnée avec l'ANRU et la Convention partenariale de relogement et d'hébergement des occupants du parc privé pour l'ensemble des opérations réalisées en dehors du NPNRU.
Ces opérations ont par ailleurs amené à la création d'outils spécifiques (convention droit à construire – relogement, convention de portage de lots en copropriété) qui génèrent des engagements pour les bailleurs signataires, en termes de relogement des occupants.

Par ailleurs, les Villes, au titre de l'exercice des pouvoirs de police spéciale liée à l'habitat, peuvent également être amenées à réaliser des opérations de relogement, souvent dans des délais très court, au vu de l'urgence des situations traitées.

Au regard de l'importance de cette problématique sur le territoire, et du nombre d'opérations engagées par les villes et Est Ensemble pour la résorber, il est nécessaire d'améliorer la prise en compte de la spécificité du relogement de ce type d'opération.

Aussi, les bailleurs, les Villes et les réservataires opérant sur Est Ensemble s'engagent à :

- Faciliter, en fonction des modalités d'intervention, le relogement rapide des ménages concernés par des opérations de lutte contre l'habitat indigne comme prévu par le Plan départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (PDLHI) 2018-2021 élaboré dans le cadre du Plan départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement de la Seine Saint Denis (PDALHPD) ;
- Définir un processus de relogement avec les bailleurs sociaux signataires des chartes existantes pour le relogement des ménages dans les opérations traitant le parc privé (PNRQAD, DILHI) et mobiliser d'autres bailleurs volontaires.

[4] Source : PLH

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Dans le cadre du PPGID, une procédure spécifique de suivi des opérations de relogement liées à la lutte contre l'habitat indigne sera définie. Elle devra permettre de réduire les délais de relogement des ménages et de mieux l'articuler avec les différentes phases opérationnelles. Afin de faciliter le recouvrement des loyers lorsqu'un organisme public se substitue et procède au relogement des ménages, une procédure partagée sera également élaborée.

# Troisième Partie : Mieux accompagner les publics vulnérables dans l'accès et le maintien dans le logement

La démarche de construction partagée et itérative de la politique territoriale d'attribution des logements sociaux s'appuiera sur la consolidation du travail partenarial, notamment par l'inclusion des acteurs de l'accompagnement social et médical, et des acteurs de l'hébergement.

## 10 - Orientation stratégique 10 : Prévenir les impayés de loyer et les expulsions locatives par une coordination partenariale accrue

En 2017, la Commission de Coordination des Actions de Prévention des Expulsions (CCAPEX) de Seine Saint Denis a été saisie 4 500 fois par des bailleurs concernant la situation de locataires en impayés de loyer. Près des deux tiers de ces ménages étaient locataires du parc social.
Instance de prévention des expulsions, la CCAPEX est un des outils prévus par le PDALHPD et la Charte départementale de Prévention des expulsions. Elle est toutefois saisie tardivement dans le cadre de procédure puisqu'en 2017, 67% des situations examinées en étaient au stade de l'expulsion (53% en 2018).

Dans le cadre du renforcement partenarial entre les acteurs du logement social et de l'accompagnement social des ménages, il est proposé de créer une commission de suivi spécifique au sein de la CIL, pour la « mobilité préventive », en privilégiant une approche globale, et l'échanges de pratiques interprofessionnelles, en lien avec les Commissions Départementales de Coordination des Actions de Prévention des expulsions locatives et des Commissions Locales pour Impayés de Loyers (CLIL) , dont les propositions seront déclinées dans le cadre du PPGID.

Les situations de précarité énergétique étant nombreuses sur le Territoire, dans le parc social, ces actions de prévention seront développées également en lien avec le dispositif Ensemble pour l'Energie développé par Est Ensemble dans le cadre de la prévention de la précarité énergétique.

Aussi, afin de prévenir les expulsions locatives, l'ensemble des acteurs du logement social s'engagent à :

- Réduire le nombre de procédures d'expulsions engagées chaque année au profit d'une amélioration de la prévention, notamment dans le cadre du précontentieux ;
- Réduire le nombre d'expulsion effective réalisée chaque année en travaillant collectivement à des solutions alternatives pour éviter la mise à la rue des ménages ;
- Tendre vers un objectif de zéro expulsion sans solution alternative.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Les Villes et les acteurs sociaux, du logement et de l'accompagnement social opérant sur Est Ensemble s'engagent par ailleurs à :

- Participer aux coordinations territoriales, en lien avec la CCAPEX et les CLIL, afin d'améliorer la prise en charge des ménages ;
- Favoriser le recours des ménages aux aides administratives et juridiques ;
- Veiller à la réalisation des démarches DALO pour les ménages en situation d'expulsion.

En complément, les bailleurs s'engagent à :

- S'impliquer dans les commissions de prévention des impayés existantes ou à venir.

Est Ensemble s'engage à :

- Mettre en place une charte territoriale de prévention des impayés, en déclinant sur le Territoire, les engagements du PDALHPD et de la Charte Départementale de Prévention des Expulsions Locatives.

## 11 - Orientation stratégique 11 : Favoriser le maintien à domicile des ménages en situation de perte d'autonomie

Inadaptation du logement, difficultés d'accessibilité des bâtiments, ces éléments peuvent amener des ménages locataires du parc social à émettre une demande, leur logement ne répondant plus de manière adéquate à leur besoin.

13% des demandeurs du Territoire motivent leur demande par un problème de santé ou de handicap. Pour certains, la question du maintien dans les logements pourrait répondre à leur souhait de mobilité, pour d'autres, la mobilité est essentielle à un cadre de vie adapté aux besoins du ménage. En 2016, la demande des ménages de plus de 75 ans est particulièrement faible (2%) quand ils représentent près de 11% des locataires du parc social, et plus de 13% dans le parc social en QPV.

L'état des lieux de cette question doit être approfondi, en lien avec le vieillissement général des occupants du parc social, dans un contexte où celui-ci est parfois non-accessible et peu adaptable. L'approfondissement du diagnostic est d'autant plus nécessaire, que ces ménages sont souvent en situation de sous-occupation, et que le relogement vers un logement plus petit, s'il est souhaité, nécessite un accompagnement spécifique et renforcé de la part du bailleur social.

Afin de favoriser le maintien de ces ménages dans le parc social en utilisant le levier des mutations, et particulièrement dans le cadre du traitement de la sous-occupation, une attention particulière sera apportée à l'accompagnement de ces ménages, notamment par le maintien du reste à charge lié au logement.

Ainsi, pour améliorer la réponse des ménages en situation de perte d'autonomie et présentant des besoins spécifiques, les Villes s'engagent à :

- Développer des actions de sensibilisation et/ou de formation à destination des acteurs de proximité, en développant les partenariats (CCAS, Conseil Départemental, caisses de retraites) ;
- Mettre en place un système de repérage des logements sociaux les plus adaptés au maintien à domicile (proximité des services).

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Parallèlement, les bailleurs sociaux s'engagent à :

- Identifier les logements adaptés et améliorer la prise en charge des occupants et favoriser leur mise en location pour des ménages présentant des besoins spécifiques ;
- Identifier les bâtiments accessibles aux personnes à mobilité réduite ;
- Réaliser les travaux d'adaptation des logements pour les occupants de leur parc.

## 12 - Orientation stratégique 12 : Favoriser l'accès des jeunes ménages au parc social

Concernant l'accueil des jeunes ménages, leur demande est globalement plus souvent satisfaite à Est Ensemble, comme dans l'ensemble de la MGP. Les ménages de moins de 30 ans représentent 24% des attributions sur le Territoire et 27% sur la MGP, quand ils ne sont que 21% parmi les demandeurs d'Est Ensemble et 22% des demandeurs de la Métropole.

Cependant, le rôle du parc social, comme une des premières étapes dans la construction des parcours résidentiels, doit être conforté, notamment dans un Territoire comme Est Ensemble, où le poids des moins de 30 ans est particulièrement important et où la part des 25 ans et plus vivant encore chez leurs parents est supérieure à celle de la Métropole, en augmentation, et particulièrement importante dans les QPV.

Le traitement des demandes de décohabitation des enfants de locataires du parc social est une façon de répondre à ces demandes d'accès au parc. Ces jeunes sont souvent plus au fait des démarches à réaliser pour la demande de logement social et s'engagent plus facilement dans cette démarche. Par ailleurs, le traitement de la décohabitation permet parfois d'éviter de traiter une demande de mutation des parents vers un logement plus grand, souvent difficile à satisfaire. Ainsi, dans le cadre des demandes de décohabitation, la situation locative de l'ensemble de la famille sera analysée afin de répondre au mieux à l'ensemble des besoins de la cellule familiale.

L'accès au parc social n'est toutefois pas toujours aisé du fait de la tension particulièrement importante sur les petits logements. Dans le cadre des dispositions prévues par la Loi Elan, il est proposé de développer les dispositifs de colocation ou de location intergénérationnelle dans le parc social.

Les réservataires opérant sur Est Ensemble s'engagent à :

- Continuer à favoriser l'accès des jeunes au parc social en examinant les demandes relevant de leur intervention de façon privilégiée.

Les bailleurs présents sur Est Ensemble s'engagent à :

- Identifier les logements disponibles pour expérimenter des dispositifs de colocation et/ou de location intergénérationnelle.

Est Ensemble et les Villes volontaires s'engagent à :

- Définir les modalités d'identification des besoins en colocation ;
- Mettre en place le cas échéant, un fichier de demandeurs de colocation.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## 13 - Orientation stratégique 13 : Favoriser l'accès et le maintien dans le parc des personnes souffrant de troubles psychiques

Pour les personnes souffrant de troubles ou de pathologies psychiques, l'accès et le maintien dans le logement, central dans la prise en charge et le rétablissement, sont parfois remis en cause, du fait de leur état de santé. Or, la rupture résidentielle impacte toutes les dimensions de la personne (rupture de prise en charge tant au niveau social, thérapeutique, professionnel, familial) et augmente la situation de handicap de ces personnes.

Par ailleurs, les acteurs du logement, et en premier lieu les bailleurs sociaux, sont régulièrement confrontés à des locataires en souffrance psychique face auxquels ils sont démunis et pour lesquels ils ne disposent pas des réponses adéquates.

De nombreux acteurs sont d'ores et déjà mobilisés sur le Territoire pour prévenir les ruptures de prise en charge par un accès ou un maintien adapté dans un logement. Ils s'appuient notamment sur l'existence de trois Conseils Locaux de Santé Mentale sur le Territoire et sur l'implication active de plusieurs associations (UNAFAM, Iris Messidor, Interlogement93, Vivre et Devenir, Bol d'air, UDAF 93, …). Le réseau médical est également relativement important sur l'ensemble du Territoire, même si les partenariats avec les acteurs du logement sont de nature et d'importance diverses.

Face à ces situations parfois complexes et afin de prévenir toute rupture, Est Ensemble et les Villes s'engagent à :

- Développer les liens entre les acteurs médico-sociaux et du logement et soutenir la mise en place de dispositifs innovants, notamment dans le cadre d'appels à projet régionaux ou nationaux concernant le logement inclusif.

Dans le cadre de la réponse aux appels à projet sur le logement inclusif, les réservataires s'engagent à :

- Mettre à disposition 1 ou 2 logements de leur contingent pour permettre des expérimentations locales sur les Villes volontaires.

## 14 - Orientation stratégique 14 : Faciliter et accompagner l'accès au logement social des ménages sortant des structures d'hébergement

Les professionnels de l'action sociale et du médico-social accompagnent au quotidien des ménages logés dans le parc social et dans les structures d'hébergement. De nombreuses actions locales de coopération existent, permettant de traiter de manière adaptée les demandes singulières des demandeurs de logement social, au plus près des nombreuses actions nécessaires (accompagnement social, scolaire, médical, …).

Afin de favoriser la prise en charge des ménages en situation de précarité résidentielle résidant sur le Territoire, Est Ensemble mettra en place une instance territoriale de coordination avec le SIAO afin de veiller à fluidifier les parcours résidentiels entre les structures de l'hébergement et du logement, et de favoriser la prise en charge adaptée des personnes en situation de vulnérabilité afin de favoriser leur accès ou leur maintien dans le parc.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Cette instance devra permettre de donner de la lisibilité aux réservataires sur les orientations proposées par le SIAO dans le cadre de l'accès au logement social des ménages sortant d'hébergement, dans le respect des données personnelles et individuelles relatives au suivi social et à la santé des ménages, afin de faciliter leur positionnement et d'assurer les continuités de prise en charge par les services locaux.

Est Ensemble s'engage à :

- Mettre en place un cadre territorial de suivi, partagé entre acteurs de l'accompagnement et acteurs du logement social, dans le cadre des actions portées par le PDALHPD

L'ensemble des acteurs du logement et de l'insertion opérant sur le territoire s'engage à:

- Définir les modalités d'investissement dans le cadre territorial de suivi des ménages vulnérables, dans le cadre de compétences partagées ;
- Participer à l'amélioration de la prise en charge des ménages vulnérables, occupants du parc social ou nouveaux entrants.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# 4 - SUIVI ET EVALUATION

Le présent document-cadre d'orientations stratégiques engage l'ensemble des signataires à réaliser la totalité des actions nécessaires pour atteindre les objectifs partagés décrits dans les 14 orientations stratégiques.

Ses orientations et engagements feront l'objet d'une évaluation annuelle présentée en séance plénière de la Conférence Intercommunale du Logement et seront déclinés en objectifs opérationnels dans la CIA et par la mise en œuvre de dispositifs partenariaux dans le cadre du PPGID.

Comme le prévoit l'article L441-1-6 du CCH, une Commission de coordination sera mise en place et assurera le rôle de suivi et d'évaluation des orientations de la CIL.

Cette commission est composée du représentant de l'Etat dans le département, des Maires des Communes ou de leurs représentants, de représentants du Département, de représentants des bailleurs sociaux présents sur le territoire, de représentants des titulaires de droits de réservation et de représentants des associations dont l'un des objets est l'insertion ou le logement des personnes défavorisées qui œuvrent dans le département. La commission se dotera d'un règlement intérieur.

Elle se réunira au moins une fois par trimestre, pour évaluer le niveau de réalisation des différents engagements et préparera l'évaluation annuelle qui sera présentée en CIL.
Afin de mener l'ensemble de ses missions, elle pourra composer plusieurs groupes de travail thématiques qui œuvreront sur les 4 champs d'action suivants :
- Les publics prioritaires et les modalités d'attribution liées à la loi Egalité et Citoyenneté.
- L'offre et la demande de logement social en QPV et hors QPV.
- Les mutations internes au parc social
- Les modalités de relogements dans les PRU et les opérations RHI

L'ensemble de ces travaux s'appuiera sur le travail de suivi réalisé par l'observatoire territorial de l'occupation du parc social et des attributions qui sera mis en œuvre.

Parallèlement, deux Commissions partenariales sont créées et se réunissent autant que de besoin :

- une Commission de prévention des expulsions locatives qui, dans le cadre d'une approche globale et interprofessionnelle, se charge de mettre en place des actions en vue d'atteindre un objectif de « zéro expulsion sans solution alternative » due à un logement dont le loyer et les charges sont en inadéquation avec les ressources du ménage, ou bien lorsque le locataire souffre de troubles psycho-sociaux. La commission assure le suivi de certaines situations et favorise la mobilité préventive.

- une Commission de suivi des personnes vulnérables qui réunit les acteurs de l'action sociale, de l'insertion et du médico-social afin d'œuvrer, dans le respect des données personnelles des ménages, à une prise en charge adaptée des personnes en situation de vulnérabilité pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le parc social.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# TABLE DES ANNEXES

p. 28 : Annexe 1- Le calendrier de la mise en œuvre des orientations de la CIL

p. 29 : Annexe 2 – La liste des indicateurs de suivi et d'évaluation

p. 31 : Annexe 3 - L'offre d'hébergement et de logements adaptés présente sur le Territoire d'Est Ensemble

p. 33 : Annexe 4- Les ménages reconnus DALO en 2016 par commune de la Métropole du Grand Paris

p.34 : Annexe 5 – Le projet de document de cadre régional pour l'accès au logement social des ménages prioritaires définis à l'article L. 441-1 du CCH

p. 38 : Annexe 6 - Les critères de labellisation DALO

p. 39 : Annexe 7 - Les profils des ménages demandeurs de logement et ayant bénéficié d'une attribution sur le Territoire d'Est Ensemble en 2016

p. 40 : Annexe 8 - Les indicateurs communaux de la demande et de l'offre sur Est Ensemble

p. 43 : Annexe 9 - La répartition des ménages DALO et prioritaires dans la demande et les attributions réalisées sur le Territoire

p. 44 : Annexe 10 - La commission de désignation

p. 45 : Annexe 11 - Le référentiel QPV d'Est Ensemble et les préconisations en matière d'attribution

p. 51 : Annexe 12 - La contribution d'Action Logement Service relative au document cadre d'orientations stratégiques d'Est Ensemble

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 1 : Le calendrier de la mise en œuvre des orientations

<table>
<tr><th></th><th>2019</th><th>2020</th><th>2021</th></tr>
<tr><td rowspan="2">CIL</td><td rowspan="2">O7: Bilan relogements, état des lieux mobilité résidentielle et suivi des engagements</td><td colspan="2">O4 : Mise en place de l'Observatoire territorial de l'occupation du parc social et des attributions</td></tr>
<tr><td>O1 - O6: Présentation du bilan 2019 des objectifs LEC et mutations</td><td>O3: Mise en place d'objectifs différenciés par bailleurs</td></tr>
<tr><td rowspan="6">CIA</td><td>O1: Suivi des objectifs LEC</td><td>O1 : Déclinaison des objectifs LEC</td><td>O1 : Déclinaison des objectifs LEC</td></tr>
<tr><td>O6: Objectifs de mutations</td><td>O6: Objectifs de mutations</td><td rowspan="2">O6: Evaluation Pack Mobilité</td></tr>
<tr><td>O6: Suivi indicateurs bourse d'échanges</td><td>O6: Suivi indicateurs bourse d'échanges</td></tr>
<tr><td></td><td>O7: Suivi indicateurs PLS</td><td>O7: Suivi indicateurs PLS</td></tr>
<tr><td>O8: Suivi des relogements</td><td>O8/O9: Suivi des relogements</td><td>O8/O9: Suivi des relogements</td></tr>
<tr><td></td><td>O10: Suivi prévention des expulsions</td><td>O10: Suivi prévention des expulsions</td></tr>
<tr><td rowspan="11">PPGID</td><td>O1: Procédure partagée de labellisation des publics et modalités de suivi</td><td>O1: Outil d'identification des publics DALO et prioritaires</td><td>O5: Mise en place de l'harmonisation des candidatures</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">O2: Expérimentation commission de désignation</td></tr>
<tr><td></td><td colspan="2">O2 et O7: Modalités de commercialisation différenciée en QPV et pour PLS</td></tr>
<tr><td></td><td>O5 : Communication uniformisée et guide territorial</td><td>O5 : Faisabilité Maison Habitat Social</td></tr>
<tr><td colspan="3">O6: Expérimenter la bourse d'échange et le dispositif des mutations-cibles de l'AORIF</td></tr>
<tr><td>O6: Fichier partagé des demandeurs de mutation</td><td>O6: Maintien prix au mètre carré pour les mutations</td><td rowspan="4">Mise en œuvre de la gestion en flux et de la cotation.</td></tr>
<tr><td>O7: Mise en place de dispositifs spécifiques de commercialisation des PLS</td><td>O7: Suivi et évaluation des dispositifs spécifiques de commercialisation des PLS</td></tr>
<tr><td>O8 Instances Territoriales de suivi des relogements</td><td></td></tr>
<tr><td>O8: Mise en place des Chartes locales</td><td>O9: Procédure ménages relogés RHI</td></tr>
<tr><td rowspan="5"></td><td rowspan="2">O10-O11-O13-O14: Mise en place du cadre territorial de coordination pour fluidifier les parcours résidentiels des ménages vulnérables</td><td>O11: Procédure pour faciliter l'adaptation des logements</td></tr>
<tr><td>O10: Expérimentation dispositifs alternatifs aux expulsions locatives</td></tr>
<tr><td colspan="2">O12: Fichier des demandeurs de colocation</td></tr>
<tr><td colspan="2">O12: Expérimentation dispositif de colocation et logement intergénérationnel</td></tr>
<tr><td>O10: Mise en place du cadre territorial de prévention des expulsions locatives</td><td></td></tr>
</table>

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

# Annexe 2 : La liste des indicateurs de suivi et d'évaluation

| | | Synthèse des indicateurs d'évaluation et dispositifs mis en œuvre | | |
|---|---|---|---|---|
| | | **CIL** | **CIA**<br>Suivi des indicateurs suivants | **PPGID**<br>Dispositifs à mettre en place |
| O1: Améliorer le parcours rés des pub prio et modestes | **O1** | - Présentation du bilan annuel des attributions lors de la CIL | - Nombre de demandeurs reconnus DALO et labellisés par an et par commune | - Procédure partagée de labellisation des publics et modalités de suivi |
| | | | -Taux d'attribution aux demandeurs prioritaires et atteinte de l'objectif de 42,5% d'attribution pour les publics prioritaires | - Utilisation d'un outil commun pour faciliter l'identification des demandeurs dans l'attente des évolutions du SNE |
| | | | - Taux d'attribution aux publics prioritaires DALO et aux autres publics prioritaires | |
| | | | - Taux d'attribution aux demandeurs prioritaires présentant un ancrage local | |
| | | | - Taux d'attribution aux sortants de structures d'hébergement | |
| O2: Adapter la politique d'attribution aux spécificités des QPV | **O2** | - Suivi et mise à jour du Référentiel QPV<br>- Suivi de l'évolution de l'occupation du parc social en QPV et des résidences fragiles | - Objectifs de mutation des ménages des 3e et 4e quartiles souhaitant rester dans les QPV<br>- Taux d'attribution aux ménages du 2e, 3e et 4e quartile<br>- Taux de satisfaction des demandes de mutation pour les ménages du 1er quartile | -Mise en place de Commission de désignation dans certains QPV sur décision du Maire<br>- Dispositif de "vacance technique" dans certains QPV<br>- Dispositif de communication et de suivi des commercialisations et d'attribution dans les QPV. |
| O3: Prise en charge équitable | **O3** | - Suivi et présentation des objectifs<br>- Actualisation du Réferentiel QPV | - Définition et mise en place d'objectifs différenciés par organismes HLM | |
| O 4: Mise en place d'un observatoire de l'occupation du parc social | **O4** | - Mise en place de l'Observatoire territorial de l'occupation du parc social et des attributions<br>- Présentation du bilan annuel des attributions lors de la CIL | - Analyse des données OPS<br>-Taux d'attribution en fonction des quartile de revenus<br>- Taux d'attribution en et hors QPV | |
| O5: Développer les outils d'information et de communication | **O5** | | | - Elaborer le PPGID<br>- Editer un guide du logement social<br>- Travailler à harmoniser les pratiques d'attribution en CAL |
| O6: Développer les mutations et les échanges | **O6** | - Présentation annuelle du dispositif de suivi des mutations du Territoire et évaluation du Pack Mobilité | 6-1: Fluidifier la mobilité résidentielle:<br>- Fixer des objectifs annuels de progression dans la réponse aux demandes de mutation par bailleur et par réservataire<br>- Nombre de mutations réalisées par an, par bailleur et par motif de demande<br>- Evolution du taux de satisfaction des demandeurs de mutation, par typologie | 6-1:<br>- Fichier partagé des demandeurs de mutation en attente de l'évolution du SNE<br>- Dispositif de maintien du prix au mètre carré |
| | | | 6-2: Intégrer les dispositifs existants:<br>- Nombre de villes adhérant au Pack Mobilité<br>- Nombre d'échanges de logements réalisés chaque année<br>- Nombre de mutations réalisées dans le cadre du Protocole Mutation | |
| O7: Politique d'attribution spécifique pour les PLS | **O7** | | - Taux de rotation dans les logements en PLS<br>- Taux d'attribution à des ménages des quartiles 2, 3 et 4 pour des logements en PLS.<br>- Suivi des minorations de loyer | - Communication et moyens d'information différenciés tels que la plateforme Bienvéo<br>- Favoriser la remise en état des logements PLS |
| O8: Permettre le parcours résidentiel ascendant des ménages relogés | **O8** | - Bilans des relogements des PRU<br>- Etat des lieux des demandes de mobilité résidentielle<br>- Suivi des engagements: Taux de ménages relogés par réservataire et par bailleur | - Engagements des réservataires en flux déclinés dans la CIA | - Suivi de la Cellule Territoriale de Relogement et du Comité Technique Territorial de Relogement<br><br>- Suivi des enquêtes de satisfaction |
| | | - Suivi des indicateurs d'impacts : maîtrise du reste à charge, satisfaction des souhaits résidentiels des ménages, relogement dans le neuf et le conventionné de moins de 5 ans, relogement hors site/hors QPV. | | |
| O9: Permettre le relogement des ménages des opérations de RHI | **O9** | | - Taux de ménages relogés par réservataire et par bailleur<br>- Délais de relogement des ménages concernés | - Procédure de prise en charge des ménages relogés dans le cadre des opérations de RHI<br>- Procédure partagée de recouvrement des loyers |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | Synthèse des indicateurs d'évaluation et dispositifs mis en œuvre | | |
|---|---|---|---|---|
| | | **CIL** | **CIA**<br>Suivi des indicateurs suivants | **PPGID**<br>Dispositifs à mettre en place |
| O10: Prévenir les impayés et les expulsions locatives | **O10** | - Tendre vers un objectif zéro expulsion sans solution alternative due à un logement trop cher ou à des troubles psycho-sociaux | - Nombre de procédure d'expulsion engagée et effective par bailleur<br>- Nombre de ménages accompagnés dans le cadre d'une dette locative par bailleur et par ville<br>- Nombre d'action d'intermédiation locative ou de prise en charge par des structures adaptées en vue d'éviter une mise à la rue<br>- Nombre de ménages en procédure d'expulsion et labellisés | - Coordination territoriale de l'ensemble des acteurs de la prévention des expulsions locatives<br>- Améliorer la reconnaissance DALO et le recours aux aides administratives et juridiques<br>- Mettre en place des dispositifs alternatifs à l'expulsion locative |
| O11: Favoriser le maintien à domicile des ménages en situation de perte d'autonomie | **O11** | | - Nombre de logements adaptés chaque année par bailleur<br>- Nombre de logements adaptés et accessibles aux personnes à mobilité réduite par bailleur | - Mise en place d'un système de repérage des logements sociaux les plus adaptés au maintien à domicile<br>- Réalisation d'action de formation et de sensibilisation<br>- Favoriser la mise en place de procédures pour faciliter la réalisation de travaux d'adaptation |
| O12: Favoriser l'accès des jeunes ménages au parc social | **O12** | | - Nombre d'attributions réalisées chaque année à des jeunes ménages par contingent<br>- Nombre d'attribution à des décohabitants<br>- Nombre de ménages s'inscrivant chaque année sur les fichiers de demandeurs de colocation<br>- Nombre de logements identifiés pour mettre en place des dispositifs de colocation ou de location intergénérationnelle | - Favoriser la mise en place technique d'un fichier de demandeurs de colocation à l'échelle du Territoire |
| O13: Favoriser l'accès et le maintien dans le parc des personnes souffrant de troubles psychiques | **O13** | | - Nombre de logements mis à disposition | - Favoriser le développement des liens entre les partenaires<br>- Mise en place de la copordination dans le cadre des appels à projet |
| O14 Faciliter et accompagner l'accès au logement social des ménages sortant d'hébergement | **O14** | | | - Mise en place d'un cadre territorial de suivi |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 3 : L'offre d'hébergement et de logements adaptés présente sur le Territoire d'Est Ensemble

Présentation de l'offre d'hébergement et de logements adaptés sur Est Ensemble et la Métropole

| | | Places en hébergement pérenne | | Recours aux nuitées hôtelières | | Logements adaptés et pensions de famille | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Population totale (RP Insee 2014) | Nombre de places | Nombre de places pour 1 000 habitants | Nombre de places | Nombre de places pour 1 000 habitants | Nombre de places | Nombre de places pour 1 000 habitants |
| **Est Ensemble** | 407 717 | 930 | 2,28 | 2 720 | 6,67 | 4 722* | 11,58 |
| **Métropole du Grand Paris** | 6 999 097 | 18 634 | 2,66 | 24 761 | 3,54 | 58 289 | 8,33 |
| **Région Ile de France** | 12 027 565 | 273 810 | 2,28 | 40 000 | 3,33 | 82 062 | 6,82 |

* Dont 2973 places en FTM soit 62% de l'offre en logements adaptés d'Est Ensemble

Source : « *Diagnostic du Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement de la Métropole du Grand Paris* », Métropole du Grand Paris, APUR, Février 2018.

**Les dispositifs d'hébergement pérenne** sont constitués :
- du dispositif dit généraliste, qui regroupe les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) et les centres d'hébergement d'urgence (CHU)
- du dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés, qui regroupe différentes structures dont les centres d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), les centres provisoires d'hébergement (CPH) et l'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile

**Les nuitées hôtelières** correspondent au dispositif d'urgence de mise à l'abri, du fait de l'engorgement des structures d'hébergement d'urgence, financés par l'Etat (les nuitées financées par le Département au titre de l'aide sociale à l'enfance ne sont pas comptabilisées ci-dessus) dans le cadre du 115.
Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus présentent l'état de la situation la nuit du 29 au 30 novembre 2016.

**L'offre de logements adaptés** est constituée par les résidences sociales (RS), les foyers de jeunes travailleurs (FTJ) et les foyers de travailleurs migrants (FTM). Ces dispositifs, exceptés les FTM, ont vocation à être temporaires (maximum 24 mois). Ils doivent répondre aux besoins en logement de personnes en capacité d'occuper un logement autonome mais éprouvant des difficultés particulières d'ordre économique ou sociale. Généralement, ce sont des résidences associant des appartements privatifs, parfois partagés, et des espaces collectifs.

**Les pensions de famille ou maisons relais** sont destinées à l'accueil de personnes au faible niveau de ressources, dans une situation d'isolement ou d'exclusion lourde, et dont la situation sociale ou psychologique, voire psychiatrique, rend impossible à échéance prévisible leur accès à un logement ordinaire. Elles s'adressent de manière privilégiée aux personnes fréquentant ou ayant fréquenté de façon répétitive les structures d'hébergement provisoire et qui ne relèvent pas des structures d'insertion de type CHRS ni d'un logement autonome.

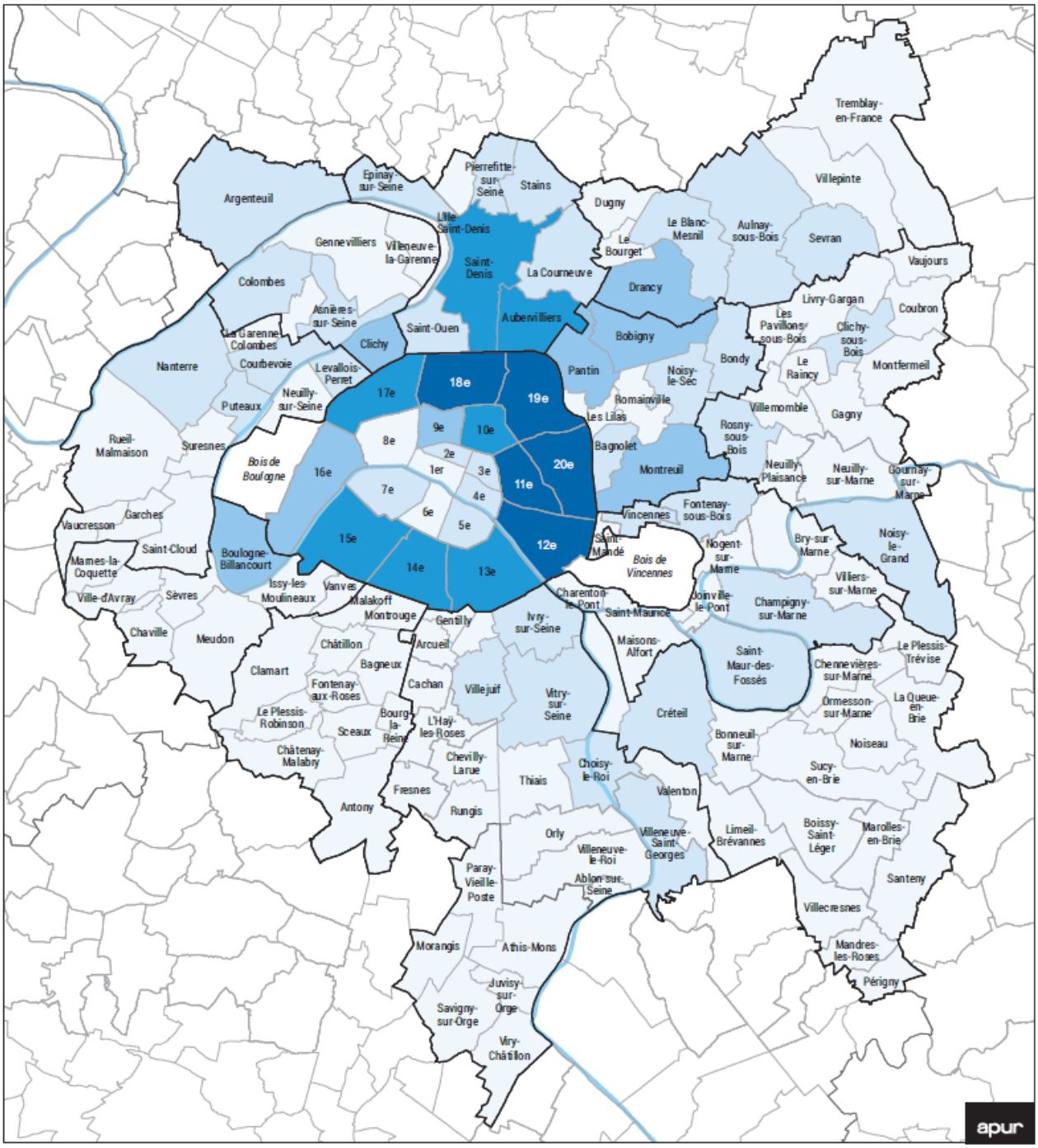
DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Etat du plan de traitement des Foyers de Travailleurs Migrants présents sur Est Ensemble | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Commune** | **Nom du FTM** | **Propriétaire / Gestionnaire** | **Capacité Nombre de place** | **Etat du traitement** |
| **Bagnolet** | Résidence Robespierre | ADOMA/ADOMA | 392 | PSP 2022-2026 |
| **Bobigny** | République | RSF/ADEF | 300 | Engagé |
| **Bondy** | Ourcq | ADOMA/ADOMA | 228 | PSP 2022-2026 |
| **Montreuil** | Branly | ADOMA/ADOMA | 195 | Non engagé |
| | Roche Brune | ANTIN/COALLIA | 430 | Non engagé |
| | Bara | ANTIN/COALLIA | 410 | En cours |
| | La Noue | ADOMA/ADOMA | 354 | Non engagé |
| **Noisy le Sec** | Les Noyers | ADOMA/ADOMA | 152 | NR |
| **Pantin** | Davout | ADOMA/ADOMA | 211 | En projet |
| **Romainville** | Paul De Koch | ADOMA/ADOMA | 301 | En projet |
| **Total** | | | **2973** | |

Source : « *Le plan de traitement des foyers de travailleurs migrants en Seine-Saint-Denis. Enjeux à l'échelle d'Est Ensemble* », DRIHL, Unité départementale de la Seine Saint Denis, mai 2018.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 4 : Les ménages reconnus DALO en 2016 par commune de la Métropole du Grand Paris




**LES DEMANDES DALO, 2016**

**Nombre de demandeurs DALO (commune de résidence du demandeur)**

- Plus de 1 000
- De 500 à 1 000
- De 250 à 500
- De 100 à 250
- Moins de 100
- Limite EPT

Source : SNE attribution en 2016, extraction réalisée au 02/02/2017

Source : APUR, « *Une forte pression de sur le parc de logement social de la Métropole du Grand Paris* », Note 140, Décembre 2018.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 5 : Le projet de document de cadre régional pour l'accès au logement social des ménages prioritaires définis à l'article L. 441-1 du CCH

Le tableau ci-dessous présente le projet de cadrage régional pour l'accès au logement social des ménages prioritaires définis à l'article L.441-1 du CCH. Il s'agit d'une version provisoire faisant l'objet d'échange avec l'AORIF et Action Logement, le document final sera substitué à celui-ci dès lors que ces critères auront été validés.

| Critères de priorité du L. 441-1 du CCH | Périmètre | Justificatifs à produire | Au moment de la labellisation |
|---|---|---|---|
| a) Personnes en situation de handicap, au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap | Les personnes justifiant d'un handicap :<br>- le titulaire de la demande de logement social<br>- le co-titulaire (conjoints mariés, pacsés, concubins mais aussi toute personne majeure, non à charge, qui sera signataire du bail)<br>- la personne qui est, sur l'avis d'imposition, rattachée au foyer fiscal du titulaire de la demande ou d'un éventuel co-titulaire. | Justificatif de la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), bénéficiaires de l'AAH (taux 80%), AEEH, pension d'invalidité, attestation CAF.<br>Avis d'IR<br>Bail et tout complément qui prouve inadaptation du logement au handicap. | Justificatif de la MDPH en cours de validité |
| b) Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique mentionné au 9° de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles | Les personnes justifiant leur séjour dans des appartements de coordination thérapeutique et en Lits d'accueil médicalisés (LAM). | Certificat de l'établissement et fiche AFFIL. | Le demandeur doit toujours être en séjour au sein d'un des établissements et être identifié comme étant prêt au relogement |
| c) Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion social | Les ménages mal logés dont les ressources sont comprises au sein du 1er quartile (seuil de 9 346 € en 2018 en Ile-de-France). | Tout élément attestant la situation de mal logement.<br>Avis d'IR<br>Justificatifs délivrés par la CAF | |
| | (f) les ménages exposés à des situations d'habitat indigne. | (f) Bail ; Justificatif de domicile ; Arrêté communal ou préfectoral précisant l'insalubrité remédiable avec constat de carence ou l'insalubrité irrémédiable. | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | |
|---|---|---|---|
| | (j) les ménages ayant à leur charge un enfant mineur et logés dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent. | (j) Avis d'IR ; Bail ; Attestation de la CAF. | |
| | (k) les ménages dépourvus de logement, y compris ceux qui sont hébergés par des tiers. | (k) Document justifiant l'hébergement par un tiers et attestation de l'hébergeant ou Attestation du travailleur social ou attestation de domiciliation (pour les SDF). | |
| d) Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition | Les personnes justifiant leur hébergement ou logement temporaire dans ces dispositifs ou structures : CHU, CHS, CHRS, CADA, intermédiation locative, FTJ, FTM, ALT, centres maternels, nuitées d'hôtel, résidences sociales, maisons-relais. | Justificatif de l'établissement ou du service compétent<br>ou<br>Fiche AFFIL si SIAO. | Les demandeurs doivent être présents dans les établissements ou services désignés et prêts au relogement. |
| e) Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée (c'est-à-dire à partir de douze mois, selon l'INSEE) | Les personnes justifiant d'une période de chômage supérieure à 1 an. | Justificatif délivré par Pôle emploi<br>Condition ressources < 50 % PLUS<br>Contrat de travail de moins de 12 mois. | |
| f) Personnes exposées à des situations d'habitat indigne | Les ménages vivant dans un logement insalubre, impropre à l'habitation ou frappé de péril. | Bail<br>Justificatif de domicile<br>Arrêté communal ou préfectoral précisant l'insalubrité remédiable avec constat de carence, l'insalubrité irrémédiable, péril.<br>Arrêté portant interdiction temporaire ou définitive d'habiter et d'utiliser les lieux.<br>Avis de constat de carence. | Validité des justificatifs :<br>- de moins de 3 mois pour le justificatif de domicile,<br>- de moins de 2 ans pour les arrêtés communaux ou préfectoraux |
| g) Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de | Les personnes citées dans l'article de loi. | Justificatifs à produire (et énoncé dans la loi) : dépôt de plainte, attestation par une décision du juge prise en application de l'article 257 du code civil ou par une ordonnance de protection délivrée par le JAF en application du titre XIV du livre 1er du même code. | Validité du justificatif à 24 mois |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

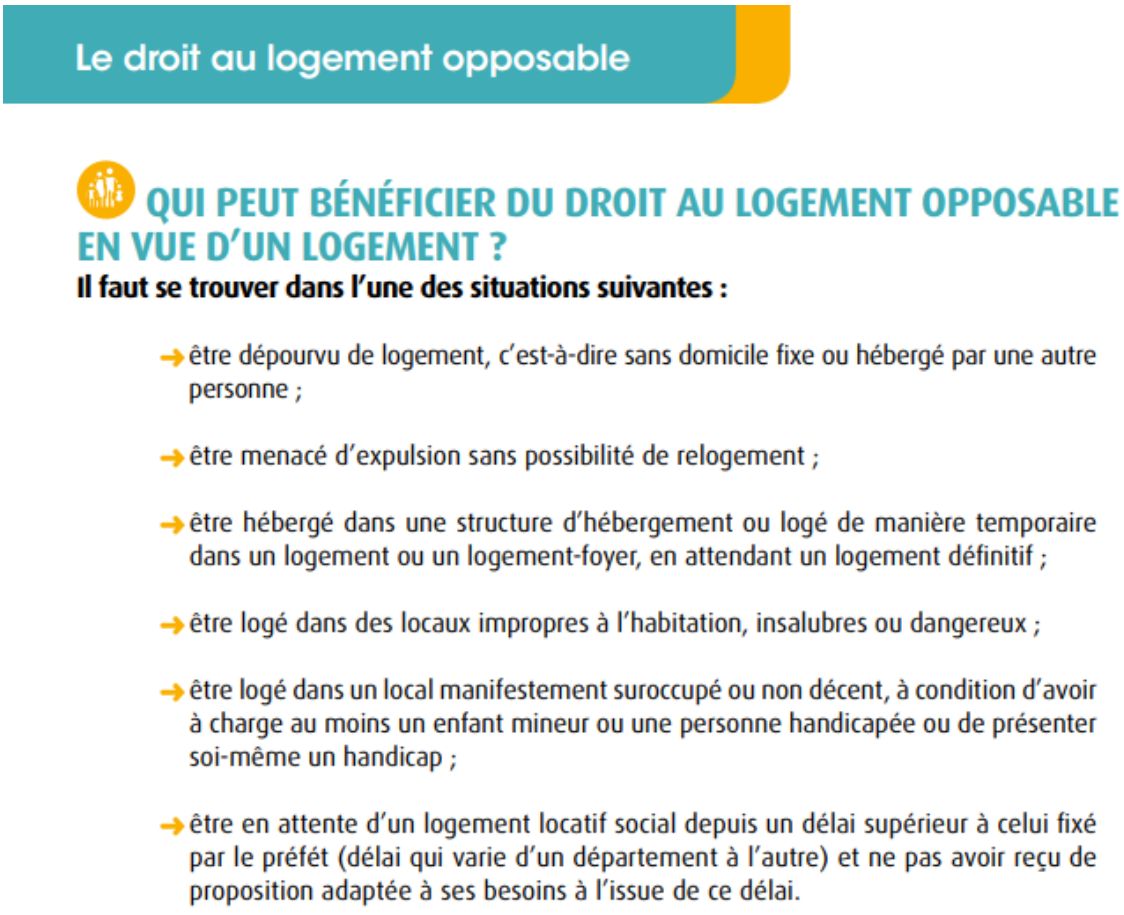
| | | | |
|---|---|---|---|
| location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé | | | |
| g bis) Personnes victimes de viol ou d'agression sexuelle à leur domicile ou à ses abords, lorsque l'autorité judiciaire a imposé à la personne suspectée, poursuivie ou condamnée et pouvant être à l'origine d'un danger encouru par la victime de l'infraction, une ou plusieurs des interdictions suivantes :<br>-une interdiction de se rendre dans certains lieux, dans certains endroits ou dans certaines zones définis dans lesquels la victime se trouve ou qu'elle fréquente ;<br><br>-une interdiction ou une réglementation des contacts avec la victime ; | Les personnes citées dans l'article de loi. | Dépôt de plainte transmis à l'autorité judiciaire, jugement condamnation du TGI, ordonnance de protection délivrée par le JAF en application du titre XIV du livre 1er du code civil. | Validité du justificatif à 24 mois |
| h) Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles | Les personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. | Justificatifs à produire par les associations agrées citées à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles (avant-dernier alinéa du II) : arrêté préfectoral ou avis d'une commission dédiée. | Validité du justificatif à 24 mois |
| i) Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal | Les personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme. | Justificatifs à produire par les associations agrées citées à l'article 121-9 du code de l'action sociale et des familles (avant-dernier alinéa du II) : arrêté préfectoral. | Validité du justificatif à 24 mois |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | | | |
|---|---|---|---|
| j) Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent | Les ménages ayant à leur charge un enfant mineur :<br>- soit logés dans des locaux manifestement sur-occupés<br>- soit logés dans des locaux ne présentant pas le caractère d'un logement décent. | Avis d'IR<br>Bail avec une surface de logement habitable globale au moins égale à seize mètres carrés pour un ménage sans enfant ou deux personnes, augmentée de neufs mètres carrés par personne en plus dans la limite de soixante-dix mètres carrés pour huit personnes et plus (Code Sécurité sociale)<br>Attestation de la CAF<br>Recours tribunal<br>Attestation service d'hygiène de la collectivité | |
| k) Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers | Les personnes dépourvues de logement ou hébergées par des tiers, en l'absence de lien parents/enfant ou concubinage ou coparentalité avec hébergeant sauf si 3 générations sous le même toit. | Justificatif de domicile et attestation de l'hébergeant (+ document corroborant la présence au domicile : facture de téléphone, attestation impôts).<br><br>Attestation du travailleur social ou attestation de domiciliation (pour les SDF). | Validité des justificatifs de moins de 3 mois |
| l) Personnes menacées d'expulsion sans relogement | Les personnes menacées d'expulsion sans relogement, ayant atteint le stade de la procédure « Commandement de quitter les lieux ». | Résiliation du bail ou maintien dans les lieux (signalement CCAPEX) prononcé par le jugement d'expulsion, commandement de quitter les lieux. | Justificatif de domicile de moins de 3 mois |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 6 : Les critères de labellisation DALO



Le droit au logement opposable

QUI PEUT BÉNÉFICIER DU DROIT AU LOGEMENT OPPOSABLE EN VUE D'UN LOGEMENT ?

**Il faut se trouver dans l'une des situations suivantes :**

- être dépourvu de logement, c'est-à-dire sans domicile fixe ou hébergé par une autre personne ;
- être menacé d'expulsion sans possibilité de relogement ;
- être hébergé dans une structure d'hébergement ou logé de manière temporaire dans un logement ou un logement-foyer, en attendant un logement définitif ;
- être logé dans des locaux impropres à l'habitation, insalubres ou dangereux ;
- être logé dans un local manifestement suroccupé ou non décent, à condition d'avoir à charge au moins un enfant mineur ou une personne handicapée ou de présenter soi-même un handicap ;
- être en attente d'un logement locatif social depuis un délai supérieur à celui fixé par le préfét (délai qui varie d'un département à l'autre) et ne pas avoir reçu de proposition adaptée à ses besoins à l'issue de ce délai.

Source : « *Le droit au logement opposable : mode d'emploi* », Ministère du logement et de l'Habitat durable, Mai 2016.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 7 : Les profils des ménages demandeurs de logement et ayant bénéficié d'une attribution sur le Territoire d'Est Ensemble en 2016

Profil des ménages demandeurs de logement et ayant bénéficié d'une attribution sur le territoire d'Est Ensemble en 2016

| | Profil des demandeurs de logement sur Est Ensemble en 2016 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Ensemble des demandeurs** | **Demandeurs du 1er quartile** | **Demandeurs prioritaires** | **dont Demandeurs DALO** |
| Nombre de ménages | 34 358 | 10 698<br>**31% des demandeurs** | 2 519<br>**7% des demandeurs** | 2 030<br>6% des demandeurs |
| Par des demandes de plus de 5 ans | 14% | 16% | 34% | 40% |
| Part des ménages sous les plafonds PLAI | 78% | 97% | 89% | 93% |
| Part des familles monoparentales | 22% | 31% | 31% | 33% |
| Taux de chômage | 13% | 24% | 17% | 19% |
| Part des ménages hébergés et/ou sans logement | 33% | 36% | 46% | 47% |

| | Profil des ménages ayant bénéficié d'une attribution sur Est Ensemble en 2016 | | | |
|---|---|---|---|---|
| | **Ensemble des attributions** | **Attributions au 1er quartile** | **Attributions aux prioritaires** | **dont Attributions aux DALO** |
| Nombre de ménages | 3 852 | 743<br>**19,3%** | 1 141<br>**29,6%** | 947<br>**24,6%** |
| Part de ménages déjà domiciliés sur la commune | 75% | NR | 42,70% | 45,20% |
| Part des ménages relogés hors QPV | 29% | 14,4%<br>(parmi l'ens. des attr. hors QPV) | 29,4%<br>(parmi les attrib aux prioritaires) | 29,6%<br>(parmi les attrib aux DALO) |
| Part des ménages relogés en QPV | 26% | 20,8%<br>(parmi l'ens. des attr en QPV) | 26,6%<br>(parmi les attrib aux prioritaires) | 27,7%<br>(parmi les attr aux DALO) |
| Part des ménages relogés en QPV | NR | 27,6%<br>(parmi les attr au 1er quartile) | NR | NR |
| Part des attributions sur le contingent préfectoral | NR | NR | 57% | 57% |
| Part des ménages du 1er quartile | NR | NR | 0,164 | 0,197 |

Source : Données DHUP 2016

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 8 : Les indicateurs communaux de la demande et de l'offre sur Est Ensemble

| | | Bagnolet | Bobigny | Bondy | Les Lilas | Montreuil | Noisy-le-Sec | Pantin | Le Pré-Saint-Gervais | Romainville | Est Ensemble - moyenne | Est Ensemble - médiane | Est Ensemble | MGP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Demandes** | Source | | | | | | | | | | | | | |
| Nombre de demandeurs | Fichier DRIHL 2016 | 2774 | 4996 | 4371 | 2076 | 8348 | 2940 | 5425 | 1546 | 1882 | 3817,6 | 2940 | 34358 | |
| Nombre de demandeurs (SNE 2015) de la commune / total des demandeurs EE | SNE 2015 | 8,8% | 14,6% | 12,1% | 5,9% | 25,7% | 8,5% | 15,1% | 4,2% | 5,1% | | | | |
| Nombre de demandeurs extérieurs à la commune | Fichier DRIHL 2016 | 791 | 1796 | 1176 | 1202 | 2219 | 923 | 1973 | 566 | 560 | 1245,1 | 1176 | 11206 | 366620 |
| Ancienneté moyenne de la demande en mois | OLS AORIF 2014 | 38 | 29 | 26 | 36 | 31 | 26 | 32 | 36 | 29 | 31,4 | 31 | 31 | 34 |
| Nombre de demandeurs prioritaires | Fichier DRIHL 2016 | 186 | 388 | 264 | 178 | 603 | 173 | 509 | 129 | 89 | 279,9 | 186 | 2519 | |
| % de demandeurs prioritaires | Fichier DRIHL 2016 | 6,70% | 7,80% | 6,00% | 8,60% | 7,20% | 5,90% | 9,40% | 8,30% | 4,70% | | | 7,30% | |
| Nombre de demandeurs DALO | Fichier DRIHL 2016 | 166 | 323 | 226 | 142 | 472 | 144 | 385 | 99 | 73 | 225,6 | 166 | 2030 | 29844 |
| % de demandeurs DALO | Fichier DRIHL 2016 | 6,0% | 6,5% | 5,2% | 6,8% | 5,7% | 4,9% | 7,1% | 6,4% | 3,9% | | | 5,9% | |
| Nombre de demandeurs DALO extérieurs à la commune | Fichier DRIHL 2016 | 67 | 152 | 96 | 75 | 175 | 48 | 152 | 23 | 33 | 91 | 75 | 821 | |
| Nombre de demandeurs DALO résidant sur la commune | Fichier DRIHL 2016 | 99 | 171 | 130 | 67 | 297 | 96 | 233 | 76 | 40 | 134,3 | | 1209 | |
| % de demandeurs DALO extérieurs à la commune / nombre de demandeurs DALO de la commune | Fichier DRIHL 2016 | 40,0% | 47,0% | 42,0% | 53,0% | 37,0% | 33,0% | 39,0% | 23,0% | 45,0% | | | 40,0% | |
| Nombre de demandeurs du 1er quartile | Fichier DRIHL 2016 | 845 | 1658 | 1620 | 501 | 2477 | 912 | 1694 | 418 | 573 | 1188,7 | 912 | 10698 | |
| % de demandeurs du 1er quartile | Fichier DRIHL 2016 | 30,5% | 33,2% | 37,1% | 24,1% | 29,7% | 31,0% | 31,2% | 27,0% | 30,4% | | | 31,1% | |
| Nombre de demandeurs < PLAI | SNE 2015 | 2072 | 3455 | 2513 | 1247 | 5704 | 2066 | 3314 | 873 | 1186 | 2492,2 | 2072 | 22430 | 320428 |
| % de demandeurs < PLAI | SNE 2015 | 72,8% | 72,8% | 64,1% | 64,9% | 68,2% | 74,7% | 67,7% | 63,6% | 71,2% | | | 69,0% | 70,0% |
| Nombre de familles monoparentales | SNE 2015 | 634 | 1059 | 1067 | 450 | 1924 | 697 | 1048 | 296 | 355 | 836,7 | 697 | 7530 | 21 |
| % de familles monoparentales / demandeurs | SNE 2015 | 22,3% | 22,3% | 27,2% | 23,4% | 23,0% | 25,2% | 21,4% | 21,6% | 21,3% | | | 23,2% | 21,2% |
| Nombre de demandeurs de mutations | SNE 2015 | 942 | 1512 | 1408 | 537 | 2555 | 961 | 1314 | 442 | 546 | 1135,2 | 961 | 10217 | 128171 |
| % des demandes de mutations | SNE 2015 | 33,1% | 31,8% | 35,9% | 28,0% | 30,6% | 34,7% | 26,8% | 32,2% | 32,8% | | | 31,4% | 28,0% |
| Nombre de demandeurs sans logement* | SNE 2015 | 1011 | 1695 | 1205 | 532 | 2768 | 891 | 1546 | 404 | 556 | 1178,7 | 1011 | 10608 | 151059 |
| % de demandeurs sans logement | SNE 2015 | 35,5% | 35,7% | 30,7% | 27,7% | 33,1% | 32,2% | 31,6% | 29,4% | 33,4% | | | 32,6% | 33,0% |
| Nombre de demandeurs - 30 ans | SNE 2015 | 574 | 1136 | 973 | 400 | 1692 | 601 | 972 | 252 | 376 | 775,1 | 601 | 6976 | 100706 |
| % de demandeurs - 30 ans | SNE 2015 | 20,2% | 23,9% | 24,8% | 20,8% | 20,2% | 21,7% | 19,9% | 18,4% | 22,6% | | | 21,5% | 22,0% |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Attributions | | Bagnolet | Bobigny | Bondy | Les Lilas | Montreuil | Noisy-le-Sec | Pantin | Le Pré-Saint-Gervais | Romainville | Est Ensemble - moyenne | Est Ensemble - médiane | Est Ensemble | MGP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'attributions | Fichier DRIHL 2016 | 392 | 459 | 403 | 108 | 1069 | 462 | 489 | 208 | 262 | 428 | 403 | 3852 | |
| Nombre d'attributions (SNE 2015) / total des attributions d'Est Ensemble | SNE 2015 | 8% | 17% | 11,90% | 3,10% | 20,40% | 11,50% | 15% | 5,30% | 7,80% | | | | |
| Taux de rotation | RPLS 2015 | 5,40% | 5,20% | 5,40% | 5,60% | 4,90% | 6% | 6,10% | 5,70% | 5,20% | | | 5,40% | 5,50% |
| Taux de satisfaction de la demande | SNE 2015 | 8,28 | 649,00% | 7,64 | 14,44 | 9,5 | 5,6 | 7,57 | 6,04 | 4,93 | | | 7,54 | 10,70% |
| Délai moyen d'attente en mois des ménages attributaires | OLS AORIF 2014 | 48 | 33 | 33 | 31 | 44 | 29 | 36 | 34 | 29 | | | 36 | 33 |
| Nombre d'attributions aux ménages reconnus DALO | Fichier DRIHL 2016 | 133 | 119 | 114 | 24 | 233 | 104 | 89 | 57 | 74 | 105,2 | 104 | 947 | 8045 |
| % d'attributions aux ménages reconnus DALO | Fichier DRIHL 2016 | 33,90% | 25,90% | 28,30% | 22,20% | 21,80% | 22,50% | 18,20% | 27,40% | 28,20% | | | 24,60% | 16,40% |
| Nombre d'attributions aux ménages reconnus DALO résidant dans la commune | Fichier DRIHL 2016 | 80 | 43,00% | 44 | 13 | 102 | 32 | 52 | 32 | 30 | | | 428 | |
| Taux de satiscation des ménages DALO de la commune | | 81% | 25% | 34% | 19% | 34% | 33% | 22% | 42% | 75% | | | 35% | |
| Nombre d'attributions en QPV à des ménages reconnus DALO | Fichier DRIHL 2016 | 39 | 75 | 33 | 0 | 22 | 21 | 13 | 9 | 19 | 26 | 21 | 262 | |
| Nombre d'attributions aux publics prioritaires | Fichier DRIHL 2016 | 149 | 154 | 138 | 30 | 284 | 219 | 117 | 61 | 79 | 126,8 | 129 | 1141 | |
| % d'attributions aux publics prioritaires | Fichier DRIHL 2016 | 38% | 33,60% | 34,20% | 27,80% | 26,60% | 27,90% | 23,90% | 29,30% | 30,20% | | | 29,60% | |
| Nombre d'attributions aux ménages du 1er quartile francilien | Fichier DRIHL 2016 | 95 | 102 | 117 | 10 | 180 | 69 | 76 | 16 | 78 | 82,6 | 78 | 743 | |
| % d'attributions aux ménages du 1er quartile francilien | Fichier DRIHL 2016 | 24,20% | 22,20% | 29% | 9,30% | 16,80% | 14,90% | 15,50% | 7,70% | 29,80% | | | 19,30% | |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| Attributions | | Bagnolet | Bobigny | Bondy | Les Lilas | Montreuil | Noisy-le-Sec | Pantin | Le Pré-Saint-Gervais | Romainville | Est Ensemble - moyenne | Est Ensemble - médiane | Est Ensemble | MGP |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'attributions en QPV (NB : 45% de NR) | Fichier DRIHL 2016 | 178 | 206 | 91 | 0 | 240 | 153 | 57 | 2 | 58 | 109,4 | 91 | 985 | |
| % des attributions en QPV / attributions | Fichier DRIHL 2016 | 45,40% | 44,90% | 22,60% | 0,00% | 22,50% | 33,10% | 11,70% | 1% | 22,10% | | | 25,60% | |
| % d'attributions en QPV aux ménages du 1er quartile / attributions en QPV | Fichier DRIHL 2016 | 34% | 17% | 19% | 0% | 16% | 15% | 18% | 0% | 36% | | | 20,80% | |
| % d'attributions en QPV aux ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartile / attributions en QPV | Fichier DRIHL 2016 | 66% | 83% | 81% | 100% | 84% | 85% | 82% | 100,00% | 64% | | | 79% | |
| % d'attributions hors QPV aux ménages du 1er quartile / attributions hors QPV | Fichier DRIHL 2016 | 22,20% | 15,20% | 17,90% | 9,30% | 12,20% | 18,40% | 10,20% | 9,40% | 19,70% | | | 14,40% | |
| Nombre d'attributions à des ménages < plafonds PLAI | SNE 2015 | 237 | 531 | 374 | 66 | 587 | 346 | 399 | 142 | 252 | 326 | 346 | 2934 | 31415 |
| % d'attributions à des ménages < plafonds PLAI | SNE 2015 | 68,90% | 72,50% | 72,90% | 49,60% | 66,70% | 70% | 61,70% | 62,60% | 74,60% | | | 68,10% | 64% |
| Nombre d'attributions à des demandeurs de mutations | SNE 2015 | 95 | 320 | 151 | 33 | 214 | 142% | 159 | 72 | 170 | 150,7 | 151 | 1356 | 13795 |
| % d'attributions à des demandeurs de mutations | SNE 2015 | 27,60% | 43,70% | 29,40% | 24,80% | 24,30% | 28,70% | 24,60% | 31,70% | 50,30% | | | 31,50% | 28% |
| Nombre d'attributions à des ménages précédemment sans logement* | SNE 2015 | 144 | 404 | 241 | 41 | 387 | 202 | 227 | 96 | 198 | 215,6 | 202 | 1550 | 16689 |
| % d'attributions à des ménages précédemment sans logement | SNE 2015 | 41,90% | 55,20% | 47% | 30,80% | 44% | 40,90% | 35,10% | 42,30% | 58,60% | | | 36% | 34% |
| Nombre d'attributions à des ménages de - 30 ans | SNE 2015 | 89 | 138 | 144 | 29 | 221 | 133 | 161 | 54 | 76 | 116,1 | 133 | 1045 | 13253 |
| % d'attributions à des ménages de - 30 ans | SNE 2015 | 25,90% | 18,90% | 28% | 21,80% | 25,10% | 26,90% | 24,90% | 23,80% | 22,50% | | | 24,30% | 27% |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 9 : La répartition des ménages DALO et prioritaires dans la demande et les attributions réalisées sur le Territoire.

Les demandes issues de ménages reconnus prioritaires (DALO ou non) sont moins bien satisfaites lorsque les ménages ne résident pas déjà dans la commune. Ainsi, seulement 45% des attributions réalisées au profit de ménages DALO l'ont été en faveur de ménages qui résidaient déjà dans la commune dans laquelle ils ont pu bénéficier d'un logement.

**Part des ménages prioritaires et DALO déjà domiciliés dans la commune parmi les demandeurs et les attributaires**

| En % | Bagnolet | Bobigny | Bondy | Les Lilas | Montreuil | Noisy le Sec | Pantin | Pré Saint Gervais | Romainville | Est Ensemble |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Demandeurs DALO** | 60 | 53 | 58 | 47 | 63 | 67 | 61 | 77 | 55 | 60 |
| **Attributions DALO** | 60 | 36 | 39 | 54 | 44 | 31 | 58 | 56 | 41 | 45 |
| **Demandeurs prioritaires** | 58 | 51 | 54 | 45 | 61 | 62 | 70 | 70 | 52 | 57 |
| **Attributions prioritaires** | 57 | 33 | 35 | 43 | 45 | 26 | 56 | 54 | 39 | 43 |

Source : DRIHL 2016

Note de lecture du tableau :
Sur l'ensemble des ménages reconnus DALO et ayant exprimé en premier choix le souhait de vivre sur la ville de Bagnolet, 60% résidaient déjà sur la commune.
Sur l'ensemble des attributions à des ménages DALO sur la ville de Bagnolet, 60% résidaient déjà sur la commune

*Précision :* Dans ce tableau, les ménages DALO ne sont pas comptabilisés dans les ménages prioritaires.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 10 : La commission de désignation

La Commission de désignation, régulièrement nommée « pré-commission d'attribution QPV », est prévue dans l'Article L 441-1-5 du Code de la Construction et de l'Habitat :
« *Les orientations adoptées peuvent prévoir des catégories de demandeurs ou de logements et des secteurs du territoire concerné pour lesquels les logements disponibles, réservés ou non, font l'objet d'une désignation de candidats d'un commun accord entre les bailleurs, les réservataires et l'établissement public de coopération intercommunale, la commune de Paris ou l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris.*

*Dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville, à la demande du maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le quartier, une commission composée des bailleurs sociaux, des réservataires, du maire et du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du président du conseil de territoire de l'établissement public territorial de la métropole du Grand Paris, ou de leurs représentants, est chargée de désigner, d'un commun accord, les candidats pour l'attribution des logements disponibles.* »

Les modalités de désignation des candidats devront être prévues dans la Convention Intercommunale d'Attribution. Ce processus de désignation se fait en amont de l'attribution. Il ne vient pas remplacer le passage des candidats en Commission d'attribution Logement.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 11 : Le référentiel QPV d'Est Ensemble et les préconisations en matière d'attribution

Extraction des préconisations du référentiel QPV concernant la mise en place de dispositifs spécifiques d'attribution pour les QPV sur la base des relevés qualitatifs et quantitatifs élaborés.

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Abreuvoir | Fort | La précarité du quartier semble être accélérée par l'arrivée de ménages fragiles. 82% de ces derniers perçoivent l'APL ou l'aide au logement (contre 62% pour les locataires arrivés il y a plus de deux ans), 32% sont bénéficiaires du RSA (contre 19%), 16% ont un emploi précaires (contre 9%) et 31% sont inscrites à Pôle Emploi (contre 31%).<br><br>Forte alerte sur la spécialisation croissante du parc social. Nombreux refus de demandeurs lors des attributions.<br>Des secteurs particulièrement fragiles sur lesquels une vigilance devra être apportée | Restructuration des typologies du parc social comme outil de développement de la mixité générationnelle et sociale.<br><br>Logement social neuf aux formes architecturales diversifiées<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Maintien d'une GUSP renforcée sur la durée du projet.<br>Maintien des habitants actuels souhaitant rester dans le quartier.<br>Favoriser l'accès des ménages relogés au parc neuf de logement social. | Recommandée | Contexte d'appauvrissement du quartier.<br>Patrimoine monobailleur qui peut faciliter l'expérimentation du dispositif.<br>Circuit partagé de désignation qui peut permettre de gérer plus facilement les refus de propositions et de trouver les solutions adaptées (gestion de la vacance technique, sur-entretien). |
| Bel Air - Grands Pêchers - Ruffins - Le Morillon | Modéré | Des restructurations qui vont venir renforcer l'attractivité d'un quartier qui présente d'ores et déjà peu de difficultés d'attribution sur site. Des réhabilitations et des livraisons qui doivent permettre de répondre aux demandes de mutations dans le quartier. et notamment pour les jeunes et les personnes âgées qui souhaitent y demeurer. | Un projet de renouvellement urbain et une restructuration du secteur des Morillon comme outil de mixité sociale.<br><br>Une vigilance concernant les attributions afin de veiller à ne pas renforcer le poids des ménages du 1er quartile. | Maintien d'une GUSP renforcée sur la durée du projet.<br>Favoriser les parcours résidentiels ascendants des ménages du quartier.<br>Une vigilance quant au fonctionnement de la résidence du CROUS et du FTM | Facultative | Possibilité d'expérimenter la mise en place de dispositifs spécifiques: en parallèle des restructurations, le développement de circuits de commercialisation différenciés pour favoriser l'installation de ménages des 3e et 4e quartile, de dispositifs pour répondre aux demandes de mutations des jeunes et persones agées du quartier (pièce en plus, adaptation, etc). |
| Béthisy | Modéré | Des logements sociaux occupés à bas loyer mais des remises en location qui se font aujourd'hui sur les loyers plafond pour Noisy le Sec Habitat, amenant des ménages moins modestes.<br>Une bonne attractivité des résidences liées à leur localisation, qui peut générer de la mixité sociale, mais une différenciation croissante des attentes entre locataires qui peut être difficile à gérer.<br>Une mobilisation des attributions pour le relogement du quartier du Londeau qui peut impacter durablement les attributions. | Attractivité existante pour des ménages diversifiés.<br><br>Enjeu d'amélioration du cadre de vie et de la qualité de l'offre existante pour permettre la stabilité des ménages. | Un travail à renforcer avec Action Logement pour mieux identifier les publics salariés et développer des circuits de commercialisation pour les attirer dans le quartier. | Facultative | Présence de 3 bailleurs différents, même si Noisy le Sec Habitat dispose d'un parc plus important avec peu d'enjeux spécifiques sur les attributions.<br><br>Un enjeu de coordination des attributions pour le relogement des ménages du Londeau qui se fera via la charte locale de relogement.<br><br>Vu le faible nombre de petits logements sociaux, la localisation en centre-ville et l'accessibilité importante du quartier, un potentiel d'expérimentation de la colocation dans le parc social. |
| Blanqui | Fort | Bondy Habitat ne rencontre pas de difficulté particulière d'attributions (le taux de rotation est particulièrement faible), les secteurs les moins attractifs faisant par ailleurs l'objet du projet de démolition.<br>La nouvelle offre en logement social participera à la diversification de l'offre dans le quartier. | Accueil de personnes âgées (adaptation du parc ou offre spécifique nouvelle).<br><br>Critères spécifiques d'attribution sur le secteur Blanqui Ouest :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Une attention particulière sur la question des relogements en fonction des souhaits exprimés par les ménages pour permettre le maintien sur site de ceux qui le souhaiteraient. | Facultative | Il n'y a pas de difficultés d'attributions sur site, le taux de rotation étant particulièrement bas.<br><br>Un enjeu fort de coordination des attributions pour le relogement des ménages du quartier (qui semblent vouloir rester sur le site) qui se fera via la charte locale de relogement. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Terre Saint blaise – Noue Caillet-De Lattre de Tassigny-Merisiers-Pont de Bondy | Fort | Une spécialisation sociale importante avec une population fragile et modeste grandissante.<br>Nombreux refus sur le secteur de la Noue Caillet avec une vacance structurelle.<br>Des différences notables selon les sous-secteurs. | Une démolition du parc social le plus dégradé et la réhabilitation du parc social conservé comme point d'appui pour l'amélioration de l'attractivité du parc social à long terme<br>Des sous-secteurs à prioriser pour enclencher une dynamique de déspécialisation sociale, notamment dans le parc social livré dans le cadre du PRU 1 | Un risque de décrochage de certains sous-secteurs durant le temps du projet .<br><br>Des attributions et des relogements qui demandent une vigilance particulière, pour ne pas fragiliser les résidences. | Recommandée | Une commission QPV qui permettrait d'engager une réflexion partenariale entre les 4 principaux bailleurs sur les nouvelles attributions, en parallèle des relogements sur site dans le parc social existant.<br><br>Un enjeu de coordination entre les différents bailleurs pour le suivi des attributions. |
| Branly-Boissière / Boissière-Saussaie-Beauclaire | Modéré | Un quartier qui ne rencontre pas de difficultés particulières d'attribution et qui va bénéficier de l'arrivée du tramway et de la ligne 11 ainsi que de nouveaux équipements dans le cadre de la ZAC.<br>Des livraisons qui doivent permettre de répondre aux demandes de mutations dans le quartier. | Des produits spécifiques pourraient être développés pour l'accueil de jeunes actifs et salariés en mobilité, surtout compte-tenu de l'arrivée de la ligne 11. | Maintien d'une GUSP renforcée sur la durée du projet.<br>Permettre le maintien des locataires actuels tout en diversifiant les attributions.<br>Une vigilance à avoir sur le fonctionnement résidentiel du foyer. | Facultative | Un quartier bénéficiant des dynamiques territoriales sans qu'il soit particulièrement opportun d'envisager la création d'une commission QPV. |
| Salengro - Gaston Roulaud - Centre-Ville - | Fort | Un parc social relativement peu attractif, avec des différences importantes selon les sous-secteurs (à objectiver) | Un potentiel pour accueillir des étudiants et des jeunes actifs (en colocation éventuellement) du fait de la proximité des transports.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Un enjeu de renforcer l'attractivité du parc social du quartier et éviter un éventuel décrochage, une nécessité de prévoir des réhabilitations (notamment énergétiques) ou des restructurations (pour favoriser des mix de typologies). | Recommandée | Une commission QPV qui permettrait d'engager une réflexion partenariale sur le secteur Paul Eluard, sur lequel les interventions du NPNRU vont se concentrer |
| Quadrilatère Etoile-Grémillon | Fort | La totalité des relogements ont eu lieu sur site, dans le neuf et dans l'existant. | Un secteur peu attractif, jusqu'ici très mobilisé pour le relogement, avec des niveaux de loyer bas.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Maintien d'une GUSP renforcée sur la durée du projet.<br><br>Permettre le maintien des locataires actuels tout en diversifiant les attributions. | Recommandée | Une commission QPV qui permettrait de coordonner les différents réservataires sur les attributions dans ce quartier rencontrant d'importantes difficultés, avec des bas loyer |
| Gagarine | Modéré | Un quartier attractif à court terme bénéficiant d'un projet de restructuration d'ampleur et de l'arrivée de la ligne 11 permettant d'envisager l'accueil de ménages moins modestes au sein du quartier dans le parc social. | Un potentiel pour accueillir tous types de public à la condition d'une diversification des typologies dans le parc social neuf, et d'une requalification ambitieuse des tours conservées. | Limiter les risques d'éviction des ménages actuels du quartier dans un parc social neuf dont les loyers seraient trop élevés. | Facultative | La majorité du parc sera traitée dans le cadre du projet (très grande ampleur des démolitions) conduisant de fait à porter une attention aux attributions à terme (livraisons neuves) sans mettre en place une commission spécifique. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Jean-Moulin - Espoir | Faible | Un quartier d'habitat mixte, attractif et bien inséré | Un secteur très attractif du fait de sa proximité avec de nombreux équipements et le centre ville. | Maintien d'une GUSP renforcée sur toute la durée des projets de réhabilitation.<br>Permettre le maintien des locataires. | Facultative | Un quartier attractif quine nécessite pas la mise en place d'une commission QPV mais pour lequel des dispositifs favorisant la diversification de l'occupation du parc social via des circuits de commercialisation différenciés ou d'expérimentations (accueil de jeunes en colocation). |
| La Boissière | Modéré | Même si les partenaires ne constatent pas de difficultés d'attribution dans le quartier, les loyers bas rendent la population du quartier relativement homogène.<br>Le quartier en majorité enclavé mais dont une partie se trouve en proximité du centre ville, ce qui peut participer à diversifier les ménages accueillis. | Un secteur attractif du fait de sa proximité avec le centre ville. | Un enjeu de décloisonnement entre les deux secteurs du quartier pour renforcer la mixité sociale au-delà de l'occupation du parc social. | Facultative | En-dehors de certains logements en R+4 sans ascenseur, il n'y a pas de difficulté particulière d'attributions dans le quartier. |
| La Capsulerie | Fort | Sur l'ensemble des QPV d'Est Ensemble, la Capsulerie est le quartier où le niveau de vie est le plus faible et où la grande délinquance est très ancrée. C'est également le quartier d'Est Ensemble où le non recours aux droits est le plus important (taux de couverture de 15%) et où la part des 25 ans et plus qui vivent encore chez leurs parents est la plus forte (12,2%); synonymes de parcours résidentiel et d'insertion interrompus. Malgré un processus de paupérisation accéléré, le quartier est en-dehors des projets de renouvellement urbain; les marges de manœuvres pour améliorer le cadre de vie et l'image du quartier sont donc faibles. Une étude urbaine est en cours afin de permettre la définition d'un plan de réaménagement du quartier. | Des restructurations des typologies du parc social comme outil de développement de la mixité générationnelle et sociale.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Un enjeu de favoriser l'amélioration des parcours résidentiels et notamment les décohabitations dans un quartier à dominante jeune.<br><br>Maintien et renforcement de la gestion urbaine de proximité.<br><br>Mise en place de dispositif d'accès aux droits complémentaires<br><br>Une vigilance importante à avoir sur le fonctionnement résidentiel du foyer Adoma. | Recommandée | Un enjeu à maîtriser l'occupation sociale pour rompre la dynamique de paupérisation du parc par la mise en place d'un circuit partagé de désignation qui peut permettre de gérer plus facilement les refus de propositions et de trouver les solutions adaptées (gestion de la vacance technique, sur-entretien).<br><br>Possibilité d'expérimenter la mise en place de dispositifs spécifiques de commercialisation en utilisant de la proximité du quartier avec le pôle Gallieni et Paris pour favoriser l'installation de ménages des 3e et 4e quartile. |
| Le Londeau | Fort | Un quartier qui reste peu attractif, malgré des logements spacieux mais qui le sera à moyen/long terme avec le prolongement de la ligne 11. | Des produits spécifiques pourraient être développés pour l'accueil de jeunes actifs et salariés en mobilité, surtout compte-tenu de l'arrivée de la ligne 11.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Une articulation entre les secteurs du quartier (en PRU ou non) et un enjeu de réhabilitation d'une partie du parc (isolation). | Recommandée | Des difficultés d'attributions pour les PLS qui pourraient se traduire par la mise en place d'une commission QPV permettant également le développement de circuits de commercialisation spécifique pour ces logements. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Le Plateau - Les Malassis | Fort | Un quartier dense accueillant une population importante et qui se paupérise (évolution du taux de pauvreté entre 2012 et 2014 de 1,2%) et caractérisé par un taux de logement à bas loyer particulièrement élevé (58%). Les ménages présentent des difficultés d'insertion et de couverture de leurs droits sociaux (taux de couverture des ménages à 21,5%).<br><br>Un quartier situé dans la première couronne parisienne et pour lequel, même s'il présente des défauts en terme de desserte et avec un parc vieillissant (dalle Thorez, Sadi Carnot) ; la demande pour le secteur est assez forte. Néanmoins, des taux de rotation et des demandes de mutations y sont importantes, reflet d'un manque de satisfaction des locataires concernant leurs conditions d'habitat (particulièrement sur le secteur du Plateau). | Restructuration des typologies du parc social comme outil de développement de la mixité générationnelle et sociale.<br><br>Réhabilitations importantes à mener sur le parc social.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Une difficulté liée à la topographie du quartier.<br><br>Maintien des habitants actuels souhaitant rester dans le quartier. | Recommandée | Des difficultés d'attributions particulièrement dans certains secteurs du quartier: Sadi Carnot, dalle Thorez, Anatole France.<br>Un enjeu à maîtriser l'occupation sociale pour rompre la dynamique de paupérisation par la mise en place d'un circuit partagé de désignation qui peut permettre de gérer plus facilement les refus de propositions et de trouver les solutions adaptées (gestion de la vacance technique, sur-entretien).<br><br>Deux bailleurs au patrimoine particulièrement important sur le quartier.<br><br>Possibilité de mettre en place des dispositifs spécifiques de commercialisation ou de réaliser des expérimentations comme de la colocation pour des grands logements. |
| La Noue - Clos Français | Fort | Un quartier situé dans la première couronne parisienne mais avec des des défauts en terme de desserte et avec un parc privé en difficulté (plan de sauvegarde sur la dalle La Noue).<br>Alerte sur la spécialisation du parc social mais également du parc privé.<br>Présence d'un foyer Adoma sur le secteur de la Noue avec des publics très précaires. | Le projet de renouvellement urbain et les réhabilitations du parc social comme outil de développement de la mixité générationnelle et sociale.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Une difficulté liée à la topographie du quartier.<br><br>Maintien d'une GUSP renforcée sur la durée du projet.<br><br>Maintien des habitants actuels souhaitant rester dans le quartier.<br><br>Vigilance sur la gestion et la restructuration du foyer. | Recommandée | Des difficultés d'atribution de certains logement avec un enjeu à maîtriser l'occupation sociale pour rompre la dynamique de paupérisation qui pourra passer par la mise en place d'un circuit partagé de désignation qui peut permettre de gérer plus facilement les refus de propositions et de trouver les solutions adaptées (gestion de la vacance technique, sur-entretien).<br>Trois bailleurs au patrimoine particulièrement important sur le quartier.<br><br>Possibilité de mettre en place des dispositifs spécifiques de commercialisation ou de réaliser des expérimentations comme de la colocation pour des grands logements. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Les Courtilières - Pont-de-Pierre | Fort | Un quartier souffrant d'une image plutôt négative : des demandes de mutations importantes et beaucoup de refus d'attributions (y compris de ménages reconnus DALO), une population fragile (beaucoup de procédures contentieuses pour impayés) et qui a du mal à se stabiliser | Une diversification de la population du quartier qui pourrait commencer par la partie Nord du Serpentin qui a été réhabilitée et qui pourrait servir de point d'accroche à travers l'accueil d'étudiants par exemple. | Des loyers qui sont plus élevés depuis les réhabilitations du Serpentin, en décrochage avec les ressources des ménages.<br>Une vigilance sur les attributions dans les secteurs Pont de Pierre et de Gaulle où les loyers sont très bas. | Recommandée | Une attention particulière à porter sur les attributions au regard de la fragilité du quartier et une commission QPV qui pourrait dans un premier temps travailler sur certaines résidences identifiées : rue Newton, rue Copernic, voire sur le Serpentin pour l'accueil d'étudiants via des circuits de commercialisation un peu différenciés. |
| L'Horloge | Fort | Un quartier paupérisé, des résidences où le taux de rotation est élevé. | Des projets d'aménagement alentours: corniches des forts, Zac de l'horloge.<br><br>Des réhabilitations et restructuration des typologies du parc social à envisager afin d'améliorer les conditions de vie des habitants et favoriser la mixité sociale.<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas le poids des ménages du 1er quartile. | Des actions pour répondre au sentiment d'abandon des habitants du quartier afin de limiter le décrochage du quartier et l'augmentation des inégalités dans le périmètre.<br><br>Une multiplicité de bailleurs. | Recommandée | Une commission QPV pourrait être utile pour les attributions réalisées au sein des résidences du quartier, notamment en vue d'accueillir des ménages extérieurs au quartier aujourd'hui réticents à venir s'y installer.<br>Cette commission favoriserait également les échanges inter-bailleurs et permettrait la mise en place de dispositifs spécifiques. |
| Marcel Cachin | Modéré | Un quartier relativement attractif qui bénéficiera de l'arrivée de la ligne 11 pour faciliter l'accueil de publics moins modestes. | Compte-tenu de la petite taille des logements, plutôt des petits ménages ou des primo-entrants dans le parc social (jeunes actifs, salariés en mobilité). | Une vigilance à porter sur le maintien des actuels habitants du quartier. | Facultative | Il n'y a pas de difficultés d'attributions sur site, le quartier est jugé relativement attractif. |
| Marnaudes - Fosse Aux Bergers - La Sablière | Modéré | Malgré un déficit d'image actuelle du quartier, une restructuration d'ampleur qui permettra une diversification des formes urbaines. | Des populations accueillies qui dépendront de la structure de l'offre reconstituée sur site en matière de typologies (un enjeu à créer de petites typologies, aujourd'hui quasiment absentes du quartier, qui pourraient permettre d'accueillir des salariés en mobilité) | L'attractivité dépendra fortement du niveau de transformation du quartier : nouvelles formes urbaines attractives, offre commerciale, équipements publics, espaces publics etc. | Facultative | La majorité du parc sera traitée dans le cadre du projet (très grande ampleur des démolitions) conduisant de fait à porter une attention aux attributions à terme (livraisons neuves) sans qu'il soit besoin de mettre en place une commission spécifique. |
| Quatre Chemins | Fort | Un quartier d'habitat privé qui concentre une part importante de ménages très modestes dans du logement insalubre.<br>Un quartier historiquement d'accueil des primo-arrivants, et en parallèle une mutation à anticiper du fait de la proximité de Paris, des transports et de la dynamique immobilière pantinoise. | Tous types de publics, en favorisant des grandes typologies pour accueillir et stabiliser des familles (aujourd'hui peu présentes) dans le quartier en maintenant une offre abordable. | Une attention particulière à porter sur certaines résidences en voie de fragilisation (52-62, avenue Edouard Vaillant), ainsi que sur le parc non conventionné géré par INLI (ancien OGIF) | Facultative | Une relative attractivité du quartier qui ne rend pas nécessaire la mise en place d'une commission QPV même si les attributions qui seront réalisées dans les nouveaux logements sociaux construits au sein du quartier dans le cadre du projet devront faire l'objet d'une vigilance appuyée de l'ensemble des réservataires. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

| | Niveau de spécialisation sociale | | | | Mise en place d'une commission QPV | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **QPV** | **Niveau** | **Commentaire** | **Potentiel d'attractivité** | **Points de vigilance** | **Préconisation** | **Commentaire** |
| Sept Arpents - Stalingrad | Modéré | Un quartier bien desservi en transports en commun et sans difficultés très prononcées.<br><br>Des logements sociaux qui constituent aujourd'hui un produit de diversification au sein du quartier qui n'en compte que très peu. | Tous types de publics, en favorisant des grandes typologies pour accueillir et stabiliser des familles dans le quartier en maintenant une offre abordable<br>Possibilité de favoriser également l'accueil de publics spécifiques (ex : étudiants) au regard de la proximité du métro. | Une intervention sur le bâti devant favoriser une amélioration de l'image du quartier pour stabiliser les ménages dans les logements sociaux aux loyers les plus élevés<br><br>Des cadres de suivi du relogement qui pourront être communs aux deux communes (charte de relogement, conventions droit à construire par exemple) pour favoriser une équité de traitement des ménages relogés, quelle que soit la commune d'origine. | Facultative | Une relative attractivité du quartier qui ne rend pas nécessaire la mise en place d'une commission QPV |
| Trois Communes - Fabien | Fort | Des difficultés sociales importantes sur le quartier qui ne fait, à l'heure actuelle, pas l'objet d'une vigilance particulière du fait de sa position géographique et de l'absence de PRU.<br>Des problématiques d'incivilités et de GUP qui ne font pourtant pas l'objet de signalement auprès du bailleur par les locataires.<br>Des résidences privés et sociales qui accueillent des publics très précaires et qui ne sont pas concernées par des projets d'amélioration | Logement social neuf aux formes architecturales diversifiées<br><br>Critères spécifiques d'attribution permettant un équilibre social dans les attributions :<br>- favoriser la satisfaction de la demande des ménages des 3e et 4e quartile souhaitant rester sur le quartier.<br>- veiller à ce que les attributions ne renforcent pas | Un enjeu de créer du lien entre les différents secteurs du quartier et un désenclavement qui sera permis par l'arrivée de la ligne 11 qui, couplé au projet de parc des hauteurs, permettra d'améliorer l'attractivité du quartier.<br><br>Actions de GUSP à envisager.<br><br>Mise en place de dispositifs d'accès aux droits complémentaires<br><br>Une vigilance sur le fonctionnement du foyer Adoma ainsi que sur les hôtels meublés. | Recommandée | Au regard de la situation sociale des habitants du quartier, de sa spécificité géographique et de la multiplicité des bailleurs sociaux qui le composent, le mise en place d'une commission QPV permettrait de rompre la dynamique de paupérisation du parc.<br>En complément, des dispositifs spécifiques (surentretien, vacances techniques, adaptation au logement, actions de GUP) et des interventions sur le parc pourront être envisagées. |

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## Annexe 12 : La contribution d'Action Logement Service relative au document cadre d'orientations stratégiques d'Est Ensemble

**DELEGATION REGIONALE ILE DE FRANCE**
**Relations Institutionnelles et Territoriales**

| | |
|---|---|
| **Objet** | **Note de contribution d'Action Logement Services relative au document cadre d'orientations stratégiques, Est Ensemble, 93** |

### Action Logement Services, un partenaire au service des entreprises et des salariés

Depuis plus de 60 ans, la vocation d'Action Logement est de faciliter l'accès au logement pour favoriser l'emploi et s'articule autour de 3 axes : **faciliter l'accès au logement des salariés, contribuer à la performance des entreprises, participer à la dynamique économique locale.**

### Préambule et éléments de diagnostic

Action Logement partage les résultats du diagnostic et les dynamiques régionales. Action Logement confirme son inscription entière dans les ambitions du territoire en faveur de la mixité renforcée dans le cadre de l'amélioration de la réponse aux besoins des entreprises et des salariés.

### Observations sur la première partie : Répondre aux objectifs de la Loi Egalité et Citoyenneté en prenant en compte les spécificités du territoire

**Sur l'orientation stratégique 1 :** Action Logement s'inscrit dans la démarche de l'EPT et sa volonté de mettre en œuvre des politiques d'attribution différenciées sur certains secteurs particulièrement paupérisés ». Concernant la prise en compte de l'ancrage territorial des ménages, Action Logement réaffirme l'attention particulière qu'il porte au lien emploi-logement et continuera de relayer auprès de l'ensemble des acteurs.

**Sur l'orientation stratégique 2 :** Action Logement intègre les enjeux spécifiques du territoire tels qu'ils sont rappelés, notamment dans le Référentiel, afin de travailler au rééquilibrage et partage l'attention spécifique portée aux attributions pour les ménages du 2e quartile. En tant que réservataire, Action Logement Services s'engage à mobiliser de son mieux son vivier de demandeurs salariés pour les attributions en et hors QPV.

**Sur l'orientation stratégique 3 :** Les objectifs de la loi Egalité et Citoyenneté sont atteints par Action Logement au niveau régional. La dimension régionale s'impose à Action logement et découle du protocole régional Etat (DHRIL) / Action Logement Services.

Actuellement, en tant qu'acteur multi territorial, Action Logement ne priorise pas un segment d'offre pour les ménages prioritaires non issus du territoire. Afin de mesurer la part potentielle de ménages DALO du territoire et celle des salariés ou demandeurs d'emploi, un travail d'évaluation quantitative est d'ailleurs nécessaire.

**Sur l'orientation stratégique 4 :** Action Logement participera de son mieux à apporter les données pertinentes, notamment grâce à la mise en place progressive d'outils informatiques plus performants.

**Sur l'orientation stratégique 5 :** Action Logement s'engage à participer à l'élaboration du PPGID et à étudier toutes les possibilités pour améliorer l'accueil et l'information des demandeurs.

### Observations sur la deuxième partie : Améliorer les parcours résidentiels des ménages d'Est Ensemble

**Sur l'orientation stratégique 6 :** Action Logement est fortement engagé dans la mise en œuvre du Pack Mobilité et souhaite le voir mis en œuvre par le plus grand nombre.

**Sur l'orientation stratégique 7 :** Action Logement réitère son engagement à développer des outils informatiques innovants et à favoriser la mise en location des PLS aux ménages correspondant aux plafonds de ressource, et notamment en mobilisant les entreprises du territoire.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

**Sur l'orientation stratégique 8 :** En tant que signataires de la Charte Territoriale du relogement, Action logement participe au cadre territorial de suivi des relogements mis en œuvre pour permettre aux habitants de bénéficier d'un parcours résidentiel positif.

**Sur l'orientation stratégique 9 :** La lutte contre l'habitat indigne sur le territoire est un des axes majeurs d'Action Logement puisque ses prêts et interventions financières sont multiples (ses prêts et aides à destination des salariés pour les travaux d'amélioration ou les copropriétés dégradées) et l'axe 7 de son Plan d'Investissement Volontaire, « Agir contre la dégradation de l'habitat ancien » est dédié à cet enjeu à l'échelle nationale et donnera lieu à Appel à manifestation d'intérêt pour identifier les logements éligibles à la démolition. Action Logement confirme sa mobilisation pour faciliter le relogement des salariés.

### Observations sur la Troisième Partie : Mieux accompagner les publics vulnérables dans l'accès et le maintien dans le logement

**Sur l'orientation stratégique 10 :** Action Logement s'inscrit dans les objectifs du territoire et cite l'Accompagnement Social des Salariés comme outil privilégié pour identifier et aider à la résolution des accidents de la vie5. En tant que membre actif du PDALHPD, Action Logement articule d'ailleurs étroitement son aide d'accompagnement spécifique avec les équipes du département de Seine-Saint-Denis en charge de la CCAPEX.

Ses prêts aux salariés pour l'amélioration de leur logement et de la performance énergétique, constituent des outils de lutte contre la précarité énergétique et ont vocation à être utilisés pleinement.

**Sur l'orientation stratégique 11 :** Action Logement partage ces ambitions. Concernant ainsi le logement des salariés handicapés, Action Logement propose des prêts spécifiques pour l'adaptation. Dans l'axe 3 de son Plan d'Investissement Volontaire, Action Logement prévoit un investissement déterminant pour adapter le logement au vieillissement, notamment via la subvention des Partenaires sociaux d'Action Logement aux travaux d'adaptation des sanitaires pour les plus de 70 ans. Ces aides ont vocation à accompagner les habitants du territoire d'Est Ensemble.

**Sur l'orientation stratégique 12 :** Action Logement partage cet objectif et contribue significativement à favoriser l'accès au logement pour les ménages de moins de trente ans dans la convention quinquennale Etat / Action Logement de 2018. Action Logement atteint ses objectifs de loger 30% de salariés de moins de trente ans sur son parc de réservations à l'échelle régionale. Il intervient également via la caution Visale, ouverte à un public plus large que celui des salariés, et à travers son offre en résidences avec services, solution adaptée à certains types de contrats professionnels.

**Sur l'orientation stratégique 14 :** Action Logement s'inscrit dans la démarche d'Est Ensemble pour fluidifier les parcours et les échanges entre le SIAO et les réservataires dans le cadre de l'accès au logement social des ménages sortant d'hébergement. Le service d'accompagnement aux salariés en difficulté d'Action Logement et les filiales dédiées à ces publics salariés fragiles accompagneront Est Ensemble dans la définition de ses projets.

### Sur le suivi et l'évaluation

Action Logement confirme qu'il sera très attentif à la déclinaison des « objectifs opérationnels dans la CIA » et sur la mise en œuvre de dispositifs partenariaux dans le cadre du PPGID.
Action Logement confirme son souhait de participer pleinement (comme le prévoit l'article L441-1-6 du CCH) aux groupes de travail de la Commission de coordination qui seront mis en place et assureront le rôle de suivi et d'évaluation des orientations de la CIL.

[5] Il s'adresse aux salariés d'entreprises privées de plus de 10 salariés, accédant ou locataires, confrontés à des difficultés conjoncturelles et se traduit par des aides spécifiques et personnalisées liées éventuellement au relogement d'urgence, à la solvabilisation du ménage, à l'apurement des dettes liées au logement.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# D2 - Convention spécifique relative au projet de gestion le cas échéant

La convention spécifique relative au projet de gestion le cas échéant pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# D3 - Charte de la concertation le cas échéant

La charte de concertation le cas échéant pour chacun des quartiers visés au titre I de la présente convention sont en annexe des conventions-quartier(s) pluriannuelles qui s'appliquent spécifiquement à ces quartiers.

DocuSign Envelope ID: A0C49DAB-3C0E-4BC3-8C03-C14B4D1ADC4E

## D4 - Autre, le cas échéant

Sans objet